

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES BOUTRIERS DE LA MER DES INDES

AFFAIRES DE

ZANZIBAR ET DE MASCATE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le mardi 14 Juin 1910, à 3 heures

PAR

CHARLES BRUNET

Président : M. WEISS, professeur.

Suffragants : { MM. RENAULT, professeur.
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTE DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES BOUTRIERS DE LA MER DES INDES

AFFAIRES DE

ZANZIBAR ET DE MASCATE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le mardi 14 Juin 1910, à 3 heures

PAR

CHARLES BRUNET

Président : M. WEISS, professeur.

Suffragants : { MM. RENAULT, professeur.
 GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1910





Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

La question des boutriers de la mer des Indes, si intéressante en elle-même au point de vue purement juridique et si importante par son retentissement sur la politique internationale, est profondément ignorée du grand public.

L'opinion française n'en a été saisie qu'aux heures de crise, quand, en 1899 et en 1903, l'Angleterre voulut, par la menace de ses canons, en finir à Mascate avec la rivalité française dans la mer des Indes, comme elle avait à Fachoda vaincu la longue opposition de notre pays à sa main-mise sur l'Egypte.

L'incident de 1903 à Mascate est le dernier avatar de la rivalité séculaire de la France et de l'Angleterre dans l'Océan Indien.

Au début du XIX^e siècle, des Français entreprirent, afin d'atténuer les désastreux effets de la perte de l'Inde, de constituer sur la côte orientale d'Afrique un empire d'un seul tenant, d'Alexandrie à Fort-Dauphin.

Au cours de la lutte qu'ils soutinrent pour la réalisation de ce projet, bien que livrés à eux-mêmes, ils furent heureux parfois au point de remettre en question l'hégémonie britannique dans l'océan Indien, mais leurs efforts étaient voués à l'insuccès final parce qu'isolés et successifs et non coordonnés et continus.

Le gouvernement de Paris négligea constamment l'initiative de ses nationaux, et l'alliance précieuse des anciens maîtres de la mer, les boutriers de Mascate et de Zanzibar. Il repoussa les circonstances qui s'offraient à lui et céda presque toujours « à un vertige de pusillanimité et de folie » (1). Du moins, l'œuvre des Français de la mer des Indes n'a pas été tout à fait vaine puisqu'elle a valu à notre pays Madagascar, les Comores et Djibouti.

L'expérience d'un siècle a sa valeur. Elle permet de nous mieux connaître. Chez nous, a dit justement M. Charmes, « l'œuvre coloniale a toujours été le produit d'entreprises isolées, de tentatives individuelles, un instant favorisées par l'opinion publique mais très rarement comprises par les gouvernements qui les ont fait presque toutes avorter à la longue, à force d'imprévoyance, d'aveuglement, de faiblesse maladroite ». Cela trouve son application ici.

(1) Gabriel Charmes, *Politique extérieure et coloniale*, Paris, 1883.

L'histoire de cette longue période, de la reprise de possession de nos établissements malgaches à l'expédition de Fachoda qui devait rouvrir la question d'Egypte et donner à la politique de nos nationaux dans la mer des Indes le puissant point d'appui de l'Afrique occidentale française, mériterait d'être écrite ; elle dépasserait le cadre de cette modeste étude, et nous nous contenterons de l'indiquer en traits rapides.

Il nous paraît toutefois indispensable de montrer dans cette introduction par un exemple entre cent, celui de Sylvain Roux, l'ardeur passionnée de nos héros méconnus, leur vision prophétique des événements, leur sens pratique et profond des réalités.

Sylvain Roux, né à l'île de France, était commerçant à Tamatave, lorsqu'en 1810 nos établissements de Madagascar tombèrent au pouvoir des Anglais.

Après le traité de 1814 qui nous rétrocédait dans la mer des Indes l'île Bourbon, dernier vestige de notre ancienne puissance coloniale, Sylvain Roux vit avec peine le gouvernement français se désintéresser de la Grande Ile : il adressa mémoire sur mémoire aux ministres, mais ils avaient, à la vérité, bien d'autres et de plus graves préoccupations. Cependant Sylvain Roux réussit à persuader le commandant pour le roi de l'île Bourbon, M. Bouvet de Loziers,

qui déclarait le 18 juin 1815 « Madagascar, dépendance de l'île Bourbon. »

On venait à peine à ce moment de recevoir la nouvelle du retour de l'île d'Elbe, et M. Bouvet de Loziers avait dû repousser la prétention émise par l'escadre anglaise de la mer des Indes de réoccuper Bourbon jusqu'à la fin des événements qui se déroulaient en Europe.

Le gouverneur français, en proclamant « Madagascar, dépendance de Bourbon », préjugait d'ailleurs une question assez délicate. Nos établissements de la grande île, avaient capitulé en 1810, et rien dans le traité de 1814 n'indiquait qu'ils nous étaient rendus. Sous l'Empire ils avaient été administrativement, et l'île Bourbon elle-même, dépendances de l'île de France.

« Par dépêche du ministère de S. M., en date du 2 novembre 1815, écrit M. Farquhar gouverneur de l'île Maurice, à son collègue de Bourbon, j'ai reçu l'ordre du gouvernement de S. M. de considérer l'île de Madagascar comme ayant été cédée à la Grande-Bretagne sous la dénomination générale de dépendances de l'île de France ». En conséquence, il faisait connaître qu'il s'opposait à ce que les Français fréquentassent les ports de la Grande Ile.

La thèse britannique était soutenable, mais elle était, aux yeux de Sylvain Roux, inadmissible ; il

obtint d'un ancien colon de Bourbon, M. de Villèle, le futur premier ministre de Charles X, qu'il mit au service de la cause française le crédit dont il commençait de jouir à Paris. Après une lutte diplomatique de plusieurs mois, la Grande-Bretagne renonça officiellement à ses prétentions.

Mais la reconnaissance de nos droits « commerciaux » à Madagascar ne devait pas désarmer l'opposition violente ou hypocrite du gouverneur Farquhar. D'ailleurs, « loin de désavouer son agent, le cabinet de Saint-James l'avait récompensé de son zèle et renvoyé à Maurice avec de nouveaux moyens d'action » (1).

Nous ne pouvions nous endormir sur un succès platonique. Sylvain Roux se rendit en France pour réclamer des mesures en vue d'une occupation définitive. Il s'y heurta à de longues hésitations. Enfin, après deux années de démarches incessantes, il était nommé commandant particulier pour le roi des établissements de Madagascar.

En 1820, Sylvain Roux s'établissait dans l'île Sainte-Marie dont il faisait une vraie place de guerre. Il eût aussitôt à résister aux intimidations anglaises. La corvette britannique le *Menay* vint s'enquérir « dans quel but et en vertu de quels pouvoirs il était

(1) Louis Brunet, député de La Réunion, *La France à Madagascar*, Paris, 1895.

venu fonder un établissement militaire sur la côte de Madagascar ». Il répondait fièrement (3 novembre 1821) : « Je n'ai pas de qualités pour entrer en ce moment en discussion de nos droits; je vous renvoie à cet effet à ce qui s'est traité en 1817 entre M. Martin Delacroix, agissant au nom de MM. Delafitte et Desbassyns, et M. le gouverneur Farquhar ; vous y verrez, Monsieur, que le gouvernement français n'a voulu ni pu faire aucune concession au gouvernement britannique sur les droits de la France sur l'île de Madagascar ; droits que je dois considérer comme imprescriptibles et pour lesquels je proteste formellement, au nom de mon gouvernement, dans le cas où il y serait porté atteinte. »

Sylvain Roux réussissait bientôt à faire accepter le protectorat de la France par tous les chefs de la côte orientale. Mais en face de lui il trouvait toujours les intrigues du gouverneur Farquhar, et il lui en était venu une haine irrémédiable des Anglais. Dans sa correspondance, il les nomme « cette vermine », il les montre « fourbes, menteurs », complotant avec les Hovas contre nous.

Cette brutale franchise, ne tardait pas à inquiéter le nouveau gouverneur de Bourbon, M. de Freycinet, qui adressa des admonestations sévères à son subordonné, le traitant de visionnaire. Sylvain Roux se défend comme il peut contre la mauvaise volonté d'un

chef avant tout soucieux de tranquillité. En s'excusant d'avoir tant parlé des Anglais, il en parle encore : « Je suis réellement fâché, écrit-il, d'avoir pu vous déplaire en vous répétant jusqu'à satiété que les Anglais veulent nous susciter de grands embarras à Madagascar : j'ai eu tort ». Et encore : « Je me suis peut-être un peu trop appesanti sur l'effet des démarches tortueuses des Anglais auprès de Radama ; j'ai peut-être mis trop d'intérêt à vous en entretenir ; mais je suivrai vos conseils et je temporiserai. »

Sylvain Roux sent trop bien qu'il ne peut être seul à lutter contre toute la puissance anglaise, — gouverneurs, marins, commerçants, missionnaires, et plus haut encore le *Foreign Office*, — il voit trop nettement que son œuvre est inutile, si elle ne doit pas être soutenue, continuée. Par tous les moyens il tâche d'ouvrir les yeux à M. de Freycinet, aveugle volontaire ou trop fidèle serviteur de la lettre de ses instructions. Il n'y réussit pas ; il est harcelé de récriminations. Aussi quelle tristesse dans cette lettre, la dernière, écrite au gouverneur de Bourbon : « Votre lettre.. m'a profondément peiné ; mon seul et unique but a été de vous mettre en garde contre l'astuce de nos ennemis ; je ne savais que trop que de vous l'avoir trop souvent dit vous fatiguait, et je me disais que je ne vous en parlerais plus et que j'attendrais... »

Mais le silence n'est pas toujours possible.

Ainsi, tandis que Farquhar est félicité et encouragé par ses chefs, Sylvain Roux est abandonné et blâmé. Il n'en poursuit pas moins son œuvre, courageusement. C'est en plein succès que la mort vint le frapper le 2 avril 1823.

Sylvain Roux est le type de ces héros obscurs et innombrables à qui le sort a dévolu, sur les bords lointains de la mer des Indes, un rôle effacé. Son émouvante figure a été remise en lumière par M. Louis Brunet. « Il était bon que l'histoire présentât enfin ce Français à nos générations comme le martyr de son patriotisme et de sa foi, et dans la sphère qui fut la sienne comme l'héritier modeste mais enthousiaste de la pensée des Duplex et des Labourdonnais (1).

Sylvain Roux disparu, l'intrigue anglaise put se développer librement. En mars 1825, notre dernier établissement dans la Grande Ile, Fort-Dauphin, tombait aux mains des Hovas. Moins de deux ans avaient suffi pour que se réalisassent les appréhensions prophétiques de notre agent à Madagascar. Les Français étaient entièrement évincés. Madagascar aux yeux des chancelleries, devenait terre sans maître ; M. Farquhar n'apercevait plus d'obstacles à ses projets sur la grande île.

(1) Louis Brunet, député de La Réunion, *op. cit.*

Ainsi tant d'efforts, d'obstination, de sagesse même avaient été dépensés en pure perte. Il faudra d'autres Sylvain Roux et d'autres encore, pour que la grande île devienne enfin nôtre. Que de temps perdu, d'argent gâché, de vies sacrifiées, quand une politique ferme eût suffi à réduire au minimum nos sacrifices.

Si Sylvain Roux avait été suivi, la France aurait résolu la question de Madagascar très vite, et sans coûteuses expéditions.

Mal soutenu, un agent énergique est souvent amené à risquer le tout pour le tout. L'initiative de leurs nationaux peut ainsi devenir dangereuse pour les gouvernements sans politique nette, elle est féconde pour les autres. Un gouvernement qui ne sait pas ce qu'il veut, marche les yeux fermés vers les plus redoutables complications.

Quand l'abondance du sang français criminellement répandu et les insultes journalières à notre drapeau eurent enfin ému l'opinion métropolitaine et nécessité une répression éclatante, nous nous sommes trouvés à Madagascar en face de difficultés matérielles devenues très grandes et d'une situation internationale très compliquée.

Du moins, à Madagascar, les 500 ou 600 colons Français tombés dans les rizières, une sagaye entre les deux épaules, ne sont pas morts en vain.

Dans l'affaire des boutriers de la mer des Indes, infiniment importante au point de vue des intérêts généraux de notre pays, la persévérance, l'adresse, le dévouement de nos agents ont été stériles.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Considérations sur la navigation boutrière.

A l'intérieur du vaste triangle qui limite l'ère des civilisations les plus lointaines et quasi-légendaires (1), et dont les sommets correspondent à la Mésopotamie, à l'Egypte et à la Porte des Pleurs, l'Arabie étend ses déserts, ses belles montagnes, ses côtes développées, proposant éternellement à l'homme une vie de migrations et d'aventures. Il n'y peut échapper. Il faut absolument qu'il s'y accommode ou qu'il meure. « Les conditions de l'ambiance, dit Reclus, sont tellement impérieuses que l'on peut en conclure à une identité presque complète de mœurs et de coutumes entre les Bédouins de nos jours et les Amalécites ou Azaréens qui vivaient trois mille années avant nous. »

(1) Cf. Schweinfurth, *De l'origine de l'Egypte*.

Migrateur par nécessité, l'Arabe s'est fait, dès l'aube des temps, le messager des peuples de l'antique « trépied ». Il a nomadisé à travers les grands espaces de sa patrie et l'immensité de l'océan. Il a conduit à Babylone les caravanes d'Egypte et à Thèbes celles de l'Asie, et dans ses navires il est allé arracher leurs richesses aux rivages de l'Afrique et de l'Inde. « Les descendants des premiers courtiers d'Arabie suivent encore dans notre siècle de mouvement et de transformation, les sentiers tracés jadis par leurs ancêtres sur les sables du désert, où sillonnent les mêmes ondes à travers les mêmes écueils » (1).

La position maritime de l'Arabie est remarquable ; son littoral à l'orient fait face aux rives asiatiques, depuis le Chatt-el-Arab jusqu'à Ceylan ; à l'ouest, il est parallèle au continent africain. Deux mers resserrées semblent convier à des traversées faciles les riverains qui voient se profiler sur le soleil couchant les montagnes prochaines, et les vents réguliers attirent vers les vastes eaux ces hommes habitués déjà à lire dans les étoiles du ciel le secret des longues routes à travers les steppes de la péninsule.

Dans le golfe Persique, du Chatt-el-Arab au détroit d'Ormuz, partout les ports s'abritent au creux des rades

(1) Noël, *Histoire du commerce du monde depuis les temps les plus reculés.*

calmes et poissonneuses; les villages succèdent aux villes parmi les palmeraies et les bois de dattiers. La navigation n'est pas sans dangers le long de ces rivages découpés, balayés par les vents violents et les courants de la mer; mais les Arabes se jouent de ces difficultés. La seule ville d'Abou-Tabi envoie 1.800 barques à la pêche des perles et le nombre total des bâtiments que l'on rencontre aux îles Bahrein est de 5.000. Ces régions doivent à la cueillette des huîtres perlières une antique illustration. Pline place aux îles Bahrein l'origine des Phéniciens; de là ils partirent pour s'établir dans l'est de la Méditerranée où leurs colonies de Sidon et de Tyr devinrent de florissantes métropoles, comme plus tard Carthage.

L'esprit migrateur de cette population maritime est demeuré aussi vivace que par le passé. « On ne devra pas s'étonner, disent les *Instructions nautiques* du golfe Persique, de s'apercevoir que des villes décrites dans ce livre aient disparu, ni de constater l'existence de villes sur un point de la côte donné comme inhabité. Il n'est pas rare, en effet, de voir un certain nombre de familles se séparer du chef de la tribu, aller s'établir et construire une ville ailleurs. »

Le versant de la mer Rouge, du golfe d'Aqabah à la mer des Indes, se déploie sur 2.000 kilomètres. De grands paysages tristes, une solitude profonde, des îles, des sables, des îles encore. Rien ici ne serait, rien n'au-

rait vécu sans la mer. On demeure confondu de voir surgir dans ce domaine de la mort des ports joyeux et pleins de bruit, caravansérails où viennent s'accumuler les produits du Hedjaz et du Nedjd et d'où les navires les transportent sur la rive africaine. De part et d'autre du détroit de Bab el Mandeb (Porte des Pleurs), les hautes montagnes du Nedjed et de l'Ethiopie s'érigent, d'une nature si semblable que les anciens leur attribuaient le même nom de Punt. Aux siècles de la préhistoire, les communications durent être constantes entre ces deux massifs. Schweinfurth suppose que des migrations arabes atteignirent, il y a des centaines de mille ans, la haute vallée du Nil et contribuèrent à y préparer la civilisation égyptienne. Aux époques classiques, les caravanes franchissaient le détroit ou bien la mer plus large et semée d'îles qui s'ouvre au nord, remontaient jusqu'aux puissantes brèches et aux routes naturelles que surveille aujourd'hui le port de Souakim ; ensuite, « se dirigeant sur l'ouest, elles atteignaient par la voie la plus courte la rive du Nil à Berber ou au grand coude occupé par la ville d'Abou-Hamed, lieu historique et préhistorique aussi ancien que la civilisation elle-même » (1).

Sur son littoral sud-oriental, de l'ancien Cosseir (Kosair) à Ras el Had, l'Arabie prend contact avec

(1) Reclus, *L'homme et la terre*.

les vents de l'océan Indien. La mousson de Sud-Ouest s'y établit à la vérité assez tard, en mai, et aussi vers la fin d'août; elle y est beaucoup plus modérée que dans les autres parties de la mer d'Oman, sa force pendant le jour excède rarement celle d'une brise fraîche; mais la mer n'est pas si grosse que celle qu'on rencontre au large et aux approches de la côte de l'Inde, et le ciel reste généralement clair, circonstances favorables au départ.

A la pointe extrême de la presqu'île arabique, entre le golfe Persique et l'océan s'étend le pays d'Oman. Les conditions géographiques de ce territoire sont telles qu'on s'accorde généralement à y placer la naissance de la grande navigation boutrière. Le voyageur qui, des rivages de la Perse, gagne par mer l'Arabie heureuse, voit se développer d'admirables palmeraies qui s'étagent jusqu'aux contreforts violets de l'intérieur. La côte est excessivement basse, bordée à grande distance de récifs sur presque toute sa longueur. Au fond des rades se succèdent de nombreux villages, offrant aux regards la masse carrée du fort, flanquée de tours en pierre brute et percée de meurtrières, la blancheur étincelante de la maison du Cheikh, les bois de dattiers et les paillottes des pêcheurs. La belle plaine de Batina déroule ses champs fertiles en avant des montagnes qu'on découvre entre Ras Abou Daoud et Sour. Quelques villes, Mattra,

Sour, Mascate, apparaissent dans la sombre mêlée des palmes.

Mascate est le chef-lieu du pays d'Oman et le port le plus important de l'Arabie. Les bâtiments qui se rendent dans le golfe Persique font naturellement relâche dans la rade dessinée par l'île escarpée et rocheuse de Maskat et la terre. La ville occupe le fond de la baie ; elle est bâtie au bord de l'eau, de sorte qu'à marée haute la mer vient baigner le pied des maisons. Au-dessus, le vieux château se dresse « formidable avec ses tours et ses donjons, ses remparts ornés de mâchicoulis et les gueules sombres de ses antiques canons » (1). Mascate a la réputation méritée d'être un des pays les plus chauds du monde. « Puisque tu as créé cette fournaise, demande le musulman, pourquoi avais-tu besoin, Allah, de créer l'enfer ? » Aussi, aux approches de la canicule, la population tout entière fuit aux vergers et s'y livre à la cueillette des dattes. Il ne reste plus dans les villages que le bas-peuple et surtout les gens du Beloutchistan (Baloutchis) qui font les rudes travaux. La pêche elle-même est délaissée par les marins du pays, et l'on voit arriver pour les remplacer des indigènes de Sokotora, à l'aspect misérable et farouche, n'ayant comme pirogues que des flotteurs grossiers et se servant d'engins très primitifs.

(1) Lieutenant de vaisseau Allemann, *Mascate (croisière du navire de guerre Scorpion, 1898)*. Tour du Monde.

Mais, pendant les trois quarts de l'année, la baie regorge de mouvement et de vie. Des boutres à longue antenne passent incessamment et vont grossir la flottille mouillée dans la petite anse de Makallé.

Quand on quitte Mascate et que l'île est contournée, les maisons blanches se montrent encore plusieurs fois entre les rochers sombres, puis la vision lumineuse disparaît (1). Plus loin Sour allonge sur sa lagune ses deux villes jumelles dans un pays abondant en ressources. Sour est le principal port d'attache des boutriers de l'Oman et l'entrepôt naturel du Jaalan et de la province de Charqiyeh. Sa population est douée d'un grand esprit d'entreprise et d'indépendance. Les boutriers de Sour ne sont pas, en majorité du moins, de simples transporteurs, mais de vrais négociants qui achètent de leurs deniers les marchandises qu'ils embarquent et les vendent pour leur compte doublant ainsi leurs bénéfices. Quelques-uns exportent à Bombay les dattes produites par les riches territoires de l'hinterland et vont s'approvisionner sur la côte du Malabar de riz indien et de bois de construction pour les navires. Les plus nombreux partent en septembre et octobre, prennent à Mohammerah et à Bassorah dans le golfe Persique des cargaisons pour le Hadramaout, Aden, la côte du Yemen, le pays des Somalis et le Benadir; de là se dirigent le long de la côte orientale d'Afrique,

(1) Lieutenant de vaisseau Allemann, *op. cit.*

ils touchent aux ports de Monbasa, Malindi, atteignent Zanzibar, Madagascar et le Mozambique. Alors, dès que souffle le vent du sud-ouest, les uns rentrent à Sour, avec des chargements de *bortis*, espèces de poutres et de solives qui servent à la construction des plafonds de toutes les maisons des villes de la côte de l'Oman (1) et aussi de Bouchir et de Bassorah. D'autres remontent la côte d'Afrique, approvisionnent de grains et de légumes secs, achetés dans les escales du sud, le Bénadir, la côte des Somalis, Cheher et Mekelleh, dans le Hadramaout, et arrivent à Sour, sur lest ou avec des pièces de *séder*, bois très dur qui croît à la côte des Somalis et dont on fait les varangues et la membrure des boutres.

Après avoir mis à sec, réparé et enduit d'huile de poisson leurs navires, dans le Khor, qui est un véritable dock naturel, patrons et équipages passent aux palmeraies et attendent les vents favorables pour un nouveau voyage.

Les boutriers de Mascate et de Sour sont traditionnellement les routiers et les entrepreneurs de commerce de la mer des Indes. Ils possèdent un droit maritime qui fut codifié au XIII^e siècle de notre ère, « d'après

(1) Ces *bortis* soutiennent des nattes recouvertes de terre et de mortier battu. A l'intérieur du pays, on utilise les troncs de palmiers. Les Allemands et les Anglais, à la côte d'Afrique, ont frappé récemment l'exportation des *bortis* de droits très élevés.

les coutumes anciennes » (1) et universellement accepté, et une langue spéciale, l'omâni, organe des transactions dans toute la mer des Indes, qui se double d'un dialecte arabico-africain, le souahéli, remarquable par sa prononciation harmonieuse, sa richesse lexicographique et la grande souplesse qui lui permet d'exprimer jusqu'aux moindres nuances de la pensée (2).

Les gens de l'Oman sont encore maintenant les premiers parmi leurs compatriotes dans l'art de naviguer et de commercer : on reconnaît un boutre de Mascate ou de Sour à son allure plus élégante, à ses manœuvres plus savantes ou plus hardies, à tout un ensemble qui fait de la grâce et de la vitesse.

Quand soufflent les vents favorables de tous les points de la côte d'Oman, les boutres cinglent vers la haute mer. Ils font voile vers le golfe Persique, l'Inde, Ceylan et la côte d'Afrique emportant pour les échanges le café, les dattes, l'encens, les perles, le poisson salé. Avec la mousson inverse, ils reviennent, traversant l'Océan d'un vol droit et rapportent les soies acquises à Bombay, les brocards indiens, les cotonnades, les armes, le sucre en cristaux des îles, l'or neuf et les

(1) Pardessus, *Collection des lois maritimes antérieures au XVIII^e siècle*. Voir également Ernest Nys, *Un chapitre de l'histoire de la mer*.

(2) Bouvat, *Notes sur les langues bantous* (*Revue du Monde musulman*).

épices d'Afrique. A leur sortie de Mascate ou de Sour, les bâtiments ont à lutter contre des courants qui atteignent souvent une vitesse de 40 milles, et les vents violents appelés *chamals* ou *nachis*, qui suivant l'époque les poussent vers le golfe Persique ou la haute mer. Les habitants du pays d'Oman eurent dès l'origine à chercher à travers l'océan des communications avec l'Arabie plus complètes que les étroits sentiers du rivage : « Le territoire d'Oman est en réalité une île, dit Reclus : au nord il affronte une mer plus large et plus dangereuse que le golfe Persique, au midi il s'adosse à l'infranchissable Nahra ; il garda de tout temps son indépendance de culture, même à l'heure actuelle on y parle une langue qui semble n'avoir aucune analogie avec l'arabe ». Tandis que dans la mer Rouge et le golfe Persique, les riverains ne pouvaient envisager autre chose que des traversées faciles d'un bord à l'autre et un cabotage sans péril de port à port, les navigateurs de l'Oman durent être entraînés par les courants et les vents du large et firent sans doute d'inattendus parcours vers l'Inde comme plus tard le grec Hippalos. Mais quand ils eurent compris le phénomène des moussons, ils furent les maîtres de la mer.

*
* * *

Toute l'année, dans chaque hémisphère, à une distance égale du pôle et de l'équateur, les vents de la

mer naissent et soufflent vers la ligne équinoxiale pour y remplacer les masses d'air surchauffées. En dehors des alizés de nord-est et de sud-est qui balayent incessamment l'immensité de l'océan, des brises journalières s'établissent sur les côtes ; à la brise de mer du matin succède chaque jour après quelques heures de calme la brise du soir ou de terre. Ces vents ne se font sentir qu'à une faible distance du rivage et sont utilisés par les marins pour entrer dans les ports ou en sortir (1).

La mer des Indes est soumise à un régime particulier. Les alizés de nord-est ne soufflent que pendant les mois d'hiver ; en été, l'appel d'air produit par l'échauffement du continent asiatique donne naissance à des vents du sud-ouest et le retour alternatif de ces deux vents à époques fixes constitue le phénomène

(1) La constance et la régularité des vents qui les emportaient remplirent d'étonnement les compagnons de Christophe Colomb. Partis à la recherche d'un monde nouveau, ils étaient saisis d'inquiétude et de crainte à la pensée que la route de la patrie leur était à jamais fermée.

La découverte des vents généraux marque le début des temps modernes. Elle donne un prodigieux essor à la navigation occidentale, en ouvrant toute l'étendue des océans aux marins d'Europe et en révélant ces terres fabuleuses qui étaient apparues sous le voile des légendes et des fictions dans les récits de Marco-Polo.

auquel les Arabes ont donné le nom de moussons, (*moussim*, saisons).

La périodicité des moussons était connue des Arabes dès la plus haute antiquité. Tandis que jusqu'aux temps modernes, les riverains de la Méditerranée n'utilisèrent que les lents moyens de la marine à rames, rarement suppléés par les souffles propices de la mer, et ne s'éloignaient qu'avec prudence de la terre, eux s'élançaient avec confiance sur l'océan et se livrant aux vents, réalisaient des parcours rapides que la marine à vapeur seule a égalés et dépassés. La connaissance des vents, leur permettait d'utiliser avec fruit toutes les déviations des courants aériens et de se déplacer dans tous les sens. Mais ils dépassèrent rarement dans l'est Ceylan, les Maldives et les Laquedives, car ces régions ne se prêtent pas à une observation facile des phénomènes météorologiques.

Dans ce qu'on nomme l'océan Indien il existe deux grandes mers distinctes qu'une ligne tirée du cap Comorin vers le sud partagerait exactement. De part et d'autre de cette ligne tout est différent, la nature, les habitants, la mer et les conditions mêmes du voyage. Historiquement, la mer des Indes est la moitié occidentale de l'océan Indien ; elle s'étend, entre deux continents disposés autour d'elle en amphithéâtre, le long du rivage indien et de la côte orientale d'Afrique,

appelée par les anciens Inde mineure et par les Arabes pays des Zendjs.

La zone où règnent les moussons régulières de nord-est et de sud-ouest est comprise entre l'équateur et le tropique du Cancer ; elle embrasse la partie nord de l'océan Indien connue sous le nom de mer d'Oman. La mousson de nord-est se fait sentir pendant six mois, d'octobre à mars ; c'est la période de beau temps. La mousson de sud-ouest souffle d'avril en septembre, amenant avec elle la pluie ; le vent est plus fort et soulève une grosse mer. Les deux moussons mettent environ six semaines à se propager du nord au sud dans toute la zone qu'elles doivent occuper. L'époque du changement de la mousson pour un point quelconque de l'océan varie avec la position géographique du lieu considéré.

Bien que les deux moussons de nord-est et de nord-ouest soient des vents réguliers, d'une direction bien établie, elles obéissent à des influences locales qui les altèrent ; la mousson de nord-est se trouve davantage soumise à la direction nord sur la côte indienne, et à la direction est sur la côte d'Afrique ; de même la direction de la mousson de sud-ouest se rapproche du sud sur la côte d'Afrique et de l'ouest sur la côte de Malabar. Ces circonstances favorisent beaucoup la navigation.

Quand elle atteint toute son étendue, la mousson de

sud-ouest rejoint la région des alizés de sud-est de l'hémisphère sud, et l'air amené par ceux-ci à l'équateur au lieu de s'élever dans une zone de calme se transforme alors en vent de sud-ouest. Ce phénomène établit la liaison entre les deux hémisphères et, en supprimant les calmes infranchissables de l'équateur, donne aux navigateurs une trajectoire immense.

La partie de la mer des Indes située en dessous de l'équateur n'est pas, à proprement parler, soumise au régime des moussons ; les alizés de sud-est y soufflent toute l'année. Mais les déviations exercées sur ces vents sont telles que l'on peut considérer les mers qui baignent la côte orientale d'Afrique comme placées sous le régime des moussons, sans pourtant que ces vents présentent le même caractère tranché que dans le nord. Pendant les mois d'octobre à mars, quand la température sur la terre ferme est plus grande que sur l'océan, le vent dévie à gauche de la direction de l'alizé de sorte qu'il souffle du nord-est, du nord et même du nord-ouest. Au contraire, de mars à octobre, l'alizé dévie à droite ou vers le sud-est ou le sud. Il y a donc deux saisons (l'une pendant laquelle le vent dominant est de nord-est et du nord) ; elles ont des durées bien différentes : en effet, la mousson de nord-est pendant laquelle l'alizé éprouve sa plus grande déviation ne dure que trois ou quatre mois, tandis que la mousson du sud

qui s'écarte peu de la direction de l'alizé dure huit à neuf mois.

Au-dessous du 30° sud c'est-à-dire aux approches du cap de Bonne Espérance, cesse l'espace balayé par les moussons et commence la région des vents variables. Les courants d'eau chaude et d'eau froide se mêlent. Le vent souffle en coups de vent très dangereux. Nulle part les éclairs ne sont plus nombreux que dans ces parages. C'est la mer des tempêtes (1), extrême limite de la navigation boutrière. Les Arabes ont rarement dépassé Maintirano sur le littoral malgache, et, sur la côte de Mozambique, Sofala, l'ancienne Ophir, et le cap Corrientes, « où les remous périlleux les avaient effrayés » (Reclus).

*
* * *

Dans son ensemble, la mer des Indes offre un constant et magnifique spectacle. L'animation et la vie, un perpétuel décor des voyages de Sinbad; sur la mer sonore, tant de voiles triangulaires gonflées par le vent

(1) « Quiconque est poussé dans cette mer à tel point que l'étoile Canope se trouve à son zénith, celui-là doit perdre tout espoir de retour. Il est rejeté dans une masse d'eau qui l'entraîne vers le midi; à mesure que le navire avance, les flots s'élèvent derrière lui, de chaque côté, et devant lui, du côté opposé, l'onde s'abaisse. Alors quel que soit le vent, violent ou paisible, tout retour lui est fermé; le courant l'entraîne dans l'immensité de l'océan. » Bouzourck, *Merveilles de l'Inde*. (Récit du capitaine El-Barkati).

du large, les mouvements souples des boutres glissant légers et laissant après eux une odeur de cannelle et d'encens, des cris et des chants ; la joie bruyante et la confusion des ports ; à terre, un prodigieux pêle-mêle des marchandises les plus bizarres ; et au milieu de cela, toujours et partout présent, sur la côte d'Afrique comme sur le rivage d'Asie, le boutrier arabe.

Les voyageurs européens gardent longtemps la sensation un peu inquiétante et étrange qu'ils ont éprouvée à voir, pour la première fois, « l'allure hautaine, l'arrogance de ces marchands qui portent encore, pendus aux buffleteries de leurs ceintures, dans des fourreaux de filigrane d'argent, d'antiques poignards recourbés aux lames damasquinées » (1).

Jadis les Phéniciens, qui peut-être étaient des Arabes et dont en tout cas les Arabes furent les alliés et les successeurs dans la mer des Indes, laissaient cette même impression ineffaçable. On n'oubliait jamais « ces hommes vigoureux et trapus, au teint mat, à la barbe noire, au langage fleuri et plein de promesses qui apparaissaient par intervalles sur leurs vaisseaux » (2).

Tels que les figurent les monuments de l'Egypte, les anciens navires arabes mesuraient de vingt à vingt cinq mètres. La poupe et la proue se chargeaient

(1) Pierre de Myrica, *Zanzibar, entrepôt de l'Afrique orientale*. (*Tour du monde*, 1907).

(2) Maspéro, *Histoire des peuples de l'Orient classique*.

d'une plate-forme bordée de balustrades en bois qui faisaient office de château-gaillard, et pour qu'elles résistassent mieux aux coups de la mer, on les consolidaient d'un bâtis bizarre, sans analogie dans les marines de la Méditerranée; les deux chambres de l'avant et de l'arrière renfermaient le lest, les armes, les provisions, les agrès de rechange. La voile unique se tendait entre deux vergues, longues d'environ dix-neuf ou vingt mètres et formées de deux morceaux assemblés l'un à l'autre.

Il n'y a presque rien de changé. Le boutre moderne est une grande barque non pontée qui mesure de douze à vingt-cinq mètres et jauge de cinquante à cent cinquante tonneaux. « Son assemblage est tel qu'on dirait qu'il va se disloquer à chaque coup de la lame. Tant de caisses, de sacs, de tonneaux, d'hommes couchés, accroupis, debout, assis, s'entassaient sur cette coquille de noix que l'œil n'en distingue nulle part le fond non plus que les parois. Au pied du mât est une sorte de boîte pleine de cendres, c'est le foyer où brûle le feu sacré et qui ne doit pas plus s'éteindre que celui du focus romain. Mais cette pratique n'est ici nullement dictée par le rituel, elle obéit à un motif plus ordinaire, qui est dans la difficulté de rallumer facilement le feu, à bord de cette frégate secouée et aspergée d'embruns à chaque embardée » (1).

(1) Maurice Maindron, *Un coin de la côte d'Ethiopie* (*Revue hebdomadaire*, 1897.)

Une sorte de bouge forme le château d'arrière; c'est la cabine; elle est étroite; deux angarebs occupent les côtés et se rejoignent au fond; là s'empilent des objets de toute sorte et les plus inattendus. Un fanal se balance devant la porte.

« Les formes de l'avant sont très fines,... et c'est un beau spectacle de voir un de ces navires fendre l'onde avec rapidité, tandis que la brise enfle sa grande voile triangulaire » (1).

Rien de si pittoresque qu'un voyage à bord d'un de ces petits bâtiments. L'heure la plus favorable au départ, c'est le soir quand s'est radoucie la violence des vents. On s'empile sur l'esquif et le patron commandant la manœuvre, la voile se gonfle et bientôt les feux du port disparaissent. Sous la Croix du sud, le léger navire bondit au milieu du fracas nocturne des vagues. A l'arrière, sur le toit légèrement cintré de la cabine et qu'aucun bastingage n'entoure, le pilote est debout; il chante pour ne point s'endormir, et la voix des matelots éveillés lui répond et prolonge dans un rythme monotone l'obscur poésïe du voyage. La lumière des étoiles joue dans les voiles et parmi les formes blanches des hommes endormis. Le vent sonore entraîne le boutre avec vitesse; et sur l'horizon passent

(1) Lieutenant de vaisseau Allemann, *op. cit.*

les ombres noires des îles et les contours du continent (1).

Tandis que la jonque arrondie des Chinois semble propre aux voyages par les mers calmes, les détroits et les larges fleuves, le boutre allongé et mince rasant la mer et tout en voiles, paraît fait pour bondir sur l'océan sans limites au milieu des tornades déchainées. Mais tout comme la jonque, au terme du voyage, le boutre aime à marauder dans les anses tranquilles, à doubler les caps avec une aisance nonchalante, à remonter les rivières. Dès l'arrivée au mouillage, les cordages en fibres de coco grincent dans les poulies,

(1) Pour un Européen habitué au confort des grands paquebots, un voyage en boutre est une odyssée. M. Maurice Maindron a joliment raconté ses impressions d'une traversée nocturne : « Je veux me coucher à tâtons et piétine trois hommes allongés sur le plancher. Un canon de fusil m'entre dans les côtes, une bouteille me tombe sur la tête et elle n'est pas bouchée. C'est de l'absinthe et je reconnais que nous ne manquerons de rien pendant ce voyage. Enfin je trouve ma valise, m'essuie avec une serviette, revêts une mauresque. L'ingénieur dort du sommeil du juste ; les gens couchés par terre ronflent comme des orgues. Je n'ai pas sommeil et comme les étoiles brillent au ciel, je m'assieds sur une grande traverse qui, passant devant la porte à hauteur d'appui, relie les deux murailles. Je ne la gagne pas sans peine ; un faux pas et j'écrase le petit domestique de Chefneux blotti en chien de fusil sur un coffre. Je me relève et une langue humide se promène sur mon visage. Horreur ! Et un Somali a emporté la lanterne. Cependant j'ai reconnu Berbera, le chien de Lemaeschal. (M. Maindron, *op. cit.*)

la voile s'abat sur le pont dans un frémissement joyeux ; une longue embarcation est jetée à la mer et un équipage de noirs musclés et coiffés de larges turbans la font voler jusqu'à terre. Souvent le navire est tiré à sec ; on le met à l'abri de la mer, on l'entoure de pièces de bois, on l'étaye, puis laissant quelques hommes armés à la garde du bâtiment, marchands et matelots pénètrent dans l'intérieur du pays pour des reconnaissances et des trafics.

Les Anglais accusent le boutre d'être le contrebandier par excellence, le négrier insaisissable : sa venue en quelque point de la côte est généralement inaperçue et les lourds vaisseaux d'Europe, obligés à un fort tirant d'eau, peuvent passer et repasser vingt fois sans soupçonner qu'il se cache au milieu des palétuviers ; la nuit il dépiste toute surveillance et fuit silencieusement en ouvrant sa grande voile au vent de terre. Invisible la nuit et le jour, lui, cependant, voit tout, connaît tout.

*
* *

Parmi la vie moderne et le progrès économique, les boutriers demeurent les héritiers d'un passé mystérieux et grandiose. A vrai dire, ils forment comme une nation à part, aux éléments infiniment mobiles.

Mascate, véritable cité des *Mille et une Nuits*, est la ville-mère de ce peuple navigateur et marchand.

Les armateurs tiennent le premier rang dans cette petite Babylone. Sous le rapport de la politesse, de la civilisation, de l'élégance, ses habitants l'emportent de beaucoup sur ceux des autres ports de la péninsule. La franchise et l'hospitalité naturelles aux Arabes sont ici particulièrement saisissantes. Le nombre de métis et de noirs qu'on rencontre dans les rues étroites où s'allonge l'ombre épaisse et bleue est révélateur de la fréquence et de l'ancienneté des relations de Mascate avec l'Afrique.

Il semble que les Mascatais « aristocratiques et fiers, souples de manière et pleins de tact » (1) puissent s'adapter mieux et plus rapidement que les autres Arabes aux conditions et aux nécessités de notre époque. D'intelligence vive, amoureux de la discussion, ils adhèrent toujours avec force aux idées nouvelles. « Dès que l'islamisme parut, les Arabes de l'Oman l'embrassèrent avec ardeur ainsi que ses hérésies. Après avoir été khouaredjites, ils suivirent la doctrine d'Abdallah ben Ihabadi. Les Ihabadites dépossédèrent les califes et gouvernèrent l'Oman pendant près de deux siècles » (1). Leurs souverains prirent le nom d'imans. C'étaient des chefs spirituels aussi bien que temporels, analogues à nos anciens évêques. Ils eurent fort à faire avec les discussions religieuses qui s'élevaient

(1) Lieutenant de vaisseau Allemann, *op. cit.*

continuellement dans le pays et qui durèrent jusqu'à la conquête des Portugais. La chronique de Jaô de Barros rapporte que, lors de l'apparition des premières caravelles devant la ville, « les lettrés de Mascate menaient tel bruit qu'il semblait que Mahomet eût réuni toute son école dans l'enceinte de la ville. »

Ce goût pour la discussion éloquente et le jeu des idées est révélateur. Si l'on veut comprendre les pensées et les mœurs d'une population comme celle de l'Oman, « il suffit peut-être de se reporter aux villes de la Grèce antique et moderne qui nous sont plus familières, en particulier à ces villes de l'Ionie et de la côte anatolienne, Milet, Ephèse ou Phocée jadis, Smyrne ou Samos aujourd'hui, qui disputaient et disputent encore leur existence aux barbares du voisinage et leur autonomie aux rois de l'hinterland. Assaillies, souvent pillées par les barbares, assiégées, souvent conquises par les rois, englobées dans un empire lydien, perse, alexandrin, galate, romain ou turc, ces villes grecques trouvent pourtant le moyen de sauvegarder leur culture nationale, leur indépendance d'esprit, une semi-indépendance de bourse et leur liberté religieuse et civile, sinon leur pleine liberté politique » (1).

Comme les héros d'Homère, aux paroles mielleuses, les caravaniers de la mer savent à leur gré façon-

(1) Victor Bérard, *La Révolution persane*. (*Revue de Paris*, 1^{er} octobre 1909).

ner l'âme des auditeurs. Le long des siècles, les boutres ballottèrent les légendes prodigieuses qui se fixèrent plus tard dans les *Mille et une nuits* : fables grecques, égyptiennes, assyriennes, iraniennes, hindoues, histoires du pays des Zendjs, colportées avec les marchandises et convoyées de rivage en rivage. Pendant la solitude et l'ennui des longues traversées, on les racontait avec des mines expressives, des gestes violents, des yeux troubles dans les soirs déserts et sous la pâle lueur de la Croix du sud ; et l'imagination du narrateur s'échauffant, les agrémentait chaque fois de détails nouveaux, nés d'une observation superficielle, plus souvent d'un besoin naturel d'étonner. A leur tour, les caravanes emportaient ces belles histoires sur toutes les routes d'Afrique et d'Asie, jusqu'au Maghreb, jusqu'au Tchad, jusqu'aux plateaux de la Chine, d'où elles revenaient avec des transformations nouvelles, des acquêts inattendus, tout le folk-lore des pays lointains ramenés dans les bagages.

Les boutriers s'émerveillent encore au récit des mêmes prodiges. Mais aujourd'hui comme jadis, ils y ajoutent, avertis de tous et de tout, les propos graves sur les événements politiques, les faits privés, les phénomènes économiques et sociaux qu'ils ont pu observer au loin ; et leur éloquence éveille et soutient l'intérêt et donne aux sentiments qu'ils expriment une force remarquable de persuasion. Pélerins et marchands,

sous la tente du Bédouin et dans la cour des caravansérails, iront propager les nouvelles entendues, commenter sans fin les épisodes des rivalités européennes (1).

Agrippé au flanc de la Méditerranée musulmane, le rocher de Mascate apparaît ainsi comme un chaînon essentiel de la puissante chaîne islamique qui unit, à travers mers et continents, les races du farouche Radjpoutana aux peuples de l'Afrique maghrebine, comme un facteur conscient de l'Islam.

(1) « Ce que l'on dit et ce que l'on pense dans ces milieux à la fois politiques et religieux ne peut nous laisser indifférents. Il en résulte une foule de conséquences, toutes extrêmement importantes ; c'est la plus ou moins grande malléabilité de nos protégés tunisiens, la soumission plus ou moins sincère de nos algériens ; c'est la résistance plus ou moins grande à notre pénétration pacifique au Maroc et au Soudan ; c'est la sécurité de l'extrême sud algérien et la pénétration plus ou moins facile du Sahara ; c'est notre popularité ou notre impopularité dans les pays musulmans d'Asie-Mineure, de Syrie et de Palestine où nous avons de si grands intérêts économiques et commerciaux, c'est en un mot une question de politique générale qui mérite toute notre attention (Gervais-Courtellemont, *Les intérêts français dans le golfe Persique*). (*Questions diplomatiques et coloniales*, 1^{er} février 1902).

CHAPITRE II

La côte des Zendjs (côte orientale d'Afrique).

Pour ce premier navigateur, méditerranéen ou sémite, qu'une démarche insolite et hardie entraîna vers l'océan austral et dont le léger navire, conduit par les vents et la fortune, vint atterrir sur la côte orientale d'Afrique, pour cet être primitif qu'éclaire à peine une aube de civilisation indécise, quels durent être la surprise et l'émerveillement. Il crut sans doute être parvenu aux portes mêmes de l'enfer, tant pour lui tout était nouveau et inattendu dans cet étrange pays : un peuple nu et sans doute cannibale, aux agitations et contorsions frénétiques, une flore puissante dont un Arabe, fils des déserts et mangeur de dattes, ne pouvait avoir la moindre idée, des animaux fantastiques, hippopotames, éléphants, rhinocéros, girafes, crocodiles, épiornyx ; un ciel enveloppé de nuages et de tonnerre.

Il se hâta de fuir cette terre de prodiges où la

mort apparaissait partout dans la gueule du caïman et sous les griffes du lion, dans l'aiguille à venin des petits hommes des bois et le casse-tête des sauvages, où le délire et la fièvre aggravaient pour le voyageur l'aspect mystérieux des choses. Ainsi pendant de longs siècles, pour le sémite subtil comme pour le méditerranéen précis, l'Afrique devait demeurer le monde incertain de la fable.

Plus tard, les voyages commerciaux à la côte des Zendjs durent être organisés à la façon d'expéditions militaires ; les Arabes naviguèrent comme les Phéniciens, défilant sournoisement en vue des côtes, le soir stoppant dans une anse à l'abri d'un cap, et quand le temps menaçait ils halaient leur navire sur la grève jusqu'au lendemain. « Etaient-ils plus marchands que pirates, plus pirates que marchands ? Ils n'en savaient trop rien eux-mêmes, et leur conduite vis-à-vis des bateaux qu'ils rencontraient en mer ou des tribus qu'ils fréquentaient, se réglait sur les circonstances du moment. Lorsqu'en abordant ils ne se sentaient pas les plus forts, le marchand prévalait aussitôt et il imposait silence aux instincts du pirate... Le plus souvent, ils abusaient de la bonne foi ou de la faiblesse de leurs hôtes : ils fondaient en traître sur la foule désarmée au moment où le trafic battait son plein, ils dépouillaient et tuaient les vieillards, ils enchaînaient les jeunes

gens, les femmes, les enfants, puis ils les emmenaient vendre en esclavage » (1).

Aux époques historiques, les Arabes rapportaient d'Afrique les bois rares et les gommes précieuses, l'or, l'argent, l'ivoire, les esclaves, des singes et des paons. Ils naviguaient déjà « en des embarcations qui ressemblaient aux dhaus ou boutres actuels, descendaient le long de la côte orientale d'Afrique en décembre et en janvier, avec la mousson du nord, puis revenaient d'avril à septembre avec les vents réguliers du sud-est et du nord-ouest ; courant par vent arrière à la vitesse moyenne de 9 à 10 kilomètres par heure pendant le jour et de 7 à 8 kilomètres pendant la nuit, ils pouvaient fournir une navigation quotidienne de 900 à 1.000 stades, soit d'environ un degré et demi de latitude » (2).

Les plus anciens souvenirs de la navigation des Arabes sont consignés dans la Bible. Au temps de Joseph, c'es-à-dire 18 siècles avant Jésus-Christ, on voit que des compagnies d'armateurs arabes étaient uniquement chargées du commerce égyptien et que les produit de l'Orient arrivaient par leur intermédiaire sur les marchés de l'Egypte (3).

(1) Maspero, *op. cit.*

(2) Reclus, *op. cit.*

(3) Cf. Blanqui, *Résumé de l'histoire du commerce et de l'industrie.*

La navigation était alors si intense qu'un pharaon entreprit et réalisa la jonction de la mer Rouge et de la Méditerranée. Jusqu'à l'ère moderne, l'isthme de Suez devait rester ouvert aux marins des deux mers.

« Ce qui frappe surtout dans l'étude du passé, c'est la renaissance éternelle des mêmes faits sous l'influence des mêmes causes. C'est l'unité et l'harmonie des lois qui président à l'échange et à ses multiples manifestations, ainsi que la périodicité des phénomènes et des crises qui l'affectent... Tout se renouvelle et se reproduit. Les générations se succèdent avec des qualités et des défauts presque identiques et fatalement obéissent aux mêmes tendances que celles qui les ont précédées » (1).

A l'apparition des Méditerranéens dans la mer des Indes, les Arabes perdirent le monopole du commerce pour garder celui de la navigation. Les Phéniciens venaient prendre livraison dans les comptoirs d'Aden, de Cané et d'Oman, des marchandises apportées d'Afrique (2).

Vers le dixième siècle avant J.-C., Salomon, roi d'Israël, fait alliance avec Hiram, roi de Tyr. C'est l'époque de la construction du Temple. Phéniciens et Hébreux, avec des équipages arabes, chargeaient à Ophir

(1) Noël, *op. cit.*

(2) « Tu as fait des Arabes tes commis. » Ezéchiel, *Prophétie contre Tyr*.

(Sofala, selon Bruce, *Voyage aux sources du Nil*), et à Tharsis (Mélinde, sur la côte de Zanguebar, suivant le même auteur), les bois et les métaux précieux.

Plus tard, Babylone et Ninive, en faisant du golfe Persique le principal lieu d'échanges du monde, rendirent aux Arabes leur monopole commercial. Aux embouchures du Tigre et de l'Euphrate, Diodore de Sicile, vit d'immenses entrepôts où les navires venaient décharger leurs cargaisons. Les deux capitales de l'Assyrie recevaient de l'Inde des pierres précieuses et des chiens de haute taille; de la Perse des étoffes et des tapis; de l'Arabie et de l'Afrique les parfums, les épices, l'or, l'ivoire, l'ébène, le grès, le basalte, l'ambre gris qui servait à la confection des talismans; elles envoyaient au dehors les vins, les armes ciselées, les meubles, les bijoux, les amulettes, les tissus. Un siècle après J.-C., Apollonius de Tyane en se rendant dans l'Inde pouvait encore admirer les merveilles du golfe Persique.

La prospérité de la Perse s'éleva après celle de Babylone. Aux Perses, les Arabes servirent encore « comme aux Assyriens et aux Lydiens, d'intermédiaires et de courtiers pour le transport et pour l'échange de leurs marchandises » (1).

La conquête d'Alexandre fit à nouveau de l'Egypte

(1) Noël, *op. cit.*

le grand caravansérail du monde. Ptolémée Philadelphé élargit le canal des deux mers. A l'époque romaine, Strabon le géographe parle de flottes considérables qui mettaient à la voile chaque année. Il vit à Bérénice, l'actuel Cosséir, 120 vaisseaux qui attendaient la mousson. Le siècle suivant, Pline comptait dans le même port 200 navires « prenant à bord des archers pour se défendre des pirates », et Arrien, dans son *Périple de la mer Rouge* (mer des Indes), donne l'itinéraire habituel des voyages : les navires partaient de Bérénice, faisaient voile vers le midi, atteignaient Bombay et la côte de Canara ; de là ils se dirigeaient sur le cap Gardafui et descendaient le long de la côte orientale d'Afrique.

Le voyage d'aller durait trente jours, et les navigateurs, après avoir échangé leurs cargaisons, attendaient le renversement de la mousson pour revenir à leur point de départ ; leur absence totale durait de six à sept mois.

Du temps des Grecs, on naviguait déjà vers Pranem, situé au sud de Rhapta (aujourd'hui Quiloa). Il ne semble guère douteux que Pranem ait été l'établissement le plus méridional des Arabes sur la côte orientale d'Afrique (1).

(1) D'après M. Henry E. O'Mill, *The ancient civilisation, trade and commerce of eastern Africa*. Le voyageur a rencontré en cet endroit beaucoup de ruines qui se distinguent des édifices laissés

A cette époque, la langue grecque était devenue l'organe international des échanges dans la mer des Indes; les boutriers arabes l'entendaient et la parlaient. « On ne se fait pas de nos jours en Europe et encore moins en Orient l'idée des progrès que le grec avait fait à cette date jusque dans les contrées les plus reculées de l'Asie » (1). Le souahéli et le malgache en ont gardé des traces intéressantes, et peut-être aussi le malais (2).

Mais si les Grecs n'avaient pas craint de suivre les boutriers dans leurs courses aventureuses vers la côte d'Afrique, les Arabes étaient les vrais maîtres du pays de l'or, de l'ivoire, des parfums et des esclaves. Jusqu'à Rhapta, le port grec du canal de Mozambique, tous les comptoirs de la côte étaient, suivant l'auteur du *Périple de la mer Indienne*, aux mains de chefs qui dépendaient du souverain de l'Arabie : ce qui

par les Portugais, et qui, au dire des indigènes, auraient été construits par les Arabes longtemps avant l'invasion des Européens. La ruine la plus au sud se trouve près de la baie Fernão Veloso.

(1) Reinaud, *Relations politiques et commerciales de l'empire romain avec l'Asie orientale*. Mémoire communiqué à l'académie des inscriptions et belles-lettres, 1863.

(2) Lire deux curieux ouvrages : Dumesnil, *Madagascar, Homère et la civilisation mycénienne* (Paris, Delagrave); et Jules Hermann, *Les Révélations du grand océan (Revue des colonies et des pays de protectorats, 1897)*.

ferait remonter les débuts de l'occupation et de la colonisation définitives du pays par des Arabes vers les premières années de notre ère. Il est probable que les navigateurs de l'Oman durent, pendant tout le temps que dura l'hégémonie gréco-romaine sur l'océan Indien, se résigner à un mode d'association, analogue à celui qu'ils avaient eu avec les Phéniciens et qui, en leur enlevant la vente directe des produits africains, leur conservait toutefois le transport de ces marchandises et leur faisait réaliser sur la quantité des affaires traitées, des gains aussi élevés que ceux de leur ancien monopole (1).

La conquête islamique et l'obstruction du canal de Suez, en évinçant les Méditerranéens de la mer des Indes, rendirent aux Arabes les privilèges perdus. Aden fut dès lors leur grand entrepôt. C'est là que se fit jusqu'au XVI^e siècle le transbordement des objets précieux et des épices : musc, poivre, cardamome, cannelle, camphre, noix de coco, muscade, aloès, ébène, écailles de tortue, destinées à la consommation européenne. Des caravanes partaient de la côte opposée et conduisaient ces marchandises à Alexandrie où venaient les

(1) Le souvenir des Grecs est encore très vivant dans les récits et la mémoire des Arabes. Le sultan de Mascate demandait à un voyageur, M. de Rivoire, en 1885 si le télégraphe n'était pas une invention des anciens Grecs qu'on avait retrouvée. (Cf. de Rivoire : *Obokh, Mascate*, etc.)

chercher les galères de Venise et de Gênes. Marco-Polo qui visita le pays d'Aden au XIII^e siècle l'a vu « orné de beaucoup de villes et de châteaux avec un très bon port où les navires apportent toutes sortes d'épiceries. Les marchands d'Alexandrie achètent ces aromates et les chargent sur de petits bateaux qu'ils conduisent par certaines rivières pendant sept journées de chemin ; après quoi, ils en chargent les chameaux qui les portent, à trente journées de là, jusqu'à un autre fleuve appelé d'Egypte (Nil) où étant arrivés ils les chargent de nouveau sur des vaisseaux jusqu'à Alexandrie et il n'y a point de plus court chemin que celui-là. »

La fin du XV^e siècle marqua une éclipse de la puissance des boutriers et l'arrivée des Méditerranéens dans la mer impénétrable. Avec les Portugais, « les guerres, assauts, surprises, batailles et bombardement se succèdent » (1). Mascate tombe en leurs mains en 1507, et ils détruisent, l'année suivante, la flotte du soudan d'Egypte. En 1510, ils s'emparent de Goa dont ils font l'entrepôt de l'Inde gangétique. En 1515, ils s'établissent dans l'île d'Ormuz, « escarboucle sertie dans la bague du monde », dit un proverbe persan.

Les rouliers traditionnels de la mer des Indes virent s'effondrer leur prospérité. « Ni jonque, ni prau, ni barque chinoise, malaise ou arabe, ne pouvaient

(1) Reclus, *op. cit.*

naviguer dans les mers orientales sans passeport signé d'un contrôle portugais » (1). Alexandrie a cessé d'être le grand port des épices et Aden l'entrepôt des boutriers. Gênes et Venise se meurent. Aux confins de l'occident, Lisbonne est devenue le marché du monde ; elle a le monopole absolu du poivre, du gingembre, de la cannelle, du clou de girofle et de la muscade.

Mais cette situation paradoxale ne pouvait durer. Un siècle et demi après, les Portugais affaiblis sont chassés de Mascate, d'Ormuz et de la mer des Indes. D'autre part, Français, Anglais, Hollandais acharnés à se disputer l'Inde, n'apportent qu'une faible attention à la côte d'Afrique. Les boutriers reprennent alors toute leur sécurité et la navigation s'exalte de la formidable demande d'esclaves des colonies américaines.

★★

Si avertis que fussent les marins de la mer des Indes, les voyages à la côte des Zendjs n'étaient pas pour eux dénués de risques. Sans parler de l'hostilité fréquente des indigènes (2), les anciens navigateurs n'avaient pour se conduire que des informations souvent erronées, des souvenirs parfois inexacts. Ne disposant pas de moyens d'observation suffisants, ils

(1) Reclus, *op. cit.*

(2) « Lorsqu'un boutre tombe dans la région de Berbera, les noirs émasculent les gens du navire » (Masoudi).

étaient exposés à s'égarer. La connaissance des étoiles, seule science précise, et des cartes approximatives ne suffisaient pas toujours à garder le pilote contre les surprises de l'inconnu.

Les monstres marins, les écueils, les courants, les tempêtes, les peuples mangeurs d'hommes menaçaient les voyageurs de mille morts, dès qu'ils avaient franchi ce cap redoutable qui forme au levant la pointe extrême de l'Afrique et dont le nom moderne, Ras Hafoun, signifie d'après Bruce, « promontoire des funérailles ».

Si loin de la patrie, ils se trouvaient à la merci du moindre accident : qu'un mât se cassât, qu'une lame défonçât un pan de bordage, qu'un orage les obligeât à s'alléger d'une partie de leurs vivres ou de leur cargaison, ils ne rencontraient en aucun pays l'aide ou les ressources indispensables pour réparer le dommage et c'en était fait d'eux presque à coup sûr.

Dans le livre des *Merveilles de l'Inde* (X^e siècle), un capitaine tient ce discours à ses passagers effrayés par une tempête : « Sachez que les voyageurs et les commerçants sont exposés à des dangers terribles, plus terribles que ceux qui vous effraient en ce moment. Et nous, membres de la confrérie des pilotes, nous sommes tenus à des devoirs. Nous avons fait serment de ne jamais laisser perdre un navire tant que le terme fatal n'est pas venu pour lui. Nous, pilotes, quand nous montons à bord d'un navire, nous y atta-

chons notre vie et notre destin; s'il se sauve, nous nous sauvons, s'il périt, nous mourons avec lui. »

Si les pilotes et les *nakhodas* n'ignorent pas que l'océan Indien, ténébreux et violemment agité de l'équinoxe de printemps à l'équinoxe d'automne, et surtout au moment où le soleil atteint le signe des Gémeaux, s'éclaircit et se calme quand l'astre arrive au signe du Sagittaire (1), ils ne se font d'ailleurs qu'une idée confuse de la configuration de cette vaste étendue liquide.

« Tel, dit Maqdici, la compare à un *taileçan*, espèce de voile que portent les mollahs et qui, fixé au bonnet, descend le long du dos. Tel autre y voit la forme d'un oiseau dont le bec serait à Qolzoum (golfe de Suez), le cou dans l'Iraqet la queue entre l'Abyssinie et la Chine ».

Je l'ai vue, ajoute le même écrivain, figurée sur une feuille dans le trésor d'un émir du Khoraçan, et encore sur une fine étoffe de coton chez un personnage de Nichapour, et ailleurs. Le tracé n'en était jamais pareil. Un jour, j'étais avec Abou Ali el-Hazim sur le rivage d'Aden, les yeux fixés sur la mer. — A quoi songes-tu? me dit-il. — Qu'Allah, répliquais-je, protège le Cheikh! Je suis préoccupé des tracés si différents qu'on fait de cette mer. Vous qui êtes Imam des marchands, vous la connaissez mieux que personne. S'il vous plaisait de me la décrire, je m'attacherais à

(1) *Adjaïb-al-Hind* (*Merveilles de l'Inde*) trad. Marcel Devic, Leide.

vos paroles et reviendrais de mes incertitudes. — Tu es tombé, me dit-il, sur un homme bien renseigné à ce sujet. Alors il ratissa le sable avec la paume de sa main et y traça les contours de la mer. Son dessin ne ressemblait ni à un *taïleçan* ni à un oiseau.

L'appréhension des périls d'une traversée longue et dangereuse était presque toujours vaincue par l'appât du lucre. La gale du chameau se guérit avec le goudron, la misère dans le pays des Zendjs, dit un proverbe mascatais. Le géographe Masoudi (1) faillit aller voir lui-même cette contrée dont on disait tant de merveilles. Etant à Aden où son humeur aventureuse l'avait conduit, il se laissa un moment séduire par l'idée des bénéfices extraordinaires qu'il pourrait réaliser chez les Zendjs, mais la mort d'un de ses compagnons le refroidit « en lui rappelant cette vérité incontestable qu'à la fin de la vie il faut hélas ! renoncer à tous ses biens ».

Les patrons de boutres qui découvraient une station avantageuse n'avaient garde d'en révéler le secret. Dans l'*Adjaïb* on voit un capitaine que le hasard a conduit sur une côte propice aux échanges passer la nuit à étudier les étoiles, à reconnaître la place des constellations, à s'orienter, pour fixer dans sa mémoire le chemin de l'aller et du retour (2).

(1) *Les prairies d'or et de pierres précieuses*, X^e siècle.

(2) Il est vrai, qu'aujourd'hui encore, ainsi que l'affirmait

Néanmoins Edrici, au XII^e siècle, pouvait donner, dans son traité de géographie, un itinéraire assez exact pour toutes les régions maritimes qui s'étendent de la côte égyptienne jusqu'au voisinage de la crique où débouche dans la mer le Limpopo. Il cite une quinzaine de villes avec les distances qui les séparent par mer et par terre.

La carte de Fra Mauro qui ornait un palais de Venise dès le milieu du quatorzième siècle nous montre les montagnes et les fleuves d'Ethiopie dessinés avec une précision relative. Masoudi, dans la première moitié du dixième siècle, décrit déjà l'allure vraie de ces rivages. Vers la même époque, Bozorg ibn Schariyar, marin de Bomhormouz, dans *Abjaïb al Hind* (1) fait le récit de 200 croisières de ses compatriotes. Il va sans dire qu'un tel collectionneur, assez dénué d'esprit critique et qui notait tout ce qu'il entendait dire, n'a pas été sans recueillir quelques fables et quelques récits évidemment exagérés. Si nous pensons à l'habitude invétérée des marins de raconter des histoires fantastiques

naguère au Congrès géographique de Montpellier (1879), le président de la Société de Géographie de Marseille, les négociants ne sont pas toujours fort empressés à livrer au public la connaissance des découvertes et des observations de leurs employés, surtout quand ils supposent que cette connaissance pourrait favoriser les maisons rivales

(1) *Merveilles de l'Inde*.

et si nous tenons compte de l'état des connaissances à cette époque, l'écueil était inévitable.

Sidi Ali, dans son livre intitulé *Mohit*, sur la navigation dans l'océan Indien, donne l'époque du commencement de la mousson pour 50 lieux différents.

Cette connaissance de la mer a sa valeur si l'on songe qu'en France, à peu près au temps d'Edrici, un abbé de Cluny tremble de s'égarer pour aller fonder une abbaye à Saint-Maur-les-Fossés, et que les moines de Saint-Martin-de-Tournay errent des mois entiers à la recherche de l'abbaye de Ferrières.

De la lecture des auteurs que nous avons cités, il résulte que les marins d'Oman faisaient le voyage au pays des Zendjs en profitant d'un vent très vif et d'un courant qui se faisait sentir du nord au sud et qui était tellement fort que les marins comparaient la partie de la mer dans laquelle ils naviguaient à un canal ou à une tranchée. Or, il résulte de la description que M. Guillaïn a donnée de la côte orientale d'Afrique (1) qu'il y existe réellement un courant très fort allant dans le même sens que le vent. « Pendant les mois de novembre, décembre, janvier et la moitié de février, la force de la brise est telle en temps ordinaire, qu'elle ferait filer de 2,5 à 3 milles par heure un bateau de la plus médiocre construction, sous la plus prudente voi-

(1) *Documents sur l'histoire, etc., de la côte orientale d'Afrique.*

lure. En outre, le courant qui suit la direction générale de la côte, dans le même sens que le vent, a une vitesse moyenne de 1,3 par heure depuis Ras-Hafoun jusqu'à une vingtaine de lieues plus loin que Ras-Azoud, et au delà de ce dernier jusqu'au cap Delgado ; sans même que le vent cesse d'être modéré, cette vitesse n'est pas moins de 2 à 3 milles à l'heure. Dans le parcours du premier espace, le mouvement de progression du bateau supposé atteint ainsi 4 milles à l'heure ; dans le parcours du second espace, il doit atteindre au moins 5 milles. Nous compterons donc dans le premier cas 96 milles pour une course nycthémère (de nuit et de jour) et 48 milles pour une course de jour ; dans le second cas 120 milles ou 60. »

L'intensité égale et régulière de la mousson permettait aux Arabes de calculer très approximativement des distances d'après le nombre de journées mises à les parcourir.



Depuis le cap Ras-Hafoun jusqu'à la baie de Lagoa, entre le 12^e parallèle nord et le 26^e sud, s'étend une côte basse et boisée où s'ouvrent quelques deltas fluviaux. Les palétuviers descendent parmi les vagues et viennent entremêler leurs racines aux algues et aux coraux de la mer. Dans le moindre recoin de la côte, un peuple de boutres dresse ses souples antennes ;

d'innombrables barques de pêche volent sur la mer. Dans le canal de Mozambique le rivage est encaissé, les fleuves descendent à la mer en estacades.

C'est le pays des Zendjs. Au centre, comme un navire à l'ancre, l'île de Zanzibar, que les boutriers appellent Oungoudja, « la station ».

Ce territoire immense se déroule sur une longueur d'un millier de lieues ; en revanche ce n'est dans le sens de la largeur qu'une faible bande de littoral, un étroit ruban de terre plate au delà duquel, à quelques lieues de la mer, se prolonge une ligne continue de montagnes et de hauts plateaux. En arrière encore, du bassin du fleuve Djouba jusqu'au Zambèze, se succèdent les grands lacs de l'intérieur que les Souahélis appellent Bahari ya Pila, « seconde mer ».

Au pays des Zendjs appartiennent Madagascar, (l'île de la Lune) et toutes les îles de la mer (1).

(1) Plus loin et faisant suite au Zanguebar, les géographes arabes décrivent un certain pays des Ouâq-Ouâq, difficile à identifier. « Quelques personnes dit, l'auteur d'Adjaïb, m'ont dit avoir vu un homme qui avait pénétré et trafiqué chez les Ouâq-Ouâq et qui décrivait l'ampleur de leurs villes et de leurs îles. Par cette expression d'ampleur, je n'entends pas dire que leurs villes soient vastes, mais les habitants sont nombreux. Ils ont de la ressemblance avec les Turcs. Dans leurs arts ce sont les plus industrieux des hommes ; par tout le pays on prend soin de développer cette aptitude. Du reste, ils sont traîtres, rusés, menteurs, très vifs et très experts en tout ce qu'ils entreprennent. ». Il s'agirait peut-

Le Zanguebar ne présente pas de nombreuses voies d'accès d'est en ouest.

Par les terres en pente de l'Ouganda, on peut atteindre les bassins du Nil et du Congo. Au sud, le Zambèze dont les premières eaux naissent dans le voisinage de l'Atlantique, limite exactement le Zanguebar et permet de pénétrer à travers les massifs montagneux où vivent les peuples Bantous, ou « des hommes » :

Ces peuples s'étendirent probablement jadis sur toute la côte orientale d'Afrique, en refoulant dans le sud les Hottentots à peau jaune qui ne semblent pas appartenir à la race africaine et dont Kalb fait des juifs ; aux temps modernes, les conquistadors portugais jetèrent bas leur grande et célèbre monarchie du Monomatopa.

C'est dans le pays des Bantous, à Zembabyeh, en arrière de Sofala, que l'on retrouve encore les vestiges des anciennes mines d'où les Méditerranéens et les Sémites extrayèrent l'or ; des monuments toujours debout attestent la splendeur de cette époque lointaine de nous de plus de 3.000 ans, et des inscriptions expliquent l'usage des instruments que l'on rencontre encore au fond des mines abandonnées. Plus de deux milliards d'or, d'après les calculs récents des ingé-

être du Japon, jusqu'où des courants entraînent parfois le navigateur quand il se trouve à la hauteur des îles Comores.

nieurs anglais, furent extraits de ces régions que l'on s'accorde à considérer comme un des Ophirs des anciens. Les navigateurs durent remonter de bonne heure l'immense Zambèze où ils se sentaient en sécurité. L'utilisation des passages de terre à travers l'Ouganda fut sans doute plus tardive et ne devint habituelle, que lorsque les Arabes furent fortement établis sur la côte.

Les nègres du pays de Zendjs sont loin d'offrir à notre époque cette peau noire et luisante, ces figures plates, ces nez écrasés à larges narines, cette laine crépue dont on fait ordinairement le partage de tous les Africains.

« Les croisements, les migrations, les transports d'esclaves, la nourriture, les conditions sociales ont modifié de mille manières le type oriental, tantôt formant des races mixtes, tantôt introduisant entre les peuplades voisines les contrastes les plus divers de taille, de couleur, de mœurs, de langue et d'institutions politiques: Phéniciens, Grecs, Romains, Français, Arabes ont laissé des traces de leur passage, soit comme esclaves, soit comme conquérants » (1).

Les Bantous ne le cèdent en rien aux Barabra du Nil pour la fierté et l'élégance des mouvements. En plein continent noir, la nation des Mombouttous qui

(1) Reclus, *op. cit.*

habitent au sud des Niam-Niams entre le bassin du haut Nil et celui du Congo se distinguent par un teint presque clair, une barbe assez fournie, le nez droit ou aquilin, et l'on rencontre fréquemment parmi eux des individus dont les cheveux sont d'un blond cendré. Schweinfurth évalue ces nègres blonds à plus d'un vingtième des Mombouttous. A Madagascar, sur la côte orientale battue par la mer des Indes et ouverte à la navigation moussonnière, les Antaimours et les Antanosse présentent des types fortement sémitisés ; chez eux la circoncision est pratiquée et l'écriture connue immémorialement ; ils possèdent des écoles, un comput du temps et consignent les grands faits de leur histoire dans des annales. Dans la petite île de Sainte-Marie, les habitants en sont demeurés aux grandes traditions bibliques d'avant l'hégire.

Aux premiers âges, le mouvement des échanges se propageait de l'une à l'autre extrémité du continent noir lentement et par mille intermédiaires : au lieu de s'établir par un courant régulier, le trafic s'opérait de proche en proche par des remous partiels, de même que dans une nappe d'eau les molécules s'entremêlent peu à peu sans qu'on aperçoive un mouvement de la masse liquide. Sur les bords du Niger, des populations achetaient du fil de Babylone et des clous de l'Inde sans même savoir que leur fleuve va se jeter dans la mer et que d'autres parties du monde existaient en

dehors de leur continent. Mais il n'est pas douteux qu'il y a des milliers d'années le commerce était déjà très actif dans l'intérieur de l'Afrique. Depuis un temps immémorial les cauris des Maldives (*Cyprea moneta*) ont pénétré comme signe représentatif des échanges jusque dans l'Afrique occidentale par la voie de Zanzibar.

Tandis que les boutriers, quand ils commerçaient avec les peuples de haute culture, se contentaient d'un trafic analogue à celui qu'ils font encore, échangeant leur marchandise contre de l'argent et en achetant d'autres, il leur fallut davantage d'initiative sur la côte d'Afrique. « Ils sentirent de bonne heure la nécessité de se ménager d'espace en espace des cités de refuge où ils pourraient se radouber et se ravitailler, compléter leurs équipages et les reposer, charger un frêt nouveau, hiverner au besoin et attendre la bonne saison avant de se remettre en route » (1).

Pour ces raisons, naquirent et se développèrent sur la côte des Zendjs un nombre considérable de factoreries et de comptoirs dont quelques-uns devinrent des ports célèbres comme Zanzibar, Mélinde, Sofala, Raphem. Encore aujourd'hui, les boutriers, quand les circonstances l'exigent, fondent des établissements durables sur la côte africaine ; beaucoup même y

(1) Maspero, *op. cit.*

fixent leur résidence pour un temps plus ou moins prolongé et deviennent pour leurs compatriotes des correspondants actifs et des représentants adroits.

Dès la plus haute antiquité, l'île de Zanzibar, placée à mi-route sur le trajet des navires qui descendent avec la mousson le long de la côte orientale d'Afrique, était choisie comme point de relâche par tous ceux qui venaient dans ces régions chercher la poudre d'or, l'ivoire et les aromates. Les Arabes de Sour et de Mascate y virent toujours une excellente position, un repaire sûr, naturellement défendu par la mer, d'où ils pouvaient rayonner sur le continent noir, objet de leurs convoitises.

Le prosélytisme musulman, uni à l'esprit d'entreprise commerciale, produisit ses conséquences logiques. Les marchands se firent conquérants. Sur toute la côte africaine s'élevèrent des empires ; il y eut des sultans à Madagascar, aux Comores, à Bagamoyo, à Milinda, à Zanzibar, partout. Ces négociants promus souverains s'entouraient d'une garde de soldats Baloutchis qu'ils se procuraient dans l'Inde. La prospérité de certaines villes fut inouïe ; à Mélinde, les Portugais comptèrent 200 mosquées.

Les procédés de conquête des boutriers étaient assez semblables à ceux des conquistadors espagnols. De grands Etats indigènes succombèrent sous les coups d'une poignée d'hommes supérieurement armés. Les

Arabes établissaient au milieu des populations vaincues de petits postes à l'abri d'un coup de main et d'où ils s'élançaient vers d'autres conquêtes. Les sultanats du Congo furent établis par de hardis marchands d'esclaves dont la réputation de cruauté dure encore.

*
* *

L'intérieur de l'Afrique était dès lors connu des caravaniers arabes avec une précision suffisante pour leur permettre d'y développer un puissant commerce. Alors que le massif abyssinien et la forêt équatoriale s'opposaient à la pénétration des Méditerranéens descendant du nord au sud le long de la vallée du Nil, les marchands de Mascate parvenaient d'est en ouest jusqu'au centre du continent africain. Tandis que d'Alexandrie, l'Islam rayonnait sur tout le Maghreb et jusqu'au Niger par les routes de caravanes des marchands égyptiens, grecs et romains, par Zanzibar il atteignait et pénétrait les régions situées en dessous du lac Tchad ; quand les deux sphères d'expansion se rejoignirent, l'Afrique fut presque entièrement révélée aux Arabes (1).

Quelques historiens contemporains ont manifesté une certaine surprise à constater que les cartes du XVI^e siècle dessinent fort bien l'intérieur de l'Afrique ; les Portugais savaient par exemple que le Congo sort de

(1) Dans l'ouvrage d'Ibu Batouta, on trouve d'importants et nombreux itinéraires à travers le Soudan.

deux lacs ; ils connaissaient le royaume de Makoko, en Nigérie, et le lac Nyassa (lac de Maravi) ; la carte de Lopez (1587) représente sous l'équateur deux grands lacs l'un appelé lac du Nil et d'où sort le fleuve ; le lac Tanganika est nommé lac Lambré. Ces cartes furent tenues pour fabuleuses au XVIII^e siècle parce qu'elles parlaient de « peuples sans nez », « sans langues », « pterodactyles », etc. Ces indications prouvent simplement que les Portugais tenaient leurs renseignements des Arabes pour qui la fiction a toujours sa place à côté de la réalité. Les explorateurs modernes ont dédaigné les documents portugais et ils ont eu la peine de refaire les découvertes des boutriers.

Les itinéraires des Livingstone et des Stanley sont les tracés usuels des caravanes en Afrique orientale. Ces routes s'établissent au milieu de populations profondément métissées dont les idiomes dérivant, comme le souahéli, de la langue bantou, sont « harmonieux et souples, d'une richesse et d'une plasticité sans égales » (1). La population de l'Ouganda est de haute taille et d'une grande régularité de traits ; leurs figures d'un bel ovale, leur nez droit et bien dessiné, la lèvre d'une ligne pure attestent des croisements nombreux. « Le domaine ethnographique du sud empiète en cet endroit d'un millier de kilomètres sur le versant du nord » (2).

(1) Reclus, *op. cit.*

(2) *Ibid.*

Le progrès des caravaniers furent partout marqués par une civilisation moins rudimentaire des peuples chez lesquels ils commerçaient. Les tribus bouleversées par leur marche souvent destructrice se réunissaient sous l'autorité d'un chef vigoureux et des monarchies puissantes purent offrir aux marchands de Mascate les avantages d'un commerce pacifique ou les risques d'une guerre difficile. On garde encore le souvenir de l'empire de Nimia Luquem au Congo, du royaume de Méroë en Ethiopie et de celui, plus récent, d'Alva fondé au moyen âge. Le royaume de Mouata-Yanva, exploré par le docteur Pogge, s'est étendu autrefois sur tout le bassin oriental du Congo et jusque sur les Mombouttous. Dans l'Ouganda, Stanley vit un roi à la tête d'une armée de 250.000 hommes.

C'est à Kilema, sur le lac Tanganika, qu'aujourd'hui encore les caravanes venues de la côte se rencontrent avec celles qui descendent le Nil. Le commerce se fait exclusivement par des routes non tracées mais fixes ; les caravanes doivent être assez nombreuses pour résister aux attaques des brigands comme aux exactions des petits princes. Aux plus puissants elles paient tribut. Dans la région équatoriale, Oudjiji, sur la rive orientale du lac Tanganika, est le terme généralement attribué à leur course. Le lac Tanganika est lui-même la plus grande voie de commerce de cette partie de l'Afrique centrale, et les boutres sillonnent cette

vaste étendue d'eau. Une ligne de caravanes venant de Zanzibar passe au sud du lac et pénètre dans le pays d'Oulouenda jusqu'à Katanga, le port du cuivre ; d'autres relient les grands royaumes d'Ouroua et du Mouata Yanva à l'Atlantique où elles aboutissent dans les possessions portugaises d'Angola et Benguela.

*
* *

Cette courte étude nous a permis de montrer la place tenue par les boutriers dans la mer des Indes et sur la côte orientale d'Afrique. Exception faite de quelques périodes plus ou moins longues, les boutriers arabes ont toujours été les vrais maîtres de la navigation africaine ; leur activité a même débordé les limites étroites d'un commerce côtier pour réaliser l'exploitation sur une vaste échelle des ressources du continent noir.

Les avantages énormes que la mousson procure aux navigateurs de la mer des Indes ont été habilement utilisés, et la civilisation née sur ses bords y est demeurée. Limitée par des continents, des îles, et des obstacles naturels insurmontables pour la marine à voiles, la mer des Indes est une autre Méditerranée, et quand ailleurs disparaissaient les lumières de la culture humaine, elles demeuraient ici plus ou moins pâlies mais toujours vivantes, immortelles.

Dès la fin du XVIII^e siècle, les événements vont

faire du peuple boutrier l'enjeu des rivalités des deux grandes nations maritimes. D'une part, l'Angleterre, définitivement maîtresse de l'Inde, s'efforcera d'étendre à la navigation africaine le contrôle qu'elle exerce sur les mers ; d'autre part, la France, envisageant la possibilité d'une association féconde avec les boutriers et la création d'un empire immense sur la côte orientale d'Afrique va s'opposer à ce contrôle.

Cette lutte se manifestera par des conflits fréquents jusqu'au triomphe de l'Angleterre ; mais, au cours de cette rivalité d'un siècle, la France aura réussi à s'assurer d'importants avantages, et la Grande-Bretagne, aura dû, pour enrayer les projets français, établir sa domination à Mascate même et sur la côte des Zendjs.

CHAPITRE III

Rivalité de la France et de l'Angleterre dans la mer des Indes.

A la fin du XVIII^e siècle, la France semblait définitivement éliminée de la mer des Indes. Les cinq établissements de l'Indoustan restaient les seules vestiges des conceptions grandioses de Dupleix, et les îles de France et de Bourbon, les Seychelles, les comptoirs commerciaux de Madagascar étaient les faibles témoins de notre ancienne puissance navale, préparée et organisée par Labourdonnais. Le traité de Versailles (1783) ne nous avait rendu, malgré les grands succès de Dupleix dans l'Inde, aucun de nos anciens avantages.

Les Anglais, un moment arrêtés par la guerre de l'Indépendance américaine, avaient recommencé leurs progrès et paraissaient devoir, à bref délai, reprendre dans l'océan Indien oriental, — la route des Indes, — la succession laissée vacante par les Portugais depuis plus d'un siècle.

La crise révolutionnaire modifia à notre avantage cette situation. Nos gouverneurs livrés à eux-mêmes cherchèrent des alliés; ils crurent les trouver dans le golfe Persique. La Porte Persane et l'Oman leur semblaient intéressés à ne pas voir s'établir sur la mer le contrôle exclusif de la Grande-Bretagne. Par sa proximité de l'Inde, la Perse devait craindre les entreprises d'une puissance déjà établie en maîtresse dans la grande presque asiatique; et l'Iman de Mascate, quant à lui, est à la merci du maître de la mer. Ils engagèrent donc des négociations avec ces Etats.

Nos rapports avec les Etats du golfe Persique étaient déjà anciens. La compagnie des Indes fondée par Colbert en 1664 avait reçu mission d'étendre son action à la Perse et à Mascate. Deux représentants de la compagnie se rendirent vers cette époque à Ispahan et sollicitèrent certains privilèges commerciaux. Plus tard, François Caron, gouverneur général du commerce dans les Indes, nommait un agent à Surate et un autre à Bassora. Et Chah Hussein résumant nos vues, avec quelle finesse ! faisait dire à Louis XIV : « Nous chasserons les Anglais, les Hollandais et les Portugais, et vous, Français, ferez seuls le commerce dans nos régions ». Mais la guerre de la succession d'Espagne n'avait pas permis au grand Roi d'accueillir ces ouvertures, et les rapports de notre pays avec la Perse n'amènèrent aucun résultat sérieux, malgré l'envoi par

Chah Hussein d'une ambassade extraordinaire à Versailles en 1713.

En ce qui concerne Mascate, ce pays avait subi bien des vicissitudes depuis deux siècles. Occupé par les Portugais de 1507 à 1658, il n'avait échappé à leur domination que pour tomber sous celle de leurs voisins Persans. En 1741, les princes arabes de Sohar, de la dynastie des Saïd, qui exerçaient une grande autorité dans l'Oman « par leur prestige religieux, le nombre de leurs navires et l'importance de leurs relations commerciales (1) » s'emparèrent du pouvoir. M. de Souillac, gouverneur des îles de France et de Bourbon, entra en négociation avec ces princes pour obtenir leur adhésion à un traité d'alliance défensive et offensive, mais le ministère de Paris jugea ce projet inutile.

Engagé dans une lutte formidable avec l'Angleterre, le gouvernement révolutionnaire ne pouvait négliger de contrecarrer la puissance anglaise dans le golfe Persique. Le ministre Roland songea à s'assurer l'amitié de la Porte persane; il envoya en Asie deux savants, Olivier et Brugnière, qui, sous couleur de recherches scientifiques, s'efforcèrent au cours d'un voyage de six ans (1792-1798) de nouer une alliance avec le Chah; ils n'obtinrent que des promesses; le

(1) *Revue générale du droit international public*, mai 1899. *L'incident de Mascate* (Delpech).

souvenir de l'échec français dans l'Inde était encore trop vivace.

D'autre part, un arrêté du 13 ventôse an III (1795) décidait la création d'un consulat de la République à Mascate. Notre représentant partit avec pleins pouvoirs pour négocier une alliance avec l'Imam, mais arrêté sur les côtes de Syrie au moment où il tentait de s'enfoncer dans l'intérieur du pays, il fut emmené à Constantinople et jeté dans les prisons turques.

Le général Magallon, commandant des îles de France et de Bourbon, fut plus heureux dans ses démarches. Il envoya à Mascate une mission spéciale qui ramenait à titre de présents trois vaisseaux de l'Imamat capturés par nos corsaires. Nos envoyés prirent part avec les troupes du sultan à une expédition pour la réduction des Ouahabites, ces éternels ennemis des Mascatais, et se distinguèrent brillamment à cette occasion. Une ambassade mascataise vint à Port-Louis remercier le gouverneur et l'assurer des sentiments de paix et d'amitié du souverain arabe. Peut-être la seule crainte de nos corsaires dictait-elle les assurances du prince de l'Oman, car il garantit de la même manière la libre navigation de ses boutres en signant avec la compagnie anglaise des Indes un traité d'amitié (1798).

Dès cet époque, notre prestige s'est accru démesurément. Nos corsaires sont maîtres de la mer. Dans l'Inde, le sultan de Mysore, Tippo-Sahib, et les volon-

taires créoles de Montauvert semblent guidés par la victoire. En portant la guerre en Egypte, c'est-à-dire dans un pays placé en amphithéâtre sur une large partie des côtes de la mer des Indes, et dont le développement doit autant à cette mer qu'à la Méditerranée, Bonaparte vint donner un appui moral immense à notre action. Après la victoire des Pyramides, dont la nouvelle colportée de toutes parts par les boutriers, eut un retentissement prodigieux, le Chah de Perse Fath-Ali s'empressa d'offrir son alliance à la France. Le capitaine Romieu et l'interprète Jaubert, chargés d'une mission secrète, se mirent en route pour Téhéran; traqués par des agents anglais, ils furent soumis à mille épreuves. Jaubert, arrêté, languit quatre mois au fond d'une citerne et quand il arriva à Téhéran, sous un déguisement, Romieu venait d'y mourir subitement, empoisonné par les émissaires britanniques. Fath-Ali fit à notre infortuné compatriote des funérailles magnifiques. Jaubert put rentrer en France sans autre incident.

Bonaparte, devenu consul, continuait à nourrir le projet de frapper l'Angleterre au cœur même de sa puissance coloniale, c'est-à-dire dans la mer des Indes. Il envoya à Mascate Cavaignac. Notre plénipotentiaire y arriva le 3 octobre 1803 après une traversée assez dramatique; mais l'annonce d'une croisière anglaise partie des Indes intimidait le souverain qui se tint sur

une réserve dont Cavaignac crut avoir à se méfier; il rompit brusquement les pourparlers et gagna la haute mer. Il fallut l'avènement de Seyyid Saïd (1806) pour que les négociations pussent être reprises. Ce prince énergique et intelligent, admirateur de Napoléon, fit lui même les premiers pas. Il envoya au général Decaen, gouverneur des Iles de France et Bonaparte, une mission chargée de lui apporter un message d'amitié : « Nous nous empressons par les présentes, y était-il dit, de cultiver l'ancienne amitié qui a régné toujours entre nos pères et la nation française, et nous espérons que Votre Excellence voudra bien considérer notre pays comme à elle appartenant et toujours prêt à lui obéir toutes les fois qu'elle voudra bien nous honorer de ses ordres. » Ce message flatteur eut pour conséquence un traité de paix perpétuelle et inviolable entre S. M. l'Empereur des Français et S. H. Seyyid Saïd, prince de Mascate et souverain de l'Oman, signé à l'Ile de France, le 16 juin 1807.

Cette même année, Napoléon chargeait le général Gardanne d'une mission en Perse. Gardanne fit signer au Chah un traité formel d'alliance dont l'Empereur avait rédigé lui-même les articles au camp de Finkenstein et s'occupa aussitôt de réorganiser l'armée persane. Mais Napoléon fit la faute de reconnaître à Tilsitt les droits du Tsar sur le royaume de Georgie que le Chah revendiquait justement. Fath Ali, profondément

blessé, se rapprocha de l'Angleterre et reçut l'ambassadeur britannique sir Harford Jones Brydge, pendant que Gardanne quittait Téhéran, comblé de cadeaux à la vérité, mais après avoir perdu tout le fruit de sa patiente diplomatie (1809).

Cette date de 1809 marque la fin de l'influence française dans l'Iran. La Perse ne sera plus dès lors qu'un champ clos où les cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg vont se livrer bataille, mais dont la France est exclue.

L'année suivante, tombaient après vingt années d'une lutte glorieuse, au cours de laquelle ils avaient dû constamment se passer du concours matériel de la patrie, les derniers établissements de la France dans la mer des Indes, les Iles de France et de Bourbon.

*
* *

Le traité du 30 mai 1814, qui mettait un terme à l'état de guerre, nous restitua l'Ile Bourbon. Bien petite ressource pour reprendre dans la mer des Indes une politique « impériale ». L'hégémonie de l'Angleterre semblait incontestable. Entièrement victorieuse dans l'Inde, elle avait pris pied sur le golfe Persique. Au cap de Bonne-Espérance elle remplaçait les Hollandais. Par l'île Maurice et les Seychelles, les Maldives et Ceylan, elle surveillait étroitement la navigation boutrière; son alliance avec la Perse et l'Empire ottoman

lui donnait sur l'Islam une autorité qui n'était pas diminuée par l'attitude hostile des princes musulmans du nord-ouest de l'Indoustan. Aucune nation occidentale ne semblait en état de lui disputer la possession de la mer, ni les Français, réduits à la portion congrue, ni les Portugais, dont la situation au Mozambique était fort précaire et qui paraissaient plus disposés à réclamer le concours des maîtres de la mer pour se garantir eux-mêmes, qu'à rechercher des conquêtes sur l'immense Zanguebar.

Pourtant, dès 1815, les Français tentent de reprendre pied à Madagascar et, dès 1820, ils y ont réussi malgré l'opposition des Anglais. Sylvain Roux fonde l'important établissement de Sainte-Marie de Madagascar, admirable poste d'observation à l'abri des incursions des Hovas et d'où nous pouvions exercer une surveillance active sur la côte orientale de la Grande Ile. Les navires de guerre français trouvaient à Sainte-Marie un port tranquille et bien abrité et leurs croisières promenaient notre pavillon dans toute la mer des Indes.

D'autre part, un concours inespéré d'événements venait favoriser les projets de nos nationaux sur la côte d'Afrique en en détournant les préoccupations immédiates de la Grande-Bretagne. Un officier albanais, Mehemet-Ali, était devenu maître de l'Egypte; entouré de collaborateurs français, il réorganisait l'armée, les

travaux publics, l'industrie et donnait à l'Egypte toutes les apparences d'un Etat civilisé. Ennemi déclaré de l'Angleterre, il reprenait les plans de Bonaparte et cherchait à atteindre cette nation dans les sources vives de sa puissance en lui enlevant le monopole du commerce asiatique. Plusieurs campagnes en Arabie lui livraient les ports de Moka et d'Hodeidah; il établissait son influence sur toute la mer Rouge, le long de la côte africaine et de la côte arabe et prenait contact avec nous dans l'océan Indien.

De son côté, conseillé par nos nationaux, l'Iman de Mascate, Seyyid Saïd, qui était resté fidèle à la France malgré ses revers, construisait une flotte puissante et s'emparait en quelques années de tout le Zanguebar.

Vers 1830, après un court espace de quinze ans, la situation de la France, par ses propres efforts ou grâce à ceux de ses alliés, était devenue prépondérante sur la côte orientale d'Afrique. La constitution d'un grand empire colonial français n'avait plus rien d'impossible.

*
* *

Le règne de Louis-Philippe fut marqué par une politique de prudence excessive. Le gouvernement de Paris, dès 1831, retirait nos vaisseaux de la mer des Indes où la police maritime était confiée à l'Angleterre; il signait l'ordre d'évacuer Foulepointe et de cesser toute opération à Madagascar. Bientôt l'insolence des

Hovas ne connut plus de bornes et ne distingua même plus entre Anglais et Français (1).

Malgré les faiblesses du gouvernement de juillet, nos nationaux tenaient tête aux agents anglais ; en 1840, Romain-Desfossés menaça de bombarder Port-Louis à la suite d'une injure publique faite à notre pavillon ; on lui fit des excuses.

D'autre part, bien des événements venaient compromettre la situation prédominante que Louis-Philippe avait bénévolement reconnue à la Grande-Bretagne. En Perse, le Chah Mohammed (1834-1848), petit-fils de Fath-Ali, congédiait brutalement les officiers britanniques à son service, et, poussé par la Russie, bloquait Hérat défendue par l'Anglais Pottinguer ; il allait la

(1) « A partir de ce jour tous les habitants et traitants seront tenus de prendre la loi malgache faite en ce jour concernant *les étrangers*, c'est-à-dire de faire toutes les corvées de la Reine, d'être assujettis à tous les travaux publics, même ceux que font les esclaves ; de prendre le *tanguin* lorsque la loi les y oblige ; d'être vendus et faits esclaves, s'ils ont des dettes ; d'obéir à tous les officiers et même au dernier des Hovas, ne leur accordant aucune des prérogatives que la loi malgache accorde à ses sujets, de ne sortir de Tamatave sous aucun prétexte et de ne faire aucun commerce avec l'intérieur de l'île. — Quinze jours de réflexion sont accordés aux traitants et commerçants. Si à ce terme ils n'ont pas accédé, leurs clôtures seront brisées, leurs marchandises livrées au vol et au pillage, eux-mêmes seront embarqués de force sur le premier navire qui se trouvera en rade. » (Proclamation du gouverneur de Tamatave, le 13 mai 1845).

prendre après dix mois de siège quand le cabinet de Londres annonça une descente dans le golfe Persique. En Egypte, Mehemet-Ali donnait à sa puissance un immense développement ; son fils Ibrahim envahissait la Syrie et battait les Turcs à Konieh. Dans l'océan Indien et le golfe Persique, il avait établi un véritable monopole pour ses vaisseaux. « Mehemet-Ali, dit un firman du sultan Mahmoud de 1838, n'a-t-il pas signalé son audace en refusant de sa propre autorité le passage de Suez réclamé par la Grande-Bretagne, nation alliée de la Porte ottomane ? N'a-t-il pas, en outre, empêché les Anglais de s'établir à Aden et dans les provinces de Bagdad et de Bassorah ? Il a suscité des mouvements séditieux de l'Occident en Orient, il a bouleversé et dévasté toute la presqu'île Arabique, et pour combler ses excès il s'est emparé des îles Bahrein dont il a fait le centre de ses opérations. » Mehemet répondit à ces accusations par l'éclatante victoire de Nézeb (24 juin 1840). L'Angleterre intervint en bombardant Beyrouth et en menaçant Alexandrie ; la France ne fit rien pour sauver son allié. Rejeté en Afrique, le khédive d'Egypte étendit sa domination jusqu'au cap Gardafui où commençait l'autorité du sultan de Zanzibar.

Notre ami Seyyid Saïd s'empara, dans le golfe Persique, de la situation abandonnée par Mehemet. Il s'affranchit du tribut que ses prédécesseurs payaient

aux Ouahabites et conquît les côtes de Makhran sur la Perse et les îles d'Ormuz et Bahrein. Dans le Zanguebar, avec un sens très juste des conditions de la colonisation dans les pays tropicaux, cet homme remarquable, n'attachant qu'une importance restreinte à la possession du sol, s'efforça d'en drainer les richesses naturelles et de les faire affluer dans les ports. Encouragés par lui, les marchands arabes faisaient de plus fréquents voyages dans l'intérieur du continent. Des comptoirs furent fondés d'abord à Kazah ou Tabora, dans l'Onnyanyembé, puis à Oudjiji sur la côte orientale du Tanganika. Les marchands ou leurs agents y résidaient toute l'année et rayonnaient dans toutes les directions ; ces pionniers du commerce avançaient toujours, fondant partout de nouvelles factoreries ; Livingstone les trouva à Nyangoué, sur le haut Congo, Cameroun dans le Kassongo sur les rives du Victoria Nyanza. La flotte personnelle du sultan était composée de 17 navires et d'une vingtaine de boutres, et les revenus du prince atteignaient une somme considérable.

En 1840, Seyyid Saïd, conseillé par nos agents et comprenant que la position de Mascate ne lui offrait pas toutes les garanties désirables d'indépendance, résolut de se rapprocher de la côte d'Afrique et par conséquent des Français et vint fixer sa résidence à Zanzibar. La même année, la France s'établissait près de lui à Mayotte et à Nossi-Bé.

Ainsi, de l'île Bourbon, la France a fait depuis 1815 plusieurs bonds vers la côte d'Afrique. A Sainte-Marie, elle contrôle la navigation boutrière sur le littoral oriental de Madagascar. La possession de Nossi-Bé va lui permettre d'étendre ses investigations à la côte ouest de la Grande Ile très fréquentée par les Arabes, et de se procurer des alliés contre les Hovas chez les Sakalaves et les chefs musulmans. A Mayotte, elle se trouve au milieu des sultanats arabes de l'archipel des Comores, siège d'un important commerce boutrier, et à une courte distance de l'île de Zanzibar.

La réalisation de ce plan, familier dès l'origine à tous nos nationaux de la mer des Indes, est l'œuvre de l'amiral de Hell. M. Thiers qui redoutait à ce moment un conflit avec l'Angleterre à propos des affaires d'Egypte, ne s'opposa pas à une opération qui assurait quelques bons refuges à nos navires en cas d'une guerre.

Il ne s'agissait plus pour nous que de prendre pied sur la côte même d'Afrique. Le 7 juin 1843, Sahlé Salassi, roi du Choa, assurait aux Français le droit de trafiquer, d'acheter des terrains et de les revendre.

Il faut s'émerveiller que ce soit des agents sans mandat, presque toujours blâmés, parfois soutenus par quelque officier énergique comme de Hell, qui préparent ainsi la future grandeur de la patrie.

Tous les traitants arabes, tous les boutriers de la

côte orientale d'Afrique, sujets de Seyyid Saïd ou de Méhemet Ali, avaient fini par se considérer comme nos alliés naturels et nous demandaient protection contre les vexations sans nombre dont ils étaient l'objet de la part des vaisseaux britanniques. Dès 1841, le sultan de Mascate et de Zanzibar nous accordait par un traité provisoire des privilèges nombreux et importants : le droit de protection sur tous les sujets du sultan au service des Français ; le droit à l'inviolabilité de la propriété et à une juridiction spéciale.

Un autre traité définitif d'amitié et de commerce, conclu à Zanzibar le 17 novembre 1844 entre la France et l'Iman de Mascate fut ratifié le 22 juillet 1846 par ordre du roi des Français. Il avait été négocié par Romain-Desfossés, capitaine de vaisseau commandant la station navale de Bourbon et de Madagascar. En voici les principales dispositions :

Art. 2. — Les sujets de S. A. l'Iman de Mascate pourront en toute liberté, entrer, résider, commercer et circuler en France avec leurs marchandises. Les Français jouiront de la même liberté dans les Etats de S. A. le sultan de Mascate, et les sujets de chacun des deux pays auront réciproquement droit dans l'autre à tous les privilèges et avantages qui sont ou pourront être accordés aux sujets des nations les plus favorisés.

Art. 3. — Les Français auront la faculté d'acheter, de vendre ou de prendre à bail des terres, maisons, magasins, dans les Etats de S. A. le sultan de Mascate. Nul ne pourra, sous aucun prétexte, pénétrer dans les maisons, magasins et autres propriétés possédées ou occupées par des Français ou par des per-

sonnes au service des Français, ni les visiter sans le consentement de l'occupant, à moins que ce ne soit avec l'intervention du consul de France.

Les Français ne pourront, sous aucun prétexte, être retenus contre leur volonté dans les Etats du sultan de Mascate.

Art. 4. — Les sujets de S. A. le sultan de Mascate, qui seront au service des Français, jouiront de la même protection que les Français eux-mêmes ; mais si les sujets de S. A. sont convaincus de quelque crime ou infraction punissable par la loi, ils seront congédiés par les Français au service desquels ils se trouveraient et seraient livrés aux autorités locales.

Art. 10. — Les navires français jouiront de plein droit dans les ports dépendant de S. A. le sultan de Mascate, de tous privilèges et immunités accordés à ceux de la nation la plus favorisée.

Art. 17. — Les Français auront la faculté de former, soit à Zanzibar soit sur tout autre point des Etats de S. A. le sultan de Mascate, des dépôts et magasins d'approvisionnement de quelque nature que ce soit.

Ainsi, en dépit des incertitudes et des faiblesses du gouvernement de Juillet, la France progressait d'une manière continue dans le pays des Zendjs.

Sous le second Empire, l'activité de nos nationaux, toujours dénués d'appui, redoubla.

Henri Lambert, ancien volontaire de la marine et chercheur d'or, entreprit d'assurer à la France un contact plus intime avec la côte africaine. Il noua des rapports d'étroite amitié avec Ibrahim bou Beker, grand chef de Tadjoura qui lui proposa la cession de Ras Ali et Aduana. Son action féconde inquiétait

l'Angleterre. Il fut tué dans un guet-apens par les gens de son boutre, et ainsi qu'il ressort de l'enquête du capitaine Fleuriot de Langle, ce crime avait été payé 400 thalaris. « La disparition de notre agent avait singulièrement favorisé les combinaisons des Anglais ; déjà maîtres d'Aden, ils s'emparaient en 1859 de l'îlot de Périm (1) ».

Un moment, le gouvernement français avait semblé s'intéresser à la situation créée par nos agents sur la côte des Somalis et que le ministre de la marine résumait en ces termes au capitaine de frégate Russel, chargé d'une mission dans ces parages : « Le roi du Tigré, l'un des principaux chefs de l'Abyssinie, a réclamé par l'intermédiaire de Mgr de Jacobis, vicaire apostolique de ces contrées, le protectorat de la France. D'un autre côté et toujours en Abyssinie, la province d'Edd, acquise par MM. Pastre frères, de Marseille, a été offerte gratuitement à la France par ces négociants. Enfin le cheikh Abou Beker Ibrahim offre de céder à la France les territoires de Ras Ali et Aduana, situés sur le littoral est en dehors de la mer Rouge et en regard d'Aden ».

Le comte Russel réussit à signer avec le Négus un traité qui nous accordait Zoulla et Disseh (baie d'Adu-

(1) Rouard de Card, *Les possessions françaises de la côte orientale d'Afrique* (*Revue de droit international public*, 1899, n° 3).

lis), mais la crainte de déplaire à nos alliés les Anglais détourna la France de ratifier ce traité.

Fleuriot de Langle, chargé de venger la mort de Lambert, s'empara des assassins grâce au concours énergique de l'ami de notre malheureux compatriote, Ibrahim abou Beker.

L'année suivante, le cheikh Ibrahim, ayant réuni l'adhésion de tous les chefs arabes du pays Somali, envoyait à Paris le prince Diny Ahmed en vue de solliciter la protection de la France et son établissement sur la côte africaine. Après de longues hésitations, le quai d'Orsay accepta. Par acte du 12 mars 1862, Diny Ahmed, au nom de ses mandataires, cédait à la France le territoire d'Obock avec des droits étendus, s'engageant à faciliter aux Français les relations avec l'intérieur et à communiquer aux autorités françaises toute proposition de cession territoriale faite par un gouvernement étranger.

Retenons cette date : 12 mars 1862, elle éclaire d'un jour bien vif une autre convention signée par la France et l'Angleterre le 10 mars 1862, et par laquelle la métropole, faisant table rase d'un demi-siècle d'efforts de ses nationaux, abandonne nos droits de priorité sur Zanzibar et désavoue nos projets sur l'Afrique orientale. C'est d'un tel prix que nous avons payé le droit d'occuper Obock.

A la vérité, notre influence avait subi un certain

recul à Zanzibar et Mascate. Le sultan Seyyid Saïd était mort en 1856. Il avait partagé ses Etats entre trois de ses fils : Touéni et Amdjed reçurent les possessions d'Oman et du golfe Persique, Madjid celles d'Afrique. « Le partage provoqua des luttes entre les trois frères ; ces difficultés firent naître dans l'Oman des troubles au cours desquels la Perse reprit les îles et les territoires qui lui avaient été enlevés, tandis que les Ouahabites obtenaient le rétablissement du tribut qu'ils avaient renoncé à percevoir (1) ». Une intervention de la France était toute indiquée ; nous la devons à la mémoire de notre vieil allié Seyyid Saïd. Mais seule l'action officielle avec ses puissants moyens semblait de circonstance et nos nationaux la sollicitèrent avec d'autant plus de conviction que l'Angleterre était empêchée par la révolte de l'Inde : la France s'abstint.

Amdjed dépossédé de sa part se retira à Bombay. Au commencement de l'année 1859, Touéni menaça de s'emparer des possessions d'Afrique ; il allait passer de la parole aux actes quand le gouvernement indien, débarrassé de ses difficultés, envoya un vaisseau de guerre le *Pundjab* pour s'opposer à son dessein ; lord Canning, vice-roi des Indes, évoqua l'affaire et, le 2 avril 1861, il rendait la sentence arbitrale suivante communiquée sous forme de lettre à Seyyid Madjid,

(1) Bessonnet (*Revue du droit international*, 1905).

sultan de Zanzibar, et à Seyyid Touéni, sultan de Mascate :

« Bien aimé et estimé ami,

« Je m'adresse à V. H. au sujet du malheureux différend qui s'est élevé entre vous-même et le frère de V. H. qui gouverne Zanzibar et pour le règlement duquel V. H. s'est engagée à accepter l'arbitrage du Vice-Roi et Gouverneur Général de l'Inde. Par égard pour les relations de S. M. la Reine et le gouvernement d'Oman, et désireux de prévenir une guerre entre parents j'ai accepté la charge d'arbitre entre vous, et afin d'acquérir la plus grande connaissance de tous les points en litige, j'ai ordonné au gouvernement de Bombay d'envoyer un officier à Mascate et à Zanzibar pour faire les enquêtes nécessaires. On a choisi dans ce dessein le général de brigade Coghlan, officier dont le jugement, l'intelligence et l'impartialité inspirent au Gouverneur la plus entière confiance.

« Le général de brigade Coghlan a soumis un rapport clair et complet de toutes les questions à régler entre V. H. et votre frère. J'ai donné ma scrupuleuse attention à chacune de ces questions.

« Les termes de ma décision sont ce qui suit :

« 1^o Que S. H. Seyyid Madjid soit reconnu souverain de Zanzibar et des possessions africaines de sa défunte Hautesse Seyyid Saïd ;

2^o Que le souverain de Zanzibar paye annuellement au souverain de Mascate un subside de 40.000 couronnes ;

3^o Que S. H. Seyyid Madjid paye à S. H. Touéni les arriérés du subside pour deux années, soit 80.000 couronnes.

« Je suis content que ces clauses soient justes et honorables pour tous deux, et comme vous avez délibérément et solennellement accepté mon arbitrage, je m'attends à ce que vous les acceptiez joyeusement et fidèlement et qu'elles soient mises à exécution sans délai inutile.

« Le payement annuel de 40.000 couronnes ne doit pas être compris comme une reconnaissance de la dépendance de Zanzibar envers Mascate et il ne doit pas non plus être considéré comme simplement personnel à V. H. et à votre frère Seyyid Touéni. Il devra s'étendre à vos successeurs respectifs et être tenu pour un arrangement définitif et permanent compensant le souverain de Mascate de l'abandon de toutes ses prétentions sur Zanzibar et corrigeant l'inégalité des deux héritages laissés par votre père, sa défunte Hautesse Seyyid Saïd, le vénéré ami du gouvernement anglais, lesquels deux héritages doivent être à partir de maintenant distincts et séparés.

Je suis de V. H. l'ami sincère et celui qui fait pour elle les meilleurs vœux.

Signé : CANNING.

Fort William, le 2 avril 1861.

Le sultan Madjid fut assez peu satisfait du lourd tribut annuel que la sentence arbitrale lui imposait ; il se détourna de l'Angleterre et reprit les rapports de bon voisinage et d'amitié que son père entretenait avec nous.

A cette époque, Zanzibar était devenu le point de départ des grands explorateurs de l'Afrique centrale : Burton Speke, von der Decken, Livingstone, etc. « La possession de Zanzibar comme clé de la route des grands lacs et du haut Nil apparut si importante au point de vue de l'occupation de l'Egypte que la seule crainte d'une action française poussa l'Angleterre à profiter des ouvertures du ministre français et à signer la déclaration en date du 10 mars 1862 » (1).

(1) Delpech, *op. cit.*

Voici le texte de cet instrument diplomatique.

« S. M. l'Empereur des Français et S. M. la reine du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, prenant en considération l'importance qui s'attache au maintien de l'indépendance du sultan de Mascate d'une part et du sultan de Zanzibar de l'autre, ont jugé convenable de s'engager réciproquement à respecter l'indépendance de ces deux princes.

« Les soussignés, ministre des affaires étrangères de S. M. l'Empereur des Français, et ambassadeur extraordinaire de S. M. Britannique près la cour de France, étant munis de pouvoirs à cet effet, déclarent en conséquence par le présent acte que leurs dites Majestés prennent réciproquement l'engagement indiqué ci-dessus.

« En foi de quoi les soussignés ont signé en double la présente déclaration.

Fait à Paris, le 10 mars 1862.

Signé : THOUVENEL ; COWLEY.

Cette convention que l'Angleterre saura violer à son heure, allait lier la France au moment même où ses affaires semblaient prospérer, où l'expédition de Syrie exaltait notre prestige dans le monde musulman, où l'œuvre immense du canal de Suez, entreprise et menée à bien par un créole de l'île de France, de Lesseps, semblait promettre à nos nationaux dans la mer des Indes, la réalisation prochaine de leurs vœux. Une fois de plus, d'un trait de plume, le gouvernement central annihilait les efforts des générations.

CHAPITRE IV

Le droit de visite.

Une des principales causes qui nous attachaient les princes et les marchands arabes, c'est que la France n'entreprenait rien contre leur commerce maritime, tandis que l'Angleterre l'entravait par d'injustes rigueurs. Sous prétexte que les boutres se livraient à la traite des noirs, les vaisseaux anglais leur faisaient une guerre acharnée. La Grande-Bretagne a toujours considéré le contrôle des mers comme le premier attribut de la souveraineté maritime ; en exerçant sur les navires indigènes de la mer des Indes un droit de visite abusif et illégal, elle ne faisait qu'obéir à son tyrannique besoin de domination, et pensait assez judicieusement pouvoir en prendre à son aise avec les petits souverains de Zanzibar et de Mascate. Les circonstances amenèrent notre pays à couvrir de son pavillon un grand nombre de boutriers, pour les soustraire aux vexations des marins britanniques. La France fut dès lors aux yeux des Arabes la puissante amie, la tutrice bienfaisante. L'An-

gleterre ne nous le pardonna pas. Jusqu'à l'échec final de notre politique elle resta dans la mer des Indes, — ailleurs peut-être alliée ou amie, — l'adversaire déterminée, violente et infatigable du nom français.

La question du droit de visite est ancienne. En 1815, l'Angleterre n'avait pas vu sans regret lui échapper le contrôle des océans qu'elle avait exercé pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire. Pitt résumait le sentiment général de la nation quand il s'écriait : « Plutôt que de renoncer au droit de visite, je m'en-sevelirais au fond de l'océan, enveloppé dans les replis de notre dernier pavillon ! » Jusqu'en 1815 la répression de la contrebande de guerre avait servi de motif à l'exercice de ce droit ; il fallait le faire revivre par un autre moyen durant la paix. Au congrès de Vienne, les plénipotentiaires anglais s'efforcèrent de faire adopter le principe de la prohibition de la traite ; ensuite ils demandèrent, par voie de conséquence, que les puissances se concédassent réciproquement le droit de visite. Les grandes puissances dont les marines étaient ruinées n'acceptèrent pas ce marché de dupe, qui livrait à la merci des commodores anglais le commerce maritime international. Seuls, les petits Etats, Espagne, Portugal, Pays-Bas, sur lesquels la pression britannique s'exerçait sans résistance, accédèrent aux propositions de l'Angleterre.

L'attitude de la France au Congrès de Vienne avait

été nettement hostile au droit de visite ; nous gardâmes cette position à Aix-la-Chapelle. Au congrès de Vérone (1822), Chateaubriand déclarait « que si la France pouvait consentir à ce qui lui était demandé, cette concession aurait les suites les plus funestes. Le caractère national des deux peuples, anglais et français, s'y opposait ; s'il était besoin de preuves à l'appui de cette opinion, il suffirait de rappeler que, cette année même, en pleine paix, le sang français avait coulé sur le rivage d'Afrique. La France reconnaissait la liberté des mers pour tous les pavillons : elle ne réclamait pour elle que l'indépendance qu'elle respectait dans les autres et qui était nécessaire à sa dignité. »

Ces fières paroles étaient dictées à notre représentant par la connaissance de l'état de nos affaires dans la mer des Indes. Dès cette époque, en effet, à Sainte-Marie de Madagascar, place importante du commerce boutrier, Sylvain Roux était entré en contact avec les patrons des navires arabes ; beaucoup d'entre eux, obligés de séjourner de longs mois dans l'île pour attendre le renversement de la mousson, y avaient acquis des propriétés et, par suite, un véritable droit de cité, ce qui leur valait la protection de nos navires de guerre. L'ambassadeur de France à Londres ne pouvait ignorer cette situation.

L'adhésion de la France eût été d'autant plus pré-

cieuse pour la Grande-Bretagne que nos flottes, renfermées dans les ports sous Napoléon, s'étaient mises à naviguer et montraient partout notre pavillon ; malgré nos défaites, nous demeurions aux yeux des Anglais les rivaux. Mais l'activité navale de notre pays apparaissait inquiétante surtout dans l'océan Indien que le cabinet de Londres entendait faire « un lac britannique », et, nous le verrons par la suite, auquel il finira par limiter ses jalouses investigations.

Ainsi, malgré les immenses obligations contractées à l'égard des Anglais, le gouvernement de la Restauration avait sauvegardé le principe de la liberté des mers en même temps qu'il revendiquait les droits de la France à Madagascar.

La Révolution de 1830 éclata. « On sait avec quel empressement le cabinet de Saint-James reconnut le nouveau roi des Français ; mais les complaisances du gouvernement anglais sont rarement désintéressées. On le fit promptement sentir à Louis-Philippe. La question du droit de visite fut reprise avec toutes les considérations que devaient faire valoir l'importance de l'alliance anglaise et la gloire qu'il y aurait pour le gouvernement de Juillet à donner à la répression de la traite un concours efficace... Louis-Philippe n'hésita pas à sacrifier la liberté des mers, l'indépendance du pavillon, l'inviolabilité du navire, image du

sol national, toutes les fières traditions de la marine française » (1).

Une convention fut signée le 30 novembre 1831, par laquelle les deux gouvernements s'accordaient réciproquement le droit de visite sur la côte d'Afrique.

Une seconde convention précisa les signes qui autorisaient à retenir les navires comme suspects, tels que la disposition intérieure, la nature et la quantité des approvisionnements, la présence de certains instruments. Cette stricte réglementation permettait de reconnaître un pirate dans le plus innocent bâtiment de commerce.

« Si on se reporte aux immenses questions soulevées pendant cent ans par le droit de visite, aux luttes acharnées qui en résultèrent, au rôle important qu'y joua la France, protectrice séculaire des droits de l'Europe, il est impossible de méconnaître l'étendue du sacrifice fait à l'Angleterre par le gouvernement de Louis-Philippe. Tout ce qu'il y avait de noble et de généreux dans les efforts opiniâtres de Louis XIV, de la République et de l'Empire pour protéger la liberté des mers était répudié sans pudeur ; la France commettait un acte de déchéance » (2).

Cependant alors cette monstrueuse concession passa en France inaperçue. Les conventions consenties dans

(1) Regnault, *Histoire de huit ans*.

(2) Regnault, *op. cit.*

le secret des chancelleries échappèrent à l'attention de la presse et de l'opinion.

Un navire était présumé se livrer à la traite des esclaves si l'on trouvait à son bord : 1^o des écoutilles en treillis et non en planches entières ; 2^o un plus grand nombre de compartiments qu'il ne paraît nécessaire aux besoins de l'équipage ; 3^o des planches de réserve pouvant servir à l'établissement d'un double pont ; 4^o des colliers de fer, des chevilles ou des menottes ; 5^o une plus grande provision d'eau que les besoins de l'équipage ne semblent le comporter ; 6^o une quantité extraordinaire de barriques ou de récipients vides ; 7^o un grand nombre de gamelles ou de bidons ; 8^o une marmite de dimension inusitée ; 9^o une quantité extraordinaire de riz et de provisions diverses ; 10^o une grande quantité de nattes.

La constatation d'une seule de ces circonstances suffisait à faire considérer un navire comme suspect de traite.

Pendant dix ans la terreur régna dans la mer des Indes, où notre représentation navale n'existait pour ainsi dire plus.

Mais la diplomatie britannique, ordinairement si patiente dans son habileté, compromit son succès par une précipitation maladroite. Au lieu de se contenter d'une situation, qui lui permettait de détruire à la longue notre commerce et d'habituer nos marins à

fléchir devant son pavillon, elle voulut aller trop vite. Les complaisances empressées des Tuileries firent supposer à l'Angleterre qu'elle pouvait obtenir encore davantage ; il fallut pour la détromper le soulèvement unanime de l'opinion nationale.

Le cabinet de Saint-James ayant réuni l'adhésion de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie au principe du droit de visite pour la répression de la traite, proposa à M. Guizot un nouveau traité dans lequel ces nations interviendraient comme parties contractantes. Ce traité fut signé le 20 décembre 1841. Il donnait une plus grande extension aux zones où devait s'exercer la visite : ces zones comprenaient toute la côte des Etats-Unis et les mers qui baignent la partie septentrionale de l'Amérique et de l'Europe au-dessous du 32^e degré de latitude nord, en sorte que toute la navigation entre l'Europe et les Etats-Unis y était enveloppée et que tous les navires qui allaient d'un continent à l'autre pouvaient être visités. On supprimait en outre la clause qui établissait que le nombre des croiseurs d'une nation ne dépasserait pas de moitié celui des croiseurs d'une autre nation. Désormais l'Angleterre pouvait étendre indéfiniment ses croisières et paralyser notre commerce sur toutes les côtes de l'Afrique et de l'Amérique méridionale. L'honneur français avait été sacrifié par les premiers traités. Mais tant qu'il ne s'agissait que de la mer des Indes, de

quelques bâtiments français et de navires indigènes voguant sous notre pavillon, on n'avait pas protesté. Cette fois, tous les intérêts qui se rattachaient au commerce maritime, s'émurent. Les populations des côtes et des ports s'indignèrent et leurs plaintes furent appuyées par les hommes politiques et les journaux d'opposition qui en firent une question de dignité extérieure.

En même temps, les faiblesses du cabinet des Tuileries étaient placées dans une vive lumière par l'attitude énergique des Etats-Unis à l'égard des prétentions anglaises. La Grande-Bretagne ne sollicitait pas cependant de la République américaine son acceptation du droit de visite ; elle se contentait de demander la permission pour les croiseurs anglais, quand ils rencontreraient un bâtiment portant pavillon américain, de s'assurer s'il ne dissimulait pas sa nationalité. Le gouvernement de Washington refusa « de déléguer à personne le droit de s'immiscer dans la police de sa navigation, de vérifier les papiers de bord de ses bâtiments et de décider de leur nationalité ». Lord Aberdeen, chef du cabinet anglais, avait dit qu'en cas de refus des Etats-Unis, les puissances ne se laisseraient pas arrêter par un *morceau d'étamine* dans l'accomplissement de la mission qu'elles s'étaient donnée ; les Etats-Unis répondirent qu'ils sauraient faire respecter ce *morceau d'étamine*. Le 13 février 1842, le

ministre américain à Paris présentait au ministre des affaires étrangères une note dans laquelle il témoignait son regret de voir la France, amie de l'Amérique, s'engager dans une politique néfaste pour le droit des nations libres, et déclarait que si, comme l'Angleterre, elle induisait du traité la nécessité de vérifier la nationalité des bâtiments américains, la paix serait inévitablement troublée entre les deux pays.

En France, les émotions étaient si vives que toute autre question disparaissait devant celle du droit de visite. La Chambre des députés repoussa le traité du 20 décembre 1841. Mais les conventions de 1831 et de 1833 subsistaient et Lord Aberdeen avait refusé toute ouverture tendant à les effacer du code international ; dans une conférence avec M. de Sainte-Aulaire, notre ambassadeur à Londres, il déclarait même que si le gouvernement français procédait violemment à l'abrogation de ces traités, il serait du devoir des ministres de S. M. de rappeler l'ambassadeur d'Angleterre. L'opinion française ne se prononçait pas avec moins d'opiniâtreté, et déjà victorieuse en ce qui concernait le traité de 1841, elle voulait compléter son triomphe en attaquant le principe même du droit de visite imprudemment admis dans les conventions antérieures. En 1843 cette question domina toutes les autres dans la discussion de l'adresse au roi. Malgré l'opposition énergique de M. Guizot, la

Chambre vota le paragraphe suivant : « Nous appelons de tous nos vœux le moment où notre commerce sera replacé sous la surveillance exclusive de notre pavillon ». Le droit de visite était définitivement jugé. Les traités antérieurs n'avaient désormais pas plus de force que la convention de 1841.

Le premier ministre français dut se résoudre à insister de nouveau auprès du cabinet de Saint-James pour l'abrogation des conventions antérieures : « Tous les événements qui se sont passés, écrit Guizot à Sainte-Aulaire, toutes les réflexions qui se sont présentées à notre esprit depuis que la question a été soulevée, nous ont fait sentir plus fortement la nécessité de modifier le système actuellement en vigueur. Pour que ce système puisse être efficace et sans dangers, il ne suffit pas que les deux gouvernements soient animés d'un bon vouloir et d'une confiance réciproques. Constantement susceptible dans son application de contrarier et de léser des intérêts privés, souvent légitimes et inoffensifs, ce système entretient dans l'esprit d'une classe nombreuse, active et nécessairement rude de manières, une source d'irritation qui, bien qu'elle puisse rester assoupie pendant un temps plus ou moins long, peut cependant, par un accident imprévu en mer, ou par le plus léger trouble dans les relations politiques des deux Etats, être à tout moment développée, enflammée, étendue et transformée en un

sentiment national puissant et formidable. Cela étant, le système du droit de visite, employé comme moyen de réprimer le commerce des esclaves, est plus dangereux qu'utile ; car il compromet à la fois la paix, la bonne intelligence entre les deux pays et même la grande cause à laquelle on a l'intention de le faire servir. »

Et Guizot proposait « de nommer une commission mixte pour rechercher si l'on ne pourrait pas trouver des moyens de supprimer la traite, aussi efficaces ou même plus efficaces que ceux fournis par les traités qui établissent le droit de visite réciproque ».

Le comte Aberdeen accepta enfin, au début de 1845, les vues françaises. « Je dois pourtant avouer sincèrement, écrivait-il le 9 janvier à son ambassadeur, que jusqu'à ce moment je n'ai vu proposer aucun plan qui pourrait être sûrement adopté comme remplaçant le droit de visite. Et si M. Guizot réfléchit avec quelle énergie le peuple anglais a désiré l'abolition de la traite et quels sacrifices énormes il a faits et fait chaque jour encore pour atteindre ce but, il ne sera pas étonné que nous hésitions à abroger des traités dont les stipulations ont été jugées si efficaces, jusqu'à ce que l'on nous ait prouvé que les mesures qui doivent être proposées auront le même succès... Je m'abstiens de rechercher les causes qui ont amené ce grand changement dans les sentiments de la France relative-

vement à ces traités.. Le simple fait, officiellement déclaré par M. Guizot, que le gouvernement, la législature et le peuple de France demandent sérieusement une revision de ces engagements, tout en professant un désir aussi ardent d'atteindre les objets pour lesquels ils ont été contractés, serait pour le gouvernement de Sa Majesté une raison suffisante de consentir à l'enquête proposée. » En définitive, lord Aberdeen ne s'opposait plus à la constitution d'une commission mixte « composée d'hommes de haut rang, de vues élevées, indépendants et bien connus pour leur attachement à la grande cause de la liberté et de l'humanité, » et chargés de préparer la convention.

M. Guizot désigna, pour représenter la France au sein de la commission mixte, le duc de Broglie. « On ne pouvait faire un meilleur choix, écrit Lord Cowley au comte Aberden; pendant plusieurs années, le duc de Broglie a été un avocat énergique de la suppression de la traite, et c'est sous ses auspices, comme ministre des affaires étrangères, que la convention supplémentaire de 1833 a été conclue; ainsi il n'est pas probable qu'il propose ou agrée aucunes mesures pour la suppression de la traite, qui seraient moins efficaces que celles en vigueur aujourd'hui en vertu des traités. »

La nouvelle convention fut signée à Londres le 29 mai 1845. La durée en était fixée à 10 ans. La France s'engageait à entretenir 26 croiseurs sur la côte occi-

dentale d'Afrique. La Grand-Bretagne, de son côté, devait y posséder une force égale et s'engageait en outre à « *à établir sur la côte orientale d'Afrique le nombre de croiseurs que sa Majesté jugera suffisante pour la suppression de la traite sur la côte* ».

Ainsi, les intérêts immédiats des ports français une fois sauvegardés, l'entretien coûteux d'une immense flotte sur la côte occidentale d'Afrique présenté à l'opinion comme une victoire, le gouvernement abandonnait une fois de plus nos nationaux de la mer des Indes. Il était clair, en effet, que la France, contrainte à un gros effort sur la côte occidentale d'Afrique et n'étant tenue à rien sur la côte orientale, allait bientôt réduire au minimum, de ce côté, sa représentation navale déjà bien amoindrie.

L'article 8 du traité posait en outre certains principes de droit international dont la seule reconnaissance par la France allait influencer d'une manière durable sur sa politique maritime. « Attendu, est-il dit dans cet article, que l'expérience a fait voir que la traite des noirs dans les parages où elle est habituellement exercée, est souvent accompagnée de faits de piraterie dangereux pour la tranquillité des mers et la sécurité de tous les pavillons; considérant en même temps que si le pavillon porté par un navire est, *prima facie*, le signe de la nationalité, cette présomption ne saurait être considérée comme suffisante pour inter-

dire, dans tous les cas, de procéder à sa vérification puisque, s'il en était ainsi, tous les pavillons pourraient être exposés à des abus en servant à couvrir la piraterie, la traite des noirs ou tout autre commerce illícite ; afin de prévenir toute difficulté dans l'exercice de la présente convention, il est convenu que des instructions fondées *sur les principes du droit des gens et sur la pratique constante des nations maritimes*, seront adressées aux commandants des escadres et des stations françaises et anglaises sur la côte d'Afrique. »

Par l'article 8, l'Angleterre avait lié la France en lui faisant accepter certains « *principes du droit des gens et les règles constantes des nations maritimes*. »

Que le traité de 1845 ne fût pas renouvelé, l'article 8 n'en constituait pas moins pour la France des obligations juridiques et morales dont elle ne pourra s'affranchir, alors que les garanties du traité auront disparu.

L'article 8 est bien fait pour entraver tous les efforts de nos agents sur la côte orientale d'Afrique et pour empêcher l'établissement d'un protectorat efficace de la France sur le peuple boutrier. Enfin, si nos agents ne prennent pas en tout lieu, en tout temps une attitude énergique et résolue — une attitude d'adversaire en un mot, qui irritera l'Angleterre inutilement —, il aura pour conséquence de désaffectionner de nous des

populations fermement attachées à la France et clientèle naturelle de tout ce qui est français.

Dès 1855, la France renonçait à la vaine gloire d'entretenir « au moins 26 croiseurs » sur la côte occidentale d'Afrique ainsi qu'aux garanties du traité de 1845. Les vaisseaux anglais n'en continuèrent pas moins à « vérifier la nationalité » de nos bâtiments en vertu de l'article 8 et des instructions concertées jointes au traité de 1845, et l'exercice de ce droit s'accompagnait des vexations habituelles.

Les Etats-Unis furent cette fois encore les premiers à protester contre la fréquence des cas où le droit à la vérification de la nationalité dégénérait en inquisition arbitraire.

« Le caractère de continuité et de persévérance des agressions portées maintenant à la connaissance du pays et commises par une puissance avec laquelle nous sommes en paix, presque en vue de nos côtes, — disait en 1858 le comité des affaires extérieures de Washington, — suffit pour exciter la juste indignation du pays et réclame dans l'opinion du comité les mesures les plus promptes et efficaces pour arrêter de suite et prévenir pour toujours de semblables affronts à notre pavillon.

« Les documents joints au message du Président indiquent que l'on tenterait de justifier ces actes de visite et d'examen des navires américains par la néces-

sité de supprimer la traite des esclaves que l'on suppose à tort ou à raison exister entre l'Afrique et l'île de Cuba.

« Le comité n'entrera dans aucun examen de cette prétendue nécessité. Il lui suffit de savoir que l'assentiment des Etats-Unis, quoique souvent invoqué, n'a jamais été accordé à un système pareil de police sur les mers. Il se renferme dans cette position indiscutable, qu'aucun principe de droit international n'admet, qu'un navire sous pavillon de son pays puisse être visité ou détenu sur les hautes mers, en temps de paix, par aucun pouvoir étranger, sous aucun prétexte ou dans aucun but que ce soit, sans le consentement de ceux sur lesquels flotte le pavillon ». Et le comité déclarait que sur la haute mer, « cette grande voie commune du monde », les droits du peuple américain « n'admettaient ni restriction ni modification, » et devaient « être maintenus à quelque prix que ce soit. »

CHAPITRE V

La francisation des boutres indigènes

La première manifestation de droit écrit relative à la navigation des navires indigènes de la mer des Indes sous pavillon français est constituée par un arrêté du gouverneur de Mayotte, en date du 5 février 1846.

Cet arrêté organise un système de francisation qui n'a aucun rapport avec celui en vigueur dans la métropole et qui, au fur et à mesure de l'accroissement du domaine colonial de la France, va se développer et s'étendre partout où la loi française n'a pas été promulguée.

Pour qu'un boutre puisse naviguer sous pavillon national, deux conditions sont requises :

1^o Qu'il soit propriété, au moins pour moitié, « d'individus placés sous la domination française ; »

2^o Que son équipage soit constitué, au moins pour moitié, « de sujets français sans distinction d'origine ».

« Quant à l'interprétation à donner aux mots *indi-*

vidus placés sous la domination française et sujets français sans distinction d'origine, il vous est loisible, dit une dépêche du ministre de la marine et des colonies, en date du 15 octobre 1880, d'admettre, comme pouvant posséder et commander des boutres, les individus qui, bien que n'étant pas nés dans la colonie, y sont établis depuis longtemps et y ont conquis une position respectable. »

Les propriétaires de boutres qui se trouvent satisfaire aux prescriptions de l'arrêté colonial reçoivent un *acte de francisation* et un *congé*. Ils doivent souscrire à l'obligation de ne point vendre, donner, prêter ces pièces, ni autrement en disposer, de n'en faire usage que pour le service du bâtiment pour lequel elles sont accordées. Tout navire indigène autorisé à naviguer sous pavillon français est pourvu, en outre, d'un *rôle d'équipage* arrêté par l'autorité du lieu d'armement ; les noms et prénoms du capitaine et des matelots et ceux des passagers y sont inscrits avec la date de leur embarquement.

A l'arrivée dans un port français ou étranger, le capitaine, sous peine d'amende, est tenu de remettre ses papiers de bord entre les mains de l'autorité française du lieu, et de rendre compte des principales circonstances du voyage. L'agent français inscrit, au moment même du départ, la nouvelle destination du navire au dos du congé ; il porte également sur le

double du rôle d'équipage les débarquements et embarquements de passagers, et les mutations survenues dans l'équipage. A défaut de consul ou de résident français, le capitaine est compétent. La durée du congé et du rôle d'équipage est d'un an.

Tout bâtiment armé à Mayotte doit porter son nom à l'arrière, en lettres apparentes, françaises et arabes.

En autorisant les boutres Comoriens à naviguer sous notre pavillon, la France ne faisait qu'exécuter une obligation de son rôle de puissance souveraine. L'acquisition de Mayotte par notre pays ne pouvait pas avoir pour effet la suppression de la florissante marine de cette île ; et du moment que nous n'interdisions pas à nos nouveaux sujets la pratique de leur principale industrie, il était logique de leur permettre, sous certaines garanties, de se prévaloir de notre pavillon.

L'arrêté du 5 février 1846 ne constituait pas une innovation ; il fixait simplement par écrit un usage traditionnel dans nos établissements de la mer des Indes. A Mayotte même, dès la prise de possession, en 1841, un bureau maritime avait été institué pour la surveillance des boutres de l'archipel. A Sainte-Marie de Madagascar, l'inscription maritime fonctionnait dès l'administration de Sylvain Roux et fournissait à nos escadres d'excellents matelots.

Cependant, les avantages de la protection française devaient être bientôt recherchés par les armateurs

Arabes même non Comoriens. Beaucoup de boutriers de Zanzibar et de Mascate possédaient déjà d'importants intérêts dans nos colonies de Mayotte, de Nossi-Bé et de Sainte-Marie ; d'autres vinrent s'y fixer pour bénéficier de notre législation. Nos gouverneurs jugèrent avec raison que les conditions de l'arrêté du 5 février 1846 une fois satisfaites, la délivrance de patentes de francisation aux navires de ces indigènes ne comportait aucun inconvénient.

Pour les boutriers indigènes, l'obtention du pavillon français était d'autant plus désirable que, par suite de la suppression du droit de visite, reconnu aux navires britanniques, antérieurement au traité du 29 mai 1845, ils se trouvaient garantis contre « les erreurs cruelles commises par les officiers anglais ignorant la langue du pays, livrés les yeux fermés à des drogmans indigènes avides et sans scrupules, que l'appât d'une partie du *prize money* (1) portait à transformer souvent en esclaves de traite des marins et passagers noirs parfaitement libres et naviguant de leur plein gré (2). » En outre, ils « ne pouvaient qu'apprécier les avantages que leur procurerait la protection d'une grande nation ayant des consuls et des navires de guerre sur des côtes soumises en grande partie au despotisme et à l'arbi-

(1) Prime de capture ; 5 livres sterling par esclave saisi.

(2) M. Ottavi, consul de France à Mascate, à M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, 30 juin 1901.

traire oriental, où un boutre qui ne peut se réclamer que du sultan de Mascate n'est pas sûr d'être traité de la même manière qu'un boutre couvert par le pavillon tricolore (1). »

Depuis 1846, une grande quantité d'actes de francisation a été délivrée dans nos colonies de Mayotte, de Nossi-Bé et de Sainte-Marie, dans nos établissements de Madagascar et des Comores après l'organisation de notre protectorat sur ces îles, et à Obock, à des propriétaires de boutres de nationalité étrangère, mais satisfaisant aux conditions requises par l'autorité française.

« La francisation n'est accordée à un boutre, écrivait en 1870 M. le capitaine de vaisseau Gizolin, commandant la division des côtes orientales d'Afrique, dans un rapport adressé au ministre de la marine, que lorsque le propriétaire fournit la preuve qu'il réside dans la colonie, qu'il y a des intérêts, qu'en un mot son industrie commerciale s'exerce sur notre territoire. A Nossi-Bé on exige, en outre, que ce propriétaire de boutre soit imposé comme industriel au rôle des patentes. »

Les autorités coloniales, on le voit, sont d'accord pour entourer du maximum de garanties la protection conférée par notre pavillon. Au besoin, le département de la marine intervient pour recommander à nos agents la plus extrême circonspection : « Il importe, dit en

(1) M. Ottavi, consul de France à Mascate, à M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, 30 juin 1904.

1875 une dépêche ministérielle adressée au commandant supérieur de Mayotte, que des autorisations de cette nature ne soient données qu'à des gens bien connus et présentant de réelles garanties d'honorabilité et de moralité et ayant autant que possible des propriétés à Mayotte et à Nossi-Bé ou des cautions pouvant répondre de leurs actes. » En 1888, mêmes recommandations aux gouverneurs de Mayotte et de Diégo-Suarez ; ces fonctionnaires sont invités à ne « délivrer d'actes de francisation qu'aux armateurs présentant toutes garanties. »

Un principe ferme de notre droit interne colonial, c'est que seules les autorités coloniales sont qualifiées pour délivrer des patentes de francisation ; le rôle des consuls se réduit, comme nous l'avons vu, à viser les papiers de bord, à y inscrire certaines mentions et à recevoir les déclarations des capitaines de boutres qui font escale dans le port de leur résidence. Cependant une pratique constante, autorisée par des instructions ministérielles, permet à nos agents diplomatiques de *remplacer* les titres des navires attachés dans le port de leur résidence et de *prolonger* les autres afin de permettre aux capitaines de regagner leur port d'origine. Cette pratique a été rendue nécessaire par les conditions mêmes de la navigation boutrière. Il peut arriver en effet qu'un boutre qui a reçu son acte de francisation à Obock ou à Mayotte soit contraint, pour

des raisons d'ordre commercial, à prendre momentanément comme port d'attache Zanzibar ou Mascate ; il lui serait dès lors difficile d'entreprendre tous les ans un voyage spécial pour faire renouveler son titre dans la colonie française. Le consul est juge de l'empêchement, et s'il le trouve justifié, il remet un nouveau titre au capitaine du boutre francisé ; de même si le boutre francisé, dont le port d'attache a été modifié ainsi qu'il est dit, vient à périr en mer, ou s'il a été vendu, le consul est en droit de délivrer un titre pour le bâtiment neuf, tant que les conditions prévues par la législation coloniale française restent observées. D'autre part, un boutre peut avoir accompli tel voyage qu'il ne puisse être rentré avant l'année échue dans son port d'origine ; le consul prolonge alors la validité de ses papiers de bord par une mention inscrite au dos du congé, ou par l'octroi d'une patente de prolongation.

Ainsi nos consuls sont qualifiés pour prolonger et renouveler les actes de francisation, mais ils ne sont pas autorisés à en délivrer directement. Dans cette interdiction faite à nos agents diplomatiques nous ne saurions voir qu'un excès de précaution. En effet, dans des pays de capitulation comme à Mascate, où le principe d'exterritorialité s'applique pleinement, il est possible d'obtenir de nos protégés qui sollicitent la faculté de naviguer sous pavillon français les mêmes garanties que

dans une colonie ; en les obligeant à faire un établissement en terre française, on leur inflige, sans réelle utilité, une formalité dispendieuse.

Et même en territoire anglais, allemand ou portugais, il faudrait admettre que nos consuls puissent délivrer des actes de francisation aux boutriers sujets ou protégés français qui y résident, en observant toutefois les règles posées par notre législation ; l'octroi de notre pavillon ne peut porter aucun tort à la juridiction territoriale du pays étranger puisqu'il n'a d'effet et ne constitue un privilège qu'en haute mer, « cette voie commune de toutes les nations. » Mais la jurisprudence constante de la France interdit pareils errements. En 1891, l'autorité anglaise signala que le consul de France à Aden avait délivré des papiers français et des pavillons à huit capitaines de boutres. M. Ribot, ministre des affaires étrangères, répondit que la délivrance en avait été faite par erreur et qu'il prendrait ses dispositions pour éviter le retour de pareils incidents (1).

La faculté laissée aux consuls de renouveler les titres de navigation des boutriers avait pour conséquence d'élargir leur responsabilité personnelle. Aussi dès 1860, pour établir les rôles d'équipages et prévenir l'embarquement frauduleux d'esclaves, notre agent de

(1) Lettre à Lord Lyons, ambassadeur d'Angleterre à Paris, 20 novembre 1891.

Zanzibar exigeait la comparution personnelle des passagers prenant place sur des boutres francisés, et en dressait le signalement. Cet usage ne tarda pas à se répandre dans toutes les mers des Indes, et il subsiste jusqu'aujourd'hui.

*
* *

Les Anglais manifestèrent dès le début une hostilité irréductible à la pratique de la francisation qui portait un coup sensible à leur hégémonie autoritaire dans la mer des Indes. Mécontents de voir renaître l'influence française dans des parages où ils voulaient être les maîtres incontestés, ils accuseront avec une persévérance inlassable les agents français de prendre fait et cause pour les négriers et de se faire les soutiens d'un odieux commerce. Mais c'est avec la même ténacité que nos consuls et nos gouverneurs sauront tenir tête à ces accusations, et qu'ils dévoileront le but poursuivi par l'Angleterre : le rétablissement du droit de visite.

« L'Angleterre ne voit pas sans un profond déplaisir, écrit M. Lacau, consul de France à Zanzibar (1), que le commerce dans ces parages de la mer des Indes se fait par le moyen des boutres arabes naviguant sous le couvert de notre pavillon ; elle constate avec regret à quel point nous avons su nous concilier

(1) A M. René Goblet, ministre des affaires étrangères, 14 septembre 1888.

les sympathies des Arabes ; aussi s'applique-t-elle à nous faire participer à des mesures de grande rigueur qui, en apparence, sont dirigées contre l'esclavage, mais qui, en réalité, tendent à détruire la flotte commerciale des Arabes. »

« A mon sentiment, déclare M. Lagarde, gouverneur d'Obock (1), l'importance que l'Angleterre donne de nouveau aux prétendus faits de traite reprochés à des boutres de Sour, portant pavillon français, n'est que la suite de la campagne dirigée contre notre influence dans ces parages. »

Et M. Ottavi, consul de France à Mascate (2) : « Si les officiers britanniques poursuivent nos protégés de leurs accusations, c'est non seulement parce que les boutres francisés affirment et développent notre influence en face de l'influence anglaise, mais aussi parce que l'existence seule de ces boutres jouissant des privilèges du pavillon français suffit à détruire peu à peu une légende encore vivace dans ces pays et en vertu de laquelle les parages du golfe Persique et de l'Arabie appartiendraient en toute propriété à l'Angleterre et tout ce qui flotte à la surface de ces mers relèverait exclusivement de la juridiction britannique. »

Ainsi, nos agents de la mer des Indes, en Afrique comme en Asie, sont d'accord pour penser et pour

(1) A. M. Chautemps, ministre des colonies, 6 juin 1895.

(2) A. M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, 30 juin 1897.

dire que les boutriers français sont accusés parce qu'ils servent l'influence française au détriment de l'influence britannique.

L'Angleterre, d'autre part, ne va pas cesser de présenter la répression de la traite comme impossible et illusoire tant que la France accordera sa protection aux navires indigènes, système adroit et fait pour frapper tous les esprits non avertis, tous ceux qui ignorent de quelles garanties notre pays entoure l'octroi de son pavillon. A l'égard des Etats-Unis, c'est d'ailleurs le même procédé : « Les navires qui se livrent à la traite des esclaves, les seuls qui la fassent avec succès d'extension, ont adopté l'habitude presque universelle d'arborer les couleurs américaines pour se ménager un abri contre les recherches des croiseurs anglais (1). » La tactique de la Grande-Bretagne est de nous amener, en nous harcelant, comme elle y conduisit les Etats-Unis, à reconnaître à ses vaisseaux le droit de visite; et dès 1855, les officiers anglais généralisent, à l'égard des boutriers protégés français, une politique de brutalité et de menaces.

« J'ai déjà eu plus d'une fois, écrivait en 1863 M. le ministre de la marine et des colonies (2), l'occasion

(1) Memorandum remis par Lord Napier, ministre d'Angleterre à Washington, à M. Lewis Cass, ministre d'Etat, le 24 décembre 1857.

(2) Le maréchal Randon à M. Drouyn de Lhuys, 20 juin 1863.

de signaler au département des affaires étrangères, la conduite des croiseurs anglais qui, sous prétexte de répression de la traite, se sont livrés aux différents points de la côte orientale d'Afrique à de véritables actes de piraterie. Pour ne citer qu'un fait, je rappellerai à V. E. l'affaire du pillage et de l'incendie dans les eaux de Zanzibar, par les embarcations de la *Lyra*, de boutres arabes chargés pour le compte de négociants français et qui se livraient à un commerce légitime. Cette affaire a donné lieu à un échange de correspondance entre M. le commandant Dupré et M. le contre-amiral Walker, et cependant, malgré mes vives réclamations, je vois que le capitaine Oldfield, commandant du bâtiment ci-dessus indiqué, a laissé dans ces mers des traditions qui semblent avoir stimulé l'ardeur de ses successeurs. J'ai lieu de croire, au surplus, que la conduite du capitaine Oldfield aura satisfait son gouvernement, puisque cet officier, après de tels actes, a été nommé capitaine de vaisseau et que, contrairement aux usages, il est resté plus de cinq ans dans cette station, passant d'un bâtiment sur un autre, sans compter que les déprédations de la *Lyra* ont valu à son capitaine d'importantes parts de prises, ainsi qu'il résulte de documents officiels transmis récemment par V. E. au département de la marine.

« Je ne manquerai pas, par le prochain courrier, d'appeler l'attention de M. le commandant de notre

division de la côte orientale d'Afrique sur les faits signalés par M. Jablouski, et j'inviterai M. le capitaine de vaisseau Dupré à envoyer, s'il ne peut y aller lui-même, un des bâtiments sous ses ordres à Zanzibar, afin de rassurer, par sa présence, nos nationaux et de dissiper les inquiétudes pour la sécurité de leurs opérations et même de leurs personnes qu'ils peuvent avec raison concevoir de l'irritation produite dans la population arabe par les procédés des croiseurs anglais ».

A la suite de ces incidents des négociations s'ouvrirent entre le quai d'Orsay et le cabinet de Saint-James pour préciser dans quelles limites pouvait intervenir, en haute mer, la vérification du pavillon des navires suspects de traite. Les instructions du 1^{er} juin 1867 restreignent et réglementent, d'une façon absolument formelle la recherche de la nationalité des navires marchands. Renseigné par le commandant Dupré, le gouvernement central semble avoir compris l'importance de la question en débat et la nécessité d'une rédaction claire, ne laissant place à aucune équivoque.

INSTRUCTIONS CONFIDENTIELLES CONCERTÉES ENTRE LA FRANCE ET
L'ANGLETERRE POUR LA VÉRIFICATION DU PAVILLON DES NAVIRES
SUSPECTS.

1. L'abrogation du traité passé avec la Grande-Bretagne pour la suppression de la traite a fait sentir aux deux gouvernements

français et anglais la nécessité d'un arrangement provisoire relativement à la visite des navires marchands soupçonnés d'arborer indûment le pavillon anglais.

2. A l'abri de l'indépendance de son pavillon national, un navire de commerce naviguant en pleine mer n'est sujet à aucune juridiction étrangère qui n'aurait pas été acceptée par un traité. Un bâtiment de guerre ne peut donc visiter, retenir, arrêter et saisir que des navires de commerce qu'il reconnaît avoir la même nationalité que lui.

3. Le pavillon d'une nation étant de *prime abord* la marque distinctive de sa nationalité, et par conséquent de la juridiction de laquelle il relève, il est naturel qu'un navire de commerce, passant en pleine mer en vue d'un bâtiment de guerre, hisse son pavillon pour faire connaître sa nationalité ; dès que le bâtiment de guerre s'est fait reconnaître en arborant ses couleurs et ses marques distinctives, le navire marchand doit donc également hisser son pavillon de nation.

4. S'il néglige de le faire, les deux gouvernements admettent qu'on peut lui donner un avertissement en tirant un coup de canon chargé à poudre, et, si celui-ci reste sans effet, un second avertissement en tirant un coup de canon chargé à boulet, mais pointé de manière à ne pas l'atteindre.

5. Dès qu'en arborant ses couleurs le navire marchand a établi sa nationalité, le bâtiment de guerre étranger ne peut plus prétendre exercer le moindre contrôle sur lui. Tout au plus peut-il, dans certains cas, user du droit de le faire raisonner, c'est-à-dire de l'inviter à répondre à des questions faites au porte-voix ou autrement, sans toutefois contrarier sa route. Si cependant la présomption de nationalité résultant des couleurs qui auraient été arborées par un navire de commerce peut être sérieusement mise en doute, soit par suite de renseignements positifs, soit par suite d'indices de nature à faire croire que ce navire n'appartient pas à la nation dont il a pris les couleurs, le bâtiment de guerre

étranger peut recourir à la vérification de cette prétendue nationalité.

6. Un canot pourra, dans ce but, être envoyé à bord du navire suspect, après qu'on l'aura hélé pour lui donner avis de cette intention. La vérification consistera dans l'examen des papiers constatant la nationalité du navire. Rien ne pourra être réclamé de plus que la présentation de ces pièces. Les papiers à produire pour les navires marchands seront, pour les Anglais, le *certificate of registry* et les *ship's articles*, et, pour les Français, l'*acte de francisation* et le *congé*. L'officier chargé de la vérification devra toujours être un officier de vaisseau, s'il y en a un à bord, et se présenter en uniforme. Il devra procéder avec tous les égards et ménagements possibles.

7. Toute enquête sur la nature du chargement, sur les opérations commerciales desdits navires, sur un autre fait, en un mot, que leur nationalité, toute recherche, toute visite est absolument interdite.

8. Avant que l'officier du croiseur quitte le navire, un *procès-verbal* sera dressé contradictoirement, où seront relatées toutes les circonstances de la vérification. Ce *procès-verbal* sera signé par l'officier du croiseur et par le capitaine du navire marchand, qui en garderont chacun un double. S'il n'y a pas entente pour une rédaction commune, l'officier du croiseur et le capitaine marchand feront chacun de leur côté leur *procès-verbal*, et en remettront une copie certifiée à la partie adverse.

9. Hors le cas de suspicion de fraude, il ne devra d'ailleurs jamais être nécessaire que le commandant d'un bâtiment de guerre étranger ait à envoyer à bord d'un navire marchand tant sont nombreux les indices qui, abstraction faite des couleurs, révèlent à l'œil exercé d'un marin, la nationalité du navire.

10. Dans tous les cas, il est bien entendu que le capitaine d'un bâtiment de guerre, qui se décide à envoyer à bord d'un navire de commerce, le fait toujours à ses risques et périls, et demeure responsable de toutes les conséquences de son acte.

11. Le commandant d'un bâtiment de guerre qui aura recours à cette mesure devra, dans tous les cas, en faire l'objet d'un rapport à son gouvernement et l'informer des motifs évidents qui l'ont fait agir. Communication de ce rapport et des motifs qui auront provoqué cette constatation sera officiellement donnée au gouvernement auquel appartiendra le navire qui aura été soumis à la vérification de son pavillon.

12. Lorsqu'après l'examen des papiers de bord, un navire marchand soupçonné de fraude sera détenu par un croiseur étranger, il devra être conduit, le plus tôt possible, dans un port ou à une autorité de la nation dont il a arboré les couleurs, de telle manière que la sincérité du pavillon soit constatée par les autorités de la puissance à laquelle appartient ce pavillon. S'il y a abus reconnu, le navire en fraude reste naturellement à la disposition du capteur. Dans le cas contraire, il pourra y avoir lieu à indemnité, comme dans les circonstances prévues à l'article 13.

13. Toutes les fois que la vérification du pavillon ne sera pas justifiée pour des raisons suffisantes ou n'aura pas été faite d'une manière convenable, une réclamation en indemnité pourra être faite.

14. Bien que les instructions qui précèdent s'appliquent particulièrement aux navires sous pavillon anglais et qu'elles aient pour but de prévenir toute mésintelligence entre les gouvernements de la France et de la Grande-Bretagne, il est bien entendu qu'elles doivent s'appliquer également aux navires de toutes les nations avec lesquelles le gouvernement de l'Empereur est en paix.

Paris, le 1^{er} juin 1867.

Les Instructions concertées du 1^{er} juin 1867, par leur précision, limitent rigoureusement les effets de l'article 8 de la convention de 1845, article dont les

officiers britanniques continuaient à se prévaloir comme établissant des règles du droit des gens sur la validité desquelles le non renouvellement du traité n'avait pu avoir aucune influence. Désormais il n'est plus possible de transformer abusivement l'enquête sur la nationalité en droit de visite ; il n'est plus possible, à l'aide des présomptions légales de l'article 9 du traité du 20 décembre 1841, de saisir et de faire vendre comme suspect de traite le boutre dont le pavillon déplaît aux commodores anglais. Le rôle du vaisseau de guerre ne peut aller plus loin que de s'assurer si le navire marchand a ses papiers en règle ; auquel cas, y eût-il à bord une cargaison de cent nègres, il doit le laisser continuer sa route.

La convention de 1867 constitue donc un progrès pour la liberté des mers, et une sérieuse garantie pour nos nationaux.

Mais l'appât du *prize money*, le désir de nous prendre en faute, l'irritation de voir grandir notre influence, vont pousser les officiers anglais à violer sciemment les engagements pris par la Grande-Bretagne, avec l'espoir que s'il y a flagrant délit de traite, ils seront couverts par leurs chefs ou que notre pays n'osera pas protester.

Affaire du Saint-Joseph et du Sohora (1881).

Le 24 juillet 1881, les boutres francisés *Saint-Joseph*

et *Sohora* étaient accostés, en dehors de la rivière Linda par les embarcations du navire anglais *Ruby*. Des officiers et des matelots du *Ruby* montaient indûment à bord et visitaient les boutres dans l'espoir de saisir à bord de nos bâtiments des esclaves aperçus à terre par le capitaine Foot et de réaliser par conséquent la prime de cinq livres sterling accordée pour chaque esclave saisi. La certitude qu'ils avaient d'opposer aux réclamations ultérieures de la France l'urgence et la constatation du flagrant délit les avaient décidés. Ils ne trouvèrent à bord aucune trace de commerce illicite et, après avoir exercé sur l'équipage des sévices et des menaces, ils durent se retirer en laissant un procès-verbal de visite. M. Ledoulx, consul de France à Zanzibar, saisi de la plainte des boutriers, adressa aussitôt une protestation au chef de la division navale anglaise, l'amiral Gore Jones, au sujet de la grave insulte faite à notre pavillon.

« Quelque grande que soit l'indignation avec laquelle M. Gore Jones a accueilli les accusations de menaces et de voies de faits portées par nos patrons contre les officiers du *Ruby*, écrivait notre consul au ministre des affaires étrangères en portant à sa connaissance ces événements, il n'en est pas moins constant et établi que les équipages anglais n'en usent jamais autrement dans leurs croisières. Plus d'une de mes dépêches ont fait mention de ces procédés et je pourrais, si V. E. le

désire, citer l'assertion de plusieurs voyageurs et négociants dont l'honorabilité ne peut être mise en doute et qui ont été *témoins oculaires* des faits inspirés par la cupidité du *prize money* (1) ».

L'amiral Gore Jones dut cependant ordonner une enquête et renouveler la promesse de rappeler les commandants placés sous ses ordres à la stricte exécution des règlements ; mais en même temps il émettait le vœu que, dans un intérêt commun, *nous ne fussions pas à l'avenir aussi susceptibles et aussi rigoureux pour le respect de nos droits.*

Cette singulière proposition, écrit M. Ledoulx, « reflète bien l'esprit de l'amiral anglais qui me déclarait l'an dernier *que la traite ne cesserait pas tant que les croiseurs anglais ne seraient pas autorisés à visiter les bâtiments portant notre pavillon.* M. Gore Jones n'ayant sans doute pas obtenu cette autorisation, a cru devoir passer outre et les faits que nous reprochons au *Ruby* n'ont pas d'autre motif. » Et notre agent ajoute : « M. le Commandant en chef de la station anglaise de la mer des Indes *espère que les hommes d'État de France à Paris sans s'émouvoir des influences locales estimeront les faits à leur juste valeur.* M. Gore Jones a sans doute ses raisons pour souhaiter qu'il ne soit attribué aucune importance aux continuelles et incessantes violations dont se rendent coupables les forces qu'il com-

(1) M. Ledoulx à M. Barthélémy Saint-Hilaire, 9 septembre 1881.

mande à l'égard des pavillons des autres puissances. »

Quoi qu'il en soit, le gouvernement français ne pouvait laisser passer un tel manquement fait à son pavillon sans protester énergiquement envers le gouvernement de la Reine, contre le fait en lui-même et contre « la façon abusive dont s'exerçait le droit de police maritime confié à sa marine dans ces parages », et sans réclamer « les mesures nécessaires pour mettre fin à un état de choses si contraire aux engagements contractés, de ce chef, entre les deux cabinets (1). »

La violation des conventions était si manifeste que le gouvernement britannique n'hésita pas à nous donner satisfaction, de crainte de voir la France reprendre son entière liberté d'action et refuser spécialement aux croiseurs anglais, par des considérations motivées, tout droit à la vérification de la nationalité des bâtiments battant notre pavillon. Le 12 décembre 1881, Lord Lyons, ambassadeur d'Angleterre à Paris, remettait à M. Gambetta la note suivante :

« Il semble, d'après les rapports reçus par les Lords commissaires de l'Amirauté, que les ordres en vigueur dans la station navale, ainsi que le mode de procéder vis-à-vis des bâtiments portant le pavillon français, n'ont pas reçu leur application dans la question dont il s'agit... Les Lords de l'Amirauté expriment leur regret

(1) Barthélemy St-Hilaire au comte d'Aunay, chargé d'affaires à Londres, 29 octobre 1881.

de cette non observation des ordres de la station. J'ai l'honneur d'informer V. E. que les officiers qui ont négligé d'appliquer ces ordres seront blâmés et engagés à être plus soucieux de leurs devoirs à l'avenir. »

Incident du London (1881).

Le 3 décembre 1881, le commandant du vaisseau anglais *London* était tué avec trois matelots par l'équipage d'un boutre battant pavillon français et suspecté de traite.

« Il est avéré (1) que le commandant Charles Brownrigg s'est approché avec sa chaloupe à vapeur du boutre qui battait pavillon français et que, sans attendre les explications que voulait lui donner le patron, et avant même de s'assurer si le droit de porter nos couleurs était usurpé, il ordonnait à ses matelots de faire feu à bout portant sur l'équipage de ce boutre. Deux hommes furent tués sur le coup et deux autres grièvement blessés moururent le lendemain. Le patron et deux matelots restaient valides : affolés et furieux de cette inqualifiable attaque, ils se jetèrent dans l'embarcation anglaise et égorgèrent le commandant Brownrigg et trois matelots. Les huit autres hommes du canot à vapeur en proie à une inconcevable panique, malgré les armes et les munitions dont ils

(1) M. Ledoux, consul de France à Zanzibar, à M. Gambetta, ministre des affaires étrangères.

étaient nantis, se mirent à la mer et laissèrent le boutre s'éloigner...

«... Le meurtre du commandant Brownrigg et de ses trois matelots a été la conséquence des sévices, des exactions et des abus d'autorité de tous genres dont se rendent journellement coupables les croiseurs anglais à l'égard des boutres arabes. »

A la suite de ce pénible incident et en l'absence momentanée de notre marine à Zanzibar, le gouvernement anglais demanda à être autorisé à faire visiter provisoirement par un croiseur britannique tout bâtiment portant le pavillon français. Cette requête fut communiquée par M. Gambetta, président du conseil et ministre des affaires étrangères, à l'amiral Gougeard. Elle ne saurait être accueillie même à titre provisoire, répondit le ministre de la marine, et il établissait péremptoirement les raisons qui motivaient son refus :

« Le droit international interdit l'exercice du droit de visite par un bâtiment quelconque sur des navires de nationalité différente.

Cette prohibition est confirmée d'une manière formelle, dans les instructions confidentielles concertées entre la France et l'Angleterre pour la vérification du pavillon des navires suspects, datées du 1^{er} juillet 1867.

L'article 7 spécifie, en effet, que toute enquête sur un autre fait que la nationalité est absolument interdit et l'article 10 indique que, dans tous les cas, le capi-

taine d'un bâtiment de guerre qui se décide à envoyer à bord d'un navire de commerce, le fait toujours à ses propres risques et périls et demeure responsable de toutes les conséquences de son acte.

Il me paraît impossible d'aller au delà des dispositions explicites de la convention du 1^{er} juin 1867. Toute concession créerait un précédent que nous devons nous attacher à éviter. C'est d'ailleurs la politique constante et invariable de la France et j'estime que nous ne devons l'abandonner à aucun prix. »

C'est dans ce sens que notre ambassadeur à Londres fut chargé de répondre au cabinet de Saint-James.

Peu de temps, après le gouvernement britannique, revenant à la charge, exprimait le vœu que la France adoptant les principes consacrés par le traité du 20 décembre 1841, consentit à conclure avec l'Angleterre une convention ayant pour objet d'autoriser les croiseurs des deux nations à visiter et, s'il y avait lieu, à saisir en haute mer, entre la côte d'Afrique et les îles Comores et de Madagascar, les bâtiments se livrant sous le pavillon de l'une ou de l'autre puissance au commerce des esclaves. Le gouvernement de la République, par essence gouvernement d'opinion, eût-il même été indifférent à nos intérêts dans la mer des Indes, ne pouvait passer outre aux préventions du peuple français au sujet du droit du visite. Il refusa.

Affaire de l'Abd-el-Kader (1889).

Lors du blocus institué par les Anglais et les Allemands sur la côte orientale d'Afrique en 1889, le boutre français *Abd-el-Kader*, en règle, fut visité en dehors de la ligne de blocus, puis capturé et emmené à Zanzibar par un officier anglais commandant la barque de guerre *Olga*. M. de Crespigny, l'officier qui s'était livré « à cet acte inqualifiable (1) », prétendait avoir constaté la présence d'esclaves à bord.

Cet incident venait s'ajouter à d'autres. Le 8 janvier 1889, le boutre français *Yokha*, du port d'attache de Majunga, était visité au mouillage de Chek-Chek port de l'île de Pemba, par un officier de la marine britannique; le 23 janvier le boutre français *Safina* subissait également la visite des marins anglais.

Dès l'affaire du *Yokha*, notre consul à Zanzibar, M. Lacau, avait saisi d'une courtoise protestation sir Charles Euan Smith, agent politique et consul général d'Angleterre (2). « Ce sont en général, écrivait-il à son collègue, de tous jeunes officiers qui, munis des instructions des commandants de la marine britannique, reconnaissent la nationalité des boutres, et il est à craindre qu'ils ne se rendent pas un compte exact du sérieux de cette mission. Il serait désirable cependant

(1) M. Lacau à M. Goblet, 2 février 1881.

(2) 18 janvier.

qu'ils comprissent que la visite de nos boutres par un officier étranger est considérée par le gouvernement français comme portant atteinte à la dignité de son pavillon, et qu'en l'effectuant au mépris de la convention anglaise, ils s'exposent à être sévèrement réprimandés et même punis par leurs supérieurs. » Le consul anglais répondait à cette dépêche en communiquant à M. Lacau les ordres catégoriques que l'amiral anglais Fremantle avait adressés à ses officiers pour prévenir le retour des abus dont se plaignait notre représentant (1). « J'ose espérer, ajoutait-il, que la bienveillance et la courtoisie dont vous avez plus d'une fois donné preuve en des circonstances se rattachant aux questions de boutres, vous pousseront une fois encore à n'attacher aucune importance sérieuse à cet excès de zèle de la part d'un jeune officier. Toutefois, si la circonstance actuelle vous paraît d'une gravité exceptionnelle, croyez-bien que je m'empresserai de vous adresser une lettre officielle de regrets et d'excuses à ce sujet. »

Après la visite du boutre *Safina*, les représentations de M. Lacau deviennent plus pressantes (2), il rappelle formellement à l'agent de la Grande-Bretagne, que l'officier anglais ne devait se préoccuper que d'une

(1) 26 janvier.

(2) 27 janvier.

seule chose : la nationalité du navire : « son rôle était fini, il n'avait qu'à se retirer et ne devait se permettre aucune démarche. » En même temps, le ton de la correspondance de notre consul est plus âpre : « Je ne ferai pas l'injure à ces officiers de croire qu'ils n'ont pas eu l'intelligence de saisir la lettre et le sens des ordres catégoriques émanés de l'Amiral Fremantle, mais alors, comment qualifier leur conduite ? » Et M. Lacau réclamait des mesures disciplinaires.

La capture de l'*Abd-el-Kader* décida notre consul à prendre une attitude plus nette encore :

« Cette infraction, écrit-il à Sir Euan Smith (1), s'ajoute aux deux déjà commises ce mois-ci dans les mêmes circonstances ; il ne m'est plus permis, malgré le grand esprit de conciliation dont vous me savez animé, de croire à des actes isolés de légèreté ou d'indiscipline, mais bien à un parti-pris de l'amiral Fremantle de méconnaître, non seulement la convention de 1867, mais encore les déclarations officielles faites tout récemment à ce sujet par le gouvernement français aux gouvernements d'Angleterre et d'Allemagne. Je fais connaître par voie télégraphique, au département des affaires étrangères de France cette situation qui n'aurait jamais dû se produire, étant données les relations d'amitié existantes entre les deux

(1) 30 janvier.

gouvernements d'Angleterre et de France et les conventions qu'ils ont signées. »

Les effets de cette vigoureuse protestation furent immédiats. Le commandement de l'*Olga* et la mission de vérifier les papiers des boutres furent enlevé à M. de Crespigny, et l'amiral Fremantle faisait part à notre consul « de son intention bien arrêtée de sévir de la manière la plus rigoureuse contre tout officier qui, à l'avenir, ne respecterait pas la convention anglo-française du 1^{er} juin 1867 (1). »

Mais une protestation, si énergique fût-elle, et des excuses même complètes, n'auraient pu atténuer l'effet considérable produit sur la population indigène par le traitement public infligé à un boutre français par un croiseur britannique; M. Lacau le comprit. Après avoir fait la démonstration que les prétendues femmes esclaves découvertes à bord de l'*Abd-el-Kader* étaient les concubines du patron et des matelots, le consul de France s'embarquait le 1^{er} février à bord du stationnaire français *Boursaint*; puis, en présence des navires de guerre anglais, allemands, italiens et portugais, de tous les bâtiments de commerce ancrés dans le port, et d'une foule énorme accourue sur les quais, il se faisait remettre par les officiers anglais l'*Abd-el-*

(1) M. Lacau à M. René Goblet, 2 février 1881.

Kader, et le prenant à la remorque, il le reconduisait au mouillage de Pemba, d'où il avait été amené par la barque de guerre *Olga*.

CHAPITRE VI

Événements de la côte orientale d'Afrique

(1862-1890).

La convention du 10 mars 1862 par laquelle la France et l'Angleterre s'engageaient à respecter l'indépendance des sultans de Zanzibar et de Mascate, avait singulièrement réduit notre liberté d'action dans la mer des Indes.

Mais du moins à Madagascar aucun traité ne venait affaiblir l'initiative de nos nationaux, et l'intrigue britannique avait affaire à forte partie.

A la suite du bombardement de Tamatave (1845), tous rapports avaient été interrompus entre Européens et Hovas; les Anglais les reprirent, pour leur part, très simplement en se soumettant à la condition honteuse de payer une indemnité pour les dégâts causés par le bombardement. « Ils firent mieux : pour se concilier les bonnes grâces de la reine, le gouverneur de Maurice la félicita officiellement en 1855, d'avoir fait assassiner à Bavatoubé un ancien consul de France,

M. d'Arvoy, qui s'y livrait à l'exploitation des mines avec 85 ouvriers malgaches. L'exploit fut qualifié dans la lettre de *Victoire de Bavatoubé* » (1).

Vers 1850, deux colons français, Laborde et Lambert, formèrent le projet d'une compagnie de colonisation pour Madagascar, analogue à l'ancienne colonie des Indes. Ils se rendirent à Paris pour voir Napoléon III et tâcher de lui faire partager leurs vues.

L'empereur fut séduit, mais poursuivant la politique d'effacement devant l'Angleterre qui a été de mode dans les premières années du second empire, il désira s'assurer le concours de cette nation et offrit à Lord Clarendon de participer à l'entreprise. C'était faire preuve d'une méconnaissance totale de la situation existant dans l'océan Indien. L'Angleterre déclina les propositions impériales, et chargea son agent à Tananarive, le révérend Ellis, d'empêcher par tous les moyens la réussite du plan français. L'ami de Lambert et de Laborde, le prince Rakoto, fut emprisonné, tous les Français expulsés de Madagascar, et les Malgaches qui semblaient nous être favorables massacrés (1857).

En 1861, Rakoto devint roi, par la mort de sa mère, sous le nom de Radama. Le commandant Dupré, chef de notre station navale, se rendit aussitôt à Tananarive pour y négocier un traité de commerce et

(1) Martineau, *Madagascar*.

d'amitié qui réservait à nos nationaux une situation privilégiée. Le parti anglais, dirigé par Ellis, tira une vengeance cruelle des sentiments que nous témoignait le roi. Radama périt étranglé, le 13 mai 1863.

Mais nos colons étaient désormais bien établis à Madagascar ; et sur la côte occidentale, nous entretenions les meilleurs rapports avec les chefs indigènes, sakalaves et musulmans. Lentement mais énergiquement la situation de la France s'accroît dès lors dans la Grande Ile où nous nous opposons avec vigueur à la puissance hova, soutenue par la Grande-Bretagne.

En 1881, la reine Ranaivalo nous suscita de graves difficultés. L'agent français dut quitter Tananarive. Une ambassade hova se rendit en France et y arriva le 30 septembre 1882. « C'était le moment où la France venait de terminer l'expédition de Tunisie qui avait éveillé contre nous certaines jalousies en Europe ; les Hovas voulaient se rendre compte par eux-mêmes si nous étions capables d'un nouvel effort colonial » (1). Les ambassadeurs hovas émirent la prétention exorbitante d'obtenir de nous la renonciation au droit de posséder à Madagascar. M. Duclerc, président du conseil, ne voulut rien entendre et laissa les Malgaches libres d'aller où ils voudraient : ils allèrent en Angleterre. Lord Granville, chef du Foreign Office, signa la

(1) Martineau, *op. cit.*

renonciation qu'on lui demandait ; l'Italie accéda également aux propositions hovas. Washington et Berlin donnèrent également complète satisfaction aux ambassadeurs.

La France était fatiguée de cette comédie où tout le monde semblait d'accord pour nous faire échec et nous isoler. M. de Mahy, ministre de la marine, envoya une escadre dans les eaux malgaches pour garantir la sécurité des biens de nos nationaux. Le 30 avril 1883, l'amiral Pierre arrivait à Nossi-Bé avec la mission d'être très ferme et la volonté de l'être. En huit jours, il chassait les Hovas de leurs garnisons de la côte ouest, détruisait leurs établissements, enlevait le fort et la place de Majunga.

L'histoire des deux années de blocus qui amenèrent finalement le traité du 17 décembre 1885 contient tout ce dont est capable la duplicité britannique servie par une attitude comminatoire. L'agent anglo-hova Parett tentait de convaincre en France nos hommes politiques « de la futilité d'un protectorat français. » A Tamatave, le missionnaire Shaw empoisonnait nos soldats avec du vin mêlé d'arsenic ; l'amiral Pierre le fit jeter en prison, mais la France dut faire des excuses et accorder à Shaw une indemnité de mille livres sterling. Enfin, après la brillante campagne de Pennequin dans l'ouest, le gouvernement hova se résigna à des stipulations qui reconnaissaient à la France le droit de

le représenter dans toutes ses relations extérieures, la possession de la baie de Diégo-Suarez et une indemnité de 10 millions. Désormais Madagascar est français, et la politique britannique ne pouvait avoir d'autre effet que de nous créer des difficultés dans l'exercice de notre protectorat, et de nous contraindre à l'expédition de 1895 (1).

La présence d'une importante escadre française sur les côtes de Madagascar pendant deux ans et l'extension donnée à nos établissements dans la Grande Ile constituent des événements de première importance au point de vue de la navigation boutrière de la mer des Indes, et devaient étendre considérablement le cercle de notre influence traditionnelle.

Egalement en dehors des régions où la convention du 10 mars 1862 avait fixé des limites à notre liberté d'action, sur les côtes de la mer Rouge, nos agents et nos nationaux travaillaient avec ardeur à accroître le patrimoine de la France.

En 1866, le cheikh de la tribu indépendante des Akhémis-ed-Dourein, située sur le rivage arabe,

(1) Le 22 janvier 1894, M. Louis Brunet, député de la Réunion, interpellait M. Casimir Périer sur les événements de Madagascar et déposait cet ordre du jour voté à l'unanimité: « *La Chambre, résolue à soutenir le gouvernement dans tout ce qu'il entreprendra pour maintenir notre situation et nos droits à Madagascar, rétablir l'ordre, protéger nos nationaux, faire respecter le drapeau, passe à l'ordre du jour.* » C'était la guerre.

voulant s'assurer notre protection contre les Anglais d'Aden offrit de céder à la France une partie de son territoire. Le 14 octobre 1868, la maison Rabaud, de Marseille, concluait avec le cheikh un traité par lequel un territoire de 165.000 hectares nous était cédé avec la remarquable position de Cheikh-Saïd qui domine de plus de 200 mètres la forteresse anglaise de Périn et où Labourdonnais avait fait un établissement provisoire au dix-huitième siècle. Le gouvernement français, après avoir hésité à prendre possession de Cheikh-Saïd par crainte de mécontenter les Anglais, y établit un dépôt de charbon au cours de la guerre de 1870.

La Grande-Bretagne, vers cette même époque, avait pris pied sur le littoral africain, au sud d'Obock, à Zeïlah, dont elle voulait faire la base de ses opérations en Abyssinie. L'opposition irréductible de notre ami l'empereur Théodoros l'obligea à des opérations très dures contre ce prince ; mais la victoire des troupes indiennes et la mort du négus, loin de servir la politique britannique, devaient lui fermer les riches plateaux de l'intérieur.

L'histoire de la colonie de Zeïlah n'est plus faite, dès lors, que d'une série de luttes interminables soutenues par les Anglais contre les chefs Arabes de l'interland Somali et dont la violence et la gravité ne s'est pas encore atténuée.

Les Français d'Obock, au contraire, surent tout de

suite entretenir d'excellentes relations avec l'Ethiopie en même temps qu'ils trouvaient des alliés fidèles chez les cheikhs des grandes tribus. M. Lagarde, commandant d'Obock, établissait, en 1884, notre protectorat sur les sultans de Gobad et de Tadjourah, et en 1885, sur la côte des Somalis, où le port de Djibouti était créé.

Témoin des progrès de la France, le cabinet britannique s'inquiéta. Craignant de nous voir étendre notre domination à toute la côte égyptienne évacuée par les troupes du Khédive, mais très occupé lui-même dans la vallée du Nil, il pressa l'Italie de s'installer à Mas-saouah « pour sauvegarder l'ordre et la sécurité. »

Arrêté dans ses projets au nord d'Obock, M. Lagarde envisagea la possibilité d'une extension vers le sud, sur la côte des Somalis, et vers l'intérieur dans le Harrar et l'Abyssinie ; il se disposait à annexer Dongaretta quand les Anglais en proposèrent l'échange contre les îles Muscha dans la baie de Tadjourah, sur lesquelles ils avaient des droits. Ce fut l'objet du traité du 2 février 1888. En même temps la France et l'Angleterre « s'engageaient réciproquement » à ne pas chercher à annexer le Harrar.

Ici encore, la faiblesse de notre diplomatie venait contrecarrer nos plus heureux efforts. Pour comble, par le traité du 5 mai 1894, l'Angleterre abandonnait à l'Italie le Harrar et l'Ogaden. Cet acte de duplicité fut signalé à la Chambre française par M. Etienne :

« Nous nous établissons sur la côte somalie qui est en contact avec la riche province d'Abyssinie, le Harrar. L'Angleterre ne tarde pas à s'apercevoir de ce progrès... En vain la diplomatie britannique, maîtresse à Constantinople, faisait-elle reconnaître, par firman du 1^{er} juin 1875, l'autorité du Khédive d'Egypte, sous souveraineté ottomane sur toute la côte Erythrée; en vain reconnaissait-elle elle-même, par le traité du 7 septembre 1877, les droits de l'Egypte jusqu'au cap Gardafui; les coups retentissants portés à la puissance égyptienne par le Mahdi soudanais faisaient échouer ses calculs. Elle croit le moment venu d'intervenir et propose de conclure un traité d'après lequel les deux pays s'engagent réciproquement à ne jamais prendre le Harrar sous leur protectorat. La France consent; elle s'engage à ne pas étendre son protectorat sur le Harrar et le même engagement est pris par l'Angleterre, mais vous allez voir comment l'Angleterre a tourné la difficulté :

« La France, observant le traité, n'a pas étendu son protectorat sur le Harrar; elle n'entend pas porter atteinte à l'indépendance de l'empereur d'Abyssinie avec lequel elle n'entretient que des rapports d'amitié. Que fait l'Angleterre? Elle se tourne vers l'Italie et lui tient ce langage : « Il y a quelques années, je vous ai attiré à Massaouah; vous y avez éprouvé des difficultés que vous avez supportées avec beaucoup d'énergie.

Il ne faut pas que ces sacrifices soient perdus ; il faut vous étendre encore. Je vais vous reconnaître tout le territoire que vous convoitez et où vous pourrez vous développer à votre aise. »

Il est vrai que l'Italie n'eut pas à se féliciter de ce cadeau qui devait la précipiter dans la désastreuse guerre d'Abyssinie.

★★

Dans la presqu'île d'Egypte, comme disent les Arabes à cause des deux mers au milieu desquelles ce pays semble s'avancer, l'hégémonie de fait donnée à la France par le percement de l'isthme de Suez résistait mal à nos défaites de 1870. Le gouvernement britannique mettait aussitôt à profit l'affaiblissement de notre pays pour s'emparer du canal et il achetait au khédive, moyennant 3.976.583 livres, ses 176.602 actions. Dès lors va commencer « l'expropriation graduelle de l'Egypte pour cause d'utilité britannique (1). »

En 1876, Ismaël se trouva acculé à une banqueroute de deux milliards. L'Angleterre lui suggéra l'idée d'instituer pour les finances de l'Etat un bureau de contrôle composé d'agents britanniques. C'eût été mettre l'Egypte aux mains des Anglais ; le Khédive le comprit et il fit appel à la France. Après des négociations compliquées, la dette égyptienne était unifiée et

(1) Ch. de Mazade.

placée sous la surveillance de deux contrôleurs : l'un français et l'autre anglais.

Peu de temps après s'établissait sur l'Égypte (8 novembre 1878) le condominium franco-anglais qui fut reconnu implicitement par les puissances. Cette date marque la fin de l'indépendance de l'Égypte.

Ainsi l'Angleterre allait paraître sur un pied d'égalité avec nous dans un pays qui, si longtemps, lui avait été hostile et n'avait presque jamais obéi qu'aux suggestions de la France.

En 1881, un violent mouvement d'allure xénophobe, mais nettement dirigé contre l'Angleterre, éclata dans le Khédivat. Son chef Arabi devenait ministre de la guerre ; il était appuyé par les vœux de la plupart des Français résidant en Égypte et, en particulier par M. de Lesseps. Dans une entrevue sensationnelle avec M. de Ryng, notre consul général, Arabi offrait à la France son épée.

La situation devint vite très grave. Tandis que le gouvernement de Paris à qui on représentait Arabi comme un homme de progrès et un ami de notre pays, demeurait incertain, l'Angleterre prenait dès le début de 1882 une position énergique contre le ministre égyptien.

Pendant six mois, l'Europe entière ne fut occupée que des événements d'Égypte. Arabi vint organiser la défense d'Alexandrie. M. de Freycinet se résolvait de

plus en plus à l'abstention, quand il fut avisé que le gouvernement anglais avait donné l'ordre à son amiral de faire interrompre les travaux de fortification d'Alexandrie, avec ou sans la coopération de l'amiral français (4 juillet) ; notre ministre déclara que l'escadre française quitterait Alexandrie si l'escadre anglaise ouvrait le feu (5 juillet). Le 12 juillet, l'amiral Seymour bombardait la ville, et le 13 les troupes anglaises débarquaient.

Aucune considération, aucun scrupule, ne pouvaient empêcher désormais la France d'envoyer un corps d'observation en Egypte ; mais M. de Freycinet tomba sur la demande des crédits, le 29 juillet.

Le 14 septembre, après le combat de Tell-el-Kébir, les Anglais entraient au Caire. L'Egypte était désormais britannique.

Le territoire égyptien s'étendait alors sur toute la côte de la mer Rouge, la vallée du Nil et rejoignait le pays des Zendjs et l'Ouganda par les grands lacs de l'Afrique Centrale. La province d'Equatoria, à elle seule, couvrait une grande partie de l'Afrique orientale anglaise actuelle ; l'Abyssinie n'y était qu'une enclave que la Grande Bretagne pouvait se flatter de réduire bientôt au nombre de ses possessions. Ainsi l'occupation de l'Egypte allait permettre à l'Angleterre un vaste mouvement d'enveloppement qui devait fatalement lui soumettre tous les pays situés sur le littoral de la mer

Indienne depuis l'isthme de Suez jusqu'au cap de Bonne Espérance.

D'inattendus événements vinrent paralyser toute marche en avant des Anglais. En quelques mois un chef musulman, le Mahdi, se rendit maître de tout le haut Soudan, puis s'avancant vers l'Egypte, il prenait Obéid, détruisait la colonne du colonel anglais Hicks dans les défilés de Khasgil, le corps de réserve du colonel Moncriff à Tokar, au sud de Souakim, et une nouvelle colonne partie de Souakim sous les ordres de Baker pacha. A la fin de 1883, il était maître de toute la côte de la mer Rouge et ses communications avec la mer des Indes établies.

L'Anglais Gordon fut chargé d'aller défendre Khar-toum menacé. Pour se rallier les habitants de la ville, il promit de ne pas mettre d'obstacle à la traite et il proposa au Khédive la nomination comme gouverneur général du Soudan de Zobéir pacha, le grand marchand d'esclaves, qu'il jugeait seul capable de faire échec au Mahdi.

L'énergique résistance de Gordon fut inutile, Khar-toum tombait en 1885 aux mains du Mahdi. Il n'avait fallu que trois ans pour qu'un immense empire pût s'établir aux portes de l'Egypte, s'étendre du Tchad à la mer Rouge et barrer l'Afrique aux Anglais.

L'entrée en scène de cet Etat barbare et redoutable

fut une des causes de la reprise d'une ardente propagande anti-esclavagiste et de la réunion de la conférence de Bruxelles en 1890.

*
* *

La progression de la Grande-Bretagne vers le pays des Zendjs par le Nil ayant été rendue impossible, les brûlantes convoitises de cette nation vont l'entraîner à rechercher les mêmes résultats par des moyens plus pratiques et plus immédiats peut-être, mais déplorables pour son honneur.

A Zanzibar et sur la partie de la côte orientale d'Afrique s'étendant de la rivière Jouba au cap Delgado, qui relève de l'autorité du sultan de Zanzibar; l'avènement en 1870 d'un prince dévoué à nos intérêts et qui avait à se plaindre de l'Angleterre, Seyyid Bargach, avait replacé la France dans une situation prépondérante. Le nouveau sultan s'était entouré uniquement de Français ; très actif et très éclairé, il envoyait nos ingénieurs rechercher les gisements houilliers, et étudier les voies navigables de son empire ; il concevait même le projet de construire un chemin de fer de la côte aux grands lacs. Zanzibar pouvait être à cette époque considéré comme une vraie colonie française ; mais soucieux de respecter les conditions du traité franco-britannique du 10 mars 1862, le gouvernement de Paris repoussait tout projet d'an-

nexion. C'est ainsi que les missions organisées par Mgr Lavigerie ayant fait signer des traités de protectorat aux chefs indigènes de l'Ouganda et de la région des grands lacs, le ministère ne se crut pas autorisé à les ratifier.

Notre prééminence réelle à Zanzibar était d'ailleurs reconnue par l'Angleterre elle-même. En 1872, elle réclama nos bons offices pour décider le sultan à lui concéder le contrôle des boutres battant le pavillon rouge de Zanzibar (1) dans les eaux territoriales de ce pays. La France s'entremît très complaisamment, après cette réserve de style que les engagements auxquels le souverain de Zanzibar serait sollicité de souscrire « ne seraient pas de nature à compromettre l'indépendance de cet Etat que l'Angleterre s'est obligée comme nous à respecter et dont le maintien est d'une importance réelle pour nos intérêts dans ces parages ». Le traité fut signé en 1873 et un traité analogue conclu avec Mascate.

Le gouvernement anglais, en nous demandant notre intervention, faisait-il le calcul que, même en nous rendant compte que ce geste était une abdication, nous ne pouvions le refuser sous peine de paraître nous montrer hostiles à toute mesure de répression de l'esclavage ? la chose est possible. Quoi qu'il en soit, dès

(1) Le comte de Rémusat, ministre des affaires étrangères, à M. Gavard, chargé d'affaires à Londres, 6 nov. 1872.

que le sultan Seyyid Bargach eût, sur la prière de la France, concédé aux croiseurs anglais la police des eaux territoriales du sultanat, c'en était fini de notre autorité morale ; la présence perpétuelle des nombreux stationnaires britanniques, la menace ininterrompue de leurs canons, les perquisitions harcelantes, les vexations exercées sur toutes les embarcations zanzibarites, allaient bientôt présenter les Anglais en maîtres durs et batailleurs. La situation intenable créée par les droits régaliens concédés aux Anglais fut signalée à plusieurs reprises par nos consuls : « Tous les patrons arabes, écrivait M. Lacau, en 1888, sont unanimes à s'en plaindre, mais comment leur voix s'élèverait-elle quand le sultan est le premier à l'étouffer (1).

Seyyid Bargach, si ami qu'il fût de la France, ne pouvait manquer de s'apercevoir que notre pays ne savait pas le défendre. A la suite d'incidents nombreux, il fit appel à l'Allemagne par l'entremise de sa sœur Salmé qui l'avait jadis soutenu dans une prise d'armes contre Madjid, et qui s'était depuis mariée à un Allemand (Mme Ruete). Une société de colonisation, la *Deutsche Ost Afrika Gesellchaft*, fut fondée aussitôt à Berlin avec les appuis officiels les plus puissants et le concours financier du Kaiser, pour se constituer un domaine dans les territoires du sultan de Zanzibar.

(1) M. Lacau à M. René Goblet, 14 septembre 1888 (Voir un autre extrait de cette lettre p. 111).

Le 4 novembre 1884, une mission de cinq personnes, à la tête de laquelle était le docteur Péters, débarquait à Zanzibar. Au bout d'un mois à peine, le docteur Tülhke, membre de la mission, réussissait à conclure avec des chefs nègres douze traités qui assuraient à la société 130.000 kilomètres carrés situés entre le lac Tanganika et le littoral, en face de l'île de Zanzibar, à cheval sur les principales routes de l'intérieur et enveloppant de toutes parts les stations nouvellement installées des missionnaires anglicans (missions dites des Universités, recrutées à Oxford et Cambridge). Des lettres de protectorat furent immédiatement conférées à la société de colonisation, et le 24 février 1885, le consul général d'Allemagne à Zanzibar, docteur Rohlf, prenait officiellement possession des territoires cédés. D'autres annexions suivirent le long de la rivière Rufidji et du Kilimandjaro qui triplaient l'étendue primitive du nouveau domaine. Le 19 août 1885, Seyyid Bargach signait un traité qui confirmait toutes les acquisitions allemandes. En l'espace de six mois l'Allemagne avait obtenu ce que le gouvernement français, par une limitation volontaire de son action (déclaration de 1862), et une vaine appréhension de conflits possibles, n'avait jamais permis à ses nationaux de demander.

Les explorateurs allemands encouragés par le succès et l'appui tacite de Seyyid Bargach, envisageaient déjà

l'extension du nouvel empire jusqu'à la côte des Somalis.

La surprise des Anglais, devant cette invasion inattendue et brutale, avait été aux extrêmes limites, mais ils firent contre fortune bon cœur. Ils se hâtèrent de reconnaître les acquisitions allemandes, en se faisant garantir la zone de territoires s'étendant de l'Ouganda jusqu'au pays Somali. Une convention fut signée à Londres le 1^{er} novembre 1886 qui réduisait la souveraineté du sultan de Zanzibar à une bande de littoral de 18 kilomètres de largeur, comprise entre la baie de Toungui au sud et le fleuve Kingui au nord, aux îles de Zanzibar, de Pemba, de Lamou et de Mafia, et aux villes de Kismaïou, de Morka et de Magdicho avec leur banlieue. Au delà de cette ligne et jusqu'aux grands lacs, Anglais et Allemands se partageaient le pays, la sphère de leurs intérêts respectifs étant délimitée au sud par l'embouchure de la Rovouma et au nord par l'embouchure du Tana jusqu'au point d'intersection du 1^o de latitude nord avec le 37^o de longitude est.

Cette éclatante violation des engagements pris par l'Angleterre ne souleva en France aucune émotion, aucune critique ; l'opinion l'ignora comme elle ignorait le traité de 1862. D'ailleurs la France ne devait-elle pas s'estimer heureuse, puisque la convention de 1886 enregistre « l'adhésion de l'Empire allemand au

protocole de désintéressement du 10 mars 1862. »

On devine l'amertume et le découragement de nos agents et de nos nationaux devant cet abandon de nos droits et cette indifférence de la patrie.

CHAPITRE VII

La conférence de Bruxelles.

Au mois d'octobre 1888, les journaux anglais furent remplis des plus grands détails sur des opérations de traite sous pavillon français signalées à la côte orientale d'Afrique, et il s'ensuivit une violente campagne de presse contre la facilité avec laquelle la France accordait ses couleurs aux navires indigènes.

Les faits incriminés avaient été déjà portés à la connaissance de M. Lacau par l'amiral Fremantle et M. Michahelles, consul général d'Allemagne à Zanzibar.

C'est tout d'abord une histoire d'interprète nègre grim pant dans un cocotier avec trois indigènes sur une place déserte de l'île de Pemba et assistant du haut de cet observatoire au débarquement par un boutre battant pavillon français de 75 esclaves, ainsi qu'à la vente desdits esclaves dans un endroit situé au centre de l'île.

C'est encore « une haute personnalité indigène » confiant à M. Fremantle « qu'une cargaison de 200

esclaves a été, peu auparavant, ouvertement débarquée à Mayotte ».

Le vice-consul d'Angleterre à Majunga, d'autre part, déclarait avoir appris que « 700 esclaves auraient été débarqués » à la côte orientale de Madagascar, probablement (*presumably*) par des boutriers sous pavillon français. « Le cas est si clair, en conclut l'amiral Fremantle, qu'il est impossible de nier plus longtemps les abus que couvre ce pavillon (1) ».

Quant au consul impérial allemand, il s'était ouvert à M. Fremantle de ce que « un commandant de navire allemand a relaté avoir vu cinq boutres français qu'il *pensait* avoir été des négriers. » (2). M. Michahelles s'autorisait d'ailleurs de ce fait pour écrire à M. Lacau que « l'usage du pavillon français constitue un sérieux obstacle à la suppression de la traite qui est désirée par tous les gouvernements civilisés. (3) ».

A la suite de la campagne d'opinion qui accompagna en Angleterre et en Allemagne ces événements, M. Egerton, chargé d'affaires de la Grande-Bretagne à Paris, portait à la connaissance du gouvernement français « le fait de l'évidence d'un considérable commerce d'esclaves à bord de vaisseaux battant pavillon français », et le pria de mettre fin à cet abus.

(1) Lettre à l'Amirauté, 8 septembre 1888.

(2) *Ibidem*.

(3) A M. Lacau, 4 septembre 1888.

M. René Goblet, ministre des affaires étrangères, fit cette étonnante réponse que « des ordres avaient déjà été donnés au commandant de notre station navale, de prendre des mesures actives contre tous vaisseaux se livrant à la traite, *sous n'importe quel pavillon* », et une note fut publiée dans ce sens dans le *Temps* du 16 octobre.

Le cabinet anglais ne pouvait manquer cette occasion de rappeler que le droit de visite n'était pas reconnu par nous, quoi qu'en pût penser le ministre des affaires étrangères de France, et d'insister « sur la regrettable absence d'un traité pour la répression de la traite maritime entre la Grande-Bretagne et la France, les autorisant à exercer le droit de visite sur les vaisseaux suspects appartenant à ces deux pays ».

Après avoir rappelé l'incident du *London* de 1881, et ajouté au « faisceau de preuves » réuni par l'amiral Fremantle, le fait de l'introduction de travailleurs malgaches à la Réunion « se montant à une traite régulière », Lord Salisbury estimait « comme évidente conclusion, que l'immunité à l'égard du droit de visite donnée aux vaisseaux sous pavillon français constitue un encouragement aux négriers de faire leur trafic par mer, et en conséquence tend au développement de la traite sur terre qui, en dehors de ses inhérentes atrocités, dévaste et dépeuple une contrée que les nations d'Europe se sont mises très

énergiquement en devoir d'ouvrir à la chrétienté et à la civilisation ».

Ces considérations d'ordre humanitaire amenaient en outre Lord Salisbury à émettre cet avis que « les pouvoirs limités, conférés aux officiers navals de France et d'Angleterre par l'agrément contenu dans les instructions de 1867 ayant été malheureusement démontrés insuffisants, *il serait contraire à la volonté du gouvernement français que leur stricte observation puisse conférer une immunité à des individus coupables de pratiques réprouvées par toutes les nations civilisées du monde* » (1).

Remarquons ce qu'a d'étrange pour un ministre étranger le fait d'interpréter, comme le fait le principal secrétaire d'Etat anglais dans la dernière phrase de son memorandum, les intentions présumées du gouvernement français. Mais c'est aussi très habile, car à supposer que M. René Goblet fût entré dans la façon de voir du premier ministre de la Reine au sujet du droit de visite, il aurait aperçu aussitôt la possibilité, sans émouvoir l'opinion française, d'autoriser les recherches des navires britanniques par une tolérance tacite.

M. Waddington, ambassadeur de France à Londres, fut chargé de faire connaître à Lord Salisbury les

(1) Lord Salisbury à Lord Lytton, 29 octobre 1888. Dépêche communiquée par l'ambassadeur anglais à M. René Goblet.

intentions réelles du gouvernement français qui se limitaient à l'application stricte des instructions concertées de 1867.

Cependant, étant donné le caractère exceptionnel des événements qui se produisaient à cette époque sur la côte orientale d'Afrique où les chefs arabes assiégeaient les établissements allemands, le gouvernement de la République se déclara prêt à admettre le droit de visite en vue d'arrêter *la contrebande de guerre* après l'établissement d'un blocus régulier par la Grande-Bretagne et l'Allemagne (2 novembre).

M. Goblet prenait soin de spécifier à nos représentants de Londres et de Berlin qu'une telle concession n'entraînait nullement la faculté pour les puissances intéressées de faire des enquêtes à bord sur aucune autre matière que la contrebande de guerre. Interrogé à la Chambre des députés, il faisait des déclarations dans le même sens.

Nous allons voir où devait nous mener ce relâchement de nos principes traditionnels.

Le 30 novembre 1888, le *Moniteur officiel de l'Empire allemand* publiait deux notes identiques échangées entre l'ambassadeur germanique à Londres et lord Salisbury, au sujet du blocus projeté des possessions du sultan Zanzibar.

« Pour rendre le blocus efficace contre la traite des esclaves, il serait nécessaire, disaient ces notes, que

les navires de guerre des deux nations opérassent la visite, et le cas échéant, la capture de tout navire suspect, *sous quelque pavillon qu'il naviguât*.

« Le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur est prêt à faire, en communauté avec le gouvernement de Sa Majesté la Reine, les démarches nécessaires dans ce but auprès des autres Puissances. »

Justement étonné de l'état d'esprit que révélait ce document, surtout après les assurances qui nous avaient été données jusque là, notre chargé d'affaires, M. Raindre, se rendit aussitôt auprès de M. de Bismarck pour lui demander des explications au sujet de la publication faite au *Moniteur impérial*. Le chancelier répondit « ne pouvoir le renseigner à cet égard, insistant sur la pleine liberté d'action qui serait réservée aux amiraux pour fixer d'un commun accord les conditions d'exécution du blocus » (1).

Le même jour, à Zanzibar, était publié le suivant *Avis relatif au blocus du littoral du continent du sultanat de Zanzibar* : « Zanzibar, 30 novembre 1888. Sur l'ordre de nos hauts gouvernements et au nom de Sa Hautesse le sultan de Zanzibar, nous, amiraux, commandant les escadres allemande et anglaise, déclarons établi par le présent acte, le blocus de toute la côte du sultanat de Zanzibar sans interruption, y compris les îles

(1) M. Raindre à M. René Goblet, 30 novembre 1888.

de Mafia, de Lamou, ainsi que d'autres petites îles voisines de la côte entre le 10°28' et le 2°10' de latitude sud. Il est entendu que le blocus n'est destiné qu'à prohiber l'importation du matériel de guerre *et l'exportation des esclaves*. Le blocus entrera en vigueur le 2 décembre de la présente année, à midi. *Deinhard, Fremantle.*»

La situation que nous créait la publication de ces documents était grave; d'une part, il n'avait pas été tenu compte des réserves de la France et le blocus était étendu à la recherche de la traite; d'autre part, une opposition de notre fait, après l'éclat donné aux événements de la côte orientale et aux accusations portées contre nos boutriers, nous eût mis en fâcheuse posture devant l'opinion européenne.

Nous dûmes nous contenter de faire un *distinguo* subtil : les officiers allemands et anglais ne monteraient à bord des bâtiments français « que pour le commerce des armes et non pour la traite des noirs. *Si cependant les visites effectuées par les officiers de la marine anglaise sur les bâtiments français suspectés de transporter de la contrebande de guerre amènent la découverte d'esclaves, le gouvernement de la République considère qu'il est entendu que le navire où un tel fait aura été constaté sera remis à l'un des croiseurs ou des agents consulaires français qui prendra les dispositions nécessaires pour assurer la puni-*

tion des coupables suivant la rigueur de nos lois » (1).

Bien mieux, en février 1889, nous concédions sans restrictions aux croiseurs anglais et allemands le *droit de visite* dans les eaux territoriales de Zanzibar et de Pemba sur les boutriers battant pavillon français : c'est ainsi que le gouvernement national soutenait notre agent à Zanzibar, M. Lacau, et le récompensait de son zèle et de la fierté de son attitude.

Cet événement fut porté à la connaissance de nos protégés par l'acte suivant : « *Zanzibar, 1^{er} mars 1889.* Par autorité de S. H. le sultan, les amiraux commandant les escadres britannique et allemande ont pouvoir d'accoster et de visiter tout navire ou barque appartenant à tout sujet de S. H. dans les eaux territoriales de Zanzibar et de Pemba dans le but de mettre fin au transport d'armes, d'esclaves et de munitions de guerre destinées au trafic, et leur pouvoir de visiter les boutres arabes a été étendu par permission du gouvernement français, aux boutres battant pavillon français : *Fremantle, Deinhard.* »

Dans quelle mesure le Gouvernement français avait-il le droit, sans consulter la nation ou sa représentation élue, de concéder, même provisoirement, à des étrangers, des pouvoirs extraordinaires sur les bâtiments portant notre pavillon, nous n'avons pas à le recher-

(1) Memorandum remis à lord Salisbury le 22 décembre 1888.

cher ici. Mais en méconnaissant nos traditions nationales, en défaisant l'œuvre patiente de nos agents, en livrant nos protégés indigènes aux rancunes de nos pires ennemis, en semblant reconnaître enfin le bien-fondé des accusations formulées par les Anglais contre le pavillon français, il consommait une abdication que son indifférence, sa faiblesse ou son insuffisance avaient préparée.

Le blocus dura deux ans. Ce court laps de temps va suffire aux adversaires de notre influence pour nous éliminer définitivement de cette côte orientale d'Afrique qui pendant quatre vingts ans avait été le but des efforts tenaces et des ambitions de nos nationaux de la mer des Indes.

En même temps le ministère de lord Salisbury, mettant à profit l'agitation entretenue dans l'opinion par les événements d'Afrique, ainsi que le revirement inattendu de notre attitude traditionnelle quant au droit de visite, sollicitait et obtenait du gouvernement français son adhésion au principe d'une conférence internationale pour la répression de la traite.

Cette conférence, destinée dans l'esprit du cabinet anglais à établir les bases juridiques du contrôle universel de la Grande-Bretagne sur les mers, devait en outre, pensait-il, avoir pour effet, par la solennité même des débats, par l'éclat dont allait s'entourer la réunion

des représentants de toutes les nations, de vaincre les dernières préventions françaises.

En entrant dans cette voie, notre gouvernement appréciait sans doute toute l'importance de sa décision et l'étendue de ses engagements : il était en effet impossible d'admettre qu'il pût venir à la conférence en opposant irréductible et que son acceptation n'eût d'autre but que de lui permettre de faire échec à une réglementation internationale du droit de visite, et à la généralisation des principes adoptés par l'Angleterre, la Prusse, l'Autriche et la Russie le 20 décembre 1844, et par l'Italie, l'Espagne, la Hollande, le Portugal, la Grèce, la Turquie, la Suède, les Etats-Unis et les autres nations du monde dans des conventions ultérieures.

C'est devant cette situation que se trouva placé M. Spuller, ministre des affaires étrangères, à l'ouverture de la conférence internationale de Bruxelles, en décembre 1889. M. Spuller nourrissait au sujet du droit de visite des idées conformes aux vues traditionnelles de la France. Il fit tout ses efforts pour nous dégager de l'impasse où ses prédécesseurs nous avaient acculés. Le 28 décembre 1889, nos plénipotentiaires à Bruxelles, MM. Rouric et Cogordan, déclaraient, au nom du gouvernement français, que l'établissement d'un règlement relatif à la répression de la traite ne devait avoir pour effet que d'obliger chacune des puissances représentées à la conférence à l'appliquer comme sa

loi interne, à l'exclusion de tout contrôle international.

D'autre part, M. Spuller réunissait au quai d'Orsay une commission chargée d'élaborer, en réponse au projet anglais comportant le droit de visite, un « projet de règlement international pour la surveillance de la navigation des boutres, en vue de la suppression de la traite des noirs dans l'océan Indien », où la thèse française de la liberté des mers devait recevoir son application. Ce travail fut achevé le 12 janvier 1890. Communiqué à M. Barbey, ministre de la marine, il entraînait de la part de ce dernier les observations suivantes :

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que je donne mon adhésion à ce projet. Mais si le règlement doit être annexé à une convention internationale, il importe, à mon sens, qu'il soit entendu que ce fait n'entraînera pas pour chacune des parties contractantes le droit de surveiller l'exécution de la part des autres puissances signataires. Le règlement sera simplement une loi que chaque puissance se tracera à elle-même et qui ne l'assujettira nullement au contrôle d'autrui » (1).

En transmettant le contre-projet français à nos plénipotentiaires, le ministre des affaires étrangères, précisant notre position dans les débats de la conférence, s'exprimait en ces termes :

(1) M. Barbey à M. Spuller, 14 janvier 1890, *Livre Jaune*, n° 20.

« Vous ne devez pas perdre de vue, en saisissant vos collègues de notre manière de voir, les conditions dans lesquelles nous avons été amenés à la formuler. Nous avons pensé et nous pensons toujours que le meilleur mode de surveillance dans la mer des Indes est le contrôle direct exercé par chaque puissance sur les navires autorisés à porter ses couleurs. Toutefois, quand le projet anglais tendant à instituer une police internationale dans les parages où la traite n'a pas encore cessé nous a été connu; quand vous avez constaté que ce projet, qui portait en germe le droit de visite, était, pour ce motif, absolument inacceptable de la part de la France, vous avez estimé que le rôle du gouvernement de la République risquerait d'être mal interprété si, après avoir critiqué les propositions de l'Angleterre, nous n'apportions pas à notre tour l'exposé pratique de nos vues » (1).

Les efforts du gouvernement français devaient être vains. Le 2 juillet 1890, l'*Acte général de Bruxelles*, organisant un contrôle international en vue de la répression de la traite des noirs, était signé par les plénipotentiaires français et étrangers.

Mais l'opinion française avait repris ses droits. En 1891, le Parlement, après d'importants débats, repoussa toute atteinte au principe de la liberté des

(1) M. Spuller à MM. Rouric et Cogordan, 25 janvier 1890.

mers, et n'accepta d'accorder sa ratification qu'aux seuls articles de la convention où le droit de visite n'était pas en cause. Dans sa déclaration du 2 janvier 1892, le gouvernement français affirmait sa résolution d'appliquer spontanément dans le territoire d'Obock, à Madagascar et aux Comores, les *Règles* adoptées par la conférence de Bruxelles, *pour la concession du pavillon aux bâtiments indigènes, le rôle d'équipage et le manifeste des passagers noirs*. Cette déclaration avait pour objet de transformer le règlement international, dans sa partie acceptée par nous, en droit interne français, dont l'application ne devait relever que de notre initiative, à l'exclusion de toute intervention étrangère.

Voici le texte dont nous prenions l'engagement d'exécuter les prescriptions (2) :

ACTE GÉNÉRAL DE BRUXELLES DU 2 JUILLET 1890. — § II. *Règlement concernant l'usage du pavillon et la surveillance des croiseurs.* — I. *Règle pour la concession du pavillon aux bâtiments indigènes, le rôle d'équipage et le manifeste des passagers noirs.*

ART. XXX. — Les Puissances signataires s'engagent à exercer une surveillance rigoureuse sur les bâtiments indigènes autorisés à porter leur pavillon dans la zone indiquée à l'article XXXI et sur les opérations commerciales effectuées par ces bâtiments.

ART. XXXI. — La qualification de bâtiment indigène s'applique aux navires qui remplissent une des deux conditions suivan-

(2) Les passages soulignés sont ceux qui ne peuvent recevoir d'application par suite du refus de la France d'admettre un contrôle étranger.

tes : 1° présenter les signes extérieurs d'une construction ou d'un gréement indigène ; 2° être montés par un équipage dont le capitaine et la majorité des matelots soient originaires d'un des pays baignés par les eaux de l'océan Indien, de la mer Rouge ou du golfe Persique.

ART. XXXII. — L'autorisation d'arborer le pavillon d'une desdites Puissances ne sera accordée à l'avenir qu'aux bâtiments indigènes qui satisferont à la fois aux trois conditions suivantes : 1° les armateurs ou propriétaires devront être sujets ou protégés de la Puissance dont ils demandent à porter les couleurs ; 2° ils seront tenus d'établir qu'ils possèdent des biens-fonds dans la circonscription de l'autorité à qui est adressée leur demande, ou de fournir une caution solvable pour la garantie des amendes qui pourraient être éventuellement encourues ; 3° les dits armateurs ou propriétaires, ainsi que le capitaine du bâtiment, devront fournir la preuve qu'ils jouissent d'une bonne réputation et notamment n'avoir jamais été l'objet d'une condamnation pour faits de traite.

ART. XXXIII. — L'autorisation accordée devra être renouvelée chaque année. Elle pourra toujours être suspendue ou retirée par les autorités de la Puissance dont le bâtiment porte les couleurs.

ART. XXXIV. — L'acte d'autorisation portera les indications nécessaires pour établir l'identité du navire. Le capitaine en sera détenteur. Le nom du bâtiment et l'indication de son tonnage devront être inscrits et peints en caractères latins à la poupe, et les lettres initiales de son port d'attache ainsi que le numéro d'enregistrement dans la série des numéros de ce port seront imprimés en noir sur les voiles.

ART. XXXV. — Un rôle d'équipage sera délivré au port de départ par l'autorité de la Puissance dont il porte le pavillon. Il sera renouvelé à chaque armement du bâtiment ou, au plus tard, au bout d'une année, et conformément aux dispositions suivantes :

1° le rôle sera, au moment du départ, visé par l'autorité qui l'a délivré ; 2° aucun noir ne pourra être engagé comme matelot sur un bâtiment sans qu'il ait été préalablement interrogé par l'autorité de la Puissance dont ce bâtiment porte le pavillon *ou à défaut de celle-ci par l'autorité territoriale*, à l'effet d'établir qu'il contracte un engagement libre ; 3° cette autorité tiendra la main à ce que la proportion des matelots ou mousles ne soit pas anormale par rapport au tonnage ou gréement des bâtiments ; 4° l'autorité qui aura préalablement interrogé les hommes préalablement à leur départ les inscrira sur le rôle d'équipage où ils figureront avec le signalement sommaire de chacun d'eux en regard de son nom ; 5° afin d'empêcher plus sûrement les substitutions, les matelots pourront, en outre, être pourvus d'une marque de distinction.

ART. XXXVI. — Lorsque le capitaine d'un bâtiment décide d'embarquer des passagers noirs, il devra en faire la déclaration à l'autorité de la Puissance dont il porte le pavillon *ou à défaut de celle-ci à l'autorité territoriale*. Les passagers seront interrogés, quand il aura été constaté qu'ils s'embarquent librement, ils seront inscrits sur un manifeste spécial donnant le signalement de chacun d'eux en regard de son nom, et indiquant notamment le sexe et la taille. Les enfants noirs ne pourront être admis comme passagers qu'autant qu'ils seront accompagnés de leurs parents ou de personnes dont l'honorabilité serait notoire. Au départ, le manifeste des passagers sera visé par l'autorité indiquée ci-dessus, après qu'il aura été procédé à un appel. S'il n'y a pas de passagers à bord, mention expresse en sera faite sur le rôle d'équipage.

ART. XXXVII. — A l'arrivée dans tout port de relâche ou de destination, le capitaine du bâtiment produira devant l'autorité de la Puissance dont il porte le pavillon, *ou à défaut de celle-ci devant l'autorité territoriale*, le rôle d'équipage ou, s'il y a lieu, les manifestes antérieurement délivrés. L'autorité contrôlera

les passagers arrivés à destination ou s'arrêtant dans un port de relâche et fera mention de leur débarquement sur le manifeste. Au départ, la même autorité apposera de nouveau son visa au rôle et au manifeste et fera l'appel des passagers.

ART. XXXVIII. — Sur le littoral africain et dans les îles adjacentes, aucun passager ne sera embarqué à bord d'un bâtiment indigène en dehors des localités où réside une autorité relevant *des Puissances signataires* (de la France). Dans toute l'étendue de la zone prévue à l'article XXXI, aucun passager noir ne pourra être débarqué d'un bâtiment indigène hors d'une localité où réside une autorité relevant *d'une des Hautes Parties contractantes* (de la France), et sans que cette autorité assiste au débarquement.

Les cas de force majeure qui auraient déterminé l'infraction à ces dispositions devront être examinés par l'autorité de la Puissance dont le bâtiment porte les couleurs ou à défaut de celle-ci par l'autorité territoriale du port dans lequel le bâtiment inculpé fait relâche.

ART. XXXIX. — Les prescriptions des articles XXXV, XXXVI, XXXVII et XXXVIII ne sont pas applicables aux bateaux non pontés entièrement, ayant un maximum de dix hommes d'équipage et qui satisferont à l'une des conditions suivantes : 1^o s'adonner exclusivement à la pêche dans les eaux territoriales ; 2^o se livrer au petit cabotage entre les différents ports de la même Puissance territoriale sans s'éloigner de la côte à plus de cinq milles.

Ces différents bateaux recevront, suivant le cas, de l'autorité territoriale ou de l'autorité consulaire, une licence spéciale, renouvelable chaque année et révocable dans les conditions de l'article XL et dont le modèle uniforme, annexé au présent acte général, sera communiqué au bureau international de renseignements.

ART. XL. — Tout acte ou tentative de traite légalement cons-

taté à la charge du capitaine, armateur ou propriétaire d'un bâtiment autorisé à porter le pavillon d'une des Puissances signataires ou ayant obtenu la licence prévue par l'article XXXIX, entraînera le retrait immédiat de cette autorisation ou de cette licence. Toutes les infractions aux prescriptions du paragraphe 2 du chapitre III, seront punies, en outre, des pénalités édictées par les lois et ordonnances spéciales à chacune des Puissances contractantes.

ART. XLI. — Les Puissances signataires s'engagent à déposer au bureau international des renseignements, les modèles types des renseignements ci-après : 1° titre autorisant le port du pavillon ; 2° rôle d'équipage ; 3° manifeste des passagers noirs.

Ces renseignements, dont la teneur peut varier suivant les règlements propres à chaque pays, devront renfermer obligatoirement les renseignements suivants libellés dans une langue européenne :

I. *En ce qui concerne l'autorisation de porter le pavillon :*

- a) Le nom, le tonnage, le gréement et les dimensions principales du bâtiment.
- b) Le numéro d'inscription et la lettre signalétique du port d'attache.
- c) La date de l'obtention du permis et la qualité du fonctionnaire qui l'a délivré.

II. *En ce qui concerne le rôle d'équipage :*

- a) Le nom du bâtiment, du capitaine et de l'armateur ou du propriétaire.
- b) Le tonnage du bâtiment.
- c) Le numéro d'inscription et le port d'attache du navire, sa destination ainsi que les renseignements spécifiés à l'article XXXIV.

III. *En ce qui concerne le manifeste des passagers noirs.*

Le nom du bâtiment qui les transporte et les renseignements

indiqués à l'article XXXVI et destinés à bien identifier les passagers.

Les Puissances signataires prendront les mesures nécessaires pour que les autorités territoriales ou leurs consuls envoient au même bureau des copies certifiées de toute autorisation d'arborer leur pavillon, dès qu'elle aura été accordée ainsi que l'avis du retrait dont ces autorisations auraient été l'objet.

Les dispositions du présent article ne concernent que les papiers destinés aux bâtiments indigènes.

On voit que, dans ses grandes lignes, ce règlement n'ajoute presque rien au système de francisation adopté par la France, ni aux garanties dont la législation nationale l'avait entouré.

Il importe toutefois de noter que si l'article 32 fait abstraction de la nationalité de l'équipage, il exige que les armateurs ou propriétaires de boutres doivent être « sujets ou protégés de la puissance dont ils demandent à porter les couleurs ». Ce texte diffère de celui de l'arrêté colonial du 5 février 1846, qui parle « d'individus placés sous la domination française et de sujets français sans distinction d'origine », et l'expression de « protégés », employée par les rédacteurs de la convention, sera plus tard interprétée contre nous.

Quant au rôle des consuls, il est singulièrement développé. Dans les pays de juridiction, ils peuvent délivrer sous les garanties requises des actes de francisation aux boutres (art. 32), et des licences spéciales aux bateaux de pêche et de petit ca-

botage (art. 39). La pratique française s'opposant néanmoins à cette extension des pouvoirs consulaires, nos agents n'ont jamais usé de la faculté qui leur était départie, mais leur droit à s'en servir demeure entier.

D'autre part, l'article 34 rendant obligatoire l'enregistrement des bâtiments indigènes sous pavillon français, il va s'ensuivre forcément que le consul tiendra registre des boutres francisés dans nos colonies, mais que les circonstances en gardent éloignés.

A la notification faite par le gouvernement français aux autorités coloniales et consulaires de l'acte de Bruxelles, le consulat de Zanzibar immatricula immédiatement les bateaux indigènes placés sous sa surveillance. De cette innovation résultait le transport du port d'attache de nos boutriers en dehors des colonies où ils avaient définitivement acquis le droit à la protection française.

A tout prendre, l'acte de Bruxelles constitue, dans ses articles ratifiés par la France, une excellente charte de la navigation coloniale ; d'autre part, le retour, dès 1890 aux garanties des instructions concertées de 1867 venait rendre à notre pavillon son entière indépendance.

L'application du règlement du 2 janvier 1892 fut poursuivie par nous avec une grande circonspection et le même désir que par le passé de ne donner aucune prise aux critiques étrangères.

Un vice-consulat remplaça, le 18 janvier 1894, à Mascate, notre agence consulaire, et fut confié à un fonctionnaire de carrière, très actif et très zélé, M. Otavi. Il était transformé en consulat le 20 septembre 1902.

A Zanzibar, le consul français attachait lui-même au poignet des passagers prenant place sur nos bougres, un bracelet de fer scellé de notre sceau.

En haute mer, des croiseurs français, en nombre suffisant, reçurent mission de surveiller les opérations commerciales de nos boutriers. De fréquentes enquêtes permirent de s'assurer de l'exacte application des conditions de l'article 34.

L'arrêté du gouverneur d'Obock en date du 30 octobre 1892 établit des conditions rigoureuses « de moralité et de solvabilité » pour l'obtention du pavillon français dans les limites de l'acte de Bruxelles.

Dès cette époque, la francisation est accompagnée dans nos colonies de taxes assez lourdes; un arrêté du gouverneur de Mayotte, pris le 26 décembre 1896, a notamment imposé à tout patron de boutre l'obligation de payer un franc par tonneau de jauge. La délivrance du congé entraîne d'autre part le versement d'une somme de 15 francs. Des mesures fiscales analogues furent appliquées partout.

Quoi qu'il en soit, la campagne britannique menée

contre nos boutres ne devait pas tarder à recommencer avec une grande vigueur nouvelle, sous l'inspiration directe du gouvernement indien.

Ces incidents nouveaux sont intimement liés au développement de la question de Mascate (1).

(1) Voici un spécimen des titres de navigation accordés à nos boutriers de la mer des Indes.

VICE-CONSULAT
DE FRANCE

A MASCATE

N° 98.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Renouvellement

Lettre signalétique: M

N° d'inscription, 21.

TITRE de navigation sous pavillon français, valable pour un an.

Au nom du peuple français.

En vertu des instructions du gouvernement français relatives aux navires dénommés boutres exclusivement affectés à la navigation dans les mers des Indes, nous (1), *vice-consul de France à Mascate*, déclarons que le boutre (2) *Fatah-es-Sélam*, mesurant 17 m. 18 de longueur, 9 m. 13 de longueur moyenne, 5 m. 28 de largeur, 2 m. 38 de profond, jaugeant 70 tonneaux appartenant à *Rachid-ben-Khamis* résidant à *Sour*, commandé par *Mbarak-ben-Khamis* a le droit de naviguer sous pavillon français pour faire la navigation (3) dans l'océan Indien et mers environnantes, avec la faculté d'avoir un équipage composé d'étrangers.

Le présent titre est valable pour un an.

En conséquence, le gouvernement de la République Française prie et requiert tous Souverains, Etats, amis et alliés de la France et leurs subordonnés, ordonne à tous fonctionnaires publics, commandants de bâtiments de l'Etat et tous autres qu'il appartient, de laisser sûrement et librement passer le dit navire, sans lui faire ni souffrir qu'il lui soit fait aucun trouble ou empêchement, mais au contraire de lui donner toute faveur, secours ou assistance partout où besoin sera.

Renouvelé à Mascate le 26 août mil huit cent quatre-vingt-dix huit.

Vice-Consulat de France, Mascate.

Signé : OTTAVI.

(Cachet de la République Française.)

Prolongation du titre de navigation du boutre Fatah-es-Sélam jusqu'à son port d'attache.

Zanzibar, le 28 mars 1900.

Signé : R. LARONCE.

(Cachet du consulat de France à Zanzibar.)

(1) Gouverneur ou consul de France.

(2) Nom du navire en français et en arabe, longueur et largeur, tonnage, grément et signes particuliers propres à le faire reconnaître, lettre signalétique du port d'attache et numéro qu'il doit porter.

(3) Indiquer les parages.

CHAPITRE VIII

La police des eaux territoriales de Zanzibar et de Mascate, pays de capitulation.

L'extraordinaire concession faite par la France le 1^{er} mars 1889 aux officiers des marines allemandes et britanniques de visiter les boutres battant pavillon français dans les eaux territoriales du sultan de Zanzibar, ne pouvait avoir, vraisemblablement, que des effets limités à la durée du blocus de la côte de Zanzibar par les escadres de ces deux nations.

Les énergiques représentations de notre agent à Zanzibar décidèrent le successeur de M. Goblet, à réclamer des garanties dans ce sens auprès des puissances intéressées. Le 18 février 1890, notre ambassadeur à Berlin demandait au comte de Bismarck une déclaration précise, d'après laquelle le droit de visite provisoirement exercé à l'égard des bâtiments français, en conséquence du blocus, avait naturellement pris fin en même temps que ledit blocus. » Le secrétaire

d'Etat promit à M. Herbette de lui adresser une note à ce sujet. Cette note ne fut jamais envoyée.

D'ailleurs la situation internationale de Zanzibar allait être modifiée profondément par le traité anglo-allemand du 1^{er} juillet 1890 qui instituait le protectorat britannique sur cette île (1), et la France ne pouvait laisser sans protester cette nouvelle et irréparable violation des engagements de 1862, violation que nous aurions pu prévenir en adressant au gouvernement britannique de fermes observations lors du partage du territoire continental du sultanat de Zanzibar en 1886.

M. François Deloncle, dans la séance du 21 juin 1890, ayant mis la Chambre des députés au courant des événements de la côte d'Afrique, le ministère dut se résoudre à critiquer officiellement la conduite de l'Angleterre. En réponse aux plaintes de M. Waddington, lord Salisbury reconnut « qu'il y avait eu là de sa part un oubli », et s'offrit à le réparer *en renonçant aux droits de l'Angleterre* sur Madagascar, protectorat français depuis 1885. C'est dans ces conditions que notre ambassadeur à Londres signa la déclaration suivante :

« Le soussigné, dûment autorisé par le gouvernement de la République française, fait la déclaration suivante :

(1) Ainsi, contre les prévisions de Saïd Bargach, l'entrée en scène des allemands n'avait servi qu'à précipiter la perte de l'indépendance du Zanzibar.

« Conformément à la demande qui lui a été faite par le gouvernement de S. M. B., le gouvernement de la République française consent à modifier l'arrangement du 19 mars 1862 en ce qui touche le sultan de Zanzibar.

« En conséquence, il s'engage à reconnaître le protectorat britannique sur les îles de Zanzibar et de Pemba aussitôt qu'il lui aura été notifié.

« ... Il est bien entendu que l'établissement de ce protectorat ne peut porter aucune atteinte aux droits et immunités dont jouissent les citoyens français dans les territoires dont il s'agit. »

Londres, 5 août 1890.

Signé : *Waddington*.

Un document identique, relatif à Madagascar, était rédigé par lord Salisbury.

La déclaration du 5 août entraînait-elle la perte de nos droits de police, tels qu'ils avaient été exposés par M. Jules Herbertte au comte de Bismarck le 18 février précédent ?

La question allait être bientôt soulevée ; au cours du débat les parties seront amenées à préciser les règles du droit international en ce qui touche les eaux territoriales des pays de capitulation, et de la solution intervenue va dépendre la définition de nos droits de police à Zanzibar comme à Mascate.

« Les rapports de la France avec Zanzibar, dit M. Louis Renault (1), sont réglés d'une manière générale par le traité d'amitié et de com-

(1) Consultation juridique, en date du 3 juin 1893.

merce du 17 novembre 1844 conclu sans limitation de durée et par suite encore en vigueur. Diverses dispositions de ce traité constituent, au profit des Français, le régime exceptionnel connu sous le nom de *régime des capitulations* qui consiste essentiellement en ce que les étrangers ne sont pas, comme c'est le droit commun, soumis pleinement à l'action des autorités du pays où ils résident. C'est ainsi que « nul ne pourra sous aucun prétexte, *pénétrer dans les maisons, magasins et autres propriétés, possédées ou occupées par des Français ou par des personnes au service des Français*, ni les visiter sans le consentement de l'occupant, *à moins que ce ne soit avec l'intervention du consul de France* (art. 3 du traité). » Cette obligation pour la justice et la police locales de s'arrêter devant la maison occupée par un Français et d'obtenir le concours du consul de France caractérise précisément la situation exceptionnelle faite aux étrangers en pays de capitulation.

« Aucune disposition, ne vise expressément le cas de navires français dans les eaux territoriales et n'exclut le droit de police des navires de guerre de l'Iman de Mascate. Mais leur droit de police, spécialement le droit de visite qu'ils prétendraient exercer, d'une part ne se concilie pas avec l'ensemble des dispositions du traité de 1844 et avec leur esprit manifeste; d'autre part il est nette-

ment écarté par une pratique constante et par des faits récents non équivoques.

« Est-il admissible, d'abord, que la France qui entendait ne pas laisser ses nationaux, établis à terre, soumis à l'action arbitraire des autorités locales, qui stipulait l'inviolabilité de leur domicile, eût permis à la police zanzibarite de fonctionner librement à bord des navires de commerce battant pavillon français ? Cela serait singulièrement illogique et cela ne se conçoit guère. Les termes de l'article 3 du traité, rappelés plus haut, sont très larges puisque nul ne pourra, sous aucun prétexte, pénétrer dans les maisons, magasins et *autres propriétés* possédés ou occupés par des Français. Généralement le droit de l'autorité locale est plus absolu sur le territoire proprement dit que dans les eaux territoriales. Si donc l'action de cette autorité est restreinte en ce qui concerne le territoire, on peut affirmer qu'à plus forte raison elle l'est et doit l'être pour les eaux territoriales.

« D'ailleurs, il est inutile d'insister sur l'interprétation que doit recevoir, à ce point de vue, notre traité avec Zanzibar. Le doute, s'il existe en présence du texte, disparaît nécessairement devant une pratique constante de près d'un demi-siècle.

« On peut affirmer sans craindre de contradiction que jamais les autorités de Zanzibar n'ont exercé ni prétendu exercer le droit de visite sur les navires français

qui pénétraient dans leurs eaux territoriales et que ces navires ont été dans ces eaux comme en pleine mer, soumis exclusivement à la surveillance de leurs navires de guerre. Un usage aussi prolongé est le meilleur commentaire du traité de 1844 et il peut être justement invoqué comme faisant loi, d'autant plus qu'il est en parfaite harmonie avec les dispositions *expresses* du traité. Dans les rapports des puissances européennes avec la Turquie, des stipulations, des capitulations ont, sur des points nombreux et importants, été étendues ou modifiées par l'usage. »

Le 13 octobre 1890, M. d'Estournelles de Constant, notre chargé d'affaires à Londres, se rendait auprès de Sir John Sanderson, sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, et lui déclarait que « la décision par laquelle nous avons autorisé la marine anglaise à visiter les boutres français naviguant dans les eaux de Zanzibar et Pemba, n'avait pas un caractère permanent mais avait pris fin avec le blocus ». Sir Sanderson prit note de cette déclaration, sans faire d'observation.

Peu de jours après (1), M. Lacau, consul de France à Zanzibar, adressait aux consuls généraux d'Angleterre et d'Allemagne, la communication suivante :

« S. E. M. Ribot vient de me faire savoir que le

(1) 1^{er} décembre.

gouvernement français a jugé opportun de retirer l'autorisation gracieuse qu'il avait précédemment accordée aux marines de guerre anglaise et allemande de visiter les boutres francisés naviguant dans les eaux territoriales de Zanzibar et de Pemba, cette autorisation n'ayant été accordée qu'à l'occasion du blocus et devant par suite prendre fin avec ledit blocus.

« L'ambassadeur de France à Londres s'est entendu à ce sujet avec le Foreign Office; je m'empresse de vous en informer en vous priant de vouloir bien porter cette décision à la connaissance du commandant en chef des forces navales anglaises dans cette partie de la mer des Indes.

« Il en résulte que « any search or inspection whatever » ne peuvent plus être exercés à l'avenir sur nos boutres par les commandants anglais et que leur intervention est limitée à la reconnaissance des papiers de bord, acte de francisation et congé, afin de s'assurer s'ils sont réguliers et ne sont pas usurpés. »

Cette communication n'entraîna aucun commentaire de la part du consul général d'Allemagne; mais l'agent anglais de Zanzibar, sir Euan Smith, après s'être mis immédiatement en rapport par le télégraphe avec son gouvernement, y répondait en affirmant que le droit pour les navires britanniques de visiter les bâtiments de commerce étrangers dans les eaux

territoriales de Zanzibar, découlait naturellement de l'établissement récent du protectorat anglais sur le sultanat et en était la conséquence logique.

A la prétention émise par l'agent britannique, la France opposa les engagements pris par l'Angleterre par le document signé à Londres le 5 août, et duquel il résulte que tous les privilèges spéciaux conférés à nos nationaux et à notre commerce par le traité de 1844 entre la France et Mascate, demeurent tels quels et doivent toujours être respectés comme par le passé. En conséquence, pour tout ce qui est relatif à l'observation et à l'application des clauses de ce traité, en matière par exemple de juridiction, de douane, de police à terre, sur rade et dans les eaux territoriales qui sont considérées comme la continuation du territoire, de protection et de faveurs à accorder à nos négociants et à nos missionnaires, le gouvernement britannique n'avait pas à intervenir. Son protectorat, de même que le nôtre à Madagascar, était circonscrit; il visait les seules questions ayant caractère de politique extérieure.

« Le droit de visite dans les eaux territoriales de Zanzibar et de Pemba, par les navires ou canots armés en guerre du sultanat, n'a jamais été reconnu par les puissances, en raison de l'infériorité d'organisation politique et administrative de ce pays. Chacune d'elles

s'est réservée ce droit et a cru nécessaire d'assumer la responsabilité de la surveillance sur les navires de ses ressortissants. Il est assurément inutile d'en faire la preuve ; toutefois l'on peut rappeler à ce propos l'ordre du jour de l'amiral Fremantle blâmant sévèrement la conduite des officiers de son escadre qui, contrairement aux instructions concertées du 1^{er} juin 1867, n'avaient pas limité leur intervention à la reconnaissance des papiers de bord des boutres francisés et avaient exercé sur plusieurs de ces navires le droit de *search or inspection* dans les eaux territoriales de Zanzibar et de Pemba » (1).

Le droit propre à chaque puissance de faire surveiller ses bâtiments de commerce par sa marine de guerre dans les eaux territoriales de Zanzibar, constituait donc bien l'un de ces privilèges auxquels il est fait allusion dans la convention franco-anglaise du 5 août 1890. La teneur précise éclaire l'intention formée par les deux parties contractantes de respecter le *statu quo ante* au regard des privilèges existants.

C'est dans ce sens que M. Ribot chargeait M. Waddington de formuler auprès du Foreign Office deux observations. En premier lieu, ce n'était nullement par suite d'une délégation du sultan, mais en vertu d'une

(1) M. Lacau à M. Ribot, lettre datée de Cosne, le 26 janvier 1891.

autorisation gracieuse et temporaire de notre part, accordée à l'occasion du blocus, que les bâtiments de guerre anglais et allemands avaient pu procéder à la visite des boutres battant pavillon français dans les eaux territoriales de Zanzibar. Les Etats du sultan étant en effet soumis au régime des capitulations, ce prince n'aurait su transmettre à des tiers des droits qu'il ne pouvait posséder lui-même. Sa délégation ne pouvait s'appliquer qu'à la visite des boutres zanzibarites.

Dans leur proclamation du 4 mars 1889, les chefs des escadres anglaise et allemande disent expressément que « leur pouvoir de visiter les boutres arabes a été étendu, *avec la permission du gouvernement français*, aux boutres battant pavillon français ».

On ne pouvait reconnaître plus nettement l'exactitude de la thèse soutenue plus haut. Si l'autorisation du gouvernement de la République était nécessaire, c'est que la délégation du sultan était insuffisante, parce que le sultan, n'ayant pas lui seul le droit de police et de surveillance dont il s'agissait, ne pouvait le déléguer à d'autres. Il est impossible de donner une autre explication de ce qui s'est passé alors, de la permission sollicitée du gouvernement français et constatée par les amiraux anglais et allemand. Nous renoncions, à raison des circonstances, à un droit qui

nous appartenait, celui de faire seule la police de nos navires. Mais cette renonciation était, par sa nature même, essentiellement révocable.

La situation de fait et de droit de la France n'avait-elle pas encore été reconnue dans une autre circonstance mémorable quand les Anglais et les Allemands avaient demandé au sultan de leur concéder, non plus comme mesure temporaire, mais à *perpétuité*, le droit de visiter tous les boutres dans les eaux territoriales de Zanzibar. L'agent britannique à Zanzibar ayant fait connaître cette demande à notre consul, celui-ci fit observer que, le sultanat étant un pays de capitulation, nous n'avions accordé que temporairement le droit de visite aux navires anglais et allemands et seulement pour témoigner de notre bon vouloir à l'égard de l'œuvre humanitaire des deux puissances. Sur ces observations, l'agent britannique télégraphia à Londres et fit ensuite modifier les termes du décret du sultan. D'après le décret qui porte la date du 20 septembre 1889, seuls les boutres appartenant aux sujets de S. M. sont visés dans la délégation accordée aux navires anglais et allemands. Ainsi le sultan, *d'accord avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne*, interprétait correctement ses rapports avec les puissances étrangères; il n'accordait que ce qu'il avait le droit d'accorder, il déléguait le droit qui lui appartient naturellement

sur les navires de ses sujets et non un droit qu'il n'avait pas à l'égard des navires étrangers, spécialement des navires français.

Quant à l'assertion d'après laquelle l'établissement du protectorat britannique à Zanzibar aurait eu pour effet de conférer *de plano* aux navires de guerre anglais le droit de visite dans les eaux territoriales du sultanat, elle était évidemment en contradiction avec les termes de l'arrangement franco-anglais du 5 août 1890 d'après lequel toutes les immunités, tous les privilèges reconnus à nos nationaux et à notre commerce par les traités intervenus entre la France et le sultan continuaient à subsister ; les autorités anglaises n'étaient pas plus fondées à revendiquer sur nos nationaux le droit de police dans les eaux territoriales, continuation du territoire, qu'elles n'auraient pu le faire sur le territoire même du sultanat.

« En admettant, déclarait M. Ribot, que nous puissions un jour être amenés à renoncer, sur la demande de l'Angleterre, à l'exercice du droit de police à terre, comme conséquence de la cession de nos pouvoirs juridictionnels, *il ne s'ensuivrait pas nécessairement que nous dussions renoncer en même temps à faire nous-mêmes la police des boutres qui naviguent sous nos couleurs*. Nous ne devons pas perdre de vue,

en effet, que notre situation à Madagascar et aux Comores nous permettrait difficilement d'abandonner à une autre puissance la surveillance du commerce maritime de nos protégés. » (1).

M. Ribot estimait en conséquence qu'il n'était pas possible d'accepter la réponse faite par sir Euan Smith à la communication de notre consul à Zanzibar, et il invitait notre ambassadeur à insister auprès de lord Salisbury pour qu'il donnât l'ordre aux commandants des forces navales britanniques de s'abstenir désormais de toute pratique abusive.

La thèse française ne fut pas admise par lord Salisbury. Le principal secrétaire d'Etat de la Reine posait comme un principe établi que la puissance protectrice fait la police des eaux du protectorat à l'exclusion de tous navires étrangers. Sans doute, l'arrangement du 5 août 1890 admettait-il une réserve des droits et immunités conférés aux citoyens français, mais rien dans le traité de 1844, aux yeux du ministre anglais, ne se rapportait à un privilège de ce genre dans les eaux territoriales. Le cas a pu se produire que la France ait, en pratique, exercé la police de ses propres services, étant peu disposée à en confier l'exercice à une puissance à demi civilisée ; que le sultan

(1) M. Ribot à M. Waddington, 7 février 1891.

de Mascate, ainsi que les sultans qui se sont succédé à Zanzibar, aient tacitement consenti, en l'absence des stipulations expresses d'un traité, à cette prérogative. Mais cet assentiment tacite de non exercice pour un certain laps de temps d'un droit souverain ne saurait constituer un abandon de ce droit. Pourrait-il, en aucun cas, affecter le droit incontesté d'une puissance civilisée qui assume le protectorat du sultanat ? On concevait que les gouvernements étrangers objectassent à la visite de leurs navires par des autorités indigènes, mais il était inconcevable qu'ils eussent de semblables objections à la visite, dans un but de police, par les autorités des puissances européennes qui, à Berlin et à Bruxelles, avaient assumé l'obligation de maintenir l'ordre et de supprimer les abus dans leurs protectorats africains. L'Angleterre, en l'absence de toute clause formelle dans le traité de Mascate, ne saurait permettre aux croiseurs français de se livrer à des actes de police dans les eaux de son protectorat, et si l'on admettait que ses navires de guerre ne pussent exercer des droits de recherche et d'inspection à bord des bâtiments battant le pavillon tricolore, le résultat devait être que ces bâtiments, et parmi eux les boutres indigènes, ne seraient plus soumis à aucun contrôle. Les dispositions prévues par l'acte de Bruxelles seraient ainsi réduites à néant, et justement dans les

eaux du territoire qui a été choisi comme siège du Bureau international de répression de la traite.

« Le gouvernement de la République, concluait lord Salisbury, ne peut avoir envisagé la question à ce point de vue. Je pense que si V. E. expose les vues du gouvernement de S. M. et stipule que l'on n'a jamais eu l'intention d'agiter la question de visite en haute mer, ni de réduire les droits et immunités par traité des citoyens français garantis par l'engagement d'août, sans le consentement du gouvernement français, ni d'enfreindre les clauses de Bruxelles donnant certains droits aux autorités françaises à terre sur les boutriers arrivant et partant, le droit de la Grande-Bretagne d'exercer la police dans les eaux territoriales du protectorat sera pleinement reconnu » (1).

Lord Salisbury, dans sa réfutation de nos arguments, commettait une méprise. Nous n'avions jamais prétendu qu'un article existait dans le traité de Mascate nous accordant explicitement le droit de police dans les eaux territoriales de Zanzibar et de Mascate, mais nous faisons découler logiquement ce droit des principes formels d'exterritorialité inscrits au dit traité. Au surplus, dans les eaux de Zanzibar comme dans celles de divers pays de capitulation, c'est une convention

(1) Lord Salisbury à M. Waddington, 13 juin 1891.

tacite que chaque puissance fait et doit faire la police de son pavillon ; il est naturel, du reste, que les franchises des étrangers soient plus larges encore en mer où le droit est souvent imparfaitement défini qu'à terre où tout est précis parce que les intérêts se touchent. Cette doctrine est si évidente que, bien que le traité de 1844 fût muet sur la juridiction en mer territoriale, le gouvernement britannique lui-même avait estimé en 1889 qu'il ne lui suffisait pas, pour y faire des visites sur des navires de pavillon tiers, du consentement du souverain de Zanzibar, — et à ce précédent incontestable, nettement formulé par nous, le premier ministre anglais n'avait rien opposé.

D'autre part, en énonçant comme un principe général du droit des gens que la puissance protectrice exerce la police dans les eaux territoriales du pays protégé, même vis-à-vis des navires étrangers, lord Salisbury semblait ne tenir aucun compte du fait qu'en Tunisie, protectorat français, c'est le gouvernement beylical qui faisait la police des eaux territoriales, qu'à Madagascar et aux Comores, protectorat français, les croiseurs français se contentaient d'un contrôle sur les boutres indigènes ou francisés : ce qui révélait au moins de la part de la France une conception différente du droit international.

Or, en prétendant interdire à la France un droit qu'elle reconnaissait aux autres nations dans ses pro-

tectorats, qu'elle considérait par conséquent comme lui appartenant à Zanzibar et qu'elle exerçait jusque-là en vertu du régime habituel des pays de capitulation et des clauses d'exterritorialité de 1844, l'Angleterre se mettait en opposition avec l'esprit de la déclaration du 5 août 1890, et l'établissement de son protectorat à Zanzibar eût comporté une réduction de nos facultés et immunités antérieures, ce qui était contraire aux engagements pris.

M. Barbey, ministre de la marine, signalait à ce propos à son collègue des affaires étrangères les vrais motifs de l'étrange attitude de la Grande-Bretagne :

« L'Angleterre a toujours cherché à favoriser la navigation et le commerce de ses protégés au détriment des nôtres dans l'océan Indien ; ce sentiment n'est pas étranger à l'ardeur avec laquelle elle revendique le droit de visite à l'égard des bâtiments français dans les parages de Zanzibar, de manière à mettre fin à des immunités qui lui portent ombrage » (1).

La réponse de M. Ribot aux conclusions du gouvernement britannique maintint énergiquement notre point de vue. Il ne pouvait être question pour nous d'accepter un principe qui aurait eu pour effet « d'étendre à tous les pays sur lesquels une puissance euro-

(1) M. Barbey à M. Ribot, 14 août 1891.

péenne a établi son protectorat le bénéfice du privilège que reclame en ce moment lord Salisbury en faveur du pavillon britannique dans les eaux de Zanzibar..., en matière de droit de visite, la réciprocité de fait étant loin d'accompagner toujours la réciprocité de droit (1).

Quant aux considérations basées sur l'intérêt de la répression de la traite et l'exécution de l'acte de Bruxelles, M. Ribot les écartait « puisque le Parlement français, s'inspirant des principes que je viens de vous rappeler, n'a pas cru devoir donner son approbation au projet de loi portant ratification des actes de cette conférence » (2).

L'affaire en resta là provisoirement. Ainsi comme l'avait prévu lord Salisbury, d'une part la France ne pourra plus exercer son droit de visite dans les eaux territoriales de Zanzibar, par suite de l'opposition de l'Angleterre ; d'autre part, dans ces mêmes eaux, l'Angleterre devra, comme par le passé, s'abstenir de contrôler les bâtiments battant pavillon français. Situation évidemment fort étrange, et que la Grande-Bretagne tenta bientôt de trancher à son profit en s'attribuant de sa propre autorité les pouvoirs que nous lui dénions.

(1) M. Ribot à M. Waddington, 28 août 1891.

(2) *Id.*

Le 19 mai 1893, M. Rennell Rodd, agent britannique à Zanzibar, informa notre consul, M. Lucien Labosse, que les récentes instructions données aux officiers de marine mentionnaient que tous les navires de n'importe quelle nationalité devaient être soumis à la juridiction britannique dans les eaux d'un protectorat britannique et, qu'en conséquence, le droit de visite allait être exercé désormais à bord des boutres naviguant sous pavillon français. Après avoir, en vue de motiver cette décision, développé les arguments déjà connus du gouvernement anglais, M. Rodd ajoutait que cette police des eaux serait exercée avec la plus grande circonspection et discrétion.

En même temps, il communiquait officieusement à M. Labosse la copie imprimée de la lettre de lord Salisbury à M. Waddington en date du 13 juin 1891, ainsi qu'un livre intitulé *Instructions for the guidance of the Captains and Commanders officers of men-of-war employed in the suppression of the Slave trade*, publié à Londres en 1892, volume I, p. 2, articles 7 et 8, donnant aux officiers de la marine anglaise l'ordre de visiter tous les boutres suspects.

M. Labosse répliqua aussitôt par l'exposé de notre manière de voir :

« Nous avons toujours considéré que les eaux territoriales étaient la continuation de la terre et que pour pénétrer dans une maison française, ou un boutre, ou

un navire quelconque, naviguant sous les couleurs françaises, il était indispensable d'obtenir d'abord l'autorisation du consul et d'être accompagné d'un délégué du consulat.

« Notre droit ne peut être discuté. C'est ainsi que vous l'avez compris vous-même lors de la dernière affaire du *Fath-el-Kheir*. C'est aussi l'opinion du commandant de la *Philomel*, qui a prié le consul-juge, M. Cracknall, de me demander la permission de monter à bord. C'était également l'avis de M. Cracknall qui n'a pas eu d'objection à m'écrire comme le commandant Campbell l'en avait prié. »

Notre consul demandait de réserver la question. Je ne manquerai pas, écrit M. Rodd, d'informer le senior naval officier du désir que vous exprimez ; mais bien que je considère comme un acte de courtoisie nécessaire de vous en donner communication, il n'est pas en mon pouvoir d'intervenir ou de modifier les instructions données aux officiers de la marine britannique (1) ». C'était là la réponse officielle. Officieusement, M. Rodd exprimait de vive voix à M. Labosse sa résolution de ne pas faire naître d'incident fâcheux et l'assurait que le *statu quo* serait respecté jusqu'à ce que notre consul eût reçu des instructions de Paris » (2).

(1) M. Rennell Rodd à M. Labosse, 25 mai.

(2) M. Lucien Labosse à M. Develle, 26 mai.

M. Develle fut mis au fait de cette situation par le télégramme suivant (1) :

« Je suis informé par l'agent diplomatique anglais que le commandant de la station navale a reçu l'ordre de l'amiral d'exercer la police sur les boutres français dans les eaux territoriales. Il les visitera malgré ma protestation. — LABOSSE. »

Il chargea aussitôt M. d'Estournelles de Constant de protester auprès de lord Rosebery, chef du cabinet anglais : « On ne peut admettre, disait la dépêche ministérielle, que la solution d'une affaire de cette importance puisse être préjugée dans les conditions signalées par notre agent (2).

Le chargé d'affaires français à Londres trouva lord Rosebery très renseigné sur la question de la police des boutres ; « il la connaît à fond » écrit-il. Le premier ministre de la reine reproduisit la thèse de son prédécesseur : l'ordre de l'amirauté ne s'appliquait pas seulement à Zanzibar, il avait un caractère général et non spécial. Mais, insistant sur ce point qu'un pays protégé par un gouvernement européen n'a pas le droit de faire la police de ses eaux territoriales, que l'opinion anglaise n'accepterait jamais un pareil principe, il déclarait que la puissance protectrice avait seule

(1) 25 mai.

(2) 27 mai.

qualité pour exercer ce droit. Donc le souverain protégé ne pouvait céder un droit qu'il n'avait pas, et la délégation partielle de sa souveraineté reconnue par l'usage ou les traités à une puissance étrangère sur les navires battant le pavillon de cette puissance dans les eaux territoriales, tombait d'elle-même par le fait de la substitution de la souveraineté de l'Etat protecteur à celle de l'Etat protégé dans ces mêmes eaux.

N'ayant pas reçu de lord Rosebery la promesse que de nouveaux ordres seraient envoyés à Zanzibar afin que le règlement d'une contestation aussi importante ne fût pas préjugé, M. Develle donna l'ordre à notre division navale de la mer des Indes de se rendre dans les eaux du sultanat pour y assurer la protection de nos nationaux.

En même temps, il faisait remettre au gouvernement britannique la consultation de M. Louis Renault en date du 4 juin 1893.

« On peut affirmer, dit M. Renault, qu'au moment de l'établissement du protectorat britannique à Zanzibar, il n'y avait pas et il ne pouvait y avoir de doute sur la situation des navires français dans les eaux territoriales de Zanzibar. Ces navires étaient, en vertu des stipulations de notre traité avec le souverain du pays, confirmées et complétées par un usage constant, exclusivement soumis à notre surveillance et cela avait

été formellement reconnu par le souverain lui-même, par la Grande-Bretagne et par l'Allemagne.

« Cette situation a-t-elle été compromise par le fait que la Grande-Bretagne a établi son protectorat sur les sultanat ?

« La Grande-Bretagne le soutient nettement. Pour visiter nos navires dans les eaux de Zanzibar, elle n'argumente pas d'une délégation du sultan ; elle prétend que la puissance qui protège exerce naturellement le droit de visite dans les eaux territoriales de l'Etat protégé (Dépêche de lord Salisbury du 13 juin 1891).

« Il y a là une affirmation non démontrée et on ne peut, semble-t-il, invoquer à l'appui ni des textes précis, ni la politique générale. Il faudrait cependant plus que l'assertion d'un prétendu principe pour faire disparaître une situation de droit et de fait, telle que celle qui a été constatée.

« Que l'établissement du protectorat d'une puissance civilisée sur un pays de capitulation puisse et doive amener peu à peu des modifications dans la situation des étrangers qui résident ou qui passent dans ce pays, que des garanties exceptionnelles stipulées au profit de ceux-ci en vue d'une certaine organisation politique et sociale cessent d'être jugées nécessaires à raison des changements apportés à cette organisation du contrôle exercé par la puissance protectrice, cela se conçoit aisément ; cela donnera lieu à des *arrangements amiables*

par lesquels les puissances intéressées tiendront compte des faits accomplis, des réformes opérées. Mais on ne peut affirmer, comme le fait l'Angleterre, que l'établissement du protectorat produise, par sa seule vertu, un changement radical, et qu'il dépende de la puissance protectrice d'anéantir les droits qui existent au profit des puissances étrangères et de leurs sujets. C'est aux Etats intéressés à se rendre compte du changement produit par le protectorat et à voir s'ils peuvent sans inconvénient renoncer à la situation exceptionnelle faite jusque-là à leurs sujets.

«... D'autre part, l'établissement du protectorat britannique a été reconnu par la France moyennant certaines conditions acceptées par la Grande-Bretagne.

« Celle-ci déclare d'abord qu'elle entendait respecter les droits qu'avait la France à Zanzibar. Dans une lettre adressée à M. Ribot, le 22 juin 1890, lord Lytton disait avoir pour instructions d'assurer au ministre que « *whatever rights of France may be affected by the assumption by Great Britain of the protectorate of Zanzibar, as contemplated in the recent arrangement with Germany, will be scrupulously respected by H. M. Government* ».

« On a vu plus haut quels étaient les droits de la France en ce qui concerne ses navires dans les eaux de Zanzibar. L'Angleterre, au moment d'établir son protectorat a promis de les respecter, ainsi que le prouve

cette dépêche, dont les termes sont aussi généraux que possible. Elle ne peut donc prétendre justement que son protectorat a eu de plein droit pour effet de supprimer certains droits de la France ; ce serait en contradiction avec les déclarations si nettes faites par lord Lytton.

« Ce serait également en contradiction avec la déclaration du 5 avril 1890 par laquelle M. Waddington s'est, au nom du gouvernement français, engagé à reconnaître le protectorat sur les îles de Zanzibar et de Pemba.

» Il est bien entendu que l'établissement de ce protectorat ne peut pas porter atteinte aux droits et immunités dont jouissent les citoyens français dans le territoire dont il s'agit ».

« Peut-on raisonnablement contester que le droit qu'avaient les Français de n'être soumis qu'au contrôle de navires de leur nationalité, soit une immunité à laquelle s'appliquent naturellement et la réserve de M. Waddington et la déclaration générale de lord Lytton ?

« L'Angleterre va-t-elle prétendre que du moment où elle exerce son protectorat à Zanzibar, qu'elle réorganise l'administration et la police, la situation particulière de nos nationaux, l'inviolabilité de leur domicile, leur droit d'être jugés par leur consul cessent par cela seul ? Quelle serait alors la portée de la lettre de lord Lytton et de la réserve acceptée le 5 avril 1890 ?

Tout dépendrait donc de l'arbitraire du gouvernement britannique ? Cela est tout à fait inadmissible : ce n'est pas ce que nous avons accepté, ce n'est pas ce que disait lord Lytton pour atténuer le mauvais effet produit par l'arrangement conclu avec l'Allemagne au sujet de Zanzibar sans tenir compte de la convention de 1862 à laquelle la France était partie.

« Qu'on ne dise pas que l'inviolabilité du domicile de nos nationaux est établie expressément par le traité de 1844 tandis qu'il n'y est pas question de la visite de nos bâtiments dans les eaux territoriales, que par conséquent l'Angleterre est bien obligée de respecter le domicile de nos nationaux tandis qu'aucun texte ne lui interdit de visiter leurs navires. C'est une distinction vaine, il a été démontré plus haut que notre droit exclusif de police était conforme à l'ensemble des dispositions du traité de 1844 comme à leur esprit évident, qu'il était d'ailleurs établi par une pratique constante et qu'il avait été reconnu par la Grande Bretagne elle-même dès 1889 c'est-à-dire à la veille de l'établissement du protectorat. C'est donc un droit que nous avons incontestablement, dont nous ne pouvons être privés par la seule volonté de l'Angleterre, contrairement aux principes ordinairement suivis, contrairement à ses engagements formels. La situation des Français à Zanzibar doit être maintenue dans son en-

semble tant qu'il n'interviendra pas un accord pour la modifier sur tel ou tel point.

« On peut du reste dire qu'il n'y a ici nulle surprise, et qu'on s'attendait très bien en Angleterre aux difficultés que l'exercice du protectorat rencontrera par suite des traités antérieurs du sultan de la situation exceptionnelle qu'ils assuraient aux étrangers.

« Dans la discussion qui a eu lieu dans la Chambre des Lords, le 10 juillet 1890, à propos de l'arrangement anglo-allemand du 1^{er} juillet, un membre éminent de l'opposition critiqua cet arrangement, rappela les droits de la France qui paraissaient avoir été oubliés et ajoutait : « L'Allemagne aura sur la terre ferme un protectorat sans restriction, tandis que le nôtre sur l'île de Zanzibar *sera limité par les traités de commerce consentis par le sultan et par la juridiction extra-territoriale* qui nous a causé tant d'ennuis en Egypte et ailleurs. » L'orateur qui s'exprimait ainsi était lord Rosebery, qui comme chef du Foreign Office, ne doit pas s'étonner que la France invoque précisément la situation à laquelle il avait fait allusion ».

Le 7 juillet 1893, M. Phipps, chargé d'affaires de S. M. B. à Paris remettait à M. Develle la note suivante :

« D'après des informations émanant de l'agent et consul général de S. M. à Zanzibar, le commodore français est arrivé dans ce port avec l'ordre d'empêcher la visite des boutres battant pavillon français par les

navires de S. M. à la recherche des esclaves dans les eaux territoriales du protectorat.

« J'ai reçu pour instruction du gouvernement de S. M. de m'informer si ces ordres ont été donnés actuellement au commodore français. Le gouvernement de S. M. reprendrait en effet dans ce cas sa liberté d'action pour un but semblable dans les eaux territoriales de Madagascar. — *Phipps*. »

Cette note donnait entière satisfaction à la thèse française. Peu de jours après notre ambassadeur à Londres se rendait auprès de lord Rosebery et lui déclarait à nouveau que nous n'admettrions en aucun cas la visite de nos boutres à Zanzibar par d'autres bâtiments que les nôtres. Il ajoutait, en se référant à la lettre de M. Phipps, que nous entendions accorder aux bâtiments anglais à Madagascar le droit que nous revendiquions nous mêmes pour les nôtres à Zanzibar, à savoir le contrôle des boutres battant leur propre pavillon ; pour plus de précision, il observait que nous n'admettrions pas, bien entendu, que les bâtiments anglais visitassent les boutres malgaches.

M. Rosebery répondit que c'était bien ainsi qu'il l'entendait et dans ce sens que les instructions de M. Phipps avaient été conçues » (1).

Nous avons donc fait triompher nos principes. L'An-

(1) Baron d'Estournelles de Constant, chargé d'affaires, à M. Develle, 20 juillet 1893.

gleterre reconnaissait le droit absolu de la France d'exercer seule, *même après la proclamation du protectorat britannique à Zanzibar*, la surveillance et la police des navires français et boutres francisés dans les eaux territoriales de Zanzibar. *A fortiori* cela est démontré pour Mascate, Etat non soumis à un protectorat étranger.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE IX

Derniers épisodes de la rivalité franco-anglaise dans l'Afrique orientale (1890-1899)

Par l'établissement de son protectorat à Zanzibar, l'Angleterre avait fait un pas décisif vers la réalisation d'un immense empire s'étendant du Cap au Caire sous l'égide de l'*Union Jack*. Mais le rêve de l'établissement d'un important domaine français sur la côte orientale d'Afrique, obstinément poursuivi par nos nationaux de la mer des Indes, n'était pas entièrement ruiné. D'une part, la navigation boutrière, cet instrument remarquable de notre expansion, avait résisté à tous les coups. D'autre part, à Madagascar, notre situation se consolidait définitivement en 1895, et à Djibouti, l'influence française faisait des progrès rapides. Ménélick, négus d'Abyssinie, inquiet des projets britanniques,

devenait pour nous un allié précieux. Sur la côte de la mer Rouge et le haut Nil, les états de Mahdi étaient au point de vue international *res nullius*, et rien ne s'opposait plus à notre extension de ce côté. En Egypte même, la prolongation de l'occupation anglaise faisait l'objet des représentations continuelles du gouvernement français et des autres grandes puissances. Sur la côte des Somalis, le Mullah fou mettait en péril la souveraineté anglaise et se rendait maître de l'hinterland.

Avec sa décision habituelle, le cabinet de Londres prit les mesures que comportait la situation. Le 21 novembre 1895, lord Cromer faisait signer au Khédive d'Egypte un acte qui attribuait aux Anglais la surveillance de tous les boutres égyptiens, le droit de faire rechercher par ses croiseurs, visiter et au besoin détenir tout bâtiment égyptien qui serait trouvé se livrant à la traite des esclaves, ou qui serait justement soupçonné de ce trafic, ou qui s'y serait livré pendant le voyage dans lequel il aurait été rencontré. Dans l'Ouganda, le major Lugard pointait ses canons Maxims contre les catholiques protégés français, jetait bas leurs villages, leurs stations et leurs drapeaux et massacrait les pères blancs du cardinal Lavigerie et 12.000 indigènes. Enfin l'Angleterre reconnaissait à l'Italie la possession de l'Abyssinie et de la côte de la mer Rouge jusqu'au Nil ; et à l'Etat indépendant du

Congo tous les territoires situés sur la rive gauche de ce fleuve jusqu'en Egypte (12 mai 1894).

Mais l'Italie, lancée par la Grande-Bretagne dans une guerre désastreuse, était bientôt contrainte de renoncer à ses prétentions sur l'Ethiopie et de reconnaître l'indépendance du Négus. Quant à l'Etat du Congo par traité du 14 août 1894, il dut admettre notre liberté d'action sur le haut Nil. Désormais, les Français de l'Afrique occidentale peuvent déboucher sur la mer Rouge et y paraître en soutien de notre politique séculaire dans la mer des Indes (1).

(1) Dans le *Mouvement géographique* de Bruxelles (mai 1910), M. A. T. Wauters croit pouvoir affirmer qu'une entente intervint à ce moment, pour une politique africaine commune, entre le cabinet français et Léopold II, souverain du Congo ; au début de 1894, de fréquentes entrevues eurent lieu entre le roi, Félix Faure, M. Ribot, président du conseil et M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

« Rien n'a transpiré de ce qui s'est dit dans ces diverses entrevues, ni de l'entente qui aurait été conclue entre le cabinet français et le roi-souverain. Il n'y est fait aucune allusion, ni dans les documents diplomatiques publiés, ni dans aucun des nombreux ouvrages consacrés à la question d'Egypte et l'incident de Fachoda. *Mais tout décele qu'un accord secret intervint, qu'une unité de vues présidât à l'organisation, au départ et à la marche des expéditions Dhanis, Marchand et de Bonchamps, qui allaient être organisées et qui, toutes trois, visèrent le Nil moyen en amont de Fachoda.*

« La conclusion de l'accord franco-congolais de 1894 avait fait tomber, depuis cinq mois, les obstacles qui avaient arrêté

Dès 1891, Liotard est en marche sur le haut Nil et s'installe dans l'Oubanghi où viennent le retrouver, en 1892, le duc d'Uzès, et en 1893, le capitaine Decazes.

l'expansion de la France vers l'Est. A la seule annonce du vague départ de quelques officiers anglais de l'Ouganda vers les régions du lac Albert et de Wadelaï, les esprits s'étaient montés. « Le traité du 14 août 1894 — avait dit M. de Brazza, toujours animé de rêves de conquête — assure aux Français l'accès de la vallée du Nil moyen, qui permettra un jour de trancher conformément à nos intérêts la question d'Egypte. » Au Palais-Bourbon, dans la séance du 28 février 1895, M. François Deloncle précisa : « Nous nous sommes ouverts un accès vers le haut Nil, dit-il... Nous sommes en bonne posture pour y prendre à revers certaines positions de nos rivaux et fournir à notre diplomatie des éléments nouveaux pour la négociation indispensable dans un bref délai, en vue d'aboutir enfin à l'évacuation tant promise des territoires du khedive ». C'était formel : les coloniaux français invoquaient les droits du khédivé, en même temps qu'ils poussaient le gouvernement à aller prendre des gages, sur le Nil moyen, en vue d'une prompte évacuation du bas Nil par l'Angleterre.

« Ces avertissements donnés du haut de la tribune nationale firent naître des inquiétudes en Angleterre, en même temps qu'il ne laissèrent pas indifférent le gouvernement du Roi-souverain. Les journaux anglais publièrent des articles alarmistes et, vaguement, dans les discours des ministres, on commença à voir poindre le projet d'une nouvelle action militaire de l'Angleterre contre la puissance madhiste.

« Les annales de la Chambre des députés permettent de saisir les traits caractéristiques du plan général qu'adopta le gouvernement français aussitôt qu'il en devina la pensée ; il importait que la France conservât à la question d'Egypte son caractère européen ; qu'elle empêchât, dans le bassin du fleuve, tout nouvel

L'année suivante, M. Delcassé, sous-secrétaire d'Etat des colonies, juge nécessaire de précipiter le mouvement en avant, et il est décidé qu'une importante mission française, longeant au sud les états du Mahdi, occupera Fachoda sur le Nil et mettra en communication Djibouti avec nos possessions congolaises. Cette mission fut confiée au capitaine Marchand. Lors du vote des crédits par le Parlement, il fut évident que ce projet répondait bien aux aspirations du pays tout entier, et un député, M. Jaurès, constatait que la Chambre avait entendu émettre un « vote national » (8 décembre 1896).

En mars 1897, la mission du haut Nil, sous les ordres du capitaine Marchand, rejoignait Liotard dans l'Oubanghi, et se dirigeait à marches forcées sur le Bahr el-Ghazal, en échelonnant sa route de postes d'occupation.

A la même époque, en Abyssinie, où nos compatriotes Chefneux et Ilg, disposant d'une grande influence sur l'esprit de Ménélik, venaient d'obtenir la concession d'un chemin de fer français de Djibouti à la capitale Addéïs-Abba, MM. Bonvalot, Michel et le marquis de Bonchamps, accompagnés du dedjaz Tessama et de

empiètement de la Grande-Bretagne ; qu'elle prit sans tarder position sur le Nil moyen abandonné par Emin, en 1889 ; qu'elle y acquit des gages en vue du règlement prochain de la question de l'occupation anglaise en Egypte. »

6.000 hommes bien armés et munis d'artillerie, allaient au-devant de la mission Marchand.

L'opinion britannique suivait ces événements sans trop d'inquiétude. « Nous sommes certains, écrivait au début de 1897 un grand journal anglais, que les Français atteindront le Nil et peut-être Fachoda, mais nous n'avons aucune anxiété à avoir. Jamais le gouvernement voisin n'a su profiter de ce que le courage, la valeur et l'incroyable ténacité de ses nationaux lui apportèrent. » Néanmoins, le gouvernement britannique agissait. Dès le 29 mars 1895, sir Edward Grey avait solennellement déclaré aux Communes que l'envoi d'une expédition française sur le haut Nil serait considéré comme un acte antiamicale (*unfriendly*). Devant les progrès rapides des missions Marchand et de Bonchamps, le cabinet de Londres faisait en outre connaître au gouvernement français qu'il lui était impossible d'admettre que toute autre puissance européenne que la Grande-Bretagne pût avoir de droit quelconque à occuper une portion quelconque de la vallée du Nil (10 décembre 1897). » En même temps, il entreprenait d'arriver sur le haut Nil avant nous ; le sirdar Kitchner, à la tête de nombreuses troupes anglo-égyptiennes, se portait contre le Mahdi, défaisait ses troupes à Ondurman et entra à Khartoum (août 1898). C'est dans cette ville que le sirdar eut connaissance de la présence des Français à Fachoda.

On sait les douloureux événements qui suivirent. La France, un moment enthousiaste du succès de Marchand, dut s'incliner devant la force. M. Delcassé avait dit à l'ambassadeur anglais, le 3 octobre, ces belles paroles : « Nous sommes arrivés les premiers à Fachoda et nous ne l'avons pris qu'à la barbarie, à laquelle vous deviez deux mois plus tard arracher Khartoum. Nous demander de l'évacuer préalablement à toute discussion, ce serait au fond formuler un ultimatum. Eh bien ! qui donc, connaissant la France, pourrait douter de sa réponse ? Vous n'ignorez pas mon désir d'entente avec l'Angleterre, entente aussi avantageuse à l'Angleterre qu'à la France, ni mes sentiments conciliants. Je ne les ai affirmés si librement que parce que je savais, parce que vous êtes sûr vous-même, qu'ils ne m'entraîneraient pas au delà de la limite tracée par l'honneur national. Je puis faire à l'entente entre les deux pays des sacrifices d'intérêt matériel : dans ma main, l'honneur national restera intact. » Nous cédâmes cependant (1).

(1) M. Louis Brunet, député de la Réunion, avait déposé une demande d'interpellation sur les affaires de Fachoda. Le jour fixé pour la discussion étant arrivé (8 novembre 1898), M. Brunet déclara au début de la séance, qu'il « renonçait purement et simplement à son interpellation ». La situation était alors très tendue et à la merci d'un incident de séance. Les journaux interprétèrent, comme il convenait, ce silence significatif.

« Il y a des silences éloquents et nous ne doutons pas qu'on ne comprenne de l'autre côté du détroit, ce qui se cache sous le

L'incident de Fachoda, marque la conclusion et l'échec irréparable de nos projets en Afrique orientale.

Presque aussitôt après la conclusion de l'affaire de Fachoda, surgissait à Mascate, cette fois, un incident diplomatique d'une gravité presque égale et qui devait trouver dans l'opinion française le même douloureux écho.

Quand en 1890, le gouvernement britannique avait confirmé à nouveau ses engagements de 1862 relatifs à Mascate, il possédait dans l'Imanat une situation réellement prééminente et le représentant anglo-indien y exerçait, sur la politique du sultan, le contrôle le plus étendu.

calme apparent qu'on n'est pas habitué à rencontrer chez nous et qui paraît si contraire à notre caractère. Il est fait de tristesse et de dignité froissée ; nous refoulons en nous-mêmes ce que nous éprouvons, parce que l'impression est trop vive et que nous en redoutons l'explosion (*République Française*).

« Le silence de M. Louis Brunet, à l'instant précis où les tribunes bondées guettaient l'interpellation promise par lui sur Fachoda, a été suivi d'une longue sensation..... Aussi bien le pays regardera avec étonnement, avec une confiance dont il cherche toujours le placement, cet être extraordinaire qui, dans un tel milieu, garda la perception nette, ne voulut être ni marchand de boniments, ni fournisseur des rires ou des pitiés de l'Europe, et dans ce temps où tout se traite et se perd par des mots, cet accident de sagesse, de force morale est presque une espérance (Alexandre Hepp, *Figaro*).

Les circonstances, une action soutenue de la Grande-Bretagne, l'effacement forcé de notre représentant, simple agent consulaire, avaient créé et maintenu cet état de choses.

La police des boutres, battant pavillon mascatais, était exercée dans les eaux territoriales de l'Oman et en haute mer par les croiseurs britanniques en vertu des pouvoirs régaliens conférés à l'Angleterre par le traité du 14 avril 1873 qui déclare « que les vaisseaux employés au transport des esclaves seront saisis et *condamnés* par tous officiers de marine ou autres, ou agents, ou les Cours que pourrait autoriser dans ce but S. M. B. » La Grande-Bretagne, d'autre part, en conséquence de cet important traité, s'était engagée à relever le sultan de Zanzibar de toute obligation pour le paiement au sultan de Mascate des 40.000 couronnes de la redevance zanzibarite et avait garanti personnellement le paiement de cette somme au sultan Seyyid Turki « aussi longtemps qu'il continuerait à appliquer loyalement les engagements du traité et manifesterait son amitié à l'égard du gouvernement britannique. » Cette clause de garantie constituait un excellent moyen de pression incessante sur un souverain à court d'argent. L'ingérence du gouvernement indien dans les affaires du sultanat s'était dès lors donné libre carrière.

En 1888, en particulier, l'intervention anglaise fit décider l'avènement de Seyyid Feysal contre Abdul

Aziz. Ce sultan dut consentir, dès 1890, à un traité d'amitié et de commerce analogue au traité franco-mascatais de 1844, et le 20 mars 1891 à un traité secret par lequel il s'engageait, pour lui et ses successeurs, « à ne céder ni vendre ou en d'autres termes à ne donner à occupation les possessions de Mascate et de l'Oman ou leurs dépendances, si ce n'est au gouvernement de S. M. B. ». En outre, le gouvernement indien, limité par la déclaration franco-anglaise de 1862 quant aux acquisitions territoriales dans l'Oman, concluait des traités directs de protectorat avec les principaux cheikhs de la côte du golfe Persique dont la situation à l'égard de l'Iman paraissait n'être pas définie ou certifiée avec netteté. C'est ainsi qu'elle avait occupé les îles Bahrein, contraint les chefs Truciaux (*Maritime Truce*) et ceux de la côte des Pirates « à réserver aux seuls sujets britanniques, le droit de s'établir sur leurs territoires ou de traiter d'affaires avec eux ». Sa domination était reconnue sans conteste sur toute la côte méridionale du golfe Persique, de Mascate au Chatt-el-Arab.

Pour le gouvernement de Calcutta, Mascate est, en 1890, une dépendance indienne et l'Iman un prince médiatisé. « L'Oman, écrivait vers cette époque lord Curzon, vice-roi des Indes (1), peut être regardé comme

(1) *Persia and Persian question* (1892).

une dépendance britannique ; nous payons un subside à son souverain, nous dictons sa politique ; nous n'y saurions tolérer aucune influence étrangère. Comme ces petits Etats indigènes se laissent absorber par une civilisation amie, je doute peu, pour ma part, que le jour ne vienne où une possession mieux définie sera nécessaire et où l'on verra flotter le pavillon britannique sur les châteaux forts de Mascate. »

A la même époque le voyageur anglais Bent notait que le sultan de Mascate occupe une position très semblable à celle des princes indigènes de l'Inde. « Mascate est pratiquement anglais. Sans aucun doute on peut dire que notre agent politique y est véritablement maître ; d'ailleurs son autorité est habituellement appuyée par la présence d'une canonnière » (1).

L'importance stratégique de l'Oman, aux yeux des Anglais, est immense, ils considèrent Mascate comme la clef du golfe Persique. Dès 1872 un journal anglais imprimait : « Le golfe Persique est plus même que la mer Rouge le portail de l'Inde. Et malheur à nous si d'autres en tiennent la clef » (2). Aussi le gouvernement indien a-t-il toujours regardé Mascate comme un des pivots essentiels de la politique extérieure et il l'a placé sous la surveillance immédiate de son plus puissant agent politique, le résident de Bouchir qu'on a

(1) *Geographical Journal*, août et décembre 1895.

(2) *Levant Herald*, 18 janvier 1872.

très justement appelé « le roi non couronné du golfe Persique. »

Dans ce pays dont le souverain est inféodé aux Anglais, il n'existe plus, en 1890, qu'un point où persiste l'influence française, c'est Sour, entre Rakhïout et Mascate. Mais cette ville est, avec Mascate et Zanzibar, l'un des centres les plus importants de la navigation boutrière. Sour a 10.000 habitants et appartient aux deux tribus des Beni bou Ali et des Jenibbeh. Les Souris tiennent dans l'Oman, grâce au nombre de leurs vaisseaux, la première place au point de vue commercial. Ils sont les grands navigateurs et les grands marchands de la mer des Indes, et il n'est aucun point de la côte d'Afrique et du golfe Persique où ils ne fient paraître le pavillon français. C'est grâce à cette circonstance que la France va se trouver bientôt posséder à Mascate une situation aussi forte que celle de l'Angleterre.

Les engagements contractés par notre pays du fait de son adhésion à l'acte de Bruxelles entraînaient l'obligation pour nous d'exercer une surveillance encore plus rigoureuse que par le passé sur nos boutriers. Dès 1892, la division navale de la mer des Indes reçut l'ordre de détacher chaque année, pendant la mousson, deux navires, l'un à Zanzibar et l'autre à Sour avec mission de visiter tous les boutres à leur départ et à leur arrivée. Le gouvernement français

décidait en outre la création d'un consulat à Mascate et envoyait pour l'occuper M. Ottavi.

Peu après, la Compagnie des *Messageries maritimes* établissait une ligne de grands paquebots dans le golfe Persique avec escale à Mascate.

Ces différentes démarches, en affirmant à Mascate notre existence, eurent comme effet d'impressionner favorablement le sultan Seyyid Feysal et la population des tribus, et il en résulta pour notre influence un progrès inattendu que les Anglais constatèrent avec le plus vif dépit. Dès le 14 juin 1894, le major Sadler, agent britannique à Mascate, avertissait le colonel Wilson, résident de Bouchir, que les deux tribus de Sour, les Jennibeh et les Beni bou Ali voulaient se considérer comme protégés français. « Vous vous rappelez que, durant les derniers troubles, le cheikh des Beni bou Ali, cheikh Abdallah ben Salem, était à Mascate avec un fort contingent de sa tribu, en aide au sultan... il fut vu fréquemment au vice-consulat de France et soupçonné de chercher à gagner la sympathie des Français pour lui ou sa tribu, sinon d'obtenir leur protection. Il est maintenant à ma connaissance, par le canal du vizir, que le cheikh Abdallah ben Salem a sollicité la protection française et demandé deux drapeaux français pour les édifices de la portion de Sour appartenant aux Beni bou Ali » (1).

(1) Au résident de Bouchir, le 26 mars 1895.

Les événements de 1894-1897 vinrent prouver au gouvernement indien que la France n'entendait plus le laisser agir à sa guise dans l'Oman. Un chef de tribu, Saïd Fazhil, ayant à se plaindre du sultan, menaça la ville et la province de Dofar. Le consul anglais, à bord du croiseur britannique *Brisk*, se rendit sur les lieux et tenta une transaction qui du reste n'aboutit pas. Cette intervention fut blâmée par notre gouvernement. « Nous avons la ferme confiance, écrivait le ministre des affaires étrangères à notre ambassade de Londres, que les faits dont il s'agit ne se renouvelleront pas » (1).

Ainsi la seule présence d'un consul français à Mascate et de quelques navires de guerre battant notre pavillon dans les eaux territoriales de l'Oman avait suffi pour limiter la liberté d'action britannique.

Le gouvernement indien ne pouvait manquer de chercher les moyens de briser cette opposition française qui s'était transportée, d'une manière si inattendue pour eux, de la côte orientale d'Afrique dans le golfe Persique. Le 14 janvier 1897 le Résident de Bouchir, colonel Wilson, passant outre aux protestations françaises, se rendait à Dofar avec le consul anglais de Mascate, capitaine Berville. Appuyé par les croiseurs *Laurence* et *Cossack*, il réintégrait dans ses fonctions le vali du sultan.

(1) 21 mars 1896.

La question de Mascate est entièrement dominée par celle de la navigation boutrière. Si les boutres français, nous l'avons vu par ailleurs, sont pour nous un excellent moyen d'influence, ils constituent pour la politique anglaise dans la mer des Indes et le golfe Persique un obstacle énervant que par tous les moyens pendant un siècle, ils ont cherché à réduire.

A partir de 1890, la France se trouve en face d'adversaires résolus et prêts à tout pour briser les oppositions d'où qu'elles viennent : les Anglo-Indiens. Le grand projet du gouvernement de l'Inde est à cette époque la liaison des possessions indiennes à l'Egypte ; or, nos prétentions dérangent ces combinaisons. Nous nous trouvons à Mascate sur la route de Calcutta au Caire, comme à Fachoda sur le chemin du Cap au Caire.

Dès le 2 janvier 1895, M. Ottavi signale à M. Hanotaux cette situation.

« Habitué à être le vrai maître dans l'Oman, intéressé à empêcher toutes relations commerciales autres que celles qui mettent tous les jours davantage ce pays dans la dépendance de l'Inde, le gouvernement britannique a vu d'un œil jaloux et inquiet des droits maritimes et commerciaux venir grossir l'importance de nos droits politiques dans un pays où les conventions de 1862 et de 1890 nous mettent sur le même pied que la Grande-Bretagne. Aussi les agents anglo-indiens de Mascate ont-ils, à diverses reprises, invité verbale-

ment le sultan à sévir contre ceux de ses sujets qui rechercheraient la protection française. Heureusement Seyyid Feysal devant l'absence d'une note écrite qu'il aurait demandée aux Anglais pour se couvrir, n'aurait guère osé intervenir d'une manière efficace et se serait borné à faire dresser chaque année la liste de nos boutriers.

« Je sais de source certaine que, lorsque le sultan a appris ma nomination ici, la question de Sour a été de nouveau agitée entre S. H. et le représentant britannique. Seyyid Feysal aurait demandé conseil sur l'attitude à tenir avec moi au sujet de nos protégés de Sour.

« Il est donc évident que la question de Sour se posera d'un jour à l'autre et ce que j'ai vu déployer d'animosité britannique contre nos boutres à la côte orientale d'Afrique me fait prévoir que l'irritation des sujets anglais du golfe Persique, qui ne s'est fait jour que sous forme d'avertissements impatients adressés au sultan de Mascate, pourrait bien donner naissance contre nos boutriers de la côte arabe aux mêmes accusations injustes et aux mêmes procédés agressifs que ceux dont j'ai été jadis témoin à Zanzibar.»

Le 7 mars 1898, l'agent français obtenait de Seyyid Feysal cession à bail d'un emplacement à Bender-Issar, port situé à 5 milles de Mascate, pour un dépôt de charbon. La convention demeura secrète jusqu'à la

fin de 1898, et elle fut connue du gouvernement anglais presque aussitôt après le règlement de l'affaire de Fachoda.

Le 9 février 1899, le résident anglais de Bouchir arrivait à Mascate avec la division navale du golfe Persique sous les ordres du contre-amiral Douglas. Le colonel Meade se rendit au palais du sultan, et sans même manifester le désir de communiquer verbalement avec Seyid Feysal déposait l'ultimatum suivant :

« J'ai reçu l'ordre de demander que V. H. exige immédiatement et de la manière la plus publique possible l'annulation de tout accord de quelque nature que ce soit que vous auriez conclu avec le gouvernement français ou tout autre gouvernement excepté le gouvernement britannique dans le but de donner tout port ou crique ou portion quelconque de vos Etats, pour quelque usage que ce puisse être, au gouvernement français ou à tout autre gouvernement et qu'elle me remette sans retard la copie de l'annulation de l'accord en question pour être envoyée au grand gouvernement britannique.

« J'ai également reçu l'ordre d'informer V. H. qu'il convient que des ordres soient donnés pour que tous vos sujets emploient le pavillon spécial à Mascate afin qu'il ne soit pas porté atteinte à vos droits. Après avoir donné les ordres susdits, il convient que V. H. publie que les officiers d'une puissance étrangère qui concéderaient le pavillon de cette puissance et s'arrogeraient le droit d'accorder leur protection à des sujets de V. H. dans vos Etats, exciterait ses sujets à la révolte contre leur souverain et que, si ces excitations à la révolte provenaient des officiers du gouvernement français, elles seraient en outre commises en violation de la convention conclue entre le gouvernement français et le gouvernement anglais pour le maintien et l'indépendance du sultanat.

« Enfin j'ai reçu l'ordre de vous informer que la suspension du paiement du subside décidée depuis le mois de décembre sera maintenue jusqu'à ce que vous répondiez que vous satisferez à ces demandes. Et si vous persistez dans une attitude anti-amicale, le subside pécuniaire sera supprimé et l'assistance politique et militaire dont V. H. et ses prédécesseurs ont joui sera employée d'une manière différente, c'est-à-dire qu'elle sera dirigée contre vous, et il n'est pas possible que le grand gouvernement britannique continue à prêter son appui au souverain qui ne cesse de violer le traité important qu'il a conclu avec lui. »

La nouvelle de la concession d'un dépôt de charbon à la France par le sultan de Mascate fut télégraphiée le jour même à Londres et à Paris par les agences indiennes, mais il n'y était point question d'ultimatum. Les journaux anglais reprirent immédiatement à notre égard l'attitude violente par laquelle ils s'étaient signalés au cours de l'affaire de Fachoda.

« Le cas du sultan d'Oman, écrivait le *Globe*, est identique à celui de l'Afghanistan. En effet, nous versons à l'Emir de ce dernier pays un subside annuel et nous nous engageons à respecter son indépendance à condition qu'il accepte nos conseils exclusifs dans ses rapports avec les autres puissances. Il est vrai qu'en 1862 la France et l'Angleterre ont promis de respecter l'indépendance de Mascate, mais ce subside de 96.000 roupies a été concédé onze années après et cela a changé radicalement la situation.

Au *Times* il semblait que « la conjecture n'était pas

tout à fait téméraire de penser que ce motif (la subvention) impliquerait un engagement de la part de l'Iman à ne pas aliéner de territoire à aucune puissance étrangère sans notre consentement préalable. »

On voit combien peu la presse anglaise paraissait se soucier de l'arrangement d'août 1890.

« Nous ne pouvons en aucune façon, déclarait d'autre part le *Pall Mall Gazette*, songer à permettre à une puissance qui peut devenir notre ennemie, de hisser son drapeau et d'acquérir la souveraineté sur une station navale dans le golfe Persique. Ce golfe, au point de vue pratique, est britannique, et britannique, stratégiquement parlant, il doit rester. »

En même temps que se dessinait cette hostilité de la presse britannique, l'opinion française était informée par les télégrammes qu'un ultimatum avait été remis au sultan par les autorités anglaises. Sous la menace d'un bombardement, le sultan avait lancé une proclamation, aussitôt affichée, et annoncé dans une audience publique qu'il retirait la concession. « Tout est tranquille à Mascate, disaient les télégrammes anglais, la proclamation a été bien accueillie par les indigènes. Le consul de France a déclaré protester. »

Cette nouvelle arrivant tout de suite après l'incident de Fachoda, suscita en France la plus légitime émotion. Cependant quelques journaux officiels déclarèrent que le gouvernement britannique ne pouvait être engagé

dans cette affaire et rejetait sur des subalternes « maladroitement zélés et inutilement violents » la responsabilité des menaces qui avaient forcé le sultan d'Oman à reprendre sa parole.

En fait s'agissait-il d'une initiative du gouvernement des Indes dont le gouvernement britannique avait été tenu à l'écart ? C'est probable. En effet, M. Brodrick, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, interrogé aux Communes, déclarait, le 16 février, que « le sultan d'Oman n'avait jusqu'ici ni cédé ni été sur le point de céder la station de charbon à la France. » Ces déclarations avaient montré M. Brodrick mal renseigné. On peut donc supposer avec des chances d'exactitude que le cabinet de Londres ne savait rien encore à cette date. Mais le 23 février, lord George Hamilton, secrétaire d'Etat pour les Indes, était prié par un membre du Parlement de déclarer si le gouvernement de S. M. entendait réclamer un droit spécial de contrôle sur l'exercice de la souveraineté du sultan d'Oman à l'intérieur de son royaume, droit qui n'appartient à aucune autre puissance européenne et est en désaccord avec la convention de 1862 ; lord Hamilton répondit par l'affirmative :

« Le sultan d'Oman, déclarait-il, reçoit depuis des années une subvention du gouvernement des Indes et en outre, en maintes circonstances, a eu recours aux bons offices de ce gouvernement-ci. pour maintenir

son autorité et dissiper les troubles sur son territoire. Les relations existantes entre lui et le gouvernement britannique sont donc des relations spéciales quoiqu'elles n'affectent pas l'exercice des droits souverains qu'il possède. » Et le ministre donnait connaissance à la Chambre d'un arrangement conclu entre le gouvernement des Indes et le sultan de Mascate créant à ce dernier l'obligation de ne pas aliéner aucune partie de son territoire. Sur la question de savoir si la démonstration navale avait eu lieu par ordre du gouvernement indien ou par ordre du gouvernement impérial, lord Hamilton répondit évasivement : « Le gouvernement de S. M. et le gouvernement de l'Inde ont été en communication constante, mais les communications télégraphiques n'existent pas complètement entre Bombay et Mascate. »

Lord Oustow interpellé à la Chambre haute le 26 février, était plus catégorique encore : « En 1891, le gouvernement anglais a obtenu du sultan d'Oman l'engagement de ne rien aliéner de son territoire » (1).

Et lord Ouslow examinant la prétention française ajoutait : « On veut faire de Bender Issar un port naval très puissant. Le dépôt de charbon anglais consiste simplement en un magasin. »

(1) C'est *res inter alios acta*. L'article 3 du traité de 1844 stipule formellement le droit pour la France de prendre à *bail des terres, maisons, magasins*.

Mais, dans cette affaire, le droit était incontestablement pour nous, et le gouvernement britannique dut le reconnaître. Le 6 mars, M. Delcassé pouvait annoncer aux députés que l'affaire était réglée. Il le fit en ces termes élevés :

M. DELCASSÉ, *ministre des affaires étrangères*. — Messieurs, je répondrai en quelques mots à la question que m'a fait l'honneur de me poser l'honorable M. Brunet.

Il y a environ trois semaines, le résident anglais à Bender-Bouchir, qui relève du gouvernement des Indes, arrivait devant Mascate sur un navire de guerre et sommait le sultan de retirer une concession que le sultan nous avait faite et qui consiste dans la faculté, pour la France, d'avoir un dépôt de charbon, au bord de la mer, dans une des criques dépendant de Mascate. Sous la menace des canons anglais, le sultan nous demanda de lui rendre l'acte de concession, ce que naturellement nous avons refusé de faire. Alors, le sultan déclara que la concession était annulée. Voilà les faits.

Le gouvernement de la République se trouvait donc en présence d'une double question : une question de fond, une question de forme.

Au fond, quel grief pouvait-on invoquer contre nous ? Par le traité de 1862, la France et l'Angleterre ont pris l'engagement réciproque de respecter l'indépendance de l'iman de Mascate. A cette indépendance, pas plus aujourd'hui que dans le passé, la France n'a aucune envie de porter la moindre atteinte. Elle l'a toujours dit ; elle ne fait aucune difficulté à le redire ; et, pas plus sans doute que l'Angleterre, elle ne vise, par des moyens détournés, par des pactes séparés, à se créer à Mascate une situation privilégiée et à affaiblir à son profit la portée de la convention de 1862. (*Très bien ! très bien !*)

Serait-ce que la concession d'un dépôt de charbon puisse

justifier la moindre alarme ? Mais depuis longtemps déjà l'Angleterre possède à Mascate un dépôt de charbon ; et comment ce que l'Angleterre a pu faire sans dommage pour la convention de 1862, le seul projet de le faire à son tour pourrait-il constituer, de la part de la France, un manquement, une infraction à la même convention. (*Applaudissements*).

Sur ce point, la discussion ne pouvait être longue ; aussi le gouvernement de la Reine, renseigné sur les faits, sur nos intentions, n'a pas tardé à reconnaître que, les droits de la France et de l'Angleterre à Mascate étant identiques, comme identiques leurs obligations, la France peut très légitimement y avoir à son tour un dépôt de charbon, exactement dans les conditions où l'Angleterre y a installé le sien. (*Applaudissements*).

Donc raison nous était donnée pour le fond. Restait la question du procédé.

Là aussi, une solution satisfaisante ne pouvait faire doute. Ce n'est pas, en effet, au moment où les deux gouvernements négocient une délimitation africaine dans un sincère esprit de conciliation, recherchant un arrangement qui soit la garantie d'une entente durable parce que les intérêts essentiels des deux nations y auront été sauvegardés (*Très bien ! très bien !*), ce n'est pas à ce moment que le gouvernement de la Reine pouvait admettre, de la part d'un de ses agents, l'intervention aussi incorrecte que spontanée dont nous avons dû nous plaindre, et le gouvernement de la Reine nous a exprimé son profond regret. (*Applaudissements*).

Dès le 27 février le marquis de Salisbury s'était engagé à avertir télégraphiquement le vice-roi des Indes, pour que l'agent indien de Mascate ne s'opposât plus à l'octroi d'un dépôt de charbon à la France dans les mêmes conditions que celui obtenu par la Grande-Bretagne. Le 21 mars, la baie de Makallé où

se trouve également la concession anglaise était offerte à la France comme emplacement pour son dépôt de charbon, sur la proposition du gouvernement indien.

L'affaire était définitivement réglée, le 12 mai de l'année suivante, et M. Cambon faisait connaître l'acceptation de la France.

« L'ambassade de France s'empresse d'accuser réception au secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères du *Pro memoria* relatif à la question de l'établissement d'un dépôt de charbon à Mascate, que S. S. lui a fait parvenir et qui constitue l'offre par le Gouvernement de la Reine au Gouvernement de la République de céder à son choix l'un des terrains situés à proximité de cette ville et sur la baie de Makallé indiqués dans le document antérieurement communiqué par l'office des affaires étrangères.

« M. Cambon a l'honneur de porter à la connaissance de S. S. le marquis de Salisbury que le gouvernement de la République fait choix du terrain et du hangar sud pour y établir un dépôt de charbon. Il est entendu qu'un mur de séparation sera construit à frais communs entre les établissements anglais et français, depuis le littoral de la mer jusqu'aux collines bordant la baie de Makallé à l'ouest et que de chaque côté de ce mur, les deux gouvernements auront la jouissance de terrains d'égale superficie pour leurs dépôts de charbon. »

Mais si la question du dépôt de charbon avait été

solutionnée d'une manière satisfaisante pour notre honneur et nos intérêts, elle avait démontré en même temps qu'il existait encore dans la mer des Indes une « surface de friction » entre la France et l'Angleterre.

CHAPITRE X

La Traite. Derniers incidents.

Depuis 1856, date de la séparation de Mascate et de Zanzibar, c'est Sour qui a maintenu dans l'Oman notre drapeau, et ce sont spécialement les boutriers Souriens qui ont provoqué pendant cinquante ans tous les actes arbitraires des Anglais, et la violente campagne menée contre le droit de visite.

A la vérité, s'il y a eu, et nous ne le dénions pas, à l'époque où la traite était licite et pratiquée avec une âpreté sans exemple par les Européens, un important commerce d'esclaves sous pavillon mascatais, entre la côte d'Afrique et l'Oman, ce trafic a diminué sensiblement au début du dix-neuvième siècle, pour disparaître vers 1850. Le nombre de cas où les boutriers français ont été convaincus de faits de traite est excessivement réduit ; la France a exercé sur les coupables une répression rigoureuse, et de sévères condamnations ont été prononcées par la Cour de l'Île de la Réunion.

Quant aux vagues accusations lancées par les agents britanniques contre nos protégés, chaque fois que l'influence de notre pays paraissait en croissance sur un point quelconque de la mer des Indes, elles ont été toujours victorieusement réfutées.

A Mascate, où la situation spéciale de la France était reconnue à nouveau et garantie par l'accord franco-britannique du 5 août 1890, les boutriers de Sour, protégés français, ont été, dès cette époque, de la part du gouvernement indien l'objet de suspicions aussi malveillantes que peu fondées (1).

En octobre 1890, le médecin-major Jayakar, agent britannique à Mascate, était chargé de taire des représentations au sultan de Mascate, au sujet des boutriers souriens « qui se livraient en grand et d'une manière

(1) « Pendant le mois qui vient de s'écouler — écrit le 9 septembre 1901 M. Laronce, consul de France à Mascate, à M. Delcassé — j'ai procédé à l'expédition d'une vingtaine de nos boutres à destination de Bassora et des ports du golfe, jaugeant dans leur ensemble environ 1.500 tonneaux. Les cargaisons de ces petits voiliers se composaient presque uniquement de dattes, seul produit agricole de ce pays, exportées sous différentes formes, soit à l'état sec, soit à l'état de pâte... Après deux mois, nos boutriers, de retour de la campagne présente, se disperseront, avec le chargement de mousson, dans les mers environnantes, les uns allant aux Indes, les autres de Yémen, à Aden, Hodeidah, Djibouti, les ports de la mer Rouge ; d'autres enfin se lanceront hardiment jusqu'à la côte orientale d'Afrique avec Zanzibar comme but final ; quelques-uns pousseront même jusqu'à Madagascar ».

notoire au transport d'esclaves sous pavillon français » et d'obtenir de lui une pression énergique sur les cheikhs de Sour en vue de leur faire abandonner l'usage de ce pavillon (1). Mais le sultan qui connaissait bien le caractère indépendant des gens de Sour, se contenta de faire dresser une liste des boutriers francisés qu'il remit au consul anglais (février 1891). Le résident de Bouchir, major Talbot, se plaignit vivement dans un rapport adressé au gouvernement de l'Inde (2) de « la lenteur » avec laquelle Seyyid Feysal se préparait à écrire aux cheikhs de Sour, de « l'insouciance » de S. H. pour les obligations qu'elle a contractées par traité vis-à-vis de la Grande-Bretagne. Mais il constatait au surplus que, « quant à présent », il ne semblait pas y avoir de preuve d'irrégularité suffisante dans l'octroi du pavillon français aux navires de l'Oman pour justifier une intervention formelle auprès du gouvernement de la République. »

Le gouvernement de Calcutta ne put se résoudre à une telle constatation. Une occasion allait s'offrir pour motiver son intervention. C'est celle de la délivrance, au début de 1891, par l'agent français d'Aden, M. Labouseiri, de papiers de bord français à huit patrons armés à Sour ; ces boutriers n'avaient pas fait la preuve

(1) M. Jayakar au colonel Ross, résident de Bouchir, 1^{er} novembre 1891.

(2) 6 avril 1890.

de leur qualité de protégés. En saisissant le gouvernement anglais de cet incident, lord Lansdowne, vice-roi de l'Inde, déclarait : « L'action du consul de France à Aden apparaît au gouvernement de l'Inde comme une affirmation de protectorat sur l'Oman et il est d'avis que le gouvernement de la République soit requis de mettre fin à ces agissements » (1).

Cette délivrance de pavillons français à des boutriers mascatais avait été faite par erreur. M. Ribot le reconnut par la lettre du 20 novembre au comte Lytton ; le ministre ajoutait qu'il « ne manquerait pas de prendre les mesures nécessaires pour en prévenir le renouvellement. »

De cette réponse le gouvernement britannique conclut, un peu hâtivement, que la France renonçait à la pratique de la francisation, et le 11 juin 1892, l'ambassadeur d'Angleterre à Paris se croyait autorisé à faire des observations touchant l'octroi dans la colonie française d'Obock, de papiers de bord et de pavillons à cinq boutres de Sour « soupçonnés de se livrer à la traite des esclaves. » M. Develle s'inspirant de la tradition constante de la France et de la jurisprudence coloniale en la matière, couvrit le gouverneur d'Obock :

« Il résulte des renseignements transmis récemment à mon département, écrivait-il au marquis de Duffe-

(1) Lord Lansdowne au vicomte Cross, 9 juin 1891.

rin (1), que les cinq boutres en question sont venus l'an dernier à Obock et que leurs patrons ou propriétaires ont déclaré qu'ils désiraient s'établir à Djibouti. Des concessions de terrain leur ayant été accordées dans cette ville, ils y construisirent des maisons où ils installèrent leurs familles et ils s'engagèrent, sous caution et sous serment, à ne se livrer qu'à un commerce licite.

« Leurs cargaisons se composent principalement ainsi qu'on a pu le constater, de dattes et de riz, provenant du golfe Persique et destinés à l'approvisionnement des ports de la zone française. Quant à l'équipage et aux passagers, la visite en fut opérée par un agent du gouvernement. D'autre part, les armes nécessaires à la défense de l'embarcation ont été reconnues et enregistrées régulièrement sur les papiers du bord. Enfin, ce n'est qu'après l'accomplissement de ces formalités et lorsqu'aucun fait anormal n'eût été relevé, ni dans le nombre habituel des gens embarqués, ni dans la nature des armes considérées comme indispensables à leur défense, que les patrons des boutres précités reçurent, en leur qualité de propriétaires dans la colonie, et après avoir déposé caution, l'autorisation d'arborer les couleurs françaises. »

Comme on le voit, M. Develle maintient avec netteté,

(1) 5 avril 1893.

le droit pour la France d'accorder son pavillon à ses protégés, sous les garanties de la loi française et de l'acte général de Bruxelles.

★★

Les accusations contre les boutriers de Sour dont M. Ottavi prévoyait la reprise dès le 2 janvier 1895 dans une lettre à M. Hanotaux (1) allaient s'exagérer à mesure que grandissait la situation de la France à Mascate, et se succéder d'année en année. Un memorandum rédigé par le gouvernement indien fut transmis à Paris par le Foreign Office le 9 février 1895. C'est le major Sadler, agent britannique à Mascate, qui s'était chargé lui-même de l'enquête à Sour, et il déclarait pouvoir affirmer que « tous les esclaves débarqués à Sour, provenaient de boutres battant pavillons français. » « Le major Sadler n'a, il est vrai, pas vu trace de pavillon français à Sour pendant sa visite, tous les grands boutres ayant pris la mer, mais des commerçants indiens lui ont dit que les gens de la grande tribu des Jenibbeh avouaient ouvertement que leur objet en obtenant un pavillon français et des papiers de bord français était de transporter des esclaves avec impunité et d'échapper à la recherche des navires de guerre britanniques. »

C'est toujours la même affirmation que le pavillon

(1) Voir p. 214-215.

français couvrent la traite; ce sont toujours des témoignages sans valeur juridique qui sont invoqués, et ce sont toujours les mêmes récits dramatiques où perce l'imagination féconde des Orientaux : « Les boutres ne débarquent jamais les esclaves de jour ni dans le port; après avoir tourné la pointe de Ras el Hadd, les *nahodas* (capitaines) hèlent les bateaux de pêche et si la nuit est claire ils débarquent silencieusement aux endroits favorables. » Les imputations du major Sadler, transmises par Lord Dufferin en février 1895, furent contredites à la fois par les consuls de France à Zanzibar et Mascate et par le gouverneur d'Obock.

M. Labosse estime que (1) « c'est toujours la même campagne entreprise par les Anglais pour forcer la France à consentir à laisser visiter les navires portant son pavillon. »

Le consul de France à Mascate écrit le 19 juin 1895 :

« J'ai pris connaissance avec la plus grande attention des documents relatifs aux boutres de Sour.

« ... Il y a longtemps que les agents britanniques accusent nos boutriers Souris d'importer les esclaves dans l'Oman et au golfe Persique et cette accusation a été publiée plus d'une fois, sans être appuyée d'aucune preuve d'ailleurs, dans les rapports administratifs annuels des agences de Bouchir et de Mascate.

(1) Zanzibar, 22 mai 1895.

« ... D'ailleurs, devant l'exagération si évidente avec laquelle tout le mal est imputé à nos boutriers, devant cette singulière recrudescence d'importation de nègres qui se concentrerait tout entière sur le point du sultanat de Mascate où nous avons le plus d'intérêts, il est permis de se demander dans quelle mesure la question d'influence est venue troubler, à leur insu peut-être, les agents britanniques dans leur appréciation.

« ... Le major Sadler quand il avance aussi légèrement des allégations aussi graves semble non seulement oublier les garanties que les autorités françaises exigent des boutres auxquels elles accordent notre pavillon, mais également perdre de vue qu'à la côte orientale d'Afrique il y a des autorités anglaises ou allemandes chargées d'empêcher la traite et dont la surveillance efficace, également imposée par l'acte de Bruxelles et par l'intérêt de ces pays, devrait se traduire par la diminution sensible du nombre de nègres exportés à Sour ou ailleurs et non par l'augmentation inexplicable et dont parle l'agent britannique.

« Il n'est pas jusqu'aux époques indiquées comme étant celles où se pratiquerait ce commerce criminel que le major Sadler n'ait doublées. En effet, s'il est vrai, qu'en avril et mai, lorsque la mousson du sud-ouest est bien établie, les boutres remontent du sud et peuvent en ramener des esclaves, tout le monde

sait ici que d'août à octobre, le vent ne leur permet plus que de faire l'intercourse entre les ports de l'Arabie et du golfe Persique et qu'il n'arrive plus de boutre à cette époque de la côte orientale d'Afrique... »

M. Ottavi met formellement en doute les propos prêtés par M. Sadler aux Jenebbehs et les affirmations de banniens plus ou moins recommandables. Et il ajoute :

« Pour moi, je suis persuadé que les boutriers de Sour, qu'ils appartiennent à la tribu des Jenebbehs ou à celle des Beni bou Ali, ne recherchent le pavillon français qu'à cause des facilités qu'il leur procure dans nos ports de l'océan Indien dont les relations commerciales avec l'Oman et la côte orientale d'Afrique ont pris un grand développement, et j'ai toutes raisons de croire que ceux d'entre eux qui ont obtenu des papiers de bord français et qui remplissent par conséquent les conditions de moralité et de bonne conduite exigées pour cela, ne font pas métier de transporter et de vendre des nègres : l'extension du commerce de Sour fournit un champ suffisant à leur activité honnête. »

Enfin M. Lagarde, gouverneur d'Obock, déclarait(1) :

« .. A mon sentiment, l'importance que l'Angleterre donne de nouveau aux prétendus faits de traite repro-

(1) 6 juin 1895, à L. Chautemps, ministre des colonies.

chés à des boutres de Sour portant pavillon français, n'est que la suite de la campagne dirigée contre notre influence dans ces parages. »

A la suite de la communication du memorandum anglo-indien, le *Troude*, commandant Chevallier, reçut des ordres pour se rendre à Sour où dans une enquête approfondie il n'observa rien d'irrégulier dans les papiers des boutres francisés ni dans leurs habituelles opérations commerciales. Le résultat négatif de cette enquête fut communiqué au sultan de Mascate et au gouvernement britannique. Cependant au cours d'une conversation avec le capitaine de vaisseau Chevallier, le major Sadler crut comprendre que la pratique de la délivrance des pavillons aux boutres de Sour avait cessé. En transmettant au gouvernement indien le rapport de son agent politique à Mascate, le résident de Bouchir s'exprime à cet égard dans ces termes :

« Le major Sadler est heureux de noter la déclaration du commandant du vaisseau de guerre français *Troude*, que la pratique de la délivrance de pavillons et de papiers français a cessé. Cela constituerait un important échec à la traite sur les côtes. D'autre part un effet salulaire sera aussi exercé dans le pays d'Oman, si, comme le major Sadler a des raisons de penser que c'est le cas, les aspirations de la tribu des Beni bou Ali pour une intervention étrangère, protec-

tion ou protectorat, en ont été définitivement découragées » (1).

S'il est exact que M. Ottavi, pour ne pas compliquer une situation déjà tendue avait éludé les demandes de protection du cheikh Abdallah ben Selim, le major Sadler avait mal compris ou mal interprété les propos de M. Chevallier. Cet officier n'avait d'ailleurs aucune qualité pour engager son gouvernement ; il donna un démenti formel aux assertions du major Sadler quand elles furent connues.

Affaire des boutres Selama et Saad, 1896.

En septembre 1896, le croiseur britannique *Sphinx*, commandant Baker, capturait en haute mer les boutres *Selama* et *Saad*, se livrant à un transport illicite d'esclaves.

Pour le *Selama*, le commandant Baker « non content de ne pas se conformer aux instructions de 1867, portait les atteintes les plus graves au droit des gens et aux privilèges français (2) ». L'officier chargé de l'examen des papiers de ce boutre ne se borna pas à en demander communication, mais s'en empara, les garda plusieurs jours, les numérotant à l'encre rouge et les copiant. Le procès verbal prescrit par l'article 8 des

(1) Colonel Wilson au gouvernement de l'Inde (confidentiel), 20 avril 1895.

(2) M. Ottavi à M. Hanotaux, 10 octobre 1896.

instructions de 1867 ne fut pas dressé. Des officiers ou matelots anglais montèrent de force à bord du *Selama*. Le patron fut enlevé et retenu à bord du *Sphinx* pendant que notre boutre était remorqué par le croiseur anglais jusqu'au Ras el Hadd. Là le patron était réintégré à son bord mais mis aux fers ainsi que son équipage et un passager arabe, pendant qu'un officier du *Sphinx*, accompagné de cinq matelots de ce navire, prenait possession du boutre français et le conduisait à la voile jusqu'à Mascate. Durant la traversée de plus de deux jours, notre boutrier et ses hommes furent traités avec la plus grande rigueur.

Sur le *Saad*, les officiers du *Sphinx* se conduisaient d'une manière moins violente, mais toujours en violation des instructions de 1867. Le procès-verbal ne fut pas établi, les papiers de bord furent saisis, gardés, numérotés, copiés; les officiers britanniques se livrèrent à une véritable enquête sur les passagers, comptant et interrogeant les noirs embarqués. En outre, le pavillon français était enlevé et déposé à bord du croiseur; à l'arrivée à Mascate, le patron du *Saad* ayant arboré un deuxième pavillon français, un officier du *Sphinx* lui donnait l'ordre de l'amener, et, sur son refus, cet officier se précipitait à bord de notre boutre, et arrachait violemment, une fois de plus, le pavillon du *Saad*.

M. Ottavi protesta de la manière la plus énergique

contre l'usurpation du droit de visite commise par le commandant Baker.

« Cet officier supérieur, écrivait-il à M. Hanotaux, s'est trompé en prétendant agir en vertu des instructions de 1867 qu'il ignorait sans doute. La vérité est que le commandant du *Sphinx*, après s'être assuré qu'il y avait des esclaves de vente à bord des deux boutres saisis, et prévoyant, sans crainte de se tromper, que je sévirais contre les boutriers coupables, en a profité pour essayer de démontrer à la population de l'Oman la toute puissance des navires de guerre anglais et témoigner du peu de cas que certains officiers britanniques font des privilèges du pavillon français. »

Le fait de la présence d'esclaves à bord du *Selama* et du *Saad* ne pouvait en rien influencer notre façon d'interpréter cette fâcheuse affaire ; elle constituait une violence inexcusable à l'égard du pavillon français, et une usurpation des droits juridictionnels de notre pays.

Le gouvernement français adressa au Foreign Office une protestation basée sur le fait de l'inobservation des instructions de 1867. Lord Salisbury répondit par la communication des rapports du commandant Baker et en invoquant le droit reconnu par l'article 7 des instructions concertées qui autorise l'enquête sur la nationalité.

« Comme V. E. le remarquera, par l'examen de ces rapports, écrivait l'ambassadeur britannique au ministre (1), le commandant Baker ne fut pas satisfait touchant le droit des boutres à porter le pavillon français et, en conséquence, il procéda à la vérification de leur nationalité supposée, conformément au paragraphe 7 des instructions de 1867.

« ...Après l'examen des papiers, il crut devoir suspecter les boutres de fraude, et en vertu du paragraphe 11 (12) des mêmes instructions, il les conduisit à Mascate en vue de faire dûment vérifier par les autorités compétentes françaises le droit de porter le pavillon français.

« Le lieutenant qui accosta le boutre offrit de donner au patron un procès-verbal écrit des circonstances de la vérification, ainsi qu'il est prescrit à l'article 7 (8) des instructions, mais cela fut refusé.

« Le gouvernement de S. M. est d'avis que le commandant Baker a agi conformément aux instructions de 1867 et à celles données aux officiers des vaisseaux de S. M. employés à la suppression de la traite, avis que j'exprime l'espoir de voir V. E. partager. »

Le gouvernement britannique nous refusait donc satisfaction et même il semblait admettre cette règle nouvelle qu'en matière de visite la fin justifie les moyens.

(1) Sir Edmund Monson à M. Hanotaux, 31 décembre 1896.

M. Hanotaux eût dû, dans ces conditions, recourir à la sanction qu'il était en droit d'exercer : la dénonciation de la convention du 1^{er} juin 1867, et l'interdiction aux vaisseaux britanniques de vérifier la nationalité des bâtiments battant notre pavillon. Cette mesure rigoureuse n'eût pas manqué d'être approuvée par l'opinion française et aurait été entre nos mains un moyen de pression excellent en vue de ramener l'Angleterre à une conception plus juste de la légalité.

Le ministre se contenta de transmettre au Foreign Office la consultation juridique suivante de M. Renault, qui, du moins, sauvegardait l'avenir :

« Les irrégularités qui semblent avoir été commises par le commandant Baker, du *Sphinx*, lors de l'examen des papiers de bord des boutres francisés *Selama* et *Saad*, examen autorisé par les instructions concertées de 1867, sont les suivantes :

« Des procès-verbaux auraient dû être dressés aux termes de l'article 8 des instructions et il n'apparaît pas qu'ils l'aient été. Le commandant Baker dit qu'on a offert une déclaration qui n'a pas été acceptée ; il n'avait pas d'offre à faire, mais à dresser un procès-verbal commun autant que possible.

« La mise aux fers du patron du *Selama* est un fait grave et on peut s'étonner qu'il n'ait pas même été mentionné dans le premier rapport du commandant Baker. L'explication donnée dans le second est loin

d'être décisive. Il est un peu ironique de dire d'individus mis aux fers que « otherwise they were treated with every civility. »

« Il est douteux que l'article 7 des instructions ait été scrupuleusement observé et que les renseignements qu'avaient les Anglais soient provenus simplement de la « personal observation ».

« Enfin, il y a le fait d'avoir amené par deux fois notre pavillon, surtout en arrivant à Mascate, qui est grave. Il n'y est fait aucune allusion dans les rapports anglais.

« Ma conclusion est donc qu'il y a lieu de protester auprès du gouvernement britannique contre divers procédés du commandant Baker qui ne sont pas conformes aux dispositions convenues en 1867. Le fait que les navires, à propos desquels ces procédés ont été employés se livraient à la traite, ne suffit pas pour en faire disparaître le caractère obscur. Surtout en cette matière la fin ne justifie pas les moyens. L'article 13 des instructions suppose qu'une réclamation peut être formulée quand la vérification n'aura pas été faite d'une manière convenable, ce qui est précisément le cas. Nous pouvons demander que des mesures soient prises pour que les instructions de 1867 soient mieux observées à l'avenir et pour que les officiers britanniques ne se croient pas tout permis à l'égard de nos boutriers même soupçonnés ou convaincus de traite. »

L'incident du *Selama* et du *Saad* paraît avoir été la dernière manifestation abusive du droit de visite par les vaisseaux britanniques.

D'ailleurs, la surveillance des boutriers français se fait désormais d'une manière très pratique et qui délie toute fraude. Nos navires de guerre croisent incessamment sur les côtes d'Afrique et d'Arabie.

« La surveillance de nos boutriers, écrit M. Ottavi le 30 juin 1901 (1), exercée par deux navires de guerre français, l'un le *Scorpion*, pour les visites à leur départ à Zanzibar, l'autre l'*Infernet*, pour les visites à leur arrivée à Sour, a présenté toutes les garanties possibles d'efficacité. J'espère que les agents et les journalistes anglais qui prétendent que nos boutres font la traite parce que nos navires de guerre ne les surveillent pas et que le contrôle effectué par les autorités consulaires seules était insuffisant, se montreront satisfaits ».

De plus le consul de France séjourne à Sour pendant trois mois tous les ans, à l'époque du retour des boutres et va les arraisonner lui-même en mer.

« Contrairement aux assertions portées contre nos boutres, pouvait écrire M. Ottavi dès le 15 juin 1896, je n'ai eu à relever aucun fait de traite commis par un pro-

(1) A. M. Delcassé.

tégé. J'ai trouvé les rôles d'équipage ainsi que les manifestes des passagers parfaitement en règle. Il est évident, d'autre part, que si nos boutriers se livraient couramment au trafic illicite qu'on leur reproche, ils n'auraient pas manqué d'être pris en faute puisque la nouvelle surveillance dont ils sont l'objet à Sour était tout à fait inopinée.

... J'ai pu contrôler presque tous nos boutres en mer même, avant leur entrée au port de Sour, le jour et souvent la nuit. Je me suis également rendu deux fois à Ras el Hadd et à Khor Djerama, points situés sur la route de Zanzibar à Sour et où nos boutres auraient pu débarquer au passage des esclaves de traite, mais je n'ai rien eu à constater de pareil.

Les esclaves de traite qui sont amenés à terre et dans l'Oman viennent des possessions anglaises de Zanzibar et de Pemba qui sont encore les entrepôts de l'esclavage africain. Seyyid Feysal a eu à le rappeler lui-même dernièrement au consul d'Angleterre à propos de deux captures de boutre : « C'est de Zanzibar que viennent les nègres saisis, a dit S. H. ; au lieu de réclamer sans cesse auprès de moi, ne pourriez-vous pas prendre à Zanzibar des mesures qui seraient encore plus efficaces ? » Ces esclaves n'arrivent pas sur des boutres sérieux dont les propriétaires honorables et faisant un commerce régulier, ne consentiraient jamais à s'exposer aux risques qu'ils auraient à courir en se

livrant à la traite, mais sont transportés par de misérables négriers ne possédant que des barques sans valeur et qui peuvent jouer leur va-tout dans un coup d'audace où ils n'ont pas grand'chose à perdre et où ils peuvent réaliser des bénéfices considérables. »

• A cette même époque, pour un grand nombre de passagers noirs, M. Piat, consul de France à Zanzibar, pousse le scrupule jusqu'à demander des autorisations spéciales au général Mathews, chef du gouvernement zanzibarite, et mention de ce surcroît de garantie était notée sur les papiers de bord (1).

Avant même la ratification de l'acte de Bruxelles, chaque boutre inscrit à Zanzibar portait sur sa voile un numéro d'ordre et une lettre; en outre, le nom du boutre était gravé sur une planchette de plus d'un mètre de hauteur. Pour Zanzibar la lettre est un énorme Z et en dessous, en très gros numéros, la série (2). Pour Mascate c'est un M.

Cependant, à la demande des agents du ministère des affaires étrangères, le lieutenant de vaisseau Martel, commandant de la *Drôme*, apportait toute son attention, au cours de sa croisière de 1900 dans les mers de l'Oman et du golfe Persique, à l'application de l'article XXXIV de l'acte de Bruxelles stipulant que le nom du bâtiment

(1) M. Labonne à M. Hanotaux, 22 mai 1895.

(2) M. Ottavi à M. Delcassé, 28 juin 1898.

indigène et l'indication de son tonnage devront être incrustés et peints à la poupe en caractères latins, tandis que la lettre initiale du port d'attache et le numéro d'enregistrement dans la série des numéros de ce port seront imprimés en noir sur les voiles.

Le commandant Kiésel, chef de la division navale de la mer des Indes, pouvait écrire, d'autre part, à la suite d'une croisière sur les côtes d'Afrique, dans une note en date du 13 février 1902 :

« Les petits boutres sans valeur, les vieux petits outils de négriers ont complètement disparu... Nos protégés de Sour ont tous de beaux grands boutres bien tenus et bien grésés. Déjà, en 1893-1894, j'ai pendant plusieurs mois exercé la surveillance sur la côte d'Afrique. A cette époque, la limite sud de la traite était marquée par les deux Kilwa, et c'est aux environs du cap Delgado que se cachaient dans les criques des petites embouchures de rivières les boutres qui trafiquent d'esclaves. Aujourd'hui, le centre administratif de la colonie de Mozambique s'étant transporté à Lourenço-Marquês, la limite sud du trafic des esclaves est descendue au-dessous de Mozambique. J'ai déjà signalé, d'après les rapports de l'*Infernet*, qu'un Arabe tient en échec la police de Mozambique, expédie les boutres sous pavillon turc et lutte à coups de fusil avec les embarcations de la police. Il a fallu que le *San Rafaël* s'en occupe et attaque en force les boutres

échoués dont il n'a pu brûler qu'une partie. Si des esclaves sont encore importés en Arabie, je suis sûr que la plus grande partie vient des environs de Mozambique et notre pavillon n'y a jamais été mêlé. Le seul boutre français qui s'y est fourvoyé a été, contre toute évidence, saisi et brûlé par les Portugais (*Fath-el-Kheir*). » Et le commandant Kiésel ajoutait, au sujet des prétendus témoignages recueillis par les Anglais à Sour ou ailleurs : « On doit, avant toutes choses, se défier des contes arabes, toujours intéressés. »

« La pénurie d'esclaves est si complète à Sour, notait M. Ottavi en 1899, qu'il a été impossible à un très haut personnage (*le sultan*) de trouver à y faire acheter deux jeunes négresses dont il avait un urgent besoin pour sa maison » (1).

Aussi tous nos officiers de marine, tous nos consuls et nos gouverneurs affirment que la traite ne se fait pas sous notre pavillon. Mais les constatations les plus évidentes laissent les Anglais incrédules. La presse indienne ne cesse de publier les plus invraisemblables racontars qui trouvent en Angleterre un fidèle écho. Les correspondants du *Times of India*, pour la plupart officiers des navires anglais du golfe Persique, prétendent avec une ténacité sans pareille, que nos protégés sont des négriers et que les autorités fran-

(1) M. Ottavi à M. Delcassé, 12 août 1899.

çaises de l'océan Indien donnent sans discernement à tout boutrier indigène, pourvu qu'il paie les droits d'immatriculation et de francisation, la protection française et le droit d'arborer nos couleurs. Nos boutres ne cesseront ainsi d'être accusés tant qu'ils serviront comme ils le font l'influence française au détriment de l'influence anglaise dans ces parages (1).

En 1902, le capitaine Cox profitait d'un passage à Sour pour se livrer à des investigations sur les boutriers français. Il procéda à une série d'épreuves pour établir les noms des protégés français faisant le commerce des esclaves. Dans un rapport adressé au gouvernement indien, il cite une seule déposition, celle d'un *banian*, sujet britannique, déposition sans valeur juridique puisqu'elle n'est pas signée du déposant et qu'elle n'a pas été reçue en présence de témoins.

L'individu interrogé par M. Cox déclare « qu'il a entendu dire que beaucoup d'esclaves viennent d'un pays appelé Mereema (?) ». Il indique même les procédés employés par les boutriers sur la côte d'Afrique pour se procurer des esclaves. « Les patrons de boutres construisent de petites embarcations avec lesquelles ils peuvent remonter les rivières et s'avancer dans l'intérieur du pays. Ils achètent leurs esclaves de 5 à 20 dollars chacun et alors rejoignent leurs boutres. »

(1) M. Ottavi à M. Delcassé, 23 juin 1898.

Pendant la saison de la traite, en 1900, toujours d'après les déclarations reçues par M. Cox, il a été introduit à Sour environ 1.000 esclaves. Les jeunes gens se sont vendus de 130 à 175 dollars et les jeunes filles de 150 à 200 dollars. Abdallah ben Sélim, l'émir des Beni bou Ali, prend 2 dollars par chaque esclave débarqué à Laskhareh ou tel autre port de sa tribu. Hamoud ben Sultan et Abdallah ben Saad prennent entre eux 21 dollars sur chaque esclave débarqué à Sour.

La dénonciation faite par le consul d'Angleterre contre les boutres de Sour fut transmise au gouvernement français par un mémorandum de lord Lansdowne. M. Laronce, notre consul à Mascate, put facilement établir l'évidente fausseté des renseignements recueillis par M. Cox (1). Il concluait ainsi :

« Il y lieu de constater que l'on est obligé de remonter en 1896, pour citer un fait de traite commis par des boutres français. Les coupables ont été d'ailleurs l'objet d'une enquête et de poursuites conformément à la loi (2).

« Quant à l'affirmation purement gratuite qu'un millier d'esclaves ont été débarqués à Sour en juin 1900, et que 560 d'entre eux, à ce que l'on croit, provenaient de boutres français, on n'en peut faire cas.

(1) 31 juillet 1902, à M. Delcassé.

(2) Ils furent condamnés par la Cour de la Réunion, juridiction dont relèvent nos consulats de la mer des Indes.

M. Ottavi se trouvait alors à Sour, et on sait quel zèle il apportait à la surveillance et l'arraisonnement des boutres. L'*Infernet* s'y trouvait également.

... A propos de la visite de l'*Infernet*, on peut répondre à cet argument « que les boutres avaient eu soin de déposer leur chargement avant d'atterrir à Sour », que les capitaines ignoraient tous la présence d'un navire de guerre français et qu'ils furent très surpris et très satisfaits de l'y trouver. »

Il est impossible dès lors de ne pas conclure que les Anglais ne maintiennent leurs fausses allégations que pour tenter de substituer au contrôle de fait que la France leur refuse sur les navires battant son pavillon une sorte de contrôle moral qui laisse la porte ouverte à discussions interminables et qui finira par lasser notre pays et lui rendre fastidieuse la protection des boutriers. Et si la France renonce, en fait, à l'exercice de cette protection, les Anglais auront atteint le but qu'ils visaient en 1815, en 1833, en 1845 et à Bruxelles, en 1890, c'est-à-dire la suppression de toute exception à l'exercice du droit de visite par leurs navires.

CHAPITRE XI

La question des protégés français de Mascate et de Zanzibar.

Le traité franco-mascatais de 1844 a garanti, ainsi que nous l'avons vu, aux Français et aux Mascatais au service des Français, certaines immunités et un privilège de juridiction.

Le terme de Français ne prête à aucune équivoque et s'applique aux citoyens français, aux sujets français originaires des colonies françaises, et aux protégés français, c'est-à-dire aux indigènes d'un Etat protégé par la France ou aux sujets du sultan de Mascate qui ont acquis la protection française.

Cette interprétation est basée sur les règles habituelles des pays de capitulation. Citoyens, sujets et protégés, constituent la portion fixe des ressortissants français.

L'expression « Mascatais au service des Français » ajoute à la liste de nos ressortissants une catégorie essentiellement limitée et variable de protégés.

Les protégés français, sujets du sultan de Mascate et

de Zanzibar, sont généralement des musulmans et par conséquent appartiennent à la même foi que leurs souverains, à l'inverse de ce qui existe dans les pays de capitulation de Méditerranée, en Turquie, par exemple, où ils sont généralement des chrétiens.

Cette distinction que nous établissons est nécessaire en ce qu'elle manifeste l'existence, dans les Etats indigènes de la mer des Indes, d'un droit de protection assez différent de celui qu'on constate dans les autres pays de capitulation.

Le statut personnel d'un indigène de ces pays n'a pas, en effet, le caractère de certitude qu'il peut avoir en Turquie, par exemple. Un sujet mascatais qui s'établit à Zanzibar, se trouve immédiatement soumis à toutes les obligations d'un sujet zanzibarite ; il a ainsi perdu sa nationalité pour en conquérir une nouvelle. Le fait de la naissance dans tel ou tel pays, sous telle ou telle souveraineté, est en conséquence secondaire. Et comment en eût-il été autrement dans des pays où la loi est la même, c'est-à-dire basée sur le Coran et la coutume, et où les souverains n'ont jamais accordé de garanties spéciales aux étrangers musulmans qui viennent s'établir dans leurs Etats. Le sultan de Mascate n'entretient pas plus de consuls à Zanzibar que celui de Zanzibar n'en entretient à Mascate.

Cette situation prend un caractère encore plus intéressant si l'on considère la facilité avec laquelle se

déplacent les riverains de la mer des Indes. La navigation boutrière a perpétuellement baratté les peuples et les races. Presque toujours hors de leur patrie, les patrons arabes doivent attendre des mois entiers en Afrique le renversement de la mousson. Nombreux sont ceux qui changent leur port d'attache suivant les circonstances, font même établissement et se fixent dans les pays où l'intérêt de leur commerce les attire.

L'incertitude du statut personnel dans les Etats musulmans de la mer des Indes, est un fait notoire et reconnu par les Anglais. En 1898, M. Hardinge, consul général d'Angleterre à Zanzibar, nous contesta le droit de considérer comme protégé français un Arabe né aux Comores, mais fixé avant l'établissement de notre protectorat sur ces îles, dans les Etats du sultan de Zanzibar.

« Bien que Sélim dise être né (d'un père arabe) dans les îles Comores, il quitta ce pays, d'après ses propres déclarations, il y a environ quinze ans, *c'est-à-dire à une époque antérieure à l'établissement du protectorat français* (1). »

Sir Hardinge affirmait donc formellement que le fait d'avoir quitté les Comores entraînait, pour Sélim, la perte de la nationalité comorienne.

Ce régime d'incertitude sur la nationalité, plus exac-

(1) Sir Hardinge à M. Laronce, 8 juin 1898.

tement de méconnaissance totale de la nationalité dans les pays musulmans de la mer des Indes, a pris fin en partie par le fait de l'établissement du protectorat de puissances européennes sur certains sultanats musulmans.

Du jour par exemple où la France a pris possession de Mayotte, elle a cru devoir se conformer aux principes du droit international et elle a suivi partout ses nouveaux sujets ; s'ils venaient à se fixer à Zanzibar ou dans le grand port des boutres de l'Oman, à Sour, elle n'en persistait pas moins à les considérer comme relevant de sa juridiction.

D'autre part, qu'un Mascatais s'établît aux Comores, il était, suivant la coutume arabe, soumis en tout au souverain du lieu et confondu avec les autres sujets comoriens. Ce sont ceux que l'arrêté du gouverneur de Mayotte appelle « individus soumis à la domination française », et que la dépêche du ministre de la marine, en date du 15 octobre 1880, déclare formellement « n'être pas nés dans la colonie ». Un Sourien établi à Mayotte est donc bien un protégé français ; il y recevra sous certaines garanties, au même titre que les autres sujets Comoriens, le droit de naviguer sous pavillon français.

La France peut cependant, s'il quitte le pays, ne pas lui continuer sa protection, mais rien ne l'oblige à le faire, et, de retour dans son pays, s'il a des pièces

constatant sa qualité de protégé français, il peut sans contestation possible et au même titre que l'indigène des Comores, se faire inscrire au consulat français sur la liste de nos ressortissants.

Ainsi, l'acquisition de la protection française par un musulman sujet d'un souverain arabe indépendant ne résulte pas de la loi interne coloniale, puisqu'il n'existe pas, comme pour la naturalisation, de procédure compliquée ni de conditions spéciales de moralité ou de fortune par exemple; elle résulte du fait de l'établissement de cet indigène en territoire protégé français, ou dans une colonie française où la coutume musulmane constitue le fond de la législation.

Un sujet Mascatais, par contre, ne saurait à Mascate même, se transformer du fait seul de notre volonté ou de la sienne en protégé français. A cet égard, notre jurisprudence est formelle.

« J'ai eu récemment à Sour, écrit en 1895 M. Ottavi à M. Hanotaux(1), la visite de certains cheikhs venus au secours du sultan, qui voulaient à toute force la protection française. L'un de ceux-ci, le cheikh des Beni-Bou-Ali, qui habitent près de Sour et qui forment l'une des trois ou quatre plus grandes tribus du sultanat, s'est même montré un peu froissé de ce que je n'aie pu accéder au désir qu'il m'exprimait de se voir inscrire

(1) 26 mars 1895.

sur le registre des protégés français : « J'ai 3.000 Bédouins sous mes ordres et aux vôtres, me disait ce vieux chef appelé Abdallah ben Sélim. Comment pouvez-vous ne pas vouloir de moi ? »

Au point de vue international, d'autre part, il est incontestable que nous sommes maîtres de reconnaître à qui nous voulons, dans notre territoire, la qualité de protégé français.

★★

Le quasi-échec de la campagne anglaise menée contre nos boutriers, relativement à la traite, détermina le gouvernement indien à placer la lutte sur un autre terrain, et à contester à la France le droit d'accorder sa protection conformément aux règles traditionnelles de notre jurisprudence et aux coutumes de la mer des Indes. Cette nouvelle prétention fut développée avec vigueur à Zanzibar, en contradiction avec les privilèges et immunités de la France, et à Mascate, au cours d'incidents où devait se révéler le peu de cas que les agents indiens étaient décidés à faire des engagements britanniques de 1862 et de 1890.

Affaire de Salim-bien-Seif (Zanzibar 1898).

En juin 1898, Salim-ben-Seif, propriétaire des deux boutres battant pavillon français, *Majunga* et *Selama*, était arrêté à Pemba, à terre, par les agents du protec-

torat, et conduit à Zanzibar sous inculpation de faits de traite. Le brigadier général Raikes, premier ministre du sultan, avertit aussitôt M. Laronce, gérant du consulat français, de cette arrestation et lui déclara qu'il lui remettrait Selim *lorsqu'il aurait reçu du consul de France, l'assurance que l'inculpé était bien protégé français*. M. Laronce répondit que la preuve que Sélim était protégé français découlait du fait même de sa qualité de propriétaire de boutres autorisés à porter nos couleurs et que, d'ailleurs, il était régulièrement inscrit sur le registre du consulat. Cette démonstration ne fut pas admise par sir Hardinge, agent et consul général de la Grande-Bretagne à Zanzibar.

« Vous n'ignorez pas, écrivait-il, le 8 juin, à M. Laronce, qu'une divergence d'opinion a depuis longtemps existé entre nos deux gouvernements, au sujet de la question des conditions qui justifient l'enregistrement comme protégés français, d'individus qui ne peuvent revendiquer ce caractère, en vertu de leur origine ou du texte des traités. Il est, en conséquence, impossible d'admettre que le simple fait de l'inscription de Sélim sur vos registres ou de la présence à bord de ses boutres d'un pavillon français, est suffisant, en soi, pour le soustraire à la juridiction dont il relève naturellement. Je me suis donc trouvé dans l'obligation de recommander au général Raikes, avant de faire un pas de plus, de s'informer auprès de vous de la date et du

lieu auxquels le prisonnier a été enregistré, de l'autorité qui l'a inscrit et des raisons qui ont motivé son inscription. Si ces détails établissent le droit de Sélim ben Seif à la protection française, je requerrai le gouvernement local de vous le remettre pour être jugé devant votre tribunal. Pour l'instant, l'interrogatoire de Sélim ne nous a pas permis d'adopter à son égard pareille mesure, car bien qu'il dise être né (d'un père arabe) dans les îles Comores, il quitta ce territoire, d'après sa propre déclaration, il y a environ quinze ans, c'est-à-dire à une époque antérieure à l'établissement du protectorat français. »

Ce qui se dégage de cette lettre, c'est la prétention inadmissible que le consul doit faire la preuve, à l'égard du souverain territorial, de la légitimité de l'inscription d'un protégé sur ses listes, à l'aide de pièces que la plupart du temps il ne pourra se procurer immédiatement. La possession d'état de protégé français ne garantit plus, en conséquence, nos ressortissants contre les entreprises du souverain indigène, et les privilèges et immunités consentis au profit des Français dans le sultanat de Zanzibar, par le traité de 1844, et garantis par la déclaration du 5 août 1890, se trouvent ainsi violés.

« Vous constatez, écrit M. Laronce à sir Hardinge (1),

(1) 9 juin.

que nos deux gouvernements professent une opinion différente sur la nationalité des personnes qui se réclament aujourd'hui de la protection française... Il semble que la considération de ce seul fait devait suffire à arrêter le premier ministre dans l'application d'une mesure qu'il ne saurait encore justifier. Ainsi que je l'ai fait remarquer ce jour même au général Raikes, l'enquête à laquelle il se livre vis-à-vis de ce consulat, après les assurances contenues dans ma lettre du 7 courant, n'est point d'une correction absolue au point de vue des règles de la courtoisie internationale. Aucun consulat étranger ne saurait répondre à une pareille exigence de la part des autorités locales en ce qui concerne une question d'ordre intérieur. »

Cependant, quelques jours après, M. Laronce, afin de récupérer son ressortissant, consentait à fournir les renseignements demandés (1) :

« Sélim ben Seif est né aux Comores, et bien qu'il ait quitté son pays encore enfant, il a toujours navigué soit comme mousse, matelot ou capitaine sur des boutres battant pavillon français. Il acheta à Mascate le *Selamti* avec lequel il faisait le cabotage entre cette île, Nossi-Bé et les ports de Madagascar. En 1889, Selim ben Seif venait à Zanzibar en qualité de capitaine du *Selamti* sous nos couleurs ; c'est à cette époque que

(1) 11 juin.

lui et ses boutres furent enregistrés à ce consulat. Il a fait depuis de fréquents voyages au long cours entre Madagascar, les Comores, Zanzibar, Pemba et Mascate.»

Le général Raikes contesta aussitôt ces affirmations et refusa de rendre le prisonnier en soutenant que Sélim était natif de Pemba. Cette nouvelle attitude des agents anglais posait d'une façon très précise la question de la protection française sur les sujets du sultan de Zanzibar et la résolvait en même temps par le refus d'admettre pour de tels individus la qualité de protégés français.

D'autre part, elle avait pour effet de mettre notre consul en fâcheuse posture aux yeux de nos ressortissants et de la population arabe du sultanat. « Cette affaire, écrivait sir Hardinge à lord Salisbury, a excité chez les Arabes de Pemba un intérêt considérable, et notre réussite dans notre campagne contre l'exportation des esclaves de Pemba est grandement intéressée à sa solution. »

Le 17 juin, Sélim comparaissait devant la Cour du protectorat, composée du général Raikes et de deux cadis arabes, et s'entendait condamner à un an de prison. Le prononcé du jugement contient cette phrase stupéfiante :

« Sélim ben Séïf, vous avez réclamé la protection française, mais vous ne l'avez pas démontrée à ma satisfaction. Je pense que vous verrez clairement que

vous êtes dans l'erreur touchant votre puissance protectrice et aussi que c'était une erreur du consul français de vous donner le pavillon français pour vos boutres...

« Et comme je n'ai pas été satisfait de vos explications *ni de celles du consul français* au sujet de votre qualité de protégé français, je vous envoie en prison pour purger votre condamnation. »

En outre, les deux boutres français *Selama* et *Majunga* étaient confisqués et leurs papiers de bord renvoyés au consul de France.

Le gouvernement français adressa à lord Salisbury une protestation. Il maintenait la véracité des renseignements fournis par M. Laronce au général Raikes, quant à l'acquisition de notre protection par Sélim ben Seif, et signalait « la gravité de l'irrégularité commise par les autorités du protectorat en visitant les boutres *Majunga* et *Selama* et en amenant le pavillon français qui s'y trouvait arboré (1). En conséquence il insistait « de la manière la plus pressante pour que Sélim ben Seif et son équipage ainsi que les boutres saisis soient remis à notre agent à Zanzibar à qui il appartient de procéder aux mesures d'instruction requises et de renvoyer le cas échéant le prévenu devant l'autorité française compétente » (1).

(1) M. Geoffray chargé d'affaires à Lord Salisbury, le 16 octobre 1898. Cette date est à remarquer ; elle montre la lenteur de la

Lord Salisbury répondit « ne pouvoir admettre que le consul de France, simplement en enregistrant un sujet de Zanzibar comme protégé français, pût le soustraire à la juridiction des tribunaux de son souverain naturel ni pouvoir accepter cette vue, que le fait de voyager sur des bâtiments autorisés à porter les couleurs françaises fût de nature à produire un tel effet (1).

En même temps il adressait à sir Hardinge les instructions suivantes.

« L'attention du gouvernement de S. M. a été appelée, par les nombreux incidents survenus dans ces dernières années, sur le sérieux inconvénient occasionné à l'administration du sultanat de Zanzibar par l'octroi de la protection française aux indigènes qui ne paraissent pas qualifiés pour la recevoir...

« Le traité de 1844 exclut de cette protection toute personne non née dans les possessions ou dépendances françaises quoiqu'ils aient acquis de la terre dans ces pays, ou aient été inscrits aux registres consulaires français à Zanzibar ou à Mascate. Les officiers de l'administration du sultanat ont donc le droit de refuser de reconnaître des privilèges d'exterritorialité aux

réclamation française à se produire. Elle explique aussi — on est alors en plein incident de Fachoda, — la brutalité de l'attitude du Foreign Office.

(1) 12 novembre.

vaisseaux indigènes naviguant sous pavillon français jusqu'à ce qu'ils aient prouvé que le propriétaire est *bona fide* citoyen ou protégé français. Il ne serait pas nécessaire pour appliquer ce principe, d'aborder ou de rechercher les navires sous pavillon français, mais dans tout cas où l'administration a des raisons de penser que le pavillon a été improprement usurpé, le patron quand il débarque, sera sommé de produire ses papiers et de prouver qu'il est protégé français; s'il refuse de produire ses papiers, il sera arrêté.

« En pareille matière il serait utile pour les officiers de l'administration de se guider sur les principes de la loi de nationalité ottomane qui a été acceptée en Turquie par les puissances étrangères et peut en conséquence être considérée comme ne contenant rien de contraire à l'exercice régulier des privilèges d'exterritorialité.

« Sous cette loi, un individu né dans l'empire ottoman est présumé sujet ottoman jusqu'à ce qu'il ait prouvé qu'il n'en est pas un, *l'onus probandi* incombant, d'après la loi en question, non à l'autorité territoriale mais à l'individu réclamant le privilège d'une exemption de sa juridiction.

« On observera, en référence au traité franco-mascatais (et par conséquent en référence généralement aux traités de Zanzibar), qu'il est parlé seulement de citoyens français ou de personnes au service de citoyens français;

l'administration du sultanat peut donc refuser, comme la Porte a toujours fait, de reconnaître les Tunisiens et les indigènes des Comores comme qualifiés à bénéficier du traité. D'autant plus ce bénéfice pourrait être refusé aux individus qui ne sont pas même natifs des protectorats français, bien qu'ils aient, à telle ou telle époque, irrégulièrement reçu le statut de protégés français.

« Je vous autorise à agir, dans tous les cas qui pourront se présenter, d'après les principes indiqués dans ma présente dépêche (1). »

Les instructions données par lord Salisbury, appellent quelques observations.

En première ligne, lord Salisbury interprétant le traité de 1844, semble supposer que le texte de ce traité ne parle que de « citoyens français », ce qui limiterait forcément l'étendue de la juridiction consulaire alors qu'en réalité l'article 4 emploie le terme général de Français, impliquant évidemment les citoyens, les sujets et les protégés français, car on ne saurait comprendre que des Mascatais au service de Français, soient favorisés de certains privilèges et immunités, alors que des individus possédant le statut de sujets ou de protégés français ne le seraient pas.

D'autre part, l'exemple tiré du refus de la Porte

(1) 14 décembre 1898.

ottomane de reconnaître les Tunisiens pour des protégés français est peu fondé. Le gouvernement de Constantinople a toujours maintenu ce principe parce qu'il a une conception spéciale de la situation internationale de la Tunisie et considère ce pays comme faisant partie de l'empire ottoman. Et s'il applique les mêmes règles aux Comoriens, ce qui n'est nullement prouvé, ce serait qu'il considère également les Comores comme dépendance de la Porte. Le fait cité par lord Salisbury aurait une certaine valeur s'il s'agissait des Algériens, par exemple ; or, la Turquie n'a jamais contesté à ceux-ci la qualité de sujets français.

En outre, lord Salisbury invoque les règles de 1863 acceptées en Turquie par les puissances chrétiennes, et établissant pour les protégés étrangers la charge de faire la preuve qu'ils sont bien des protégés. Mais bien que les règles de 1863 ne comportent pas de rétroactivité, il est véritablement inadmissible de transporter à Zanzibar et d'y appliquer un régime auquel la France a donné son adhésion pour la Turquie. Si, en matière de capitulation, l'analogie est fréquemment utilisée, on ne peut y recourir dans le cas de Zanzibar et de Mascate, où les protégés des puissances ne sont pas des chrétiens mais uniquement des musulmans qui, en abandonnant leur pays d'origine et en se fixant dans les Etats d'un souverain musulman protégé par la France, sont devenus sujets de ce

prince et ont acquis de ce fait la protection française.

Il apparaît enfin que lord Salisbury recherche par des mesures d'ordre interne, l'amointrissement des privilèges et immunités garantis à la France par des actes internationaux, alors que régulièrement il eût dû, s'il appréciait que l'imprécision du statut personnel des Zanzibarites laissait la porte ouverte à des inconvénients possibles, ouvrir avec la France des négociations en vue de limiter ces inconvénients. Et si comme il écrit lui-même en 1899 à M. Herbert chargé d'affaires à Paris, « avant que le sultanat de Zanzibar vint à passer sous le protectorat de S. M. en 1890, la protection par les puissances étrangères d'individus vivant dans les Etats de S. H. était exercée sans référence à aucune règle écrite », il ne pouvait modifier cet état de choses de sa propre autorité et à l'encontre des engagements formels du gouvernement de la Grande-Bretagne en date du 5 août 1890.

Affaire de Djouma ben Mbarak (Zanzibar 1902).

Le 6 septembre 1902, le boutrier mascatais Djouma ben Mbarak, patron de boutres battant pavillon français, se trouvant à Zanzibar, était arrêté sur l'ordre du juge de la Cour britannique et à la requête d'un sujet indien, son créancier, jugé, condamné et emprisonné dans l'espace de deux ou trois heures.

M. Arthur Guy, consul de France, dès qu'il eût

connaissance de ce fait, et aussi vite que lui permit la justice expéditive du tribunal anglais, saisissait d'une réclamation M. Cave, consul général et agent de la Grande-Bretagne à Zanzibar.

« J'ai cru d'abord, écrit-il, à une erreur déjà assez désagréable en elle-même, et je vous ai signalé le fait pensant que Djouma allait être rendu à ma juridiction. Vous m'avez répondu que je n'avais établi aucune raison prouvant que Djouma pourrait alléguer cette exception d'incompétence devant le juge lui-même.

« Au cours d'une conversation que nous avons eue dans la suite, vous m'avez dit que même dans le cas où vous seriez d'avis que cet homme est protégé français, si le juge est d'avis contraire, vous ne pouvez que le laisser agir en conséquence, étendant ainsi sur le domaine administratif la compétence exclusivement judiciaire de la cour. Or, je n'ai pas besoin de vous rappeler : 1^o que le consul de France à Zanzibar n'est pas accrédité auprès de la Cour mais bien de l'Agence ; 2^o que le gouvernement français n'a pas reconnu la Cour britannique, qu'il sera d'autant plus longtemps à la reconnaître qu'elle se permettra de pareilles violations, et du droit des Etats et du droit des particuliers.

« Il eût fallu que vous vous déclariez responsable de l'acte commis par la Cour britannique. Vous vous en êtes abstenu. Mais de mon côté, sans m'arrêter devant

cette sorte d'indépendance administrative que vous accordez à la Cour britannique, je considère vos lettres et vos paroles comme autant d'approbations de l'acte du juge, et vous attribue cette responsabilité que vous évitez d'assumer.

« Je vous rappellerai donc, qu'il a toujours été admis que les boutriers, patrons et équipages, naviguant sous pavillon français sont protégés français.

« En conséquence, je proteste de la façon la plus énergique contre cette arrestation et cette condamnation (si rapides) qui constituent un manque d'égards absolu vis-à-vis du gouvernement de la République et de son représentant. En raison des protestations de Djouma, et eût-il même été dans son tort, on devait me prévenir. L'arrestation s'est produite à mon insu par des gens et au milieu de gens qui insultaient mon pays.

« Je cède devant la force, mais je réserve mes droits, et dorénavant je ne tiendrai nul compte, ni officiel, ni officieux de l'existence de la Cour britannique qui n'offre décidément pas les garanties suffisantes de bonne distribution de la justice.

« Je vais de plus signaler à mon gouvernement que la force irraisonnée employée de plus en plus à l'égard de nos ressortissants par les autorités britanniques ne me permet plus le libre exercice de mes fonctions » (1).

(1) 7 sept. 1902.

L'affaire Mbarak avait provoqué dans la population indigène une vive émotion. On imagine facilement, en effet, ce que peut être une arrestation dans les rues populeuses de Zanzibar, les rassemblements et les commentaires qu'elle provoque. Mais cet incident théâtral d'un prisonnier qui en appelle à haute voix au consul de France, frappe toujours très vivement les spectateurs. Les ressortissants français prennent aussitôt fait et cause pour lui, l'accompagnent en foule et une bagarre peut s'ensuivre. C'est à la suite de tels désordres que le juge britannique avait été amené à sévir contre notre protégé Djouma avec une rapidité et une vigueur destinées à impressionner la population qui attendait devant le palais de justice.

De son côté, notre consul dut organiser une mise en scène analogue. Suivi de tous les protégés français et sujets Comoriens, il se rendit à la prison et fit relaxer Djouma après avoir fourni caution pour lui.

Mais l'incident qui se terminait ainsi aux yeux des indigènes d'une manière favorable à la France comportait au contraire des conséquences juridiques très dangereuses pour nous.

D'après la procédure employée à l'égard de Djouma et les déclarations faites par l'agent anglais à M. Arthur Guy, il paraît établi :

1^o Que le fait de commander un navire battant pavillon français ne constitue pas, aux yeux des Anglais,

un titre à la protection française à terre. Cette conséquence est conforme aux instructions de lord Salisbury, en 1898 ;

2^o Que le protégé français, inculpé sous un motif quelconque, doit faire la preuve de sa qualité à l'autorité territoriale, lui-même et sans l'intervention de son consul, et que cette autorité reste libre de son appréciation (nous écartons sans discussion la prétention de l'autorité territoriale de se diviser en pouvoirs indépendants dont l'un peut être tenu au respect des traités internationaux, tandis que l'autre ne l'est pas). Cette dernière conséquence est d'une gravité exceptionnelle. Nous avons vu en effet, lors de l'affaire de Sélim ben Seïf, le gouvernement du protectorat faire appel au consul de France et lui demander des justifications sur l'acquisition de la protection par cet indigène. Aujourd'hui, on n'avertit même pas le consul dont un indigène se réclame, et on dit à cet indigène : « Vos papiers français ne constituent pas une preuve ; les registres du consulat n'ont également pour nous aucune efficacité propre, aussi nous n'en demandons pas communication ; les affirmations du consul français étant sujettes à caution ne peuvent rien en votre faveur. Maintenant faites la démonstration que vous êtes protégé français ; et quand vous l'aurez faite, je demeurerai juge du cas ». Voilà la situation intolérable que

créait à nos ressortissants de Zanzibar l'application des instructions de lord Salisbury.

Sur le premier point comme sur le second, le consul de France faisait à nouveau, le 15 septembre, après la libération de Djouma, des représentations formelles à l'agent anglais.

« Le propriétaire d'une embarcation naviguant sous pavillon français est, d'après l'acte de Bruxelles et d'après nos lois, Français; son patron et ses hommes sont considérés comme étant au service de Français et doivent, par conséquent, jouir des avantages que leur accorde le traité de Mascate. Djouma ben Mbarak est non seulement patron mais propriétaire de son boutre. Cela exprime qu'il a été considéré comme Français par les autorités qui l'ont armé ». Et la puissance territoriale, quelle qu'elle soit, n'a pas à vérifier ni contester cette nationalité présumée.

Quant à la preuve à faire par nos protégés de la validité de leur droit à ce titre, M. Guy constatait que la juridiction territoriale se substituait abusivement à l'autorité française, et que le consul de France seul n'avait pas voix au chapitre dans une question relevant si évidemment de sa compétence.

Remarquons, en outre, que dans cette affaire Djouma il s'agit d'un sujet mascatais. M. Cave reconnaît ce fait dans une réponse au consul de France quand il déclare « qu'il serait très obligé à M. Guy s'il

était assez bon pour l'informer de quelle manière un indigène de Sour en Arabie a été autorisé à naviguer sous le pavillon français (1) ». Et cela a son importance ; car en s'instituant juge du bien-fondé de la protection accordée par la France à un indigène musulman étranger de passage à Zanzibar, l'autorité territoriale de ce pays reconnaît implicitement la réalité du principe que nous avons établi au début de ce chapitre, à savoir l'incertitude du statut des indigènes des Etats musulmans de la mer des Indes, et l'acquisition immédiate de la nationalité sur le territoire de ces Etats.

A Mascate la question des protégés prenait un caractère aigu dès 1897.

Avant cette époque, la pression exercée par l'agent anglais sur le sultan avait été adroitement combattue par M. Ottavi, et Seyyid Feysal semblait décidé à ne prendre à l'égard de nos boutriers des mesures de rigueur que sur des ordres écrits du gouvernement indien. Voici à cet égard une lettre qu'il adressait au colonel Mockler (non datée) :

« La communication verbale que vous nous avez fait faire par votre drogman El Hadj Dervish nous est parvenue et nous en avons compris le sens. Le gouvernement anglo-indien désire que nous enlevions les pa-

(1) 15 septembre.

villons français aux boutres de Sour parce que ces boutres les ont obtenus d'une manière irrégulière. Nous répondons que le gouvernement sait que nous n'acceptons pas ce qu'il considère comme irrégulier ; mais il n'ignore pas ce qu'est la puissance dont il est question. Nous ne demandons pas mieux que de faire tous nos efforts pour satisfaire aux désirs du gouvernement anglo-indien dans la mesure de nos forces et de nos moyens, comme nous l'imposent les obligations et les devoirs de l'amitié étroite qui nous unit à lui. Quant à ce qui est au-dessus de notre pouvoir et de notre capacité et que nous estimons dangereux, le gouvernement anglo-indien ne saurait désirer, dans la bienveillance qu'il nous a toujours témoignée, ce qui peut nous être nuisible. »

Le 4 mai 1897, le commandant Hoskyns, du croiseur anglais *Blonde*, signalait à l'amiral Rawson, sur la foi d'un interprète indigène nommé Dahome, que 38 boutres avaient changé leur nationalité mascataise pour la nationalité française au consulat de Zanzibar et obtenu la permission de porter de soi-disant passagers. Et cette nouvelle donnait à l'officier britannique « des raisons de croire, *bien qu'il n'en eût aucune preuve*, que la traite se fait entièrement sous pavillon français. »

En conséquence, l'agent britannique à Mascate fut chargé d'exiger de l'Iman le respect du traité

de 1873 qui l'oblige à contribuer de tout son pouvoir à la répression de la traite. Le fait, par lui, de laisser ses sujets rechercher le pavillon français pour se livrer impunément à ce trafic illicite et se soustraire aux investigations des croiseurs britanniques constituait un grave manquement à ses engagements.

Le 27 mai, Séyyid Feysal faisait remettre à M. Ottavi, une protestation contre la délivrance par les autorités françaises à Aden et en Afrique de pavillons français aux Omanis.

« J'ai l'honneur d'informer V. E., écrivait M. Ottavi à M. Hanotaux (1), que le sultan m'a écrit à la date du 27 mai, pendant mon absence de Mascate (j'ai trouvé cette lettre au vice-consulat en rentrant de Sour) pour demander que la protection française accordée aux boutriers originaires de Sour ou de l'Oman leur soit retirée, ainsi que l'autorisation de naviguer sous pavillon français. S. H. allègue que la protection et le droit au pavillon français sont accordés à nos boutriers contrairement aux usages.

« Au cours d'un long entretien que j'ai eu aussitôt avec Seyyid Feysal, je lui ai déclaré que la protection accordée à nos boutriers originaires de Sour ou d'ailleurs ne saurait leur être retirée. « Depuis de longues

(1) 30 juin 1897.

années, ai-je dit à S. H. il y a parmi les Arabes qui fréquentent nos colonies de l'océan Indien, des boutriers qui y élisent domicile, y acquièrent notre protection et le droit d'arborer nos couleurs. Aucun de vos prédécesseurs, ni à Mascate ni à Zanzibar, n'a protesté et n'avait à protester contre cette situation légitime et conforme aux règlements. Depuis trois ans que je suis ici, les boutres arabes français sont soumis à la juridiction du vice-consulat de France ; j'ai poursuivi, conformément aux lois françaises, deux de ces boutres soupçonnés de s'être livrés à la traite et qui seront jugés par la Cour de la Réunion ; j'ai, sur votre demande officielle, défendu à nos boutres de se rendre à Dofar dont vous avez proclamé le blocus ; je suis allé deux années de suite sur l'ordre de mon gouvernement, surveiller ces boutres à Sour, et ce n'est que d'aujourd'hui que vous trouvez « contraire à l'usage » une situation qui dure depuis tant d'années, qui existait bien avant que vous ne fussiez sultan.

« J'ai cru aussi devoir rappeler à S. H. que ce n'était pas nous qui invitations les Arabes de Sour ou d'ailleurs à venir dans nos colonies, mais qu'ils étaient poussés à le faire par leur propre intérêt et que c'étaient eux qui sollicitaient avec instance notre protection qu'ils n'obtenaient pas toujours.

« Le sultan a reconnu qu'il redoutait surtout des difficultés avec le gouvernement anglo-indien, à propos

du traité de 1873 qui autorise les officiers de la marine de guerre britannique à visiter les boutres arabes et à capturer ceux qui font la traite. « Je crains, a ajouté S. H. que les Anglais qui n'ont pas le droit de visite sur vos boutres, alors que ces boutres appartiennent effectivement à des Arabes originaires de nos Etats, ne me rendent responsable de cette situation. »

« J'ai constaté, d'autre part, ajoutait le consul français, que les autorités coloniales et consulaires de l'océan Indien n'accordent des titres de navigation sous pavillons français ou ne les renouvellent qu'à ceux des boutriers arabes qui y ont des droits effectifs. Quant à moi, je me suis imposé la règle de ne pas accorder de titre de navigation à Mascate ou à Sour. »

Le gouvernement français ne crut pas devoir donner de suite à la réclamation de Seyyid Feysal.

L'agent britannique insista de nouveau auprès du sultan. On remarquera, dans la lettre suivante, que le major Fagan évite de donner au sultan des ordres impérieux qui pourraient motiver des représentations de la France, basées sur les déclarations de 1862 et de 1890 ; il semble répondre à une demande de conseil qui aurait été faite par Seyyid Feysal. Cette consultation juridique, en date du 18 octobre 1897, est la première pièce écrite sur cette affaire, remise par les autorités britanniques à l'Iman, et parvenue aux mains de M. Ottavi :

« Suivant le désir de mon gouvernement, je vous informe que l'usage du pavillon français par vos sujets à leur retour sur le territoire ou dans les eaux de Mascate, ne peut avoir aucun effet vis-à-vis de V. H. quels que soient le pavillon ou les papiers qu'ils peuvent avoir acceptés et que, en conséquence, V. H., peut en toute sécurité maintenir, de quelque façon que ce soit, sa juridiction dans ses propres eaux, sur ses sujets qui ont obtenu le pavillon français.

« Je dois ajouter que l'affirmation par la France du droit de protection sur les sujets de Mascate dans les eaux de Mascate, irait à l'encontre de la déclaration franco-anglaise de 1862, par laquelle les deux gouvernements se sont engagés réciproquement à respecter l'indépendance de V. H. »

Ce document révèle les projets britanniques. Autorisée en vertu du traité de 1873 à faire la police des eaux territoriales de Mascate, l'Angleterre revendique la faculté de visiter, dans ces eaux, les navires battant pavillon français. C'est la thèse déjà soutenue à la côte orientale d'Afrique. Il est à supposer que le gouvernement indien n'avait pas été tenu au courant de l'avortement des prétentions identiques du gouvernement du protectorat à Zanzibar.

Le 25 octobre, Seyyid Feysal renouvelait sa protestation auprès de M. Ottavi, encore sans succès.

M. Fagau parle alors très clair (7 janvier 1898) :

« Le gouvernement des Indes m'autorise à vous dire que l'usage du pavillon français par vos sujets à leur retour en territoire ou dans les eaux de Mascate, ne peut avoir aucun effet à votre rencontre, et que la revendication par la France du droit de protection sur les sujets de Mascate, dans les eaux de Mascate, équivaldrait certainement à une infraction à la déclaration franco-anglaise de 1862.

« Vous savez que vos sujets de Sour ont pris avantage de l'incertitude, en ce qui concerne leurs statuts, pour importer des esclaves dans leur territoire sous le couvert du pavillon français. Comme le traité de 1873 vous oblige à mettre fin à ce trafic, je vous serais reconnaissant de me mettre à même d'informer mon gouvernement des dispositions prises par V. H. pour appliquer vos droits souverains à ceux de vos sujets qui font ce trafic illicite sous pavillon français, en vue de remplir les obligations de votre traité. »

Les deux notes de M. Fagan, on le voit, contestent de la façon la plus formelle à la France tout droit d'accorder sa protection à des sujets mascatais. Le point de vue britannique est désormais bien établi et va développer ses conséquences logiques. Ici, comme à Zanzibar, les agents anglais n'admettent ni la possession d'état, bien que le major Fagan parle de « l'incertitude des statuts » des gens de Sour, ni la présomption de nationalité découlant pour un boutrier de l'usage des

couleurs françaises. Une nouvelle réclamation du sultan fut remise le 10 janvier 1898 au consulat de France.

Vers cette époque, les autorités anglaises de l'Afrique orientale prirent certaines mesures d'apparence dirigées contre la traite, mais destinées, en réalité, à entraver les opérations commerciales de nos boutriers. Elles interdirent aux bâtiments indigènes se dirigeant sur l'Arabie ou le golfe Persique d'atterrir en cours de route, à certains points de régions soumises au protectorat britannique et notamment à Pemba. M. Geoffray, chargé d'affaires de France à Londres, fit remarquer à ce propos à sir Francis Bertie (1), conformément aux stipulations du traité de 1844, « que ces prescriptions ne sauraient être applicables à notre pavillon dans les limites des Etats du sultan de Zanzibar. » En même temps il signalait au sous-secrétaire d'État du Foreign Office l'attitude de l'agent britannique à Zanzibar « peu conforme à la lettre et à l'esprit de la déclaration de 1862 », et il ajoutait qu'il paraissait difficile de concevoir comment l'usage modéré d'une prérogative qui est de droit commun pour ainsi dire dans un pays de juridiction, pourrait porter atteinte à la prérogative du sultan... ».

Au début de l'année suivante, se produisait l'incident du dépôt de charbon. L'ultimatum remis à Sey-

(1) M. Geoffray à M. Hanotaux, 11 mai 1898.

yid Feysal par le résident de Bender-Bouchir, le 9 février 1899, contient une injonction formelle d'avoir à retirer le pavillon français à nos boutres.

« J'ai également reçu l'ordre d'informer V. H. qu'il convient que des ordres soient donnés pour que vos sujets emploient le pavillon spécial à Mascate, afin qu'il ne soit pas porté atteinte à vos droits. Après avoir donné les ordres susdits, il convient que V. H. publie que les officiers d'une puissance étrangère qui concéderaient le pavillon de cette puissance et s'arrogeraient le droit d'accorder leur protection à des sujets de V. H. dans vos Etats, exciteraient ces sujets à la révolte contre leur souverain, et que, si ces excitations à la révolte provenaient des officiers du gouvernement français, elles seraient, en outre, en violation de la convention conclue entre le gouvernement français et le gouvernement anglais pour le maintien de l'indépendance du sultanat. »

A la suite de cet incident, le gouvernement britannique cessant de faire son truchement du sultan de Mascate, se décide à agir directement auprès du gouvernement français. Le 5 août 1899, d'ordre de son gouvernement, le chargé d'affaires de la Grande-Bretagne à Paris déclarait à M. Delcassé, que la délivrance à des boutres de Sour du pavillon français « ne semble guère défendable au gouvernement de S. M., *attendu qu'elle est incompatible*

avec les engagements pris par le gouvernement français de respecter et maintenir l'indépendance du sultan de Mascate. »

Dès ce moment, le gouvernement britannique est décidé à pousser les choses rapidement et à en finir avec cette irritante question boutrière qui demeurerait pour lui, à Mascate, même après l'éclat donné à sa récente et brutale intervention, le principal obstacle à l'établissement incontesté de son hégémonie sur ce pays.

L'influence de M. Ottavi sur le sultan était restée intacte, même après l'affaire du dépôt de charbon, et notre consul avait su habilement représenter à Seyyid Feysal, les regrets exprimés par le cabinet de Londres au cabinet de Paris, comme la preuve que le gouvernement britannique ne soutenait pas toutes les entreprises des agents indiens ; en outre il réussissait à faire écarter les mesures violentes conseillées par les Anglais à l'égard de nos boutriers.

Mais il restait la question du subside zanzibarite que le gouvernement indien avait cessé de payer depuis le mois de décembre 1898, et dont le résident de Bouchir avait annoncé, dans son ultimatum, la suspension « jusqu'à ce que Seyyid Feysal répondit qu'il satisfait à ses demandes », et même la suppression définitive « s'il persistait dans une attitude antiamicale. »

Le budget du consulat de Mascate ne permettait pas à M. Ottavi de remplacer pour le sultan, les 96.000 rou-

pies que ne lui versait plus par strictes mensualités l'agent britannique. Pendant toute l'année 1899, Sey-yid Feysal se résigna aux modestes ressources de son budget. Enfin, au début de 1900, il céda à la pression britannique.

« Le 8 de ce mois, écrit M. Ottavi à M. Delcassé, en février 1900, j'ai eu avec le sultan, sur sa demande, une entrevue au cours de laquelle S. H. m'a dit en résumé :

« Il faudrait enfin que vous retiriez leur pavillon à vos boutres ; si vous n'y consentez, les Anglais agiront. Vous savez ce qu'ils m'ont fait, à cause de vous. Vous ne les avez pas empêchés. De nouveaux dangers me menacent. Les agents britanniques emploieront encore la violence et vous ne les arrêterez pas plus que la première fois : qu'il n'y ait plus de boutres français et je serai délivré de toutes difficultés. Car c'est à cause des boutres français seulement que le gouvernement indien veut m'imposer ses conseils et son contrôle, afin de me faire prendre et de prendre avec moi les mesures nécessaires pour supprimer vos protégés.

« Il échappa ensuite au sultan de dire en outre, que c'était à cause de nous qu'il n'avait pas encore touché les arrérages pendant dix mois de la redevance zanzibarite, et il ajouta : « Avez-vous oublié ce que le rési-

dent de Bender Bouchir m'a écrit il y a un an au sujet de nos protégés, *au nom de son gouvernement ?* »

« Il s'agit de l'ultimatum adressé par le colonel Meade au sultan, le 9 février de l'année dernière, dans lequel cet agent dit à S. H. de publier que nos boutriers sont des rebelles et que les agents français qui leur donnent le pavillon sont des fauteurs de révolte !

« Je sais de source sûre que, l'avant-veille même de son entretien avec moi, le sultan avait exposé au capitaine Cox ses besoins d'argent et l'avait prié d'insister auprès de son gouvernement, pour en obtenir l'ordre de payer les arrérages de la redevance zanzibarite de décembre à octobre dernier, soit 72.000 roupies ou près de 125.000 fr. Et le capitaine Cox, après avoir protesté de ses bonnes intentions et de ses efforts, avait fait comprendre à S.H., que c'était de nos boutriers que venait tout le mal, et qu'elle se rendrait agréable au gouvernement indien en agissant contre eux. »

Dès qu'il fut en possession de cette lettre, M. Delcassé chargea M. Cambon, notre ambassadeur à Londres, de présenter des observations à lord Salisbury, sur le danger de l'attitude de ses agents.

Au cours d'un entretien qu'il accorda à notre ambassadeur, le premier ministre (1) répondit à M. Cambon, qu'il ignorait absolument que le

(1) M. Paul Cambon à M. Delcassé, 10 avril 1900.

consul anglais à Mascate fût intervenu au sujet des boutres et qu'il se renseignerait. Puis, abordant la question au fond, il demandait à notre ambassadeur en vertu de quel droit ces boutres portaient le pavillon français et s'il existait entre le sultan de Mascate et la France, un traité autorisant nos agents à donner la nationalité française à des embarcations indigènes. Le représentant du gouvernement français fit valoir que ce droit était traditionnel et avait le même caractère que le droit de protection dans les pays de capitulation.

Le seul point qui nous préoccupe, dit alors le marquis, c'est la traite. On dit que ces boutres s'y livrent à l'abri du pavillon français, et c'est sans doute la raison des inquiétudes de nos consuls. M. Cambon défendit nos boutriers. « En tout cas, ajouta-t-il, si vous n'avez de souci qu'au sujet de la traite, c'est avec nous qu'il faut traiter la question, et ce n'est pas avec le sultan de Mascate. » Le premier ministre en convint.

Cependant à Mascate, les incidents se précipitaient : le consul indien, major Cox, décidait le sultan à se rendre à Sour, pour y exercer une pression directe sur les habitants, en vue de leur faire rendre leurs papiers et leurs pavillons. Le sultan s'embarqua à destination de cette ville au début de juin, à bord du croiseur *Sphinx*, et accompagné du consul anglais qui lui prêtait ostensiblement en l'occurrence son concours destiné à impressionner les Souriens.

Averti télégraphiquement, M. Delcassé fit faire par M. Cambon, une démarche pressante auprès de lord Salisbury.

« J'ai communiqué à lord Salisbury, écrit notre ambassadeur, le 12 juin 1900, les informations de notre consul à Mascate, sur le départ pour Sour, à bord d'une canonnière anglaise, du sultan Seyyid Feysal, et je lui ai fait part des suppositions que ce voyage avait fait naître.

« Qui a pu dire que le sultan allait à Sour pour intimer aux boutres français, l'ordre d'amener leur pavillon », m'a répondu le premier ministre avec une certaine vivacité.

« Il a ajouté qu'à deux reprises, le consul anglais à Mascate avait été interrogé par le Foreign Office, sur cette question du pavillon des boutres et qu'à deux reprises, il aurait répondu que le consul anglais à Mascate n'avait jamais fait la moindre démarche auprès du sultan pour l'engager à supprimer le pavillon français.

« J'ai fait observer au premier ministre, que nous n'avions jamais accusé le consul anglais, mais qu'il nous était revenu de source sûre, que le résident de Bouchir avait écrit au sultan de Mascate, pour l'inviter à faire rentrer tous les boutres dans sa juridiction.

« Il faudrait fournir la preuve d'une telle ingérence, a repris lord Salisbury, et je vais interroger le résident

de Bouchir à ce sujet. Ses préoccupations viennent sans doute de ce que vous n'avez pas dans les eaux de Mascate de navire de guerre pouvant surveiller la traite, et que les boutres à l'abri du pavillon français peuvent se rir de la surveillance des bâtiments anglais. La question se résume ainsi : Vous n'avez pas le droit de laisser arborer des couleurs françaises pour faire la traite, et si l'on en abuse, nous n'avons pas le droit d'obliger les boutres à amener le pavillon français. »

« J'ai répondu au premier ministre, qu'en ce qui nous concernait, nous prenions en ce moment, les mesures nécessaires pour empêcher l'abus de notre pavillon (1), que nous revisions les titres des boutres, et que nous étions décidés à ne maintenir sous notre juridiction que ceux que nous trouverions nantis de titres réguliers et dont nous pouvons surveiller le trafic.

« Lord Salisbury m'a paru trouver cette solution suffisante et il m'a rassuré sur les projets prêtés au sultan.

« Sir Thomas Sanderson que j'ai vu quelques instants après, et à qui j'ai fait part de mon entretien avec le premier ministre, m'a dit qu'après les avertissements donnés au consul anglais à Mascate, il n'y avait pas lieu de craindre une ingérence intempestive contre les boutres français. »

(1) M. Cambon paraît assez mal informé du luxe de précautions pris par nos agents dans la mer des Indes touchant l'octroi de nos pavillons et la surveillance des boutres francisés.

En fait, les « avertissements » du Foreign Office avaient bien peu d'effet sur le major Cox, sans doute pour la raison qu'avant de l'atteindre, ils passaient par Calcutta et Bouchir.

Le 15 juin 1900, le sultan faisait afficher à Sour l'édit suivant :

« J'avertis mes sujets parce qu'ils ne comprennent pas l'importance de l'acte de prendre des pavillons et des patentes d'une puissance étrangère, ni l'acte d'en faire usage, alors que leur protection est douteuse. Ce qui a eu lieu dans le passé ne doit pas se produire à l'avenir. Comprenez donc que ces actes sont contraires aux droits, ainsi qu'à la conduite de sujets, et sachez que je ne reconnais pas dans mes Etats, les pavillons et les patentes, et que je ne permets pas de les prendre, à partir d'aujourd'hui, sans permission et autorisation écrite de ma part, conformément au traité en vigueur entre moi et les puissances étrangères, et ce, afin que nul n'en ignore. Salut ! SEYYID FEYSAL. »

En outre, aidé de M. Cox, Seyyid Feysal exigeait de nos boutriers la restitution de leurs titres. Trois boutriers seulement accédèrent à cette dernière injonction, mais nos protégés intimidés par la présence des navires anglais et le langage comminatoire du sultan, signèrent un engagement collectif par lequel ils renonçaient à la protection française. Le sultan envoya à M. Ottavi les

trois patentes qu'il avait prises, mais le consul français refusa de les recevoir.

Aussitôt après le départ du sultan, considérant qu'une promesse obtenue par la violence ne les liait pas, les Souris mirent leurs boutres à la voile et se rendirent à Mascate, où, étant descendus, ils allèrent trouver M. Ottavi pour le prier de renouveler leurs titres de navigation. Chaque boutrier remit en outre au consul de France une protestation motivée, où il exposait son cas spécial et ses droits à la protection française, et concluait par cette formule :

« Et à présent, nous prions le gouvernement français de nous donner une protection forte, telle que personne ne nous fasse opposition, ni sur terre, ni sur mer, ni dans nos personnes, ni dans notre avoir, ni dans ce qui nous concerne. S'il nous arrive quelque chose, c'est à vous et au gouvernement français que nous nous adresserons. Et notre protection, vous la renouvellez toujours. »

Les rigueurs injustifiées et les actes hostiles de Seyyid Feysal ne pouvaient être tolérés. Un navire de guerre, le *Catinat*, reçut l'ordre de se rendre dans les eaux d'Oman. Le sultan rendit les trois titres de navigation confisqués à Sour et le samedi 24 novembre, il promettait au commandant Kiéssel, chef de notre division navale de l'océan Indien, en présence de notre consul, de ne plus molester à l'avenir nos nationaux.

Mais Seyyid Feysal avait bien mérité du gouvernement indien ; le subside Zanzibarite lui était payé en octobre 1900.

Dans cette affaire, nous avons fermement soutenu notre position juridique. En refusant de recevoir les trois permis arrachés à des protégés français par les menaces du sultan de Mascate, et en renouvelant, suivant l'usage, les patentes de navigation des boutres mascatais francisés, en dépit de l'édit du 15 juin 1900, M. Ottavi avait entendu marquer d'une manière absolument précise que la loi territoriale ne pouvait avoir contre nos ressortissants des conséquences incompatibles avec les garanties du traité de 1844.

Le gouvernement de Londres avait d'autre part reconnu le caractère abusif de l'intervention des agents indiens, contraire à l'esprit et à la lettre des engagements de 1862. Sur le fond, il avait admis que la question des protégés français ne pouvait recevoir de solution par le fait du gouvernement mascatais, et lord Salisbury, au cours d'un entretien avec notre ambassadeur, le 26 juin 1900, peu après la visite du sultan à Sour, semblait admettre la solution de M. Cambon, que « c'était une affaire à résoudre avec le temps. »

En réalité, le cabinet britannique, engagé à ce moment dans la guerre du Transvaal se trouvait peu soucieux de voir surgir de nouvelles difficultés extérieures, en soutenant les agissements agressifs des agents indiens

contre la France, et nous en profitons pour nous montrer très énergiques.

L'arrivée de lord Lansdowne au Foreign Office modifia la situation dans un sens défavorable pour nous. Il est à présumer que l'ancien vice-roi des Indes laissa carte blanche aux agents indiens; ce qui est certain, c'est qu'il obtenait de M. Delcassé, au début de 1901, le rappel de M. Ottavi, tandis que le major Cox demeurait en fonctions à Mascate.

Cette même année 1901, au retour des boutres, le sultan Seyyid Feysal se rendit de nouveau à Sour à l'instigation du capitaine Cox. Le consul de France n'avait pas encore quitté cette ville, et sa présence ainsi que les menaces des Arabes obligèrent le sultan à repartir précipitamment sans avoir pu exercer une nouvelle tentative d'intimidation sur nos protégés. Toutefois il était à peine rentré à Mascate que son premier ministre, « qui paraît recevoir comme le sultan une pension du gouvernement de l'Inde (1) », écrivait aux notables de Sour pour leur annoncer que le navire français *Drôme*, qui s'était rendu dans les eaux de l'Oman pour assurer l'exécution des prescriptions de l'acte de Bruxelles, était parti et que le consul de France avait été rappelé par son gouvernement sur la demande du sultan et du consul anglais. Il ajoutait

(1) Note laissée par l'ambassadeur français à lord Lansdowne, le 14 août 1901.

que le sultan reviendrait bientôt avec le capitaine Cox sur un navire anglais et que tous les boutriers devraient alors rendre leurs patentes de protection française, que si les notables ne les obligeaient pas à se soumettre au sultan, toute la population de Sour en serait punie, car le sultan ferait élever un mur du côté où les caravanes entrent dans la ville et y placerait des officiers de douanes britanniques qui percevraient un droit d'entrée ; les privilèges commerciaux de Sour seraient ainsi supprimés. Afin sans doute de donner plus de poids à ces injonctions, le sultan portait à 100 hommes la garnison du fort de Sour qui est ordinairement de 30.

Les notables de Sour ne se laissèrent pas convaincre, et une fois de plus les efforts du sultan pour porter atteinte à nos droits restèrent sans effet.

Mais, dès ce moment, les négociations sont ouvertes entre les deux gouvernements de France et de Grande-Bretagne pour le règlement de la question des protégés français.

Dans une communication à lord Lansdowne, le 14 août 1901, M. Paul Cambon déclarait qu'« eu égard au respect des usages et des situations acquises qui a toujours complété la lettre des traités dans les pays de capitulation, le gouvernement français ne saurait d'ailleurs se considérer comme justifié à retirer son pavillon à un Mascatais ayant déjà la possession de protégé français », à moins de motifs sérieux ou in-

dépendants des conditions dans lesquelles la patente de protection a été accordée et dont la France est seule juge.

Ainsi, notre point de vue ne s'est pas modifié. Nous n'entendons pas discuter avec le gouvernement britannique, la question même des protégés français pour laquelle notre droit interne, le traité franco-mascatais et l'usage sont souverains. Mais nous acceptons pour rassurer les appréhensions anglaises au sujet de l'utilisation possible de notre pavillon par des négriers, de vérifier si certains protégés français qui ont reçu des patentes de navigation pour leurs boutres, et en particulier nos protégés de Sour, offrent bien les garanties requises par notre législation et l'acte de Bruxelles.

« Le département des Affaires étrangères a insisté tant auprès des consuls français que de l'administration coloniale sur la nécessité de ne renouveler les permis de navigation en cours ou d'en délivrer de nouveaux que dans les conditions les plus strictement régulières, en conformité notamment avec les articles 32 et suivants de l'acte général de Bruxelles » (1).

On le voit, la question des protégés français, soulevée à Mascate par les agents anglo-indiens, retourne insensiblement à Londres à la vieille controverse au sujet de la pratique de la francisation des boutres indigènes.

(1) Note de M. Cambon, 14 août 1901.

Dans l'Oman, au contraire, le gouvernement indien n'a pas cessé de dénier à la France le droit d'exercer sa protection à terre et dans les eaux territoriales de Mascate sur des sujets mascatais ; et c'est ici que la question va bientôt s'envenimer.

Dans des communications remises à Seyyid Feysal, les 14 et 23 janvier 1902, en présence des officiers du croiseur *Catinat*, M. Laronce, consul de France, faisait part au sultan du mécontentement qu'éprouvait le gouvernement français de sa manière d'agir à l'égard de nos protégés souriens, et affirmait son droit de juridiction. Il déclarait en outre, d'après des ordres de M. Delcassé, « que le gouvernement avait la plus ferme intention de maintenir l'irrévocable état de choses susmentionné, c'est-à-dire le maintien de nos sujets sous notre juridiction, et la sauvegarde de la dignité de notre pavillon, que depuis longtemps vos nobles ancêtres ont honoré et respecté ».

Le 11 février 1902, sur les instructions du gouvernement indien, le major Cox adressait à M. Laronce une protestation « contre l'assertion de la prétention par la France d'exercer sa juridiction sur le territoire de Mascate et dans les eaux territoriales, sur certains sujets omanis, nés et domiciliés dans les Etats de S. H. auxquels des pavillons français et des titres de navigation ont été conférés par des officiers du gouvernement français. » Le 5 mars il écrivait encore à notre consul :

« J'apprends que vous êtes sur le point de quitter Mascate pour Sour sur le vaisseau de guerre *Catinat* et je saisis cette occasion pour vous demander, avant votre départ, si vous êtes en mesure de me donner une réponse au sujet de la communication que vous avez faite au gouvernement de la République, selon votre lettre du 14 février en réponse à mes protestations.

« Je suis d'autant plus fondé à vous poser cette question que S. H. le sultan m'informe que vous et le commandant Kiésel lui auriez donné à entendre, hier, que vous étiez autorisé, en visitant Sour, à maintenir sous votre juridiction les sujets de l'Oman, propriétaires de boutres battant pavillon français et dont le sultan a la juridiction absolue sur son territoire, ou que vous auriez tenu des propos équivalents.

« Comme vous êtes informé des engagements qui intéressent le gouvernement de S. M. à prendre part à cette importante question et comme suite à nos précédentes correspondances, j'aimerais à lui donner connaissance de toute communication que vous voudrez bien me faire à ce sujet. »

D'autre part, dès cette même année, le consul britannique contestait notre juridiction, non plus en théorie, mais dans les faits.

Un protégé français, Sélim ben Mohammed, patron de boutre, étant mort à Suweick, M. Laronce demanda

au sultan d'aviser son vali à Surweick d'avoir à prendre des mesures conservatoires par autorisation du consul de France, à l'égard des biens du décédé. M. Cox intervint pour empêcher le sultan de donner cet ordre qui eût constitué à la vérité une complète reconnaissance de nos droits. M. Laronce dut se rendre lui-même à Surweick pour assumer l'administration des biens de Sélim.

Le gouvernement indien paraît, en 1902, assez inquiet de la tournure que prennent les choses dans l'Oman. Les gens de Sour se rattachent de plus en plus fortement à la protection française et paraissent ne plus vouloir se soucier de Seyyid Feysal. Le sultan fit partir un boutre armé en guerre pour les ramener dans l'obéissance de son vali ; mais les soldats omanis, à peine débarqués, étaient gagnés par les cheikhs et reprenaient la mer. Au cours de cette expédition, un boutre français essuya des coups de feu ; le consul de France réclama pour son protégé une indemnité de 1.500 dollars.

Les événements vont se précipiter. Au début de 1903, le major Cox fit réclamer au consul français par Seyyid Feysal, une liste des boutriers français de l'Imanat immatriculés au consulat de Mascate. La délivrance d'une telle liste eût admis le sultan à un contrôle inadmissible de nos ressortissants, et entraîné forcément une demande d'explications de la part de

l'autorité territoriale. L'agent anglais n'aurait pas manqué de critiquer la délivrance de certains permis de navigation et de prétendre que le gouvernement français avait été induit en erreur sur la nationalité réelle des patrons de boutres autorisés à battre pavillon français. C'était la porte ouverte à des contestations sans fin. Notre consul, M. Dorville, refusa.

Au mois de mars 1903, un boutre français, le *Fath el Kheir*, entra en collision avec un boutre marseillais dans le port de Debaï ; le boutre français coulait aussitôt. M. Dorville, prenant les intérêts du patron du boutre, Ali ben Sélim, réclama à la justice territoriale une indemnité pour son ressortissant. Ce fut M. Cox qui lui répondit que la chose était impossible. En même temps, il réclamait au consul français, directement cette fois, une liste de nos boutriers.

Cette incroyable ingérence ne pouvait être admise :

« Je suis fort étonné, écrit M. Dorville à M. Cox, le 10 avril, de voir qu'une réclamation adressée par un protégé français à un sujet de S. H. puisse intéresser en quoi que ce soit le consulat de S. M. B. et que l'indépendance des Etats du sultan s'en trouve par là menacée.

« Quant à la liste que vous demandez, je regrette, Monsieur le Consul, de ne pouvoir vous la fournir, n'ayant pas d'instructions à cet égard. »

Cette intervention de M. Cox à propos de la perte

du *Fath el Kheir* et de la liste des protégés, était peu de chose auprès de la violation éclatante et de la souveraineté du sultan, et des droits de la France, qu'il va se permettre maintenant.

Le 8 avril 1903, le steamer britannique *Chinwara*, de Bombay, arrivait à Mascate, ayant à son bord, entre autres passagers, cinq Arabes, tous natifs et résidents de Sour. Bombay étant pestiférée, les passagers furent soumis aux prescriptions de quarantaine du sultan de Mascate.

Deux Souriens, passagers de pont, furent dirigés sur le lazaret d'Haramal, à 13 milles de Mascate.

Les trois autres, protégés français et passagers de 2^e classe, furent enjoins par le médecin britannique, officier de santé du sultan, de demeurer sur le rivage, avec obligation de se présenter tous les jours, jusqu'à nouvel ordre, à l'hôpital, pour y être visités.

Le 9 avril, les trois Souriens, protégés français, allèrent à l'hôpital, et après la visite, ils dirent à Ali Selman, surintendant de quarantaine du sultan : Nous voulons nous en aller aujourd'hui. — Attendez à demain, leur répondit Ali, vous verrez si le docteur veut vous laisser vous en aller un jour ou deux en avance.

Mais les trois hommes ayant frété un *badan*, petite embarcation mascataise, faisaient voile dans la nuit pour Sour, en compagnie d'un arabe et de deux ascaris, outre le patron et l'équipage. Le bateau ne navi-

guait pas sous pavillon français, il appartenait à un sujet mascatais de Taiwi, port d'Oman, entre Mascate et Sour.

Le 10, vers huit heures du matin, les deux passagers internés au lazaret d'Haramal quittèrent la station de quarantaine et rejoignirent le *badan* à Bender Jisseh, à 7 milles de Mascate.

La double évasion fut connue en même temps dans la matinée du 10. Elle constituait une infraction caractérisée aux règlements sanitaires du sultan.

Le major Cox se rendit aussitôt auprès de Seyyid Feysal, et se mit à sa disposition pour l'aider à rechercher les délinquants. Le sultan ayant accepté, un canot à vapeur du *Perseus*, stationnaire anglais, partit à la poursuite des fugitifs; il atteignait le *badan* près de Ras Abou Daoud.

Les cinq Souriens furent arrêtés, tandis que le *badan* était laissé libre de continuer sa route avec les autres passagers.

Jusqu'ici, le seul fait anormal consiste dans l'initiative du consul d'Angleterre à propos de l'application d'une loi territoriale; mais cette intervention ne dépassait pas la mesure des procédés habituels de M. Cox. Nous allons voir l'agent anglais assumer maintenant des droits de juridiction, à terre, sur des sujets mascatais et des protégés français.

Quelle devait être la suite régulière de cette affaire ?

Les Souriens arrêtés dans les eaux territoriales en vertu d'un mandat du sultan, devaient être, les sujets mascatais livrés aux autorités locales, et les protégés français remis aux autorités consulaires françaises. Invoquer, en ce qui concerne les protégés français, leur impunité probable résultant de ce que le consul français ne saurait appliquer la loi territoriale, est un prétexte inacceptable ; le sultan de Mascate ne pouvant pas modifier, de sa seule autorité, les conséquences du traité de 1844.

A l'arrivée à Mascate, les cinq prisonniers étaient conduits au consulat anglais et enfermés dans la salle de garde du consulat. Dans la nuit du 10 avril, le major Cox procéda lui-même à leur interrogatoire et dressa cinq procès-verbaux circonstanciés ; le lendemain il les conduisait au lazaret d'Haramal pour y purger leur quarantaine. Seyyid Feysal approuva tout, très satisfait de décharger sa responsabilité sur le consul indien.

Dès que M. Dorville eût connaissance de ce fait, il écrivit au major Cox en se plaignant de l'emprisonnement, par lui, des trois protégés français qui avaient contrevenu aux règlements de quarantaine (11 avril). Le consul anglais répliqua que « cinq sujets souriens du sultan » avaient violé la quarantaine, et que M. Dorville eût à s'adresser à leur souverain. M. Dorville, le même jour, réclamait de Feysal l'élargissement des trois pro-

tégés français. Le 12 avril, le sultan répondit par lettre à notre consul en lui notifiant son intention de punir les cinq Arabes coupables de rupture de la quarantaine, et renouvelait sa protestation contre la prétention que le pavillon français put couvrir aucun de ses sujets sur le territoire de Mascate ; il *affirmait également son vif désir de voir la question des boutriers résolue par une discussion décisive entre la Grande-Bretagne et la France*. Le 15, Seyyid Feysal jugeait les cinq Souriens et les condamnait, pour violation de ses règlements quaranténaires, à trois mois de prison ; le soir même, un cipaye en armes, de la garde particulière du consul britannique, prenait la faction devant la porte de la forteresse où avaient été enfermés nos protégés.

L'attitude du major Cox dans toute cette affaire ne peut avoir qu'une explication : c'est qu'il était fortement soutenu en haut lieu et qu'il avait des ordres pour poser d'une façon irréparable devant l'opinion britannique la question des protégés français de Mascate.

Le gouvernement français décida l'envoi d'un croiseur français dans l'Oman pour exiger la libération de nos protégés. Le 18 mai l'*Infernet* mouillait en rade de Mascate. Il y trouva trois vaisseaux de l'escadre anglaise du golfe Persique, *Perseus*, *Naiad* et *Pomona*. Sur l'ordre de M. Cox, le sultan s'était rendu dans la montagne le 6 mai, pour ne pas se trouver en

rapport avec le chef de notre division navale de la mer des Indes.

La situation était éminemment critique. Le commandant Forestier avait des ordres formels à exécuter et le fait que le sultan fuyait les explications ne comportait d'autre solution qu'un bombardement. La présence de l'escadre britannique indiquait assez quelle serait dans ce cas l'attitude des Anglais.

Au cours d'un entretien avec l'officier français, le consul d'Angleterre lui déclara « que les affaires de Mascate étaient un grain de sel dans le vaste monde et qu'il espérait que le commandant ne pousserait rien au tragique ». « Je lui ai répondu que j'étais ici pour exécuter les ordres de mon gouvernement et que pour le moment j'exigeais le retour du sultan. Il n'a pas sourcillé et les choses en sont là. » (FORESTIER).

Seyyid Feysal rentra à Mascate le 23 au soir. Le commandant Forestier lui rappela les obligations des traités qu'il avait violés, et réclama au nom du gouvernement de la République la mise en liberté immédiate des prisonniers français.

« Le sultan a un moment hésité, tenant sa tête dans ses mains. Son frère, ses ministres semblaient l'encourager à une mesure énergique. Enfin après avoir reproché à notre consul d'avoir amené cette grosse affaire, il a dit : *Je n'ose pas.*

« Nous avons tout fait pour exciter sa fierté de prince indépendant, mais il a peur des Anglais.

« Il est parti triste et très préoccupé ; je lui ai dit que j'étais un soldat et que j'exécuterais les ordres de mon gouvernement quand même cinquante bâtiments anglais seraient en rade. » (FORESTIER).

Les notables de Sour étaient venus à Mascate dès la nouvelle de l'arrivée de l'*Infernet*. « Ils s'attendaient à ce que je délivrasse le jour même leurs compatriotes, et il comprenaient mal que je ne l'aie pas fait. Ils ajoutent cependant qu'ils ont confiance dans la France et lui resteront fidèles. Je n'aurais qu'un mot à dire, d'accord avec notre consul, pour qu'un millier d'hommes de Sour viennent s'emparer de Mascate. » (FORESTIER).

Le 26 mai, le major Cox, accompagné du médecin anglais, allait voir les cinq prisonniers à la citadelle et leur annonçaient qu'il *les délivrerait le 28 au matin*. La nouvelle se répandit en ville comme une trainée de poudre et la stupéfaction était générale le 28 au matin en ne les voyant pas sortir ; mais à dix heures du soir, ils étaient rapidement embarqués sur un boutre pour Sour, malgré leur demande réitérée d'être conduits au consulat de France.

« On s'attendait tellement à me voir appareiller le 29 au matin pour aller prendre nos protégés sur le boutre et les conduire soit à Sour soit au consulat de

Mascate que la *Naïad* a croisé depuis 5 heures du matin jusqu'au soir à l'entrée de la rade. » (FORESTIER). Nous dûmes nous contenter de paraître satisfaits.

Le lendemain Seyyid Feysal faisait notifier au consul de France la libération de nos boutriers.

Le major Cox en faisant relâcher les prisonniers n'avait pas cédé au désir d'éviter un conflit. Mais il avait reçu des ordres de Londres où le voyage annoncé du roi Edouard VII à Paris produisait dans l'opinion un revirement en notre faveur. Le 25 mai un arrangement était intervenu entre lord Lansdowne et M. Cambon. Il est ainsi conçu :

« En vue d'éviter à l'avenir un malentendu, il a été convenu entre les deux gouvernements que toute question que l'un ou l'autre d'entre eux désire soulever en ce qui concerne la nature et l'étendue des privilèges et immunités dont les possesseurs de pavillons et de patentes françaises se prévalent, seront incontinent portées à l'arbitrage conformément aux dispositions de la convention pour la solution pacifique des conflits internationaux, signée à la Haye le 29 juillet 1899. »

CHAPITRE XII

Réglement de la question de Zanzibar.

La convention franco-anglaise du 8 avril 1904, réglant définitivement tous les litiges pendants entre les deux gouvernements, laisse formellement de côté la question de Mascate.

Pour l'Égypte, les dernières contestations françaises relatives à l'occupation de ce pays par la Grande-Bretagne sont écartées.

Quant à Zanzibar, la France prenait l'engagement de supprimer le bureau de poste français de plein exercice, et de reconnaître la juridiction des tribunaux du protectorat sur nos nationaux.

Le règlement du statut de nos protégés devait faire l'objet d'une convention spéciale.

L'établissement du protectorat britannique sur Zanzibar, en 1890, n'avait pas mis fin, pour le gouvernement anglais, aux difficultés locales résultant de la grande place occupée antérieurement par la France dans ce pays, et beaucoup d'Arabes continuaient à

croire possible une intervention de la France en leur faveur (1).

D'autre part, des changements fréquents de souverains entretenaient dans le peuple une continuelle agitation, peu favorable à l'apaisement des esprits. Saïd Bargach était mort peu de temps avant la perte de l'indépendance. Son successeur et frère Saïd-Ali s'éteignait en 1890. Quant à Saïd-Khalifa, il dispa-

(1) Il se produisait de fréquents incidents. Un Arabe de Zanzibar, Saleh ben Amadi, écrit à M. Louis Brunet, le 27 août 1896 :

« Quant aux nouvelles de Zanzibar, il n'y a pas grand chose, mais il y a Abdallah ben Selam qui est gardé chez lui comme prisonnier par ordre des Anglais. Il y a tous les jours devant sa porte une troupe anglaise qui garde l'entrée de la maison pour que personne ne sorte de ladite maison. Parmi il y a quatre janissaires du consulat de France qui sont dans le couloir de la maison pour empêcher la troupe de s'introduire dedans, parce que les Anglais ont l'intention de le prendre pour l'expédier dans un autre pays, parce qu'ils ont des prétentions contre lui, disant qu'il fournit des munitions de guerre à un Arabe nommé Baroukou, qui est dans l'intérieur de l'Afrique, que les Anglais sont en guerre avec depuis 10 mois. »

Le cheikh Hilal ben Hamer, ancien ministre de Seyyid-Hamid, adresse, en 1897, à M. Louis Brunet, une lettre d'après laquelle il prétend avoir droit à la protection française et déclare que c'est parce qu'il s'est montré dévoué aux intérêts français quand il était au pouvoir qu'il a été interné d'abord à Aden, puis à Mombassa où il se trouve présentement. Il réclame son élargissement et la restitution de tous ses biens, saisis à Zanzibar par le gouvernement britannique.

raissait en 1893 en appelant au trône Hamid, fils cadet de Seyyid-Saïd, de la branche de Mascate.

L'avènement d'Hamid, favorisé par les Anglais, était contraire aux dispositions de la sentence arbitrale de lord Canning, en 1856. Ce prince mourut le 25 août 1896, empoisonné, croit-on. L'Angleterre voulait voir proclamer Hamoud-ben-Mohammed, également de la branche de Mascate et dévoué à ses intérêts. Mais quand le consul anglais, M. Cave, et le général Mathews, premier ministre du sultan de Zanzibar depuis octobre 1894, arrivèrent au palais, ils y trouvèrent installé Saïd-Khaled, fils de Saïd-Ali.

Ce prince de 22 ans était entouré de 4.500 Comoriens et appuyés de canons. Il annonça qu'il ne céderait qu'à la force. L'escadre anglaise vint aussitôt prendre position devant le palais.

« C'est le 26 [août] au soir, que les Anglais reçurent les ordres de leur gouvernement; celui-ci affirma nettement sa volonté de ne point reconnaître la prétention de Saïd-Khaled. Immédiatement, un ultimatum fut remis au sultan usurpateur, lui intimant d'avoir à baisser son pavillon le lendemain avant neuf heures, sans quoi le bombardement commencerait à ce moment. Le 27, nouvel ultimatum à sept heures et demie du matin. Saïd ne céda point. A neuf heures sonnantes, conformément à l'annonce faite la veille, le vaisseau amiral *Saint-Georges* donna le signal de commencer

le feu et une canonnade nourrie fut dirigée contre le palais. Le pavillon du sultan fut abattu à 9 heures 40 et les troupes britanniques pénétrèrent dans le palais » (1) (2).

(1) *Revue générale de droit international public* (nov.-déc. 1896). Chronique des faits internationaux.

(2) Ces faits trouvèrent en général peu d'écho en France. Quelques hommes informés les présentèrent cependant à l'opinion sous leur véritable jour :

« De sérieux événements s'accomplissent à Zanzibar. Seyyid-Omar mort mystérieusement ; Saïd-Khaled proclamé sultan contre la volonté des Anglais ; le bombardement de la ville, la destruction du palais du sultan..... Plusieurs journaux relatent ces faits sous ce titre : « La rébellion de l'usurpateur Saïd-Khaled ». L'un d'eux — et non des moins lus — écrit : « La tentative de « rébellion de l'usurpateur Saïd-Khaled n'est qu'un simple incident sans conséquence politique sérieuse ». Et ce journal constate l'indifférence avec laquelle, en Europe, on assiste à ce qui se passe à Zanzibar. « Cela provient, dit-il, de ce que la situation « de ce pays a été nettement déterminée et qu'il n'y a guère que « les intérêts britanniques qui soient en jeu. »

« La presse et l'opinion s'égarent en attribuant si peu d'importance à des faits qui, à vrai dire, sont graves. Et puis, il n'y a pas que les intérêts britanniques en jeu.

« Lorsque l'Angleterre abandonnait à l'Allemagne Hélioland et d'autres territoires sur la côte est de l'Afrique, pour obtenir la reconnaissance de droits qu'elle s'attribuait à Zanzibar, peut-on dire que cette convention, et celle intervenue plus tard avec la France, dussent avoir pour effet de créer au profit de l'Angleterre des droits de souveraineté sur le sultanat ?

« L'arrangement de 1890-92 parlait seulement de protectorat.

« Il y a deux sortes de protectorat : l'un exercé par les puis-

Les Anglais exercèrent dans la population une répression sévère, mais ils apercevaient très net-

sances européennes sur des pays encore barbares, véritable prise de possession de fait ; l'autre, où l'Etat protecteur n'a le droit d'intervenir que dans les relations extérieures de l'Etat protégé — lorsque cet Etat protégé jouit d'une civilisation déjà ancienne. C'est le protectorat de l'Angleterre à Zanzibar. C'est le protectorat que certains voulurent nous faire exercer à Madagascar, alors que nous réclamions l'annexion comme la consécration nécessaire de nos droits sur une terre qui, depuis plus de deux siècles, était française.

« Postérieurement aux conventions conclues avec l'Allemagne, la France adhéra, de son côté, à la constitution du protectorat de l'Angleterre sur Zanzibar, en échange de la reconnaissance de notre protectorat à Madagascar. C'est pour faire approuver par l'Angleterre et l'Allemagne notre abdication à Madagascar, résultant du néfaste traité conclu par l'amiral Miot en 1885, que nous donnions notre assentiment à l'intronisation des Anglais à Zanzibar ?

« Savaient-ils, ceux qui concluaient ce monstrueux arrangement, que, de temps immémorial, Zanzibar et le sultanat de Mascate se considéraient comme vassaux de la France ?

« Savaient-ils que nous y avions fondé des hôpitaux et des écoles dirigés par un personnel français, et que, dans la seule école primaire de Zanzibar, plus de six cents enfants disaient en chœur notre *Marseillaise*, comme leur chant national ?

« Savaient-ils que Zanzibar et Mascate entretenaient des relations continuelles avec nos colonies de la mer des Indes et que ces pays considéraient l'île de la Réunion un peu comme leur métropole, centralisant là leurs relations politiques et leur commerce ?

« Savaient-ils que notre flotte était toujours représentée dans

tement la réelle impossibilité d'établir d'une manière indiscutable leur autorité à Zanzibar tant

le beau port de Zanzibar par un vaisseau de la station navale de la mer des Indes ? que le chef de cette station était le premier conseiller et le principal appui des deux sultans ?

« Tout cela, ils l'ignoraient, et inconsciemment, pensant peut-être faire un grand acte politique, ils abandonnèrent à nos rivaux une influence exercée par nous depuis un siècle.

« Mais on avait en échange obtenu, comme je le rappelais plus haut, la reconnaissance de notre protectorat sur Madagascar : notre amoindrissement ; on avait scellé l'abandon de nos droits sur la grande terre.

« Il est impossible aux hommes qui connaissent tous les dessous de cette affaire, et qui savent combien notre pauvre France a été sacrifiée, de conserver leur sang-froid quand ils pensent à cet odieux pacte de 1890-92.

..

« Quoi qu'il en soit, l'Angleterre a le protectorat de Zanzibar au même titre que l'Italie protège les Etats de Ménélik. Elle administre les affaires extérieures de cette nation et c'est là toute sa mission, en tant qu'Etat protecteur.

« Elle veut aujourd'hui s'arroger le droit de nommer des sultans auxquels elle donnerait pour tuteur le consul britannique, faisant office de résident.

« Ce sont là des actes d'administration directe, qui constituent une violation des traités internationaux et une véritable mainmise sur Zanzibar.

« Et l'Angleterre aurait toujours soin évidemment de porter son choix sur un serviteur zélé ou, mieux, sur quelque soliveau, esclave soumis et obéissant. On comprend dès lors pourquoi le chef du vieux clan arabe, Saïd-Khaled, dévoué aux institutions

que dureraient le régime de faveur accordé aux Français ou les incidents que nous avons relatés anté-

anciennes du pays, connu pour ses sentiments anglophobes, a été écarté d'un trône dont il était l'héritier le plus rapproché. Il avait compté sur ses droits et s'était établi dans le palais de ses ancêtres, espérant que l'Angleterre ne s'opposerait pas à son avènement.

« On sait le reste.

*
* *

« Maintenant les équipages des bâtimens anglais occupent Zanzibar. Selon toutes les probabilités, ils ne l'évacueront pas plus que précédemment les troupes de sir Wolseley n'ont évacué l'Egypte. L'occupation du sultanat rentre à merveille dans le plan général de la poussée d'ensemble sur la ligne du Cap au Caire.

« La doctrine anglaise est que ce qui est bon à prendre est excellent à garder. Les nations européennes comprendront-elles enfin qu'il faut montrer à l'ogre britannique que justice et protection sont dues aux faibles par toutes les nations civilisées, de même qu'elles se garantissent le respect par chacune d'elles du droit international.

« Le consulat allemand de Zanzibar, où s'était réfugié Saïd-Khaled, a refusé de livrer le « rebelle ». Voilà qui est de bon augure.

« D'autre part, la *Gazette de Cologne* écrit que l'Angleterre n'a pas le droit de modifier la situation de Zanzibar, c'est-à-dire de faire de ce pays une colonie britannique, sans une entente préalable entre les puissances signataires des précédents traités.

« Nous demandons que, de son côté, notre ministre des affaires étrangères agisse.

« Nous avons à Zanzibar de très nombreux nationaux à protéger, en même temps que des intérêts considérables à défendre.

« Nous possédons, en outre, certaines prérogatives, comme

rieurement, au cours desquels les agents britanniques s'efforcèrent de réduire à néant nos privilèges (1).

un droit spécial de juridiction, qui disparaîtraient par suite de la prise de possession par l'Angleterre de ce territoire.

« Il faut espérer que le gouvernement français ne laissera pas encore notre vieille rivale agir à sa guise, déchirer les conventions, fouler aux pieds le droit et la justice.

« Zanzibar est un pays indépendant, c'est une sorte d'Etat vivant et fonctionnant sous la garantie de tous. L'Angleterre n'a pas le droit d'en faire sa possession.

« Cette indépendance de Zanzibar importe à toutes les puissances qui ont des intérêts en Afrique et dans l'Extrême-Orient. Si notre gouvernement acceptait que Zanzibar devienne colonie anglaise, ce ne serait plus ineptie, comme en 1892, mais trahison véritable. « Louis BRUNET. » (*Voltaire*, 4 septembre 1896.)

(1) Saleh ben Amadi écrit, le 27 août 1896, à M. Louis Brunet :

« Je profite de cette occasion pour vous donner des nouvelles de Zanzibar. Le sultan est mort et Seyyid Khaled est monté sur le trône. Nous sommes allés le visiter ; les Anglais ont tiré sur le palais, j'ai été blessé à la côte droite gravement, dont j'en souffre. On a mis des gardes devant ma maison pour me garder comme un prisonnier, empêcher n'importe qui que ce soit de venir me voir et mon bien est confisqué. Je n'ai plus le droit d'acheter, de vendre ni de toucher de l'argent qu'on me doit, moi ainsi que plusieurs autres Arabes qui se trouvaient en ce moment au palais ; je pense qu'on nous enlève notre bien.

« Je vous en prie, faites moi savoir que si l'on vient me réclamer ma richesse ce que je dois leur répondre.

« Nous sommes 12 Arabes, on nous dit de rembourser 5.000.000 de piastres pour frais de dégât fait par le bombardement. »

D'ailleurs, le gouvernement français n'était pas hostile à la manière de voir des Anglais, ainsi que nous allons le voir (1).

Le 7 février 1898, la situation critique de nos nationaux à Zanzibar faisait l'objet d'un débat à la Chambre des députés.

M. Louis Brunet, député de la Réunion, reprocha vivement à M. Hanotaux, le peu d'énergie qu'il montrait à sauvegarder les immunités concédées à la France par le traité de 1844 et la déclaration de 1890 :

« Nos protégés voient le drapeau tricolore trop rarement. Lors du bombardement de Zanzibar par les Anglais, — et dès ce moment j'en ai fait l'observation à M. le ministre, — il n'y avait pas un navire français sur la rade de Zanzibar. Le gérant du consulat était un vice-consul, et il se trouvait d'ailleurs en congé.

(1) M. du Mesnil d'Engente, colon français à Madagascar, à M. Louis Brunet (6 janvier 1897).

« Nos sujets Comoriens et nos protégés de Zanzibar ont favorisé l'intronisation du sultan Seyyid Khaaled que les Anglais ont renversé, pour le remplacer par une créature à eux. Je me suis trouvé en quelque sorte mêlé à ce mouvement anti-anglais à Zanzibar. J'ai eu des relations avec six ou sept Arabes influents qui voulaient la disparition des Anglais ou du moins de leur influence dans la région. J'ai fait faire à Nossi-Bé la procédure de naturalisation pour eux, qui n'a pas abouti au ministère pour cette raison m'écrivait, M. D..., qu'il ne fallait pas en ce moment « embêter » l'Angleterre.

Tout le personnel subalterne du consulat a dû se réfugier sur un bateau italien...

« ... Voici la situation actuelle à Zanzibar ; nos boutres en dépit des protestations qui se sont élevées dans cette chambre lors de la convention de Bruxelles, sont visités par les navires anglais qui font la police dans la mer des Indes ; non seulement ils sont visités, mais ils sont confisqués. A terre nos protégés ne sont pas davantage garantis ; on les arrête et on les jette en prison.

« Notre consul, — et je me plais à lui rendre hommage car c'est un bon Français, — n'a pas le moyen d'assurer d'une façon efficace la protection de ses ressortissants. Lorsque nous nous trouverons en face d'un acte arbitraire de l'Angleterre à Zanzibar, il est la plupart du temps nécessaire de recourir au gouvernement central, et il faut une violation bien retentissante des traités et des conventions pour que le quai d'Orsay se résolve à adresser au Foreign Office des observations. »

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, répondit en exposant le point de vue du gouvernement :

« Tout le monde sait que nos droits sur Zanzibar, inscrits spécialement dans un traité qui portait à la fois sur Zanzibar et Mascate, ont été abandonnés à titre éventuel et que l'Angleterre a été reconnu comme pouvant réclamer son protectorat sur l'île... Resterait

l'application de cette constatation qui ne pouvait pas ne pas avoir de suites pratiques...

« C'est ainsi que s'est posée la question de juridiction et un certain nombre d'autres questions plus secondaires.

« Quant à la première question, nous l'avons réservée comme il était de notre devoir et de notre droit de le faire jusqu'au moment où l'Angleterre aurait établi dans l'île une juridiction régulière.

« Dès que nous trouverons en présence de cette juridiction il est dans la logique et dans la nécessité de la convention qui a été signée entre les deux parties que nos nationaux aient recours à la juridiction anglaise. »

Ainsi, dès 1898, le ministre des affaires étrangères français ne fait aucune objection à l'extension à nos nationaux de la juridiction territoriale du protectorat.

Nous avons vu que, par contre, nos consuls s'étaient efforcé de tout leur pouvoir, de maintenir leur juridiction, garantie par les traités, sur les protégés français.

Des négociations intervinrent entre M. Hanotaux et le marquis de Salisbury et se poursuivirent avec M. Delcassé en vue de faire accepter par la France l'ordre en conseil qui créa la Cour britannique à Zanzibar. Des difficultés ayant été soulevées de part et d'autre, l'affaire n'était pas réglée quand fut signée la convention franco-anglaise du 8 avril 1904 qui admet l'extension

de la juridiction britannique aux protégés français et la suppression de notre bureau de poste.

Même après la signature de la convention, il y avait lieu de discuter avec l'Angleterre les conditions d'application de la juridiction territoriale à nos ressortissants, et de préciser quels étaient les habitants du sultanat admis à cette qualité. Des négociations intervinrent immédiatement dans cet objet, entre les gouvernements français et britannique; elles aboutissaient le 13 mai 1904.

A cette date, M. Cambon, ambassadeur de France à Londres adressait au marquis de Lansdowne la lettre suivante :

Ambassade de France, Londres, le 13 mai 1904.

Monsieur le Marquis,

Les récents entretiens que nous avons eus au sujet de la fermeture du tribunal consulaire de France à Zanzibar, paraissent avoir dissipé les quelques doutes qui subsistaient de part et d'autre sur les conséquences exactes de cette mesure et qui en avaient retardé jusqu'ici l'exécution.

Nos deux gouvernements se trouvent d'accord pour reconnaître — et cela résulte, notamment en ce qui concerne le gouvernement de S. M., des lettres du marquis de Salisbury en date des 13 octobre 1899 et 15 février 1900 — que la reconnaissance par le gouvernement de la République dans les îles de Zanzibar et de Pemba ainsi que dans la partie continentale du sultanat de Zanzibar placée sous le protectorat britannique, des tribunaux anglais institués par les ordres en conseil de 1899 aura pour effet de restreindre à l'avenir les immunités résultant pour les citoyens ou sujets français et les protégés français des articles 3 et

4 du traité de 1844 entre la France et Mascate, dans la mesure nécessaire à l'administration de la justice par les dits tribunaux.

Le consul de France ne pourra s'opposer à ce que les actes de procédure régulièrement faits par ces tribunaux soient exécutés par les fonctionnaires chargés de leur exécution, ni faire lui-même des actes de procédure ou mettre à exécution des actes de procédure émanant de toute autorité française.

La juridiction des tribunaux britanniques à l'égard des citoyens ou sujets français et des protégés français sera complète, entraînant le droit pour les officiers de justice de pénétrer, à condition que ce soit en vertu d'actes émanant régulièrement de l'autorité judiciaire britannique, dans les maisons d'habitation, magasins et autres propriétés, possédées et occupées par des citoyens ou sujets français ou des protégés français, et de les retenir contre leur gré dans les Etats du sultan.

Hormis cette exception, les immunités, privilèges ou prérogatives, stipulés par le traité de 1844 en faveur de la France, lui sont maintenus conformément à la déclaration signée à Londres le 5 août 1890, notamment en ce qui concerne l'administration des successions, dans la mesure toutefois où cette disposition ne serait pas de nature à entraîner soit directement, soit indirectement, un retour à l'exercice de la juridiction consulaire. Toute contestation relative à l'étendue des immunités, privilèges ou prérogatives ci-dessus sera réglée par la voie diplomatique.

Enfin, les affaires pendantes devant notre tribunal consulaire à la date fixée pour la clôture seront réglées par lui conformément à la législation française.

Nos deux gouvernements se trouvent également d'accord pour régler dans les conditions suivantes la question de l'exercice par la France du droit de protection à Zanzibar :

La qualité de protégé français s'étend (ainsi que le reconnaissait le marquis de Salisbury dans sa lettre précitée du 13 octobre 1899):

1^o Aux individus originaires des pays de protectorat français ;
2^o Aux personnes qui sont au service de Français, conformément aux stipulations du traité de 1844. Cette qualification ne comporte pas de distinctions d'emploi, de qualité ou de fonction, mais ne s'applique qu'à ceux qui sont réellement et *bona fide* au service des Français. Comme il est possible que certaines immatriculations d'indigènes qui ne rentreraient pas absolument dans les deux catégories ci-dessus aient été accordées en vertu de tolérance ou de coutumes locales antérieures, on procédera à leur égard, ainsi qu'il a été fait en Tunisie à propos des indigènes Tunisiens inscrits au consulat d'Angleterre.

Le consul de France à Zanzibar arrêtera immédiatement et *ne varietur* une liste des protégés de cette catégorie inscrits actuellement et en donnera communication au représentant de S. M., à Zanzibar. Cette liste sera d'ailleurs aussi réduite que possible, le nombre des protégés y figurant ne devant pas dépasser 25 et ne devant pas être renouvelé.

Enfin, conformément aux principes applicables à l'ensemble des droits réservés par la France, toute contestation en matière de protection sera réglée par la voie diplomatique.

Votre Seigneurie a fait observer à ce sujet que les délais nécessaires à un pareil règlement pourraient avoir des conséquences préjudiciables soit à l'intérêt public, soit aux intérêts mêmes de l'individu dont la qualité de protégé français sera discutée, et elle a proposé qu'en pareil cas on donne à l'intéressé le bénéfice du doute, en le considérant provisoirement comme ayant droit à la compétence des tribunaux britanniques : mon gouvernement s'est rallié volontiers à cette manière de voir.

Il en est de même en ce qui concerne les mesures d'expulsion par voie administrative. Mon gouvernement avait mentionné au cours des pourparlers présents qu'une pareille procédure ne serait pas applicable à nos nationaux et ressortissants. Il ne s'opposerait pas cependant à ce que dans des cas particuliers et

avec l'assistance du consul de France il pût être dérogé à cette règle à titre tout à fait exceptionnel.

L'accord se trouvant ainsi établi, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Seigneurie que mon gouvernement a décidé de prescrire la fermeture à la date du 15 septembre prochain du tribunal consulaire français, à Zanzibar; je serais reconnaissant à Votre Seigneurie de vouloir bien m'accuser réception de cette communication, afin que mon gouvernement, sur l'avis que je lui en donnerai, puisse faire parvenir sans retard à son représentant à Zanzibar, les instructions nécessaires à l'exécution de cette mesure.

J'ajoute qu'en ce qui concerne notre office postal, mon gouvernement prendra des dispositions pour qu'il soit procédé, sans retard, au règlement de ses opérations en cours et ensuite à sa fermeture.

Signé : PAUL CAMBON.

Le règlement de la question des protégés français à Zanzibar est contraire à la tradition française et aux usages séculaires de la mer des Indes. Mais il ne saurait constituer un précédent pour Mascate, attendu qu'il apparaît manifestement comme une *concession* consentie par la France à l'Angleterre.

CHAPITRE XIII

L'arbitrage de la Haye

Le 13 octobre 1904, en vertu de l'article 2 de la convention d'arbitrage entre la France et l'Angleterre du 14 octobre 1903, qui dit que, « dans chaque cas particulier, les Hautes Parties contractantes, avant de s'adresser à la Cour permanente d'arbitrage, signeront un compromis spécial, déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue du pouvoir des arbitres et les délais à observer en ce qui concerne la constitution de tribunal arbitral et la procédure, » et par application de la décision adoptée le 25 mai 1903 par les gouvernements français et britannique de soumettre à l'arbitrage, les malentendus pouvant se présenter « en ce qui concerne la nature et l'étendue des privilèges et immunités dont la possession de pavillons et de patentes français se prévalent », M. Cambon et lord Lansdowne signaient le compromis suivant :

Attendu que le gouvernement français et celui de S. M. B. ont jugé convenable, par la déclaration du 10 mars 1862, « de s'engager réciproquement à respecter l'indépendance » de S. H. le sultan de Mascate.

Attendu que des difficultés se sont élevées sur la portée de cette déclaration, relativement à la délivrance, par la République française, à certains sujets de S. H. le sultan de Mascate, de pièces les autorisant à arborer le pavillon français, ainsi qu'au sujet de la nature des privilèges et immunités revendiqués par les sujets de S. H. propriétaires ou commandants de boutres (*dhow*s) qui sont en possession de semblables pièces ou qui sont membres de l'équipage de ces boutres, et leurs familles, particulièrement ce qui concerne le mode suivant lequel ces privilèges et ces immunités affectent le droit de juridiction de S. H. le sultan sur ses dits sujets :

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, conviennent par les présentes que ces difficultés seront tranchées par voie d'arbitrage, conformément à l'article 1^{er} de la convention intervenue entre les deux pays, le 4 octobre dernier et que la décision du tribunal de la Haye sera définitive.

Il est aussi convenu par les présentes ce qui suit :

Article 1^{er}. — Chacune des Hautes Parties contractantes nommera un arbitre et ces deux arbitres ensemble choisiront un sur-arbitre ; si dans le délai d'un mois, à partir de leur nomination, ils ne peuvent tomber d'accord, le choix d'un sur-arbitre sera confié à S. M. le roi d'Italie. Les arbitres et le sur-arbitre ne seront pas sujets ou citoyens de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes et seront choisis parmi les membres de la Cour de la Haye.

Art. 2. — Chacune des Hautes Parties contractantes devra, dans un délai de trois mois après la signature du présent compromis, remettre à chaque membre du tribunal constitué par les présentes et à l'autre partie, un mémoire écrit ou imprimé exposant et motivant la réclamation, et un dossier écrit ou imprimé contenant les documents ou toutes autres pièces probantes écrites ou imprimées sur lesquelles il s'appuie.

Dans les trois mois de la remise desdits mémoires, chacune

des Hautes Parties remettra à chaque membre du tribunal et à l'autre partie, un contre-mémoire écrit ou imprimé avec les pièces à l'appui.

Dans le mois de la remise du contre-mémoire, chaque partie pourra remettre à chaque arbitre et à l'autre partie des conclusions écrites ou imprimées à l'appui des propositions qu'elle aurait mises en avant.

Les délais fixés par le présent compromis pour la remise du mémoire, du contre-mémoire et des conclusions, pourront être prolongées d'un commun accord par les parties contractantes.

Art. 3. — Le tribunal se réunira à la Haye dans la quinzaine de la remise des arguments.

Chaque partie sera représentée par un agent.

Le tribunal pourra, s'il juge nécessaires de plus amples éclaircissements en ce qui regarde un point quelconque, demander, à chaque agent, une explication orale ou par écrit ; mais, en pareil cas, l'autre partie aura le droit de réplique.

Art. 4. — La décision du tribunal sera rendue dans les huit jours qui suivront sa réunion à la Haye, ou la remise des explications qui auront été fournies à sa demande, à moins que, à la requête du tribunal, les Parties contractantes ne conviennent de prolonger le délai.

Art. 5. — Les dispositions de la convention de la Haye, du 29 juillet 1899, s'appliqueront à tous les points non prévus par le présent compromis.

Fait en double exemplaire, à Londres, le 13 octobre 1904.

Signé : P. CAMBON ; LANSDOWNE. »

Le 25 juillet 1905, le tribunal se réunit en séance publique dans l'hôtel de la cour permanente d'arbitrage, assisté du personnel constituant le secrétariat général de cette institution. Les deux puissances adverses étaient représentées devant lui : la France

par M. Maurice Herbette, agent, et M. Laronce, secrétaire de la délégation française, et la Grande-Bretagne par MM. Renald Graham, agent, Craies, conseil, et Munsay, secrétaire de la délégation britannique. L'ouverture des débats se fit aussitôt.

La remise des mémoires et contre-mémoires avait été conforme à l'arrangement du 13 octobre. Les conclusions britanniques ayant été présentées sous forme d'un *Argument* développé, la France, la veille même de l'ouverture des débats, avait déposé des conclusions complémentaires auxquelles la Grande-Bretagne, après une décision du tribunal, répliqua par écrit. Le 1^{er} août. M. Herbette résuma oralement les points principaux de la cause au point de vue français, et M. Graham ayant renoncé à son droit de réponse, les débats furent clos dès le 2 août après trois séances seulement.

*
* *

Dès la communication qui lui fut faite, en janvier 1905, du *Mémoire* britannique, un incident avait été soulevé par la France. Au début des négociations engagées au sujet de Mascate entre les deux gouvernements de France et de Grande-Bretagne (mai 1903) qui avaient abouti à l'accord du 15 octobre 1904, la République avait fait déclarer par son ambassadeur à Londres qu'elle n'admettrait l'arbitrage que sur les

conventions passées entre la France et la Grande-Bretagne ou les déclarations communes aux deux pays et qu'elle n'entendait en aucune façon accueillir les demandes d'arbitrage qu'il plairait à Seyyid Feysal de lui adresser.

Le 6 février, M. Cambon témoignait à lord Lansdowne la surprise de son gouvernement à constater que d'après le titre du mémoire (*The case on behalf of the government of His Britannic Majesty and of His Highness the sultan of Mascat*), ce document était présenté au tribunal arbitral au nom du gouvernement britannique *et du sultan de Mascate* et qu'une déclaration dans le même sens figurait à la fin de la préface.

Le gouvernement français affirmait qu'une pareille rédaction aurait abouti à faire du gouvernement britannique l'avocat et le tuteur légal du sultan indépendant de Mascate; une telle prétention ne pouvait être admise. D'autre part, le sultan de Mascate n'avait aucune qualité pour intervenir dans un litige qui concernait exclusivement l'interprétation de la déclaration franco-anglaise du 10 mars 1862. Il n'avait point été partie contractante à cette déclaration ni au compromis d'arbitrage du 13 octobre 1904. Chacun de ces deux actes était pour lui *res inter alios acta* et il ne pouvait prendre aucune part directe ou indirecte aux débats institués devant le tribunal de la Haye, devant

lequel étaient seules parties la France et la Grande-Bretagne en vertu même de l'acte qui avait constitué ce tribunal.

En conséquence, le gouvernement français déclarait à lord Lansdowne ne pouvoir accepter l'introduction du souverain de Mascate dans la discussion engagée devant le tribunal arbitral.

Par une note du 15 mars, lord Lansdowne avait invoqué le « droit moral » pour le sultan de Mascate de confier ses intérêts au soin de l'une ou de l'autre parties, en vue de l'arbitrage. Cependant il annonçait son intention de ne plus faire figurer le nom du souverain de l'Oman dans les documents soumis au tribunal.

Le contre-mémoire anglais fut donc présenté au nom seul du gouvernement britannique

Mais dès la réunion du tribunal, l'agent anglais à la Haye, revenant sur les précédents engagements de lord Lansdowne, écrivait à la première page de son *Argument*.

« Les faits ci-dessus rapportés indiquent les actes des officiers français qui forment *la base de la plainte du sultan* et du gouvernement britannique » Enfin les conclusions du mémoire étaient proposées au nom de la Grande-Bretagne et du sultan de Mascate (1).

(1) Le 22 mars, c'est-à-dire seulement après la réponse de lord Lansdowne à M. Cambon (15 mars), M. Cox s'était rendu auprès

Par suite, la délégation britannique s'était crue autorisée à se préoccuper dans son *Argument* et ses conclusions, de même qu'elle avait déjà fait dans le *Mémoire*, bien plus des rapports existants ou devant exister, selon elle, entre la France et le souverain de l'Oman que des points qui faisaient précisément l'objet de l'arbitrage, à savoir si l'octroi des titres de navigation français à des sujets mascatais ou supposés tels portait atteinte à la déclaration franco-anglaise du 10 mars 1862.

Cette conception du litigé en cours et cette interprétation du compromis d'arbitrage du 13 octobre 1904, devaient avoir, malgré les énergiques protestations de M. Maurice Herbette, les effets les plus singuliers sur la décision finale des arbitres.

*
* *

Dans les mémoire, contre-mémoire, argument, et conclusions du gouvernement britannique, reparaissent et se précisent les diverses objections que nous avons vu déjà les agents anglais opposer à l'attitude traditionnelle et invariable de notre pays, touchant la liberté des mers et le statut des protégés français de l'océan Indien.

du sultan pour lui demander de confier à l'Angleterre le mandat de le représenter à la Haye. Cette démarche fut portée à la connaissance de notre consul à Mascate par le sultan lui-même.

a). Devant le tribunal de la Haye comme en tous temps, la Grande-Bretagne refuse à la France le droit d'accorder ses couleurs aux bâtiments indigènes.

La France ne le peut parce que sa législation internationale s'y oppose. « La France est en effet un des pays qui attachent le plus d'importance à la nationalité des individus qui possèdent et surtout de ceux qui montent ses navires. Aux termes de la loi du 5 mai 1866, ceux-ci doivent appartenir par moitié au moins à des régnicoles, et le capitaine, les officiers, les trois quarts de l'équipage doivent être français ; or, observe la Grande-Bretagne, aucune de ces conditions n'a été appliquée par la France aux boutres de Mascate » (1). L'Angleterre n'admet pas la possibilité d'un droit maritime colonial. Suivant elle, Zanzibar et Mascate n'étaient pas colonies françaises ; en conséquence, la faculté pour le consul de délivrer des patentes de navigation, si elle existe, ne saurait dériver que d'instructions particulières qui n'ont pas été publiées, ou de quelque loi qu'on tient cachée.

On pourrait s'étonner de cette intrusion britannique dans un domaine purement national, si nous ne connaissions les prétentions de l'Angleterre à contrôler tout ce qui touche à la mer.

(1) Bessonnet, *L'arbitrage dans l'affaire de Mascate* (*Revue du droit international public*, mars 1906).

La France répondit que la loi maritime française n'avait rien à faire dans la question. Les lois sur la marine marchande ne sont applicables que dans les eaux territoriales de la France, ou pour les navires fréquentant les ports de la métropole. Aucune disposition législative, aucun décret ne les a rendus exécutoires dans les colonies, particulièrement pour le cabotage colonial. Il en résulte qu'un régime spécial, celui de la *francisation coloniale*, s'est établi par voie administrative et qu'il appartient aux gouverneurs des colonies de l'édicter et d'en surveiller le fonctionnement. Dûment autorisés par des circulaires et des instructions ministérielles, ces hauts fonctionnaires ont de tout temps réglementé le mode et les conditions de francisation des bâtiments indigènes, en tenant compte des circonstances locales.

b). Si la remise du titre de navigation français à des boutriers mascatais, peut conférer à ces indigènes certains privilèges ou droits dans les eaux françaises, elle n'entraîne nullement, suivant la thèse anglaise, le bénéfice de ces droits et privilèges en haute mer, dans les eaux territoriales et sur le territoire du sultan de Mascate, et les propriétaires, les capitaines et les équipages ne peuvent réclamer la qualité de protégés français par le fait de la francisation des boutres qu'ils possèdent ou qu'ils montent. Ils doivent, dans l'étendue des Etats de Mascate, être soumis à toutes les obliga-

tions des sujets mascatais et, en particulier, aux règlements sanitaires et aux droits de douane édictés par le sultan.

La France, en affirmant le contraire, interprète abusivement l'article 4 du traité de 1844, qui dit : que les sujets de S. H. le sultan de Mascate qui sont au service des Français, jouiront de la même protection que les Français eux-mêmes. Cet article est strictement limitatif. D'autre part, la France ne peut pas créer spontanément autant de protégés qu'elle le veut, par l'octroi de papiers et de pavillons français à tout étranger qui les demande. Admettre le droit absolu d'un pouvoir étranger à trancher par sa seule déclaration la question de savoir si un individu est ou non protégé, serait accepter de transférer à sa protection des populations entières résidant dans leur propre pays, et de créer des communautés semi-indépendantes dans les limites d'un Etat étranger. Et c'est ce qui s'est précisément passé à Sour.

Les règles ottomanes de 1863 et 1865, acceptées par les puissances, ont eu justement pour effet de remédier à un état de choses qui troublait profondément en Turquie, l'exercice de la souveraineté territoriale et d'obliger l'individu qui excipe de la protection étrangère à en faire la preuve (*onus probandi*).

En vertu des traités, les protégés français ne peuvent être que de deux sortes : 1^o les habitants des terri-

toires d'Afrique ou des mers de l'Inde, qui sont *bona fide* originaires des territoires français, et leurs serviteurs *bona fide*; 2^o les sujets des puissances non chrétiennes qui n'ont pas de consulat à Mascate et qui sont actuellement au service de citoyens français à Mascate.

M. Herbette repoussa avec force l'argumentation anglaise. Il rappelle d'abord que le traité de 1844 est pour la partie adverse *res inter alios acta*. Pour se conformer aux principes juridiques, le gouvernement anglais devrait rechercher exclusivement à démontrer que la protection des boutriers mascatais est incompatible avec la déclaration anglo-française du 10 mars 1862. L'agent français accepte cependant la controverse.

Le gouvernement britannique considère tous les boutriers originaires de l'Oman, comme sujets du sultan. « Il lui suffit que ces indigènes descendent d'habitants de l'Oman, qu'ils soient nés à Sour, à Mascate, ou dans une autre partie de l'Imanat, qu'ils y aient conservé une résidence, pour qu'ils restent toujours soumis à l'autorité exclusive de Seyyid Feysal. » Pour lui, la nationalité mascataise ne se perd jamais, et comme s'il était absolument chez lui à Mascate, il prétend appliquer aux originaires de l'Oman les mêmes règles qu'aux sujets britanniques, c'est-à-dire, en fait, l'ancien système de l'allégeance perpétuelle.

La France n'est nullement obligée de professer les mêmes doctrines en matière de protection que la Grande-Bretagne. Les questions de nationalité sont du domaine de la législation intérieure. Or, dans les colonies françaises, les autorités se sont trouvées en présence d'indigènes, fils ou petits-fils de sujets du sultan de Mascate, nés eux-mêmes parfois dans l'Imanat, et y ayant conservé une résidence, mais qui remplissaient les conditions réglementaires pour obtenir la protection, et parfois la naturalisation française. Les boutriers, qu'on ne l'oublie pas, sont des musulmans ayant des habitudes de polygamie et de perpétuels voyages : ils ont des familles, des établissements dans les ports où ils relâchent régulièrement. Ils ne rompent presque jamais toutes relations avec leur pays d'origine, bien qu'une nombreuse colonie arabe soit définitivement fixée à Madagascar, particulièrement à Majunga, Diégo-Suarez et dans l'île Sainte-Marie. En outre, les nécessités de leur navigation les rappellent parfois dans l'Oman. C'est ainsi que certains des propriétaires de boutres français, originaires de l'Oman, tout en possédant leur principal établissement dans les colonies françaises, et y ayant obtenu, conformément aux règles locales, la protection française, reviennent périodiquement dans les mers de l'Oman, et restent à Sour pendant trois mois environ, de mai à août, pour se reposer de leurs fatigues ou faire réparer leurs bâtiments.

Faut-il en conclure que ce retour non définitif, tout provisoire, dans leur patrie d'origine, leur fait perdre de droit la protection française et doit les priver des titres de navigation français qu'ils ont régulièrement obtenus : non, il faut admettre qu'ils peuvent toujours et partout se réclamer de la protection française.

Le mémoire britannique objecte que si cette théorie était admise, elle impliquerait le droit pour la France de créer spontanément autant de protégés qu'elle le désire à Mascate et que, comme « cette prétention ne repose pas sur un traité signé en particulier avec l'Etat de Mascate, elle doit être également applicable aux sujets de toutes les puissances européennes dans les territoires de leur souverain. »

C'est pousser *ad absurdum* la thèse française. Evidemment la France n'a jamais songé à appliquer son système de francisation à l'égard des sujets des puissances chrétiennes ou civilisées. Mais ce que perd de vue trop aisément le mémoire britannique, c'est que l'Oman est un pays musulman, un *pays de capitulation*, où l'ordre et la justice sont loin de régner d'une façon permanente.

L'état d'anarchie et de guerre entretenu dans le pays à Sour par la rivalité de tribus ne légitime-t-il pas *en fait* le maintien justifié en droit, de la protection française aux boutriers originaires de l'Oman, lorsqu'ils sont de passage ou en résidence temporaire à Sour ou à

Mascate ? Serait-il compatible avec la dignité du gouvernement de la République d'abandonner ses protégés aux rancunes, aux vexations et aux représailles d'agents indigènes, soumis au régime de l'arbitraire et souvent obligés par leur faiblesse même de subir la loi changeante des passions locales ?

D'ailleurs si la France accorde sa protection, et subséquemment son pavillon à des boutriers d'origine mascataise installés dans ses colonies, viole-t-elle le traité du 17 novembre 1844, donne-t-elle aux stipulations de cette convention un extension abusive et peut-on lui dénier le droit de continuer à protéger, même dans l'Oman, ses ressortissants ?

Le traité de 1844 accorde la protection française aux sujets du sultan qui sont au service de Français. Il suffit donc que des Mascatais soient dans cette situation pour échapper à la juridiction de leur souverain et jouir d'une situation privilégiée. Ils n'ont nullement besoin de quitter leurs affaires, leur famille ; ils deviennent étrangers à leur propre pays, tout en y conservant leur domicile et leur résidence. Or en négociant le traité de 1844, le gouvernement français a eu surtout pour préoccupation d'assurer une large protection aux intérêts commerciaux de ses nationaux. Tous les articles du traité en font foi. Par conséquent, lorsqu'on envisage — dans l'article 4, — les indigènes qui sont au service de Français, il faut ranger sous

ce titre non pas seulement ceux qui rendent des services domestiques, mais aussi et surtout les employés, les commissionnaires, les agents de transport, tous ceux en un mot qui, *bona fide*, rendent des services pour l'extension des relations commerciales, dont le traité de 1884 a voulu faciliter le développement.

Cette interprétation a déjà été admise par le gouvernement britannique à l'occasion des difficultés soulevées par l'application à Zanzibar de ce même traité de 1844. Le 15 février 1900 en effet, le marquis de Salisbury, répondant à M. Cambon qui avait demandé l'assurance que la signification la plus étendue de l'article 4 serait acceptée par le gouvernement britannique, écrivait : « Je dois déclarer que le gouvernement de S. M. accepte les termes de l'article : « personnes au service des Français », et les considère comme applicables aux personnes pouvant être réputées comme rentrant *bona fide* dans le cadre de cette désignation ».

Si le traité de 1844 admet dans cette large mesure, la protection de sujets de l'Oman n'ayant aucun domicile hors du pays, aucune attache avec les colonies françaises, il autorise à *fortiori* l'exercice de la protection française sur des individus qui, en fait, sont fréquemment liés par des contrats de services écrits ou verbaux avec les armateurs et les ressortissants français pour des entreprises de cabotage et de navigation, qui possèdent des établissements dans les colonies françaises,

contribuent à leur prospérité et y paient des impôts.

Donc, en affirmant son droit de protéger dans l'Oman ses boutriers d'origine mascataise, le gouvernement de la République applique à la lettre le traité du 17 novembre 1844.

Il est dès lors en mesure d'exiger que toutes les stipulations de cette convention soient respectées par l'autre partie contractante et notamment celles qui assurent aux protégés français comme aux Français le bénéfice du régime des capitulations, c'est-à-dire une situation exceptionnelle et certains privilèges d'exterritorialité. Dans la pensée du gouvernement de la République, outre les propriétaires des boutres français, les membres en ligne directe de leur famille sont appelés à jouir de ces avantages, ainsi qu'il est d'usage dans les pays de capitulation et par analogie avec les dispositions du règlement de 1863 qui a reconnu l'hérédité de la protection accordée dans le passé.

En ce qui touche la situation juridique des boutriers, du capitaine et de l'équipage, en cours de voyage, la question semble tout d'abord plus délicate, car aucune disposition du traité de 1844 ne vise expressément les navires français. Mais les instructions franco-anglaises concertées du 1^{er} juin 1867, la force de la logique et une pratique constante de près d'un demi-siècle autorisent le gouvernement de la République à revendiquer, sans

attenter en rien à l'indépendance du sultan de Mascate et sans manquer à ses engagements vis-à-vis de la Grande-Bretagne, un droit exclusif de police et de juridiction sur les bâtiments arborant le pavillon français, aussi bien en haute mer que dans les eaux territoriales de l'Oman.

La République refuse en conséquence de délivrer au sultan de Mascate une liste des boutriers français parce qu'elle ne peut admettre aucun contrôle sur l'octroi de son pavillon. En ce qui touche les droits de douanes et les règlements sanitaires, elle ne s'oppose pas à leur application aux protégés français. Mais elle n'admet pas que les services des douanes et de la santé à Mascate soient de simples annexes des mêmes services du gouvernement de l'Inde.

En outre, l'Angleterre se condamne elle-même ; en effet si, d'un côté, elle prétend limiter à leur lettre les effets de la capitulation de 1844, et se défend par conséquent d'admettre, en matière de capitulation, un droit général plus compréhensif que les accords spéciaux, de l'autre, pour repousser la prétention de la France à exercer sa protection sur des sujets du sultan de Mascate, *elle invoque par analogie* le règlement ottoman de 1863. Or, si l'on doit appliquer l'analogie au cas présent, il faut admettre que la possession d'Etat suffirait à garantir les protégés français de Mascate contre les entreprises de la juridiction ter-

ritoriale. Le règlement de 1863 n'a pas eu un effet rétroactif, et il a établi deux catégories de protégés, les protégés temporaires et les protégés permanents ; ces derniers comprennent justement les indigènes qui jouissaient de la protection étrangère avant la promulgation du règlement, et qui, par suite de la non-rétroactivité de cet acte, ont conservé la jouissance héréditaire de cette protection.

D'ailleurs, à Mascate même les Anglais exercent leur protection sur toute une catégorie de sujets mascatais, les Louwatia, population originaire de l'Hindoustan mais qui s'est établie dans l'Oman, avant la conquête de l'Inde et s'est fondue depuis longtemps avec les autres habitants.

c). Le gouvernement britannique accuse enfin la France de violer manifestement les prescriptions de l'acte de Bruxelles qui exigent que l'armateur soit sujet ou protégé de la puissance qui lui octroie son pavillon, possède des biens fonds dans la circonscription territoriale de l'autorité à laquelle est adressée la demande et fasse la preuve de sa bonne réputation. Les boutriers qui sollicitent des patentes françaises de navigation n'ont ni la nationalité ni la naturalisation française, ils ne sont pas autorisés par leur souverain à changer leur allégeance et ils ne possèdent ni résidence, ni établissement permanent dans le territoire français, mais simplement paient des droits, là où ils se proposent d'obtenir leurs permis.

Quelques-uns sont allés jusqu'à déposer la valeur d'une maison dans la colonie. Mais ces transactions présentent un caractère si douteux qu'elles ne peuvent suffire à justifier pour les autorités coloniales françaises l'acte de délivrer des permis aux Arabes en violation des art. 30 à 41 de l'acte de Bruxelles. Jusqu'à l'acquisition par la France des colonies ou protectorats d'Obock et Tadjourah, les Comores et Madagascar, il y avait peu d'opportunité pour les propriétaires de boutres à obtenir des pavillons et papiers français ; mais quand il apparut que la France n'avait pas admis le droit de visite et la détention en haute mer des vaisseaux battant son pavillon qui se livraient à la traite, les propriétaires des navires indigènes eurent immédiatement recours aux autorités françaises pour obtenir pavillons et papiers.

M. Herbette releva sans peine l'imprécision et le caractère tendancieux de ces diverses assertions et justifia pleinement le rôle de nos agents de la mer des Indes. S'ils avaient procédé de la manière indiquée par la partie adverse, c'est par centaines que l'on devrait compter les boutres français de l'Oman. Cette question suivant l'agent français n'avait d'ailleurs qu'un faible rapport avec le traité de 1862, et M. Herbette signalait les réelles arrière-pensées de l'Angleterre résumées dans cet extrait d'une lettre écrite par le gouverneur de Bombay au vice-roi de

l'Inde : « *La délivrance de ces titres de navigation peut tendre à affaiblir aussi le rôle de l'Angleterre d'exercer la police de la mer.* »

Mais en nous accusant de favoriser la traite, la délégation britannique à la Haye visait surtout à impressionner défavorablement les arbitres contre nous. Elle n'y réussit que trop. Malgré les impérieuses considérations à l'aide desquelles M. Herbette démontra que si l'indépendance du sultan de Mascate n'était pas respectée, si elle était violée tous les jours c'était bien par l'Angleterre et ses agents, le 8 août, la cour arbitrale rendait la sentence suivante, nettement opposée à la thèse française :

Sentence arbitrale du 8 août 1905

Le Tribunal d'arbitrage constitué en vertu du compromis rendu à Londres, le 13 octobre 1904 entre la France et la Grande-Bretagne,

Attendu que le Gouvernement Français et celui de S. M. B. ont jugé convenable, par la Déclaration du 10 mars 1862, « de s'engager réciproquement à respecter l'indépendance » de S. H. le sultan de Mascate ;

Attendu que des difficultés se sont élevées sur la portée de cette Déclaration relatives à la délivrance par la République Française à certains sujets de S. H. le sultan de Mascate de pièces les autorisant à arborer le pavillon français ainsi qu'au sujet de la nature des privilèges et immunités revendiqués par les sujets de S. H., propriétaires ou commandants de boutres (dhows) qui sont en possession de semblables pièces ou qui sont membres de l'équipage de ces boutres, et leurs familles, particu-

lièrement en ce qui concerne le mode suivant lequel ces privilèges et ces immunités affectent le droit de juridiction de S. H. le Sultan sur ses dits sujets ;

Attendu que les dits gouvernements sont tombés d'accord, par le compromis du 13 octobre 1904, de faire décider ces difficultés par voix d'arbitrage conformément à l'article 1 de la convention conclu par les deux Puissances le 14 octobre 1903 ;

Attendu qu'en exécution de ce compromis ont été nommés arbitres :

Par le Gouvernement de la République Française :

M le Jonkheer A. F. de Savornin Lohman, docteur en droit, ancien Ministre de l'Intérieur des Pays Bas, ancien Professeur à l'Université libre d'Amsterdam, membre de la seconde Chambre des Etats Généraux ;

Et par le Gouvernement de S. M. B. :

M. Melville W. Fuller, Chief Justice des Etats-Unis d'Amérique ;

Attendu que ces arbitres n'étant pas tombés d'accord dans le délai d'un mois à partir de leur nomination sur le choix d'un surarbitre, ce choix étant dévolu dès lors en vertu de l'article 1 du compromis au Roi d'Italie, Sa Majesté a nommé comme surarbitre :

M. Henri Lammasch, docteur en droit, Professeur de droit international à l'Université à Vienne, membre de la Chambre des Seigneurs du Parlement Autrichien ;

Attendu que les mémoires, contre-mémoires et conclusions ont été dûment communiqués au Tribunal et aux Parties ;

Attendu que le Tribunal a examiné avec soin ces documents, et les observations supplémentaires qui leur ont été présentées par les deux Parties ;

Quant à la première question :

Considérant qu'en général, il convient à tout souverain de décider à qui il accordera le droit d'arborer son pavillon et de

fixer les règles auxquelles l'octroi de ce droit sera soumis, et considérant qu'en conséquence, l'octroi du pavillon français à des sujets de S. H. le sultan de Mascate, ne constitue en soi aucune atteinte à l'indépendance du sultan ;

Considérant que, néanmoins, un souverain peut être limité dans l'exercice de ce droit par des traités et considérant que le tribunal, en vertu de l'article 48 de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 29 juillet 1899 et de l'article 5 du compromis du 13 octobre 1904 « est autorisé à déterminer sa compétence en interprétant le compromis, ainsi que les autres traités qui peuvent être invoqués dans la matière, et en appliquant les principes du droit international », et qu'en conséquence, la question se pose, sous quelles conditions les Puissances qui ont accédé à l'acte général de la conférence de Bruxelles, du 2 juillet 1890, concernant la suppression de la traite des esclaves africains, spécialement à l'article 32 de cet acte, ont le droit d'autoriser des navires indigènes à arborer leurs pavillons ;

Considérant que, par l'article 32 de cet acte, la faculté des puissances signataires d'octroyer leur pavillon à des navires indigènes a été limitée dans le but de supprimer la traite des esclaves et dans les intérêts généraux de l'humanité, sans faire aucune distinction, si celui qui sollicite le droit d'arborer le pavillon appartient à un état signataire ou non, et considérant qu'en tous cas, la France est liée vis-à-vis de la Grande-Bretagne, de n'octroyer son pavillon que sous les conditions prescrites par cet acte ;

Considérant que, pour atteindre le but susdit, les puissances signataires de l'acte de Bruxelles sont convenues par l'article 32, que l'autorisation d'arborer le pavillon d'une des dites puissances ne sera accordée à l'avenir, qu'aux bâtiments indigènes qui satisferont à la fois aux trois conditions suivantes :

1° Les armateurs ou propriétaires devront être sujets ou

protégés de la puissance dont ils demandent à porter les couleurs ;

2° Ils seront tenus d'établir qu'ils possèdent des biens-fonds dans la circonscription de l'autorité à qui est adressée leur demande, ou de fournir une caution solvable pour la garantie des amendes qui pourraient être éventuellement encourues ;

3° Lesdits armateurs ou propriétaires, ainsi que le capitaine du bâtiment, devront fournir la preuve qu'ils jouissent d'une bonne réputation, et notamment n'avoir jamais été l'objet d'une condamnation pour faits de traite ;

Considérant qu'à défaut d'une définition du terme « protégé » dans l'acte général de la conférence de Bruxelles, il faut entendre ce terme dans le sens qui correspond le mieux, tant aux intentions élevées de cette conférence et de l'acte final qui en est résulté, qu'aux principes du droit international, tels qu'ils ont été exprimés dans les conventions en vigueur à cette époque, dans la législation nationale en tant qu'elle a obtenu une reconnaissance internationale et dans la pratique du droit des gens ;

Considérant que le but de l'article 32 est de n'admettre à la navigation dans ces mers infestées par la traite des esclaves, que ceux des navires indigènes qui sont soumis à la plus stricte surveillance des puissances signataires, condition dont l'accomplissement ne peut être assuré que si les propriétaires, armateurs et équipages de ces navires sont exclusivement soumis à la souveraineté et à la juridiction de l'Etat sous le pavillon duquel ils exercent la navigation ;

Considérant que depuis la restriction que le terme « protégé » a subie, en vertu de la législation de la Porte Ottomane en 1863, 1865 et 1869, spécialement de la loi ottomane du 23 séfer 1280 (août 1863), implicitement acceptée par les puissances qui jouissent du droit des capitulations, et depuis le traité conclu entre la France et le Maroc, en 1863, auquel ont accédé un grand nombre d'autres puissances et qui a obtenu la sanction de la

Convention de Madrid du 30 juillet 1880, le terme « protégé » n'embrasse, par rapport aux Etats à capitulations, que les catégories suivantes : 1^o les personnes sujets d'un pays qui est sous le protectorat de la puissance dont elles réclament la protection ; 2^o les individus qui correspondent aux catégories énumérées dans les traités avec le Maroc, de 1863 et de 1880, et dans la loi ottomane de 1863 ; 3^o les personnes, qui par un traité spécial, ont été reconnues comme « protégés », telles que celles énumérées par l'article 4 de la Convention franco-mascataise de 1844, et 4^o les individus qui peuvent établir qu'ils ont été considérés et traités comme protégés par la puissance en question, avant l'année dans laquelle la création de nouveaux protégés fut réglée et limitée, c'est-à-dire avant l'année 1863, ces individus n'ayant pas perdu leur *status* une fois légitimement acquis ;

Considérant que, quoique les puissances n'aient renoncé *expressis verbis* à l'exercice du prétendu droit de créer des protégés en nombre illimité que par rapport à la Turquie et au Maroc, néanmoins, l'exercice de ce prétendu droit a été abandonné de même par rapport aux autres Etats orientaux, l'analogie ayant toujours été reconnue comme un moyen de compléter les dispositions écrites très défectueuses des capitulations, en tant que les circonstances sont analogues ;

Considérant, d'autre part, que la concession *de facto* de la part de la Turquie, de transmettre le *status* de « protégé » aux descendants de personnes qui, en 1863, avaient joui de la protection d'une puissance chrétienne, ne peut être étendue par analogie à Mascate, les circonstances étant entièrement différentes, puisque les protégés des Etats chrétiens en Turquie, sont d'une race, nationalité et religion différentes de celles de leurs maîtres ottomans, tandis que les habitants de Sour et les autres mascatais qui pourraient solliciter le pavillon français, se trouvent, à tous ces égards, entièrement dans la même condition que les autres sujets du sultan de Mascate.

Considérant que les dispositions de l'article 4 du traité franco-mascatais de 1844 s'appliquent seulement aux personnes qui sont *bona fide*, au service de Français, mais pas aux personnes qui demandent des titres de navires dans le but d'exercer quelque commerce;

Considérant que le fait d'avoir donné avant la ratification de la convention de Bruxelles, le 2 janvier 1892, des autorisations d'arborer le pavillon français à des navires indigènes ne répondant pas aux conditions prescrites par l'article 32 de cet acte, n'était pas en contradiction avec une obligation internationale de la France,

Par ces motifs, décide et prononce ce qui suit :

1° Avant le 2 janvier 1892, la France avait le droit d'autoriser des navires appartenant à des sujets de S. H. le sultan de Mascate, à arborer le pavillon français, n'étant liée que par ses propres lois et règlements administratifs;

2° Les boutriers qui avant 1892 avaient été autorisés par la France, à arborer le pavillon français, conservent cette autorisation aussi longtemps que la France la continue à celui qui l'avait obtenue;

3° Après le 2 janvier 1892, la France n'avait pas le droit d'autoriser des navires appartenant à S. H. le sultan de Mascate, à arborer le pavillon français, que sous condition que leurs propriétaires ou armateurs, avaient ou auraient établi qu'ils ont été considérés et traités par la France, comme ses « protégés » avant l'année 1863.

Quant à la 2^e question :

Considérant que la situation légale des navires portant des pavillons étrangers et des propriétaires de ces navires, dans les eaux territoriales d'un Etat oriental, est déterminée par les prin-

cipes généraux de juridiction, par les capitulations ou autres traités, et par la pratique qui en est résultée ;

Considérant que les termes du traité d'amitié et de commerce entre la France et l'Iman de Mascate, du 17 novembre 1844, sont surtout, en raison des expressions employées dans l'article 3 : « nul ne pourra, sous aucun prétexte, pénétrer dans les maisons, magasins et autres propriétés, possédés ou occupés par des Français ou par des personnes au service des Français, ni les visiter, sans le consentement de l'occupant, à moins que ce ne soit avec l'intervention du consul de France », assez larges pour embrasser aussi bien des navires que d'autres propriétés ;

Considérant que, quoiqu'il ne saurait être nié, qu'en admettant le droit de la France d'octroyer dans certaines circonstances, son pavillon à des navires indigènes et de soustraire ces navires à la visite par les autorités du sultan ou en son nom, la traite des esclaves est facilitée, parce que les marchands d'esclaves, pour se soustraire à la recherche, peuvent facilement abuser du pavillon français, la possibilité d'un tel abus, qui peut être entièrement supprimé par l'accession de toutes les puissances à l'article 42 de l'acte de Bruxelles, ne peut exercer aucune influence sur la décision de cette affaire, qui ne doit être fondée que sur des motifs d'ordre juridique ;

Considérant qu'en vertu des articles 31-41, de l'acte de Bruxelles, l'octroi du pavillon à un navire indigène est strictement limité à ce navire et à son propriétaire et que, dès lors, il ne peut être transmis ou transféré à quelque autre personne, ni à quelque autre navire, même si celui-ci appartenait au même propriétaire ;

Considérant que l'article 4 du traité franco-mascatais assure aux sujets de S. H. le sultan de Mascate « qui sont au service de Français », la même protection qu'aux Français eux-mêmes, mais considérant que les propriétaires, commandants et équipages des boutres autorisés à arborer le pavillon français, n'appartiennent pas

à cette catégorie de personnes et encore moins les membres de leurs familles ;

Considérant que le fait de soustraire ces personnes à la souveraineté, spécialement à la juridiction de S. H. le sultan de Mascate, serait en contradiction avec la déclaration du 10 mars 1862, par laquelle la France et la Grande-Bretagne se sont engagées réciproquement à respecter l'indépendance de ce prince.

Par ces motifs, décide et prononce ce qui suit :

1° Les boutres (dhows) de Mascate qui ont été autorisés, ainsi qu'il a été indiqué ci-dessus, à arborer le pavillon français, ont dans les eaux de Mascate, le droit à l'inviolabilité réglée par le traité franco-mascatais du 17 novembre 1884 ;

2° L'autorisation d'arborer le pavillon français ne peut être transmise ou transférée à quelque autre personne ou à quelque autre boutre (dhow), même si celui-ci appartenait au même propriétaire ;

3° Les sujets du sultan de Mascate qui sont propriétaires ou commandants de boutres (dhows), autorisés à arborer le pavillon français ou qui sont membres des équipages de tels boutres ou qui appartiennent à leurs familles, ne jouissent, en conséquence de ce fait, d'aucun droit d'exterritorialité qui pourrait les exempter de la souveraineté spéciale de la juridiction de S. H. le sultan de Mascate.

Fait à la Haye, dans l'Hôtel de la cour permanente d'arbitrage, le 8 août 1905.

*Signé : H. LAMMASCH, MELVILLE W. FULLER,
A.-F. DE SAVORNIN LOHMANN.*

D'une façon générale, la sentence arbitrale du 8 août 1905 est encore plus restrictive que l'accord franco-anglais de 1904, relatif à Zanzibar.

Si, d'une part, les arbitres considèrent que la France, comme tout Etat souverain a le droit de fixer les conditions auxquelles est soumise l'octroi de son pavillon, ils estiment que sa liberté à cet égard peut être limitée par des traités. L'article 32 de l'acte général de Bruxelles leur paraît applicable à la question et, se référant aux motifs qui ont amené la conclusion de cet accord ils l'interprètent dans un sens restrictif à l'égard des propriétaires, armateurs et équipages de navires indigènes.

D'autre part les arbitres afin d'expliquer le terme « protégé » recourent à la législation ottomane, notamment à la loi de 1863 que les puissances ont acceptée, ainsi qu'au traité franco-marocain conclu la même année (1) et confirmé par la conférence de Madrid en 1880. « Le prétendu droit de créer des protégés en nombre illimité » leur semble avoir été abandonné par les puissances protectrices pour les cas analogues à ceux qui ont été visés par les textes précités. A cette date de 1863 le tribunal pour déterminer la validité des titres de francisation, ajoute celle de 1892, année à partir de laquelle l'acte de Bruxelles devint obligatoire pour la France. Enfin aux yeux du tribunal, les indigènes dont la France revendique la protection

(1) Règlement du 19 août 1863. V. de Clercq, *Recueil des traités de la France*, t. XV p, 472.

n'offrent pas, comme en Turquie, cette particularité d'appartenir à une autre religion qu'à celle des sujets incontestés du sultan; en outre, les dispositions du traité franco-mascatais de 1844 concernant les personnes qui sont *bona fide* au service des Français ne lui paraissent pas pouvoir s'étendre aux boutriers.

Ainsi le tribunal recourt à des textes rédigés pour la Turquie ou le Maroc et qu'il étend à Mascate : nous aurions pu logiquement supposer qu'après avoir opposé ces textes à nos prétentions, il allait dès lors en faire l'application pour nous reconnaître du moins le droit de protection sur tous les sujets du sultan qui étaient considérés comme nos protégés avant 1863. Mais les arbitres après avoir invoqué l'analogie, y renoncent aussitôt pour nous débouter encore de cette prétention et nous appliquer dans son sens le plus étroit les termes de « Français ».

On remarquera que le tribunal a réglé différemment la situation des boutres et celle des boutriers. Il trouve en effet dans les capitulations et dans l'article 3 du traité du 17 novembre 1844 la justification de l'inviolabilité réclamée par la France pour ses navires, qu'il fait rentrer ainsi dans « les propriétés possédées ou occupées par des Français ». Mais les conséquences favorables de la francisation des boutres sont limitées par lui aux bateaux eux-mêmes et les protégés français pourvus avant 1892 de titres réguliers se voient

refuser tout droit de transfert ou de transmission du pavillon et toute liberté à l'égard de l'autorité mascataise. De tels usages ont été jugés contraires aux articles 31 à 41 de l'acte de Bruxelles, à l'article 4 du traité de 1844 et à la déclaration du 20 mars 1862.

« Dans l'ensemble de ses dispositions, la sentence adopte le point de vue britannique et donne tort à la France » (1).

En même temps qu'ils étendaient ainsi leur compétence à des faits pour lesquels la France ne leur avait pas formellement donné qualité, ils s'abstenaient de juger l'intervention contraire aux engagements de 1862 de l'Angleterre dans le Sultanat.

« Les arbitres n'avaient pas qualité pour relever et, surtout pour faire cesser ces empiétements britanniques ; peut être auraient-ils dû en tenir compte et s'abstenir, en conséquence, de condamner les pratiques françaises, même si en soi elles leur paraissaient irrégulières. Leur sentence, en supprimant le dernier obstacle que rencontrait la politique envahissante de la Grande-Bretagne, a paru donner à la prédominance qu'elle exerce en fait à Mascate une sorte de consécration juridique. Quand une procédure arbitraire aboutit à un tel résultat, il paraît difficile de contester qu'elle a été mal engagée. Elle nous prouve qu'un Etat, lors même

(1) Bessonnet, *op. cit.*

que son honneur, son indépendance et ses intérêts vitaux (1) ne sont pas en jeu, se prépare de graves mécomptes en recourant à l'arbitrage international pour le règlement de questions d'une grande importance politique (2).

La simple prudence nous commandait de ne pas remettre à des arbitres dominés par des principes juridiques entièrement différents des nôtres, le soin de régler une querelle assez délicate. En l'espèce, les membres du tribunal de la Haye n'étaient pas juges, mais parties. Un des considérants de la sentence arbitrale est, à cet égard, tout à fait significatif. « *Quoi qu'il ne saurait être nié qu'en admettant le droit de la France d'octroyer, dans certaines circonstances, son pavillon à des navires indigènes et de soustraire ces navires à la visite par les autorités du sultan ou en son nom (par les vaisseaux britanniques) la traite des esclaves est facilitée parce que les marchands d'esclaves, pour se soustraire à la recherche, peuvent facilement abuser du pavillon français ; la possibilité d'un tel abus qui peut*

(1) L'article 1^{er} de la convention d'arbitrage entre la France et l'Angleterre du 14 octobre 1903, établit pour les deux pays le recours à l'arbitrage pour tous les cas où leur honneur, leur indépendance et leurs intérêts vitaux ne sont pas engagés.

(2) Maurice Bessonnet, *L'arbitrage franco-anglais dans l'affaire des boutres de Mascate*. (*Revue internationale de droit international public*, mars-avril 1906).

être entièrement supprimée par l'accession de toutes les puissances à l'article 42 de l'acte de Bruxelles, ne peut exercer aucune influence sur la décision de cette affaire qui ne peut être fondée que sur des motifs d'ordre juridique. » On ne peut manifester d'une manière plus éclatante son parti-pris. Par ce considérant, les arbitres disent nettement que la France couvre de son pavillon la traite des noirs. Ils veulent lui infliger leur conviction personnelle à l'égard du droit de visite (art. 42 de l'acte de Bruxelles), auquel la France n'a pas voulu accéder.

La ténacité déployée par notre agent M. Herbet, l'âpreté, que son patriotisme rendit parfois presque agressive, avec laquelle il défendit nos intérêts avaient été inutiles. Les arbitres refusèrent même de prendre acte de la communication de certains documents parvenus en retard au gouvernement français et desquels il résultait que les agents britanniques à la côte d'Afrique délivraient depuis quelque temps des permis de navigation sous pavillon anglais.

« Le tribunal, dit M. Bessonnet (1), n'avait pas pour mission d'examiner si la France s'était conformée aux prescriptions de l'acte de Bruxelles... En appréciant ainsi l'attitude d'un Etat à l'égard du droit de visite réciproque en temps de paix et en lui conseillant

(1) Bessonnet, *op. cit.*

d'accéder aux articles que les autres puissances ont acceptés, les membres du tribunal dépassent leur mission. Ils le reconnaissent en quelque sorte eux-mêmes, puisqu'ils avouent que les seules raisons dont leur sentence doive s'inspirer sont d'ordre juridique. Si leur bonne volonté et leur bonne foi ne sont point en cause, on a le droit de redouter néanmoins que, sous l'empire de ces convictions publiquement manifestées, l'impartialité de leur jugement n'ait pas été complète en ce qui concerne l'interprétation de la partie de la convention de Bruxelles à laquelle la France a adhéré. »

Il s'agissait uniquement de savoir si la France, à l'égard de l'Angleterre, interprétait exactement ou non la convention du 10 mars 1862 par laquelle les deux puissances se sont engagées réciproquement à respecter l'indépendance de S. H. le sultan de Mascate.

Notre droit était évident. Les arbitres eux-mêmes déclarent que « l'octroi du pavillon français à des sujets de S. H. le sultan de Mascate ne constitue en soi aucune atteinte à l'indépendance du sultan » ; mais soucieux de faire triompher leurs principes juridiques, opposés à ceux de la France, ils invoquèrent une foule de textes étrangers au débat.

La France voulait des juges, elle rencontra des adversaires. La responsabilité de cette situation retombe tout entière sur le gouvernement. « Il était facile de

prévoir que les choses tourneraient contre nous. L'acceptation de l'arbitrage était une première capitulation de notre part. Nous n'aurions jamais dû consentir à ce que la question fût posée parce qu'elle n'était pas douteuse » (1).

La procédure suivie a d'ailleurs été une des causes de notre échec. Le compromis du 13 octobre 1904, signé par la France et l'Angleterre, et qui soumet l'affaire des boutriers de Mascate au tribunal arbitral de la Haye, devait « déterminer nettement l'objet du litige et l'étendue des pouvoirs des arbitres » (2). Il n'en a pas été ainsi.

Le gouvernement français a laissé maladroitement introduire dans le compromis du 13 octobre 1904, assez restrictif par ailleurs, un article *in fine* qui n'avait l'air de rien et qui nous a perdus :

« Article 5. — Les dispositions de la convention de la Haye du 29 juillet 1899 s'appliqueront à tous les points non prévus par le présent compromis. »

Les arbitres en ont profité pour s'arroger des pouvoirs que le compromis ne leur avait pas attribués ;

« Considérant, dit la sentence arbitrale, que le tribunal, en vertu de l'article 48 de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 29

(1) *Questions diplomatiques et coloniales*, 1^{er} septembre 1905.

(2) Art. 2 de la convention d'arbitrage franco-anglaise.

juillet 1899 et de l'article 5 du compromis du 13 octobre 1904 « est autorisé à déterminer sa compétence en interprétant le compromis ainsi que les autres traités qui peuvent être invoqués dans la matière et en appliquant les principes du droit international; etc. »

Or en l'espèce le droit international c'est justement le droit que la France a toujours refusé d'accepter, et les arbitres vont appliquer ce droit international à un différend qui ne reposait que sur l'interprétation de la déclaration franco-anglaise de 1862.

Dans ces conditions, la sentence arbitrale ne pouvait nous être que défavorable.

Nous sommes par conséquent en droit de dire que le gouvernement français, bien prévenu pourtant de notre état d'esprit national au sujet du droit de visite, a commis une faute grave en laissant, dans le compromis du 13 octobre 1904, la porte ouverte à un débat possible sur nos conceptions juridiques.

Sans doute en 1904 et en 1905, les préoccupations marocaines étaient au premier plan de notre politique extérieure; sans doute aussi, M. Rouvier, ministre des affaires étrangères, peu au courant de la question des boutriers, n'avait pas le temps de l'étudier.

Mais le compromis du 13 octobre 1904 pouvait être utilement soumis au Parlement. Il le devait même, puisque la sentence arbitrale, devant être définitive, pouvait modifier profondément le statut traditionnel des

boutriers de Mascate protégés français. L'article 8 de la loi constitutionnelle du 16 mai 1875 dit formellement : « Les traités.... relatifs à l'état des personnes et au droit de propriété des Français à l'étranger, ne sont définitifs qu'après avoir été votés par les deux Chambres. »

Consultées, les Chambres eussent sans doute, devant l'évidence de nos droits, refusé l'arbitrage. Dans tous les cas, à supposer que le principe en fût accepté, le Parlement se serait élevé contre le défaut de précision du compromis (1) (2).

(1) Cf. Louis Brunet, sénateur de la Réunion, *L'arbitrage international*. (*Action coloniale*, novembre 1905).

(2) Notre agent auprès du tribunal arbitral de la Haye en 1905, M. Maurice Herbet, paraît aujourd'hui convaincu que nos concessions à Mascate valaient bien l'entente cordiale. Le distingué conseiller d'ambassade considère, d'après les déclarations qu'il a bien voulu nous faire, que l'affaire de Fachoda avait signifié pour la France l'échec définitif de ses prétentions en Afrique orientale et dans la mer des Indes. Dès lors, la question des boutriers n'avait plus pour nous qu'un intérêt restreint et purement local, et nous n'aurions pu la mettre en balance avec les grands intérêts de la politique internationale de la France. Lors de l'incident de 1903, à Mascate, le roi Edouard VII se disposait à venir visiter officiellement la France, et il le faisait de son initiative, propre et peut-être à l'encontre de ses ministres ; nous avions donc le devoir de ne rien pousser au tragique pour ne pas provoquer en Angleterre une recrudescence de la vieille animosité antifranaïse.

Nous sommes tout à fait d'accord avec M. Herbet. Mais

CHAPITRE XIV

L'application de la sentence arbitrale de 1905.

L'application des dispositions de la sentence arbitrale d'août 1905 a soulevé quelques difficultés et exigé un assez long échange de vues entre la France et la Grande-Bretagne.

Dès le 24 octobre 1905 (1), lord Lansdowne suggérait au gouvernement de la République que les conditions d'application de la sentence arbitrale fussent

nous n'avons pas voulu dire dans cette étude qu'il aurait fallu subordonner toute la politique extérieure de notre pays à la question boutrière ; nous sommes même convaincu qu'une guerre à propos de Fachoda eût été la pire des fautes. Ce que nous avons entendu montrer, c'est qu'une politique ferme et suivie du gouvernement français nous eût sans doute valu dans la mer des Indes des avantages extrêmement considérables que ceux que nous avons retirés de l'initiative de nos nationaux ; les acquisitions de l'Allemagne et de l'Italie en Afrique orientale le démontrent indiscutablement.

(1) Les documents dont il va être parlé sont demeurés confidentiels.

réglées à Mascate même, par un accord entre les consuls des deux pays.

Chaque pays présentant une interprétation différente du texte de la Haye, il fallut deux ans pour que l'entente se fit. Enfin le 20 novembre 1907, il fut convenu entre les deux gouvernements que le sultan de Mascate ferait une proclamation pour promulguer les articles de la sentence arbitrale en même temps que l'interprétation acceptée par les deux parties; enfin les consuls français et anglais devaient s'entendre pour dresser une liste des boutriers autorisés à naviguer sous les couleurs françaises en vertu de la sentence arbitrale.

M. Laronce, consul de France à Mascate, rédigea cette liste. Elle comporte trois états.

1^o Un état des boutres appartenant à des Français; il ne comprend aucun bâtiment. Mais cet état « Néant » est destiné à sauvegarder les droits reconnus à la France par le traité de 1848 en ce qui touche les Mascatais au service des Français et confirmés par la sentence arbitrale. Déjà, en 1905, M. Herbette avait sollicité des diverses compagnies françaises de navigation à l'établissement d'agences à Mascate en vue de faire rentrer dans cette catégorie nos boutriers de Sour et de Mascate.

2^o Un état des boutriers mascatais francisés; cet état qui ne comprend que les boutriers francisés avant

1863 comporte 13 armateurs possédant ensemble 22 boutres.

3^o Un état des boutriers zanzibarites, ayant un établissement à Mascate, et inscrits au consulat de Zanzibar comme protégés français à la suite du compromis franco-anglais du 13 mai 1904. Il comprend 8 propriétaires possédant 10 boutres.

Les deux consuls s'étant trouvés d'accord sur l'établissement de cette liste, à la suite d'un échange de lettres entre M. Laronce, consul de France, et M. Grey, agent britannique, en janvier 1908, le sultan fut autorisé à publier sa proclamation en arabe et en anglais.

L'édit du sultan est daté de la fin de janvier 1908.

Seyyid Feysal déclare qu'il a chargé l'Angleterre d'étudier avec la France la question des boutriers francisés et que ces deux puissances ayant soumis l'affaire au tribunal d'arbitrage de la Haye, il en est résulté la sentence arbitrale dont il donne le texte.

En vertu de la sentence de la Haye, le sultan édicte une série de mesures qui s'appliquent aussi bien aux sujets mascatais qu'aux protégés français zanzibarites résidant dans l'Oman.

a) Les boutriers autorisés à porter les couleurs françaises et dont la liste arrêtée a été communiquée au sultan par le consul de France, conserveront toujours cette autorisation ; cependant les autorités françaises

restent libres de leur retirer ladite autorisation, comme ils demeurent eux-mêmes libres d'y renoncer.

b/ Ils pourront obtenir en cas de perte ou de vente d'un des boutres de la liste arrêtée par le consul de France, un titre nouveau de remplacement.

c/ Les boutriers autorisés à battre pavillon français restent tenus dans les Etats de l'Oman aux mêmes obligations que les autres sujets mascatais, et ils relèvent uniquement de la juridiction du sultan.

d/ Dans les mers avoisinantes de l'Oman (mers territoriales et golfe Persique tout entier), si un crime est commis à bord d'un des bâtiments naviguant sous les couleurs françaises, le consul de France fera une enquête et livrera les coupables à la juridiction du sultan.

e/ Les boutriers francisés ne pourront ni céder leurs titres de navigation, ni les transmettre par héritage. Le décès d'un boutrier inscrit sur la liste française entraîne de plein droit la suppression de l'autorisation pour ses navires qui rentrent alors dans le droit commun.

f/ Les sujets mascatais, nés dans l'Oman ou y résidant, qui solliciteront d'une autorité française des patentes de francisation pour leurs navires seront châtiés.

Ce texte est très intéressant. D'une part, il enlève au consul de France la juridiction sur les boutres naviguant dans les mers territoriales, contrairement à ce qui

avait été réglé à Zanzibar en 1893. D'autre part, il étend la limite des mers territoriales à tout le golfe Persique.

En outre, il règle la situation des sujets zanzibarites, protégés français aux termes des accords franco-anglais de Zanzibar, et résidant dans l'Oman. Ces protégés français, considérés comme tels à Zanzibar et dans toute la mer des Indes, ne peuvent rentrer dans aucune des catégories des protection établies par les considérants de la sentence arbitrale de la Haye ; en conséquence, ils sont soumis à Mascate, à l'autorité territoriale. Ainsi le droit écrit confirme quant à eux l'usage immémorial suivant lequel, dans la mer des Indes, la résidence doit être considérée comme créant la nationalité, principe admis par la France et repoussé par l'Angleterre devant le tribunal de la Haye.

La proclamation du sultan de Mascate et l'échange de correspondance intervenu entre les consuls de France et d'Angleterre pour l'établissement de la liste des boutriers français, mettent définitivement fin aux controverses juridiques entre la Grande-Bretagne et la France au sujet des boutriers mascatais. La disparition par extinction des boutriers francisés n'est désormais qu'une affaire de temps.

La France ne possède plus un seul « protégé » dans l'Oman ; l'Angleterre, au contraire, y conserve pleine

juridiction sur les Louwatia originaires de l'Inde et sur ses protégés zanzibarites.

L'hégémonie britannique, à Mascate, est aujourd'hui un fait incontestable ; et c'est la sentence arbitrale de La Haye qui a rendu possible cet état de chose si contraire à la déclaration franco-anglaise du 10 mars 1862.

CONCLUSION

Ce n'est pas un procès que nous avons voulu faire ici aux Anglais ; l'heure n'en serait pas choisie. Mais si la France peut aujourd'hui se féliciter avec raison de l'amitié de la Grande-Bretagne, la vérité historique n'en doit pas perdre ses droits.

L'Angleterre a été longtemps pour la France, même aux époques où Louis-Philippe et Napoléon III tentaient de gagner sa faveur en cédant partout devant elle, une rivale obstinée poursuivant implacablement notre amoindrissement. Nos intérêts alors étaient trop violemment opposés, tandis qu'ils sont maintenant unis.

Tout en poursuivant notre éviction de tous les points du globe où ils nous rencontraient, les Anglais ont reproché à ce pays une politique de « coups d'épingles ». Le grand crime de nos nationaux a été à la vérité de résister dans la mesure de leurs moyens aux empiètements britanniques et d'essayer de maintenir le droit en face de la violence et de l'usurpation.

L'erreur constante de nos gouvernements fut de

faire le silence sur ces différends, de les solutionner dans l'ombre, et de ne jamais solliciter l'appui d'une opinion publique avertie et ferme, comme dans la question du droit de visite. Le Foreign Office soutenu par le pays britannique tout entier, se trouva ainsi presque toujours en face d'un ministre isolé, indifférent ou avant tout soucieux d'écarter des difficultés d'ordre parlementaire ; il put en exiger ce qu'il voulut.

En 1899, après les incidents de Fachoda et de Mascate, un député, M. d'Estournelles de Constant, demandait au gouvernement de ne pas s'hypnotiser dans un silence prolongé quand il s'agissait de questions intéressant profondément le pays. M. d'Estournelle, très anglophile, s'imaginait que ce mutisme prolongé cachait toutes sortes de mauvais coups « de notre part » ; et il avait quelque droit de penser ainsi puisque la presse anglaise ne cessait de nous représenter comme uniquement préoccupés de créer des difficultés à la Grande-Bretagne, alors qu'en France les grands journaux n'opposaient à ces affirmations aucune contre-partie et demeuraient habituellement muets.

« Il faut parler, en effet, s'écriait M. Etienne dans la séance de la Chambre du 6 mars 1899, il faut parler surtout pour détruire les légendes, car elles se créent avec une aisance trop facile, et sans répit

tenter de dissiper cette grossière erreur qui a cours en Angleterre, qui s'est propagée en France — à savoir que la France ne poursuit pas depuis vingt-huit ans une politique pacifique.

Nous constatons, hélas ! malgré l'éloquente protestation de notre éminent collègue M. Ribot, que la légende subsiste. On dit et on répète que, sollicités par la mégalomanie coloniale, — c'est le mot employé par notre honorable collègue M. d'Estournelles, — nous avons parcouru le monde, nous nous sommes jetés à travers tous les continents sans but, sans méthode, sans conception générale et que nous nous sommes heurtés aux intérêts anglais sans savoir même que ces intérêts existaient ; que de là est née la source de tracas, d'ennuis et de conflits dont nous avons été tout récemment les témoins attristés. »

Et l'éloquent député d'Oran faisait des politiques française et anglaise ce suggestif parallèle :

« La France avait apposé sa signature au bas du traité qui assurait l'indépendance absolue du sultanat de Zanzibar. Ce traité datait de 1862.

En 1890, l'Angleterre, sans même aviser le gouvernement français, déchire le traité de 1862 et partage le sultanat de Zanzibar entre elle et l'Allemagne. Est-ce que, à ce moment-là, le gouvernement français outragé, j'imagine, d'une façon plus que manifeste...

M. JOURDE. — C'est la façon dont l'Angleterre nous donne des témoignages amicaux !

M. ETIENNE. — ... a marqué ses droits et sa juste susceptibilité en adressant au gouvernement anglais des notes comminatoires ? Nullement.

Le gouvernement français s'est borné à souligner l'erreur commise, et lord Salisbury, déjà premier ministre de l'Angleterre à cette époque, s'est contenté de répondre à la France :

« J'ai commis un oubli ; je n'ai plus songé que la signature de la France se trouvait au bas du traité de 1862, qui garantissait l'indépendance du sultanat de Zanzibar, mais nous allons arranger ce différend et vous donner des compensations. »

La compensation ? Elle a été enregistrée dans un traité qui porte la date du 5 août 1890 : dans ce traité, l'Angleterre nous reconnaît purement et simplement les territoires qui nous appartenaient depuis la conquête algérienne, car ce sont les territoires situés au nord de la ligne qui, partant de Say, sur la rive gauche du Niger, s'étend jusqu'à Barroua, sur le Tchad ; elle veut bien reconnaître également le protectorat de la France sur Madagascar, protectorat qui existait depuis 1885.

Voilà la compensation qui nous a été accordée après la rupture éclatante par l'Angleterre du traité de 1862 concernant Zanzibar. Mais, tout en nous

accordant des compensations illusoires, l'Angleterre s'est empressée de se faire concéder des avantages positifs. Dans ce même traité de 1890 elle s'est fait reconnaître les territoires situés au sud de la ligne Say-Barroua, c'est-à-dire le Sokoto, qui est nominativement désigné dans le traité, et les vastes contrées du Bornou et des Haoussas.

Voilà un premier acte. Est-ce tout ?

En 1891, l'Angleterre signe avec l'Italie un traité par lequel elle lui reconnaît le protectorat sur l'Abyssinie. Mais immédiatement elle se fait reconnaître toute la rive droite du Nil ; elle projetait déjà sa fameuse percée de la Méditerranée jusqu'au Cap.

Les intérêts de la France étaient gravement lésés, tant à raison de ses relations d'amitié avec l'Abyssinie que de l'influence manifeste qu'elle avait dans ces régions. La France cependant n'a pas protesté.

En 1892, nous avions dans l'Ouganda une situation importante acquise par un homme dont personne ici n'a perdu le souvenir, je veux parler d'un grand Français, le cardinal Lavigerie.

Les Anglais, eux aussi, y avaient envoyé leurs missionnaires. De là concurrence, on peut dire, entre les deux influences ; mais la politique anglaise toujours active, toujours opiniâtre, provoque bientôt un conflit sanglant. Les massacres succèdent aux massacres sous les regards d'un officier anglais qui a

acquis depuis une très grande autorité et dont l'Angleterre utilise sans répit les brillantes qualités, j'ai nommé le capitaine Lugard. Les sujets français sont massacrés. La France obtient, après des réclamations innombrables, une satisfaction dérisoire, 250 mille francs, je crois. Je ne sais même pas si depuis 1892 cette somme a été payée au gouvernement français.

M. DE MAHY. — Les Anglais, à coups de canons Maxim, ont massacré 10.000 partisans de la France et ont chassé nos missionnaires !

M. ETIENNE. — En 1890 et 1891 la France, usant d'un droit qui lui est conféré par un traité au bas duquel figurent les signatures de toutes les puissances de l'Europe, — je veux parler de la convention de Bruxelles de 1885 qui assure la liberté de la navigation dans le Niger, le Congo et les grands lacs africains, — la France envoie au sultan d'Yola une mission pacifique à la tête de laquelle elle place un vaillant explorateur, le lieutenant de vaisseau Mizon.

Mizon part, traverse le Niger, est attaqué en route, blessé par les indigènes qui le surprennent dans la nuit : mais à force de volonté il pénètre dans la Bénoué, se rend dans le sultanat de l'Adamaoua, à Yola, puis il rentre en France après une magnifique exploration qu'on n'a pas oubliée et au cours de laquelle

il se rencontre, en plein cœur de l'Afrique, avec M. de Brazza.

L'année suivante, Mizon retourne avec une nouvelle mission commerciale dans l'Adamoua. Mais, à peine est-il arrivé à Yola, la capitale, que l'Angleterre invite le gouvernement français à le rappeler, déclarant que le sultanat de l'Adamaoua est sous son protectorat. Ce qui était absolument inexact.

Le gouvernement français cède encore aux sollicitations de l'Angleterre, et Mizon rentre en France après avoir été forcé d'abandonner son bateau sur lequel flottait le pavillon français. Notre pavillon est abattu et le navire saisi par les autorités anglaises. Je crois ne pas me tromper en affirmant que cette question n'est pas encore réglée.

M. JUMEL. — C'était encore un acte amical.

M. JOURDE. — Comme toujours !

M. ETIENNE. — En 1894, l'Angleterre, sans nous aviser, passe un traité avec l'Etat indépendant du Congo. Elle dit à cet état : « Vous êtes trop à l'étroit dans les immenses territoires que l'Europe vous a reconnus ; étendez-vous un peu plus au nord-est et prenez toutes les régions qui avoisinent le Nil, c'est-à-dire tout le Bahr-el-Gazal ; occupez-le pour moi en attendant que je puisse m'y installer au jour qui me conviendra. »

Or, ces territoires nous appartenaient : ils étaient

de ceux que les traités solennellement passés avec l'Etat indépendant du Congo lui interdisaient d'occuper.

Nous avons dû adresser de très vives protestations à l'Etat indépendant, envoyer même des troupes dans la région pour le décider à rompre son traité avec l'Angleterre. Il a fallu une interpellation, interpellation que j'ai eu l'honneur de développer ; il a fallu une manifestation éclatante de la Chambre, un vote unanime de cette assemblée, pour que l'Etat du Congo reconnût qu'il avait violé le traité et qu'il devait se retirer des territoires qu'il occupait indûment.

En 1895, M. le ministre des affaires étrangères, qui était alors ministre des colonies, confie une mission importante à un officier distingué, au commandant Toutée, alors capitaine. Cet officier devait remonter le Niger. Il accomplit sa mission avec une intelligence, un dévouement auxquels tout le monde rend hommage ; et en cours de route il installe au delà des régions possédées par l'Angleterre, sur les bords du Niger, un petit poste auquel il donne le nom de notre excellent et dévoué collègue, M. le prince d'Arenberg, dont l'éloge n'est plus à faire.

L'Angleterre s'émeut ; elle adresse des protestations, déclarant que la France occupe un territoire sur lequel elle n'a aucun droit ; elle affirme que les agents anglais ont signé des traités avec les petits

chefs de ces régions, et elle exige que le commandant Toutée abandonne le poste et le remette aux autorités britanniques.

Le gouvernement français obéit encore très aimablement aux sollicitations anglaises ; le fort d'Arenberg est abandonné et l'Angleterre prend possession d'un territoire qui ne lui appartenait pas.

En 1898 enfin, nous signons un traité avec l'Angleterre pour délimiter nos possessions dans la boucle du Niger. Je n'ai pas à faire ici le récit des multiples missions et opérations militaires que notre intrépide et vaillant gouverneur, M. Ballot, a dirigés dans ces immenses territoires avec un dévouement, avec une intelligence sans égales. Nous avons pu, grâce à son activité, devancer les Anglais et nous installer solidement dans toute la boucle du Niger.

L'Angleterre prévenue fait force-de voiles ; elle envoie là-bas l'officier qui a si bien opéré dans l'Ouganda, le colonel Lugard. Mais il arrive après que nos explorateurs ont déjà occupé le pays. Aussitôt le conflit éclate entre l'Angleterre et la France. Après de longues, difficiles, délicates négociations, un accord intervient... Les deux gouvernements signent le traité du 5 juin 1898. La France renonce volontairement à des territoires sur lesquels flottait depuis plus d'un an son drapeau. Bien plus, elle concède à l'Angleterre la liberté commerciale pendant 30 ans dans

deux de ses colonies : le Dahomey et la Côte d'Ivoire.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL GUÉRIN. — C'est nous qui faisons des conquêtes pour l'Angleterre.

M. DE MAHY. — C'est la vérité même.

M. ETIENNE. — Et, lorsque tous ces faits — et j'en néglige bien d'autres — sont établis, on ose dire dans toute la presse anglaise...

M. DE MAHY. — Et dans une partie de la presse française, hélas !

M. ETIENNE. — ... que la France ne rêve que conflits, qu'elle a toujours, comme autrefois, la passion des aventures. Tous les hommes d'Etat anglais, les généraux, les amiraux, les ministres même se complaisent pendant trois mois à agiter l'Europe, on peut le dire, en s'efforçant de démontrer que notre politique à l'égard de l'Angleterre est une politique d'agression. »

Cette démonstration si claire ne porte que sur un court laps de huit ans (1890-1898). Elle pourrait être établie pour les quatre-vingt-dix ans (1815-1904) de la rivalité de la France et de l'Angleterre au XIX^e siècle.

L'audace des agents anglais, la netteté des vues du gouvernement britannique, ont eu presque en toutes circonstances raison de la faiblesse ou de l'impéritie du gouvernement de Paris.

Nos nationaux, plus entreprenants et plus réalisa-

teurs que les Anglais ont été généralement désavoués et sacrifiés.

Et l'on ne saurait prétendre que la seule considération des nécessités de la situation européenne justifiait pour nous une politique d'effacement. L'Angleterre n'eut pas toujours les mains libres et son « splendide isolement » ne fut jamais pour elle un gage de force et de sécurité. A de certaines heures le « bluff de la guerre » n'aurait dû tromper personne, et pour ne pas laisser prescrire nos droits, il eût suffi d'une attitude virile ou d'un énergique rappel au respect des engagements (Egypte, 1882 ; Afrique Orientale, 1886 et 1890 ; Mascate, 1900). A ces dates, nous manquâmes de fermeté, et la Grande-Bretagne passa outre à des réclamations qu'elle jugea platoniques.

Ainsi, chez nos ministres méconnaissance et souvent inintelligence des intérêts qui leur sont confiés, unie à la peur des responsabilités poussée à un point incroyable ; dans l'opinion, ignorance totale des événements ; dans la grande presse, silence officieux ; enfin au Parlement, quelques hommes avertis, mais mal écoutés, voilà les éléments de notre politique étrangère. En Angleterre, au contraire, une opinion et une presse admirablement informées, un gouvernement aux idées claires et aux conceptions puissantes.

tes. L'issue d'une rivalité franco-anglaise dans ces conditions, n'était pas douteuse (1).

(1) Il pourrait paraître étonnant que la France ait cependant réussi à se tailler un grand empire colonial dans cette immense Afrique, *res nullius* il y a cent ans. Mais la ténacité de nos nationaux (explorateurs, colons, fonctionnaires, officiers) a été parfois plus forte que les résistances ministérielles.

D'ailleurs, en Algérie, nous avons été contraints par les circonstances, du jour où nous avons occupé Alger ; à Madagascar, les événements ont été préparés, voulus par nos colons. Enfin, l'Angleterre jugeait primitivement l'Afrique occidentale dénuée de valeur et elle laissait « le coq gaulois gratter des sables. » Dès son entrée en scène de ce côté, nous étions obligés de lui abandonner les riches territoires de la Nigérie.

Quant à l'Indo-Chine, c'est l'œuvre d'un homme qui a vu clair dans la politique anglaise et ne s'est pas laissé intimider : Jules Ferry.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Considérations sur la navigation boutrière	15
CHAPITRE II. — Le pays des Zendjs (Côte orientale d'Afrique)	39
CHAPITRE III. — Rivalité de la France et de l'Angleterre dans la mer des Indes.	66
CHAPITRE IV. — Le droit de visite.	85
CHAPITRE V. — La francisation des boutriers indigènes.	103
CHAPITRE VI. — Événements de la Côte orientale d'Afrique (1862-1890)	131
CHAPITRE VII. — La conférence de Bruxelles.	149
CHAPITRE VIII. — La police des eaux territoriales de Zanzibar et de Mascate, pays de capitulation.	171

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE IX. — Derniers épisodes de la rivalité franco-anglaise dans l'Afrique Orientale (1890-1899).	200
CHAPITRE X. — La traite. Derniers incidents.	225

CHAPITRE XI. — La question des protégés français de Mascate et de Zanzibar.	249
CHAPITRE. XII. — Règlement de la question de Zanzibar.	302
CHAPITRE XIII. — L'arbitrage de la Haye	317
CHAPITRE XIV. — L'application de la sentence arbitrale de 1903	353
CONCLUSION.	359

Vu :
Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu :
Le Président,
WEISS.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

Liard

